MOHAMMED SAMRAOUI

CHRONIQUE DES ANNÉES DE SANG

Algérie : comment les services secrets ont manipulé les groupes islamistes




Chronique des années de sang



MOHAMMED SAMRAOUI

Chronique des années de sang

Algérie : comment les services secrets ont manipulé les groupes islamistes



Ouvrage publié sous la direction
de Guy Birenbaum

www.denoel.fr

9, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris
ISBN : 2.207.25489.5
B 25489.6

À ma mère, que je n'ai plus revue depuis septembre 1993 et que je crains ne plus jamais revoir à cause des généraux criminels qui gouvernent l'Algérie.

À la mémoire du général Saïdi Fodhil, du colonel Achour Zahraoui, des commandants Boumerdès Farouk et Benyamina Djabber, victimes de la lâcheté, de la traîtrise et du mensonge des généraux corrompus et prédateurs.

À Abdelhai Beliardouh, courageux journaliste qui s'est sacrifié en dénonçant et combattant avec sa plume les truands de la République.

À Me Mahmoud Khelili, farouche militant des droits de l'homme, qui s'est opposé durant toute sa vie à l'oppression et aux abus de ceux qui ont confisqué le pouvoir en Algérie.

À toutes les victimes, civiles et militaires, algériennes ou étrangères, du complot des généraux contre les symboles de la révolution de novembre 1954.

Prologue

La « relation forte » entre la Sécurité militaire et la DST

Septembre 1995. Je pousse la porte d'une chambre située au premier étage d'un hôtel miteux du centre de Bonn, le Rheinallee. J'y retrouve mon ancien chef venu incognito, le général Smaïl Lamari, dit « Smaïn », numéro 2 des services secrets algériens, la fameuse Sécurité militaire (SM). Petit, le visage anguleux, des yeux noirs sous une calvitie avancée, il a l'air déterminé de celui qui a pris une grande décision. À ses côtés, mes deux prédécesseurs au poste d'attaché militaire à l'ambassade d'Algérie en Allemagne, venus eux aussi spécialement d'Alger : le colonel Rachid Laalali, dit « Attafi », et le colonel Ali Benguedda, dit « petit Smaïn ». Deux officiers des services connus pour leur dévouement au général Smaïn.

D'entrée de jeu, ce dernier me donne la clé de cette étrange réunion « clandestine » : il me demande d'organiser la liquidation physique de deux islamistes algériens réfugiés en Allemagne, Rabah Kébir et Abdelkader Sahraoui. Des figures publiques bien connues, certes opposants au régime, mais qui n'ont rien de dangereux terroristes.

Devant mon étonnement sur l'utilité d'une telle « opération », Smaïn enfonce le clou : « Il faut clouer le bec à ces salauds qui mettent l'Algérie à feu et à sang, et nous empêchent d'obtenir le soutien international. Le spectre de l'intégrisme et d'une république islamique en Algérie qui déstabiliserait le Maghreb et constituerait une base pour d'éventuelles attaques contre l'Occident ne semble pas convaincre nos partenaires européens. Il faut un événement fort pour secouer leur conscience, comme ce fut le cas avec les Français.

– Qu'arriverait-il en cas de pépin ?

– Tu ne risques rien du tout. Si on t'expulse d'ici, je te désignerai ailleurs.

– Ici, c'est un État de droit, vous n'avez aucune chance. Et en plus, vous ne pouvez pas compter, comme en France, sur vos amis de la DST ou du ministère de l'Intérieur pour vous venir en aide. Ici, il n'y a ni Pasqua, ni Bonnet, ni Pandraud ou Marchiani... »

Mon refus fera avorter l'opération. Mais il signera aussi ma rupture définitive avec les « décideurs » d'Alger, ce qui me conduira à déserter quelques mois plus tard.

Il faut dire qu'au moment même où nous tenons cette réunion à Bonn, la France est secouée depuis plusieurs semaines par une vague d'attentats islamistes, qui a déjà fait plusieurs morts et des dizaines de blessés. Et je me doute bien, même si je n'ai alors encore aucune information précise à ce sujet, que les groupes islamistes manipulés ou infiltrés de longue date par mon homologue de la Sécurité militaire à Paris, le colonel « Habib », y sont pour quelque chose...

En France, la SM est en effet une puissance, bien plus qu'en Allemagne. Elle a une longue tradition (avec l'accord tacite des gouvernements français, quelle que soit leur couleur politique) de contrôle de la communauté immigrée, notamment à travers l'Amicale des Algériens en Europe, puis à travers les dix-huit consulats implantés sur le territoire français, qui ont pour mission de quadriller l'ensemble des régions.

Sur un plan moins officiel, la Sécurité militaire a toujours pu compter sur de nombreux agents, exerçant essentiellement dans les différentes délégations d'Air Algérie, à la Cnan (Compagnie nationale algérienne de navigation, la compagnie maritime algérienne), au Centre culturel algérien à Paris, à l'APS (Algérie presse service, l'agence publique d'information) ou à la Mosquée de Paris... Elle s'appuie également sur un large réseau de particuliers aux professions diverses (avocats, gérants d'hôtels, de bars ou de restaurants, commerçants, consultants...). Mais aussi sur des chauffeurs de taxi dans les grandes villes françaises ou sur des « trabendistes », ces petits trafiquants qui, en contrepartie des services rendus, peuvent introduire en Algérie leurs marchandises ou des produits prohibés sans être harcelés par les services des douanes algériennes (ou en ne s'acquittant que de sommes dérisoires pour corrompre des douaniers véreux).

À partir de 1993, le nombre d'officiers et de sous-officiers du DRS et de commissaires de police présents en France peut être estimé sans risque d'erreur à au moins une centaine de personnes (effectif qui augmentera sensiblement ensuite); à ce chiffre, il faut ajouter plusieurs centaines d'agents et indicateurs. On a ainsi une première idée du contrôle exercé par la SM sur la communauté algérienne établie dans l'Hexagone. Et du niveau de connivence de l'État français, sans doute un des rares États au monde à s'accommoder de la présence permanente, et en nombre, d'une police étrangère sur son territoire national...

Plutôt que de connivence, il faudrait d'ailleurs parler de complicité, dont l'axe central est bien la coopération très étroite entre la SM et la DST (Direction de la surveillance du territoire), surtout depuis le milieu des années 80, période au cours de laquelle des officiers de la SM (dont Smaïl Lamari) ont rendu de précieux services à leurs homologues français (notamment lors de l'affaire des otages français au Liban et lors des attentats de Paris en 1986). Ce qu'a d'ailleurs confirmé, en s'en félicitant, l'ancien directeur de la DST, Yves Bonnet, dans ses mémoires [1]. Il y évoque en ces termes la « relation forte » qui unit la SM aux services français : « La France a la chance de pouvoir compter sur un tel partenaire, compétent et parfaitement au fait des réalités du Proche-Orient... Notre maître en affaires arabes, c'est l'Algérie [2]. » Et il ajoute : « Nul n'a prévu la montée de l'islamisme, la menace terrible qu'il va faire peser sur l'Algérie, mais aussi sur la France; nul ne soupçonne, en tout cas pas moi, combien il va falloir être solidaires (...). Nous échangions, dans un premier temps, impressions et généralités, puis, très vite, le dialogue devient opérationnel (...). Pour eux, nous avons en retour des renseignements de grande fiabilité sur leur opposition [3]. »

Un « dialogue opérationnel » : dans le vocabulaire des services, cela signifie des opérations conjointes, voire l'organisation en commun de « coups tordus ». De fait, à partir du coup d'État de janvier 1992 en Algérie, la SM et la DST sont clairement passées de la collaboration sur les « affaires arabes » à une sorte de cogestion dans la surveillance et la manipulation de la violence

1. Yves Bonnet, *Mémoires d'un patron de la DST*, Calmann-Lévy, 2000.
2. *Ibid.*, page 320.
3. *Ibid.*, page 339.

islamiste algérienne en France, comme l'illustrent certains des épisodes que je rapporte dans ce livre (voir chapitre 9). Smaïl Lamari a été l'homme clé de ce partenariat – au point qu'il a toujours eu un accès direct au patron de la DST –, et il l'est toujours au moment où j'écris ces lignes.

Témoignage, à mon niveau, de l'étroitesse de ces liens : quand j'étais en poste à Bonn, il m'est souvent arrivé de voyager en France sans visa, document pourtant obligatoire pour les Algériens. Il suffisait que mon alter ego à Paris, le colonel Habib, annonce mon arrivée pour que la police de l'air et des frontières me délivre un sauf-conduit me permettant de séjourner sur le territoire français; à l'issue de mon séjour, je restituais ce document à l'aéroport et toute trace de ma présence sur le sol français disparaissait...

Bien sûr, la « relation forte » entre la SM et la DST n'implique pas que cette dernière ait su que les services algériens iraient jusqu'à faire exploser des bombes à Paris pour contraindre les responsables politiques français à soutenir sans réserve la politique d'« éradication » de l'islamisme menée par les généraux d'Alger, au prix de dizaines de milliers de morts depuis 1992. Mais cette relation a indiscutablement joué un rôle clé dans cette guerre. Même si la responsabilité première en revient à mes anciens chefs, qui n'ont pas hésité à manipuler, à un point qui dépasse presque l'entendement, la violence islamiste pour parvenir à leurs fins. C'est l'objet de ce livre.

Introduction

« Il y a deux Histoires : l'Histoire officielle, mensongère, qui nous est enseignée, et l'Histoire secrète où se trouvent les vraies causes des événements, une Histoire honteuse. »

Honoré de Balzac, *Les Illusions perdues.*

« Comment comprendre cette conception policière et paranoïaque de la subversion universelle façonnant l'esprit de certains officiers qui, progressivement, se perdent dans la dégradation morale et professionnelle induite par la pratique systématique de la torture et de l'assassinat, s'abaissant à ce niveau de cruauté et d'apparente irrationalité ? (...) Plus ces militaires plongent dans cet abîme de barbarie et d'indignité, plus se dégrade leur compétence spécifiquement militaire, (...) et plus s'affaiblit leur capacité d'affronter un authentique ennemi sur un véritable champ de bataille, face à des troupes organisées et bien commandées, qui tirent pour de vrai. »

Colonel Prudencio García [1].

Officier supérieur des services secrets de l'Armée nationale populaire algérienne (ANP), j'ai participé en janvier 1992 au

1. Prudencio García, *El Drama de la autonomía militar*, Alianza Editorial, Madrid, 1995. Cet ouvrage remarquable d'un officier espagnol en retraite est consacré au comportement des forces armées argentines sous la dictature du général Jorge Rafael Videla (1976-1983). Un modèle répressif directement inspiré des techniques de l'armée française durant la guerre de libération de l'Algérie (1954-1962). Un modèle qui a aussi inspiré les généraux algériens des « années de sang », depuis 1992.

coup d'État qui a destitué le président Chadli Bendjedid. Tout au long du début des années 90, j'ai pris part à la lutte contre les réseaux du terrorisme intégriste, parce que j'estimais qu'il était de mon devoir de contribuer à sauver le pays. La suite des événements m'a permis de réaliser qu'en fait je me faisais le complice des bourreaux du peuple algérien. Et que je participais non pas à la défense des intérêts de l'Algérie, mais à la sauvegarde des intérêts d'une oligarchie qui ne rêvait que d'accaparement par tous les moyens – destruction, saccage et mensonge – pour imposer son diktat, une forme perverse et inavouée de totalitarisme.

J'ai essayé de raisonner et de convaincre mes supérieurs de la nécessité de changer une stratégie qui allait à l'encontre des aspirations du peuple, et qui ne pouvait que produire des dégâts considérables. N'ayant pas été entendu, je me suis démarqué dès 1992 et j'ai été l'un des premiers officiers supérieurs de l'ANP, à partir de 1996, à refuser de cautionner cette dérive en désertant les rangs d'une institution devenue un instrument de répression entre les mains criminelles des ennemis de l'Algérie.

Pourquoi j'ai déserté

Par devoir de vérité envers la mémoire de toutes les victimes de cette guerre absurde, j'ai décidé de dénoncer dans ce livre les véritables auteurs du drame vécu par mon pays. Une « sale » guerre conduite par des généraux incompétents et assoiffés de pouvoir, qui fuient le devant de la scène pour masquer leur médiocrité et mieux ériger leur pouvoir sur les cadavres de leurs compatriotes. Tout ce que je rapporte ici, ce sont des faits ou des déclarations de divers protagonistes, dont j'ai été le témoin direct dans l'exercice de mes fonctions. En apportant des informations précises et indiscutables, ce livre se veut une contribution à ce combat en vue de restituer la vérité historique ; j'espère qu'il pourra servir un jour de pièce à conviction à un tribunal impartial chargé de juger les responsables.

Je me suis engagé dans l'Armée nationale populaire en juillet 1974. Après un diplôme d'ingénieur en biochimie (en 1977) et une formation d'officier d'octobre 1978 à juin 1979 (où j'ai fini vice-major de promotion), j'ai été affecté en tant qu'instruc-

teur à l'école de la Sécurité militaire (les services secrets de l'armée, plus connus sous les initiales SM) de Béni-Messous. J'ai ensuite occupé différents postes, toujours au sein de la SM, à Constantine, à Guelma et à Tipasa.

De mars 1990 à juillet 1992, j'ai été nommé à Alger, comme responsable du service de recherche et d'analyse à la direction du contre-espionnage. En parallèle, j'ai enseigné à l'école des officiers de la SM de Béni-Messous et j'ai été membre de l'administration de l'état de siège en 1991, puis de l'état d'urgence à partir de janvier 1992 (même si officiellement c'est à partir de février 1992 qu'il a été décrété). Au cours de l'été 1992, en désaccord avec la façon dont était conduite la lutte anti-terroriste, j'ai demandé à être relevé de mes fonctions, ce qui m'a été refusé. Dans des circonstances que j'aurai l'occasion de relater, j'ai finalement accepté d'être muté à l'ambassade d'Algérie en Allemagne, où, de septembre 1992 à janvier 1996, j'ai occupé les fonctions d'attaché militaire et de conseiller (responsable de l'antenne locale de la SM), avec le grade de commandant, puis de lieutenant-colonel.

Depuis 1992, bien que mon esprit ait à plusieurs reprises été traversé par des doutes, je croyais participer au sauvetage de l'Algérie. Mais en 1995, j'ai été confronté à des preuves irréfutables de la machination contre le peuple. J'ai alors pris la décision, en mon âme et conscience, de rompre définitivement avec ce système. Je me considérais au service de l'Algérie et non d'un clan sans scrupule qui cherchait par tous les moyens à sauvegarder ses intérêts et ses privilèges, n'hésitant pas à dresser les Algériens les uns contre les autres et à assassiner des innocents pour faire main basse sur les structures politiques et économiques du pays.

Ayant clairement manifesté mes désaccords sur leurs méthodes à mes supérieurs, j'ai été brutalement rappelé à Alger le 26 janvier 1996. J'y suis retourné le 4 février, mais je n'y suis resté qu'une semaine. Le chef des services, le général Mohamed Médiène, dit Toufik, chercha à « acheter » mon silence en m'offrant un poste dans son *staff* et en me proposant au grade de colonel – j'étais de toute manière sur le tableau d'avancement de juillet 1996. Mais je connaissais la valeur de ses « promesses ». Le 12 février, je quittai donc le pays par le vol Alger-Bruxelles. Rester en Algérie signifiait pour moi donner

l'ordre à des Algériens de tuer d'autres Algériens, leur imposer des souffrances, les interner, les avilir... Ce qui était en totale contradiction avec ma conscience et avec le serment fait à nos martyrs lors de mon incorporation dans les rangs de l'ANP. Je ne voulais pas trahir non plus la fidélité à notre devise, « Loyauté, bravoure, vigilance ».

Comment éviter de participer à cette guerre insensée ? Démissionner, comme me l'ont suggéré certains amis ? Cela n'était plus possible. En temps de « guerre », nul n'a le droit de le faire, sans que cela ne soit interprété et sanctionné comme un acte de « trahison ». D'ailleurs, de nombreux officiers honnêtes et scrupuleux, qui refusaient de s'impliquer dans cette aventure, ont été mystérieusement assassinés : en l'absence de toute enquête sérieuse, leur mort a toujours été attribuée aux Groupes islamistes armés (GIA), alors qu'en réalité leur élimination a été commanditée par leurs chefs crapuleux, au motif qu'ils refusaient d'appliquer leurs instructions criminelles ou qu'ils risquaient de le faire. Face à cette dérive mafieuse, déserter était l'unique choix qui me restait. C'est donc ce que j'ai fait : j'ai demandé (et obtenu) l'asile politique en Allemagne, où je vis depuis lors.

La dérive islamiste

Ayant vécu au cœur du système, je peux dire que la réalité de la guerre qui déchire mon pays depuis 1992 est bien plus complexe que ne le laissent entendre les analyses manichéennes dominantes en Europe, opposant militaires républicains et fanatiques islamiques. C'est pourquoi mon objectif est de contribuer à la vérité historique, sans aucune complaisance ni parti pris.

Dans ce témoignage, je mets en cause les chefs de l'armée qui manipulent et instrumentalisent la violence islamiste depuis des années. Certains pourraient être tentés de croire que je me fais ainsi l'avocat du Front islamique du salut (FIS) ou des islamistes, et c'est pourquoi je tiens d'emblée à préciser que je n'ai jamais appartenu à une quelconque organisation politique et qu'il n'est nullement dans mes intentions de nier ou de dédouaner les crimes abjects commis par les islamistes, qui ont été rapportés par de nombreux ouvrages – qu'ils aient ou non été

manipulés, les auteurs de ces crimes restent des criminels, qui devront être jugés un jour. S'il y a eu la guerre, c'est qu'il y avait forcément deux protagonistes : à mes yeux, les généraux et les dirigeants du FIS sont coresponsables du drame algérien.

Triomphante à partir de 1989, l'idéologie islamiste prétendait restaurer les valeurs de l'islam, en tentant souvent de les imposer par la force et non par la conviction. Même si la base de ce parti était hétérogène, il ne fait aucun doute que certains dirigeants du FIS encourageaient cette dérive autoritaire. Celle-ci a favorisé la naissance d'un courant radical, hostile à toute modernité. Ce courant développait un discours antidémocratique, illustré par les slogans « Démocratie = *kofr* (impie) » ou « La seule loi, c'est le Coran ». Il prônait l'islamisation par la force, le port obligatoire du *hidjab* ou l'instauration d'interdits religieux ; il prélevait aussi l'impôt « révolutionnaire », qui deviendra durant les années de sang l'« impôt du *djihad* » (c'est cette frange extrémiste que la SM poussera, par les moyens qu'on verra, à la radicalisation et à la confrontation, entraînant toute une jeunesse à prendre les armes, à rejoindre les maquis et à embrasser le langage de la violence).

Par la suite, les calculs politiciens de dirigeants du FIS, combinés aux manipulations et provocations des services, ont fait que la dynamique impulsée par ce parti s'engageait dans une logique d'affrontement rendant de plus en plus aléatoire toute perspective de cohabitation. Le président Chadli Bendjedid a bien essayé de jouer à l'équilibriste, en tentant de concilier à la fois les courants démocratiques (y compris ceux existant dans le FIS) et les généraux « décideurs », hostiles aux islamistes « inquisiteurs » qui allaient exiger des comptes et prendre le contrôle de la rente (commerce extérieur et exportations de pétrole et de gaz). Son entêtement dans cette voie lui coûtera son poste, un certain 11 janvier 1992. À partir de cette date funeste, les généraux de l'ombre allaient utiliser l'alibi de l'interruption du processus électoral pour jeter des milliers d'Algériens dans une atroce guerre civile : une folie sans précédent allait s'emparer des jeunes, dressés les uns contre les autres par un pouvoir machiavélique alors qu'ils ne rêvaient que de liberté, de justice et de dignité.

L'islamisme radical n'est toutefois pas sorti du néant. Dans les années 80, la misère sociale, la marginalisation des élites moder-

nistes, le refus de tout projet de société cohérent permettant une synthèse harmonieuse entre modernité et tradition, tout comme l'absence de libertés démocratiques et une corruption ostentatoire, ont été les ingrédients qui ont favorisé l'émergence de l'islamisme en Algérie. S'inscrivant dans un contexte géopolitique en mutation (chute du Mur de Berlin, déclin du communisme, fin de la guerre froide et donc du monde bipolaire, mondialisation...), cette émergence n'est que la conséquence logique de la médiocrité des principaux décideurs, ces chefs de l'armée qui refusaient de céder le flambeau ; mais également de la dépravation de cette pseudo-élite prébendière, renvoyant à la société l'image d'un pouvoir arrogant, miné par la corruption, l'incurie et la gabegie. Ces dirigeants ne s'apercevaient pas que le monde était en plein bouleversement, et que l'islam politique se posait en alternative à l'hégémonie américaine, depuis la chute de l'empire communiste : ils voulaient gérer comme au « bon vieux temps ». D'où l'incompréhension d'abord, la stupeur ensuite, et enfin la résistance farouche à toutes les tentatives de réformes qui ont suivi l'« ouverture politique contrôlée » du début 1989.

Les pays européens ont observé ces changements sans en saisir vraiment les enjeux, hésitant entre la satisfaction que promettait l'ouverture démocratique et la crainte de voir s'installer une dictature islamique aux portes de l'Europe. La perspective d'un État théocratique à l'iranienne ne pouvait être envisagée et encore moins acceptée. Cela explique le peu de réactions de la part des gouvernements européens lorsque les généraux iront très loin, à partir du putsch de 1992, dans la répression.

Ce putsch a définitivement, et pour le pire, consolidé le pouvoir total sur le pays des généraux Khaled Nezzar, Larbi Belkheir, Mohamed Touati, Mohamed Lamari et consorts. Ceux qu'on désigne souvent en Algérie comme le « clan des DAF », car la plupart d'entre eux sont d'anciens déserteurs ou démissionnaires de l'armée française – certains, comme les généraux Mohamed Lamari et Mohamed Touati, n'ont rejoint les maquis de l'Armée de libération nationale (ALN) qu'en 1961, soit quelques mois seulement avant l'indépendance et n'ont jamais pris les armes contre les forces d'occupation.

À l'évidence, une bonne partie des dirigeants du FIS a ainsi péché par inexpérience politique et a été souvent débordée par

son aile extrémiste incontrôlée, plus d'une fois manipulée par la SM. Le FIS aura de fait grandement contribué au déploiement des manœuvres de contrôle du pouvoir par les généraux sortis des rangs de l'armée coloniale.

L'extraordinaire invention de la « thèse du " Qui tue qui ? " »

À partir des grands massacres de l'automne 1997, l'opinion internationale a enfin commencé à prêter attention aux nombreux observateurs, notamment des ONG de défense des droits de l'homme, des journalistes et des experts de la crise algérienne, qui soupçonnaient de longue date l'implication des forces de sécurité dans les violences attribuées aux islamistes, mais qui prêchaient jusque-là dans le désert. Que des forces dépendant de l'armée aient commis (ou contribué à commettre) de tels crimes est assurément difficile à admettre. D'autant plus que ces abominations sont à peine concevables : comment imaginer que de simples citoyens (dont des enfants, des femmes et des vieillards...) soient kidnappés, mutilés, violés, massacrés ou égorgés, à l'instigation de ceux-là mêmes qui étaient censés les protéger ?

Et pourtant, on le verra, toutes les manipulations antérieures de la violence islamiste dont j'ai été le témoin préfiguraient cette abomination. Certes, essentiellement de 1992 à 1996, des groupes islamistes radicaux tout à fait autonomes ont commis des crimes et des atrocités. Mais une grande partie des assassinats et des massacres attribués aux islamistes depuis 1992 – et plus encore depuis 1997 – est en réalité l'œuvre directe ou indirecte d'hommes qui relevaient organiquement des structures de sécurité.

C'est ce que je m'attellerai à démontrer tout au long de cet ouvrage, dont l'objet est de contribuer à la manifestation de la vérité sur cette « décennie rouge », caractérisée par des chiffres terrifiants : deux cent mille morts, douze mille disparus, des dizaines de centres de torture (à une échelle « industrielle »), treize mille internés, quatre cent mille exilés et plus d'un million de déplacés. Et par le sinistre qui a frappé l'économie du pays : paupérisation de la majeure partie de la population (le

chômage touche plus de 30 % de la population active et, selon les estimations de certaines ONG, quinze millions d'Algériens vivent au-dessous du seuil de pauvreté, ce qui est paradoxal pour un pays aussi riche), réapparition des maladies éradiquées depuis plusieurs décennies (typhoïde, tuberculose, peste bubonique...) et généralisation des fléaux sociaux (corruption, banditisme, prostitution, trafic de stupéfiants, suicides...).

Ce livre vise donc à empêcher une nouvelle falsification de l'histoire de l'Algérie, comme cela a déjà été le cas de celle de la guerre de libération, qui a été réécrite par des imposteurs pour s'en prétendre les héros. Car l'opinion internationale est encore très loin de soupçonner l'ampleur invraisemblable des diaboliques manipulations de la « SM » (le sigle de la mythique Sécurité militaire a survécu à tous les changements de dénomination, DCSM, DGPS, DGDS et enfin DRS depuis septembre 1990 [1]). Et notamment de celles qui concernent l'information sur les événements de la guerre, systématiquement et habilement remplacée, « en temps réel », par la désinformation.

L'illustration la plus incroyable de cette politique est sans doute l'invention de la « thèse du " Qui tue qui ? " ». Fin 1997, après les atroces massacres de l'Algérois, les militants algériens des droits de l'homme et les ONG internationales de défense des droits de l'homme ont réaffirmé avec force leur revendication, déjà ancienne, d'une commission d'enquête internationale

1. La Sécurité militaire est issue du Malg (ministère de l'Armement et des Liaisons générales), le service de renseignements du FLN qui fut dissous en 1962 à l'indépendance. Omniprésente depuis dans tous les rouages de l'État et du parti (du temps du parti unique à qui il servait de police politique), la SM a été restructurée en 1980 sous le nom de DCSM (Direction centrale de la sécurité militaire), qui a cédé le pas en 1983 à la DGPS (Délégation générale à la prévention et à la sécurité, relevant de la présidence de la République), elle-même remplacée, après la « vague » démocratique d'octobre 1988, par la DGDS (Délégation générale à la documentation et à la sécurité, relevant toujours de la présidence et non du ministère de la Défense nationale). La DGDS a été officiellement dissoute en juin 1990 sans que cela affecte son personnel, son efficacité ou ses moyens. En septembre 1990, j'y reviendrai, la SM est devenue le DRS (Département du renseignement et de la sécurité), placé sous la direction du général Mohamed Médiène, dit « Toufik ».

Malgré l'usure du temps, le défilé des générations et les changements de dénomination, le terme « SM » est toujours usité, car il fait partie de l'inconscient des cadres et des citoyens, marqué par des années de terreur et d'oppression.

indépendante pour faire la lumière sur les soupçons d'implication des forces de sécurité dans la violence islamiste. Et cette fois, ils ont commencé à être entendus de la « communauté internationale » – au point que le porte-parole du Département d'État américain, James Rubin, déclarera, le 5 janvier 1998, que son gouvernement souhaitait une commission d'enquête internationale pour connaître les commanditaires des massacres [1].

Face à cette menace, le service de propagande du DRS [2] inventera un slogan redoutablement efficace : par l'intermédiaire de ses relais médiatiques, en Algérie et à l'étranger (surtout en France, où il n'en manque pas), il fera savoir que ces ONG et les personnalités qui les soutiennent osent, absurdement, poser la question de « Qui tue qui ? » – formule que les défenseurs des droits de l'homme n'ont pourtant jamais utilisée. Une question systématiquement qualifiée d'« obscène » (terme repris notamment par les philosophes français André Glucksmann et Bernard-Henri Lévy), puisque « tous ces crimes ont été revendiqués par les GIA » – en oubliant bien sûr de vérifier l'existence de ces revendications et, quand elles existaient, leur authenticité. Dans les années qui suivront, et jusqu'à aujourd'hui, tous ceux qui mettront en cause le rôle des forces de sécurité dans les attentats, assassinats et massacres inexpliqués se verront accusés d'être des « partisans de la thèse du " Qui tue qui ? " ».

Car, il faut le savoir, le service de propagande du DRS et une certaine presse sont chargés de débusquer toutes les velléités de remise en cause du discours officiel. Le moindre doute, la plus timide interrogation sont condamnés comme des « tentatives d'absoudre les islamistes de leurs crimes », dans le but de conforter l'interprétation dominante du conflit : la juste lutte des militaires républicains et laïcs contre les « fous de Dieu » terroristes. Une simplification qui justifie tous les crimes, en

1. *Daily Press Briefing released by the Office of the Spokeman*, US Department of State, 6 janvier 1998.

2. Pendant toute la « seconde guerre d'Algérie », et jusqu'à ce jour, ce service a joué un rôle majeur de désinformation. Auparavant intitulé « Service de presse et de documentation », il était devenu en janvier 1993 le « Service d'action psychologique », dirigé par le colonel Djillali Meraou, dit Salah, puis par le sinistre colonel Tahri Zoubir, dit Hadj (ce dernier a été remplacé par le colonel Faouzi fin 2001).

renvoyant dos à dos dans un manichéisme mystificateur certains des protagonistes du drame et en faisant l'impasse sur d'autres acteurs majeurs, à commencer par le peuple algérien lui-même.

Les méthodes permettant d'entretenir l'amalgame ont atteint un tel degré de perfectionnement que même les plus avertis en arrivent parfois à douter. Ainsi, pour faire croire que les massacres de civils sont le fait des islamistes, le DRS a mis au point une technique presque infaillible, consistant à inclure de vrais islamistes dans les groupes des forces combinées chargés de ces « opérations » (il s'agit d'individus préalablement arrêtés et « retournés » sous la torture ou « tenus » par des promesses de clémence pour des crimes commis antérieurement). Et lors des massacres, les habitants des premières maisons de la localité visée étaient volontairement épargnés, de manière à permettre aux survivants de témoigner ensuite qu'ils ont reconnu des islamistes. Il va sans dire que ces islamistes « alibis » agissaient à visage découvert, tandis que les militaires portaient des cagoules. C'est dans ces conditions que la « thèse du " Qui tue qui ? " » a fait recette.

La SM au cœur du pouvoir

En choisissant le corps de la SM au moment de m'engager au sein de l'Armée nationale populaire, un certain 7 juillet 1974 – j'avais vingt et un ans –, mon ambition était d'apporter ma modeste contribution à l'édification d'un État de droit puissant, démocratique, bâti sur les « idéaux de novembre » (ceux des initiateurs de la guerre de libération, le 1er novembre 1954), respectueux des libertés et des choix du peuple. Avec le temps, du fait des fonctions et des responsabilités que j'ai eu l'honneur d'assumer, et avec l'expérience accumulée tout au long d'une carrière de plus de vingt ans, je peux attester avec certitude que la SM constitue le « cœur » du pouvoir en Algérie.

Véritable État dans l'État, doté de prérogatives et de moyens illimités, ce corps de sécurité a acquis, à juste titre, la réputation de « faiseur de rois ». Car les « services », comme on les appelle, nomment ou dégomment directeurs généraux d'entreprises publiques, *walis* (préfets), consuls et ambassadeurs, députés et ministres, et même... présidents de la République.

Malheureusement, au cours des années 90, j'ai aussi acquis une autre certitude. Au lieu de mettre ses moyens et ses compétences au service du pays et de son peuple, la SM s'acharnait contre l'Algérie et les Algériens. Les chefs du DRS Mohamed Médiène, Smaïl Lamari et Kamel Abderrahmane, sous prétexte de sauver le pays de la « menace intégriste », ont organisé, avec la complaisance et la complicité de généraux mafieux et de quelques « marionnettes civiles », le pillage des richesses du pays et les crimes les plus abominables contre leurs propres concitoyens, n'épargnant ni les islamistes, ni les démocrates, ni les intellectuels, ni même les militaires. La seule devise de ces prédateurs a été de faire marcher le pays à leur guise, aucune forme de contestation n'étant permise.

À partir de 1988, et surtout de 1992, trente ans après la fin de leur guerre de libération, les jeunes Algériens ont découvert les camps de concentration (appelés par euphémisme « centres de sûreté ») au Sahara, les enlèvements, l'usage massif de la torture (utilisée de façon systématique pour extorquer des informations et, surtout, pour avilir les détenus), les liquidations physiques, les assassinats politiques (Mohamed Boudiaf, Kasdi Merbah, Abdelhak Benhamouda, Abdelkader Hachani...), les tribunaux d'exception, le couvre-feu, le « deuxième collège » [1], les milices de « patriotes » et les « groupes de légitime défense », rappelant étrangement les pratiques de l'armée coloniale (recrutement et instrumentalisation de supplétifs : harkis, mokhzanis, goumiers, etc.). On ne s'étonnera donc pas si les Algériens voient la politique des généraux d'aujourd'hui comme la continuation de celle menée par les chefs militaires français dans les années 50.

Je n'ai plus le droit de me taire, car se taire serait synonyme de complicité avec ce pouvoir criminel. C'est pourquoi l'intention première de cet ouvrage est de témoigner sur des événements bien précis que j'ai vécus, comme acteur ou observateur averti. Je le fais par conviction, devoir et honnêteté intellectuelle, pour que l'histoire de l'Algérie contemporaine ne soit pas falsifiée par les imposteurs et les conspirateurs sanguinaires. Je

1. Ce terme, utilisé par la rue algéroise pour désigner les assemblées-croupions et les locataires des résidences d'État de la *nomenklatura* (comme le fameux « Club des Pins »), fait référence à l'instauration en 1947, par la France coloniale, d'un « deuxième collège » électoral en Algérie, réservé aux notables « indigènes », le « premier collège » étant bien sûr celui des colons français (dont les votes comptaient dix fois plus que celui des « indigènes »).

le fais également par fidélité à la mémoire de ceux qui, nombreux au cours de cette décennie rouge, furent victimes du crime planifié. En espérant que ma modeste contribution aidera à restituer au peuple algérien sa souveraineté, sa liberté et son indépendance si chèrement acquises.

Cet ouvrage abordera l'infiltration du FIS en tant que structure politique, la déstabilisation du Premier ministre Mouloud Hamrouche (initiateur sincère des réformes économiques) en 1990 et 1991, la formation des premiers « noyaux durs » de l'islamisme radical, l'interruption (en janvier 1992) du processus électoral qui avait pour but premier de « libérer » la violence, la création par les services secrets des « GIA », leur fonctionnement en tant qu'alliés du pouvoir. Car c'est dans ces années-là (1990-1992), je le montrerai, que s'enracinent les principaux germes du drame qui ensanglante l'Algérie jusqu'à ce jour.

J'évoquerai également, le plus précisément possible, le rôle de ces « Groupes islamistes de l'armée » (surnom que leur a donné la rue algérienne, qui n'est plus dupe depuis longtemps) dans les massacres et assassinats les plus spectaculaires, ainsi que les liquidations de personnalités politiques et militaires. Et aussi leur utilisation par les chefs de la SM dans l'entretien de la « sale guerre », les tentatives d'assassinats contre des opposants à l'étranger ou leur instrumentalisation contre les « intérêts » français, notamment lors des attentats tragiques de Paris en 1995.

À la lecture de ces pages, le lecteur non averti sera sans doute surpris par le caractère sophistiqué et l'ampleur invraisemblable de toutes ces manipulations, pourtant bien réelles. Mais il doit savoir que ces pratiques des chefs de l'armée et des services qui dirigent en sous-main le pays depuis 1988 ne constituent pas une innovation : elles s'inscrivent dans une longue tradition de gestion politique par les « coups tordus », tradition qui remonte à l'indépendance de l'Algérie en 1962 et même à la guerre de libération. Même si ce n'est pas l'objet de ce livre, il faut rappeler en effet que, dès 1962, le pouvoir réel a été confisqué par une poignée d'officiers, souvent formés à l'école du KGB soviétique, et qui feront de la désinformation et de la manipulation des armes essentielles pour gérer les conflits en leur sein et pour contrôler le peuple. En manipulant la violence islamiste comme masque du terrorisme d'État, les « décideurs » d'aujourd'hui

n'ont rien fait d'autre que de pousser à l'extrême ces méthodes apprises de leurs aînés.

Il me faut enfin préciser que l'écriture de cet ouvrage a été rendue difficile par le fait que j'ai dû procéder à un important effort de mémoire pour reconstituer des événements qui se sont produits il y a plus de dix ans. D'où certaines lacunes, inévitables : j'ai choisi d'être le plus précis possible, au risque d'omettre certains noms, dates ou lieux dont je n'étais pas certain. Ce choix de la rigueur est à mes yeux une précaution indispensable, afin que les généraux manipulateurs et leurs relais ne puissent jeter la suspicion et le discrédit sur la relation d'événements authentiques en les qualifiant d'« affabulations ».

Car, à l'instar de nombreux autres acteurs en rupture des « années de sang » et aujourd'hui exilés, je suis, à l'heure où j'écris ces lignes, dans l'impossibilité matérielle de prouver – au sens de preuves judiciaires – systématiquement l'ensemble des faits que je rapporte. Alors que mes détracteurs, eux, sont en mesure de « fabriquer » preuves et témoins. C'est pourquoi j'ai choisi de ne citer nommément que les acteurs de ces épisodes dramatiques dont je sais que, s'ils s'aventuraient à me poursuivre pour « diffamation » devant la justice française, je serais en mesure de leur opposer des « offres de preuves » que leurs avocats ne pourront contester.

Dernière précision : je sais par avance que ces pages seront violemment critiquées par les décideurs algériens, par le biais du Service d'action psychologique du DRS et de ses relais médiatiques. J'en ai déjà été averti de mille manières. Et notamment le 3 juillet 2002, lorsque j'ai témoigné devant la 17e chambre du tribunal de grande instance de Paris, en faveur de l'ex-lieutenant des forces spéciales Habib Souaïdia, qui était poursuivi en diffamation par l'ex-ministre de la Défense, le général Khaled Nezzar, pour les propos qu'il avait tenus en mai 2001 contre les décideurs algériens sur la chaîne France 5, suite à la publication de son livre *La Sale Guerre* [1].

Après mon témoignage, le général Nezzar a déclaré au tribunal : « M. Samraoui a quitté l'Algérie en 1992, c'est-à-dire six à

1. Habib Souaïdia, *La Sale Guerre*, La Découverte, 2001. Le général Nezzar a perdu ce procès en diffamation. La publication intégrale du *verbatim* de ce procès (annotée avec beaucoup de précision), qui a duré cinq jours, a été assurée par les Éditions La Découverte : Habib Souaïdia, *Le Procès de* La Sale Guerre, La Découverte, 2002.

sept mois après l'arrêt du processus électoral. Après douze années de situation en Algérie, il y a eu des développements et je ne crois pas que M. Samraoui ait intégré tous ces éléments [1]. » Je relève au passage que M. Nezzar a parlé, en 2002, de « douze années » : il considère donc que la « situation » dont il est l'un des responsables a commencé dès 1990, et non pas depuis le coup d'État de janvier 1992 : c'est là l'une des clés de compréhension du drame que vit mon pays depuis cette époque et c'est donc un point essentiel que je tente d'expliquer dans ce livre. Et, surtout, je pense avoir parfaitement « intégré tous les éléments » dont il parle. Le lecteur en jugera.

1. Habib Souaïdia, *Le Procès de* La Sale Guerre, *op. cit.*, page 245.

I.

1990-1991 : L'ISLAMISME MANIPULÉ

1.

La déstabilisation de Mouloud Hamrouche

En mars 1990, après un bref passage à la sous-direction du contre-espionnage, j'ai été nommé chef du « Service de recherche et d'analyse » (SRA) de la DGDS (Délégation générale de la documentation et la sécurité), l'une des branches de la SM. Le pays était alors en ébullition et nos chefs allaient bientôt nous confier des missions fort particulières pour faire face à cette situation. Mais avant de les évoquer, un retour en arrière s'impose, pour comprendre le climat qui régnait alors dans nos rangs.

La SM et le choc d'octobre 1988

En novembre 1987, le président de la République Chadli Bendjedid (sous l'influence de son chef de cabinet, le général Larbi Belkheir, dont j'aurai l'occasion de reparler) avait réorganisé en profondeur la SM, la colonne vertébrale du pouvoir depuis l'indépendance de l'Algérie en 1962. Elle a alors été séparée en deux entités fonctionnellement autonomes et clairement distinctes : la DGPS (Délégation générale à la prévention et à la sécurité), dépendant de la présidence de la République et confiée au général Medjdoub Lakhal Ayat (qui dirigeait la SM depuis 1981), et la DCSA (Direction centrale de la sécurité de l'armée), désormais dirigée par le général Mohamed Betchine. La DCSA s'occupait spécifiquement et exclusivement des affaires militaires.

La DGPS, elle, avait pour mission de s'occuper du contre-espionnage, de la sécurité intérieure et de la « prévention économique », visant à lutter contre les fléaux qui rongeaient la

société, notamment les détournements, la corruption et les malversations, mais aussi à assurer le suivi des marchés publics et celui des sociétés étrangères implantées en Algérie. En un mot, tout ce qui relevait du domaine civil faisait partie des attributions de la DGPS.

Lakhal Ayat et Betchine, bien que n'étant pas issus de la SM et sans compétences particulières en matière de renseignement, avaient tous deux une réputation de bons militaires. Leurs parcours étaient presque similaires : commandement d'une brigade, puis d'une région militaire... Mais chacun avait son caractère propre. Le général Lakhal Ayat, issu d'une famille aisée de Aïn-Regada près de Oued Zenati, était très respecté. Bon vivant et d'une modération qui frisait parfois le laxisme, il avait délégué une bonne partie de ses pouvoirs à ses subordonnés, à qui il accordait une confiance aveugle et qui en ont profité pour lui jouer bien des tours. Le général Lakhal Ayat était l'un des rares officiers supérieurs de l'ANP qui acceptait volontiers de servir de bouc émissaire et de « payer » pour les autres, jouant le rôle de « fusible » pour ses compagnons du « cabinet noir ». Cela dit, son intégrité morale n'était pas à mettre en doute.

Le général Betchine, plus méfiant et dont la force de caractère est incontestable, était connu à Constantine – sa ville d'origine – comme un fervent supporter du CSC (Club sportif de Constantine), le club de football dont il était le président d'honneur. Ancien boxeur, nationaliste convaincu, homme de décision, son autorité ne souffrait aucune discussion.

De novembre 1987 à octobre 1988, la SM a été en *stand by* : les généraux Lakhal Ayat et Betchine ont passé une année à se chamailler sur le partage et la répartition du personnel et des moyens. Les hommes des deux services passaient une bonne partie de leur temps à se surveiller mutuellement (comme au temps des « guéguerres » internes des années 70).

À cette époque, le président Chadli, conseillé par le général Larbi Belkheir, envisageait une ouverture économique à géométrie variable : il n'était pas question pour eux d'ouverture politique, mais seulement d'une plus grande liberté à l'intérieur du Front de libération nationale (FLN), le parti unique depuis l'indépendance de l'Algérie en juillet 1962. Et le clan Belkheir, profitant de la nouvelle donne, voulait se débarrasser des officiers – en particulier au sein de la SM – qui s'opposaient à cette

politique. D'où la « restructuration » de l'ANP qu'il avait mise en œuvre au milieu des années 80, à la fois pour prévenir les risques de coup d'État [1] et pour mettre à l'écart toute une génération d'officiers issus de l'ALN – notamment les partisans farouches du parti unique et de l'idéologie socialiste. Cette épuration fut l'occasion pour le général Larbi Belkheir, le véritable homme fort du pouvoir, de mettre au pas les « services » [2] ou du moins de les affaiblir en vue des « échéances » à venir et de placer en leur sein des hommes de confiance membres de son clan, fidèles à sa politique et qui exécuteraient docilement ses directives.

Je pourrai citer des dizaines de cas d'officiers qui ont alors été écartés, notamment des directeurs régionaux de la SM comme les commandants Hadj Amar Djermane, Maarouf, Abdelali, Mahmoud, ou encore (pour ne citer que ceux que j'ai personnellement connus au niveau de la 5ᵉ région militaire, car la même démarche prévalait dans les autres régions militaires) les capitaines Mohamed Boukelab de Constantine, Ali Amirèche de Sétif, Khène de Collo, Belgacem Menassel de Batna, Abbaoui de Sétif, Mohamed Salah (dit « Fliou ») de Azzaba ; et les chefs de BSS (Bureau de sécurité du secteur – il y en avait un dans chaque *wilaya*), comme les lieutenants Abdallah Sahraoui de Annaba, Belgacem Dernouni de Tebessa, Seddik de Khenchela, Amor de Skikda... Empêtrée dans de faux problèmes, victime d'une hémorragie sans précédent après le départ en retraite de nombreux officiers compétents, la SM était en crise. Du coup, nombre de ses cadres n'ont pas été en mesure d'appréhender les événements d'octobre 1988.

Ces événements ont marqué un tournant décisif dans l'histoire de notre pays depuis l'indépendance. Du 5 au 10 octobre, une révolte populaire sans précédent jeta des centaines de mil-

1. À cette occasion, les forces aériennes, les forces navales et les forces terrestres ont été créées ; leurs unités dépendaient organiquement de chaque chef de région militaire, mais elles ne recevaient désormais leurs ordres opérationnels que du chef d'état-major de l'ANP. Ainsi, un chef de région ne pouvait plus donner l'ordre à des unités de l'ANP de marcher sur Alger. Il s'agissait en fait d'un double contrôle : l'un au niveau régional, où sont stationnées les unités de combat, l'autre au niveau opérationnel.

2. Après la « restructuration » de l'ANP, la SM était bien considérée comme un corps en son sein, au même titre que la marine, l'aviation, les blindés, l'artillerie, l'infanterie ou la santé, mais sans posséder son propre insigne distinctif.

liers de jeunes dans les rues des grandes villes du pays, s'attaquant à tous les symboles du régime (sièges du FLN, ministères, banques, magasins d'État...). La répression fut féroce : après la proclamation de l'état d'urgence, l'armée, sous le commandement du général Khaled Nezzar, n'a pas hésité à tirer sur la foule, faisant plus de cinq cents morts. Les manifestants ont été arrêtés par milliers, et systématiquement torturés [1]. En fait, nous l'apprendrons assez vite, les émeutes étaient le fruit d'une manipulation des « décideurs » du clan Belkheir. Ils avaient organisé sciemment la pénurie de biens de consommation de base pour provoquer la révolte. Leur objectif était de briser la résistance des apparatchiks du FLN et d'amorcer une ouverture politique « contrôlée », qui servirait leurs appétits de conquête du pouvoir et de la fortune.

Chadli Bendjedid, fragilisé par le scandale d'une affaire de corruption (dite « affaire Mouhouche ») où son fils Toufik était impliqué, et lorgnant un troisième mandat, ne pouvait qu'avaliser les menées de son mentor Larbi Belkheir. Du coup, plusieurs personnalités politiques et militaires gênantes feront les frais de ces « événements spontanés ». À commencer par le chef du gouvernement (depuis 1979), Abdelhamid Brahimi, démis le 9 novembre 1988 (et remplacé par l'ancien chef de la SM, Kasdi Merbah [2]), et par Mohamed Chérif Messaadia, le premier secrétaire du FLN. Mais ce fut aussi le sort du chef de la DGPS, bouc émissaire tout trouvé pour assumer la sauvagerie de la répression : dès la fin octobre, le général Lakhal Ayat était limogé et remplacé par... le chef de la DCSA, le général Betchine. Ce dernier cédait son poste à la tête de la DCSA au général Mohamed Médiène, dit « Toufik », jusqu'alors responsable de la coordination des services de sécurité à la présidence. Il venait tout simplement d'hériter « sur un plateau d'argent »

1. Abed Charef, *Algérie 88, un chahut de gamins ?*, Laphomic, Alger, 1990 ; *Octobre, ils parlent*, ouvrage conçu par Sid Ahmed Semiane, Éditions Le Matin, Alger, 1998. Voir aussi Habib Souaïdia, *Le Procès de* La Sale Guerre, *op. cit.*, page 491.

2. Celui-ci, de son vrai nom Abdallah Khalef, avait été responsable de la SM sous Boumediene. Écarté en janvier 1982 de l'armée après un bref mandat de vice-ministre de la Défense chargé des industries militaires, il occupa les portefeuilles de ministre de l'Industrie lourde de 1982 à 1984 (dans le gouvernement de Mohamed Ben Ahmed Abdelghani), puis celui de l'Agriculture et de la Pêche de 1984 à 1986 dans le gouvernement de Abdelhamid Brahimi. En 1989, il fondera le MAJD, un parti politique dont le nom signifie « gloire » en arabe.

d'une direction puissamment dotée en moyens matériels, que le général Betchine avait eu du mal à mettre en place, usant souvent de coups de gueule, au prix de nombreuses inimitiés.

Le contexte politique de l'époque exigeait un homme fort à la tête de la branche la plus forte de l'ex-SM, qui soit à la fois fidèle et proche du clan décideur – c'était le cas de Toufik. Le général Mohamed Betchine n'était pas l'homme de la situation : seules les circonstances difficiles du moment l'avaient imposé, comme ce fut le cas pour Kasdi Merbah lorsqu'il a fallu choisir un homme intègre pour diriger le gouvernement après le bain de sang d'octobre 1988. La tactique du général Larbi Belkheir, l'éminence grise du président Chadli, se révéla donc payante : le général Betchine, qui avait vidé (au profit de la DCSA) la DGPS de certains de ses meilleurs éléments, se retrouvait à la tête de cette structure « civile » affaiblie – bientôt renommée DGDS (Délégation générale à la documentation et à la sécurité) – qu'il venait malencontreusement de dépecer.

Mais pour nous, au quotidien, cela ne changeait absolument rien. DGPS ou DGDS, cela n'a en rien affecté nos missions et attributions : au sein de la « boîte », les mêmes hommes étaient en place, assurant les mêmes fonctions avec pratiquement le même organigramme. Et tout le monde a continué à parler de la « SM » pour désigner les services de sécurité (le terme DGDS étant uniquement utilisé dans les en-têtes de rapports ou lors des demandes de permission et de congé).

Les espoirs du gouvernement Hamrouche et la montée du FIS

Octobre 1988 fut assurément un séisme pour la classe politique algérienne. Je me souviens encore des violentes critiques de nombreux *mouhafidhine* (commissaires politiques) contre Chadli, taxé de « traître », ayant cédé aux injonctions de *hizb franca* (le « parti de la France », insulte suprême en Algérie). Beaucoup de dirigeants du parti unique de l'époque, redoutant l'ouverture qui se précisait, ne comprenaient pas l'attitude du président qui semblait s'attaquer au FLN, symbole de la révolution.

De fait, le pays connut alors des bouleversements extraordinaires : la nouvelle constitution adoptée le 28 février 1989

autorisait le multipartisme et reconnaissait en principe – non sans de nombreuses réserves – le pluralisme sous toutes ses formes (politique, syndical, culturel...). Cela suscita l'indignation des apparatchiks du FLN, notamment ceux qui utilisaient l'étiquette du parti pour que prospèrent la corruption, le clientélisme, les passe-droits, l'appropriation illégale des biens de l'État... – ce qui est classique lorsqu'on a pris goût au pouvoir et à ses privilèges, d'autant que la notion de redistribution ne faisait pas partie de la culture de ces hiérarques, pour qui la démocratie était inconnue et aucun contre-pouvoir ne pouvait exister.

Pourtant, il s'agissait en réalité d'une ouverture « sous contrôle ». La manipulation qui avait précipité les événements d'octobre 1988 signifiait en effet que les « décideurs » militaires avaient compris que leur pouvoir ne pouvait être maintenu qu'à ce prix. Tablant sur la devise « diviser pour régner », un plan simple avait été élaboré par Belkheir et ses alliés : celui de partager non pas le pouvoir, mais sa façade politique, avec le courant islamiste, le courant nationaliste (le FLN) et le courant dit « démocratique », représenté par le FFS (Front des forces socialistes), les communistes et les berbéristes du RCD (Rassemblement pour la culture et la démocratie, créé en février 1989). Comme nous en serons informés plus tard, leurs calculs se fondaient sur 30 % à chacun de ces trois pôles, avec une marge de manœuvre de 10 % qui pourrait éventuellement revenir aux tenants du libéralisme, aux indépendants, aux technocrates... – peu importe, l'essentiel était que la base populaire des uns et des autres reste limitée et qu'ils n'aient aucune chance réelle de s'imposer seuls sur la scène politique. L'objectif poursuivi (et bien sûr inavoué) était qu'aucune majorité absolue ne se dégage au sein de cette « démocratie de façade » : le jeu d'alliances nécessaires pour la gouvernance permettrait aux « marionnettistes » de continuer à diriger grâce aux pions placés ici et là au sein des formations politiques.

Mais à l'époque, bien peu étaient conscients de ces calculs et l'heure était à l'enthousiasme, renouant d'une certaine façon avec l'esprit de la lutte pour l'indépendance. Pour la plupart des Algériens, la génération du 1er novembre 1954 (celle qui avait déclenché la guerre de libération), incarnée par les Didouche Mourad, Mustapha Ben Boulaïd Zighoud Youcef et tant d'autres valeureux militants et acteurs de cette glorieuse épopée, symbolisait le sacrifice suprême dont l'aboutissement a été

l'indépendance de l'Algérie. Pour ma part, c'est avec cet idéal que je m'étais engagé dans l'armée : si nos vaillants aînés étaient tombés au champ d'honneur pour briser le joug colonial, notre génération serait celle qui se sacrifierait pour édifier un État moderne, fort et juste, qui reposerait sur les fondements et les valeurs juridiques et sociales de novembre 1954 pour que le peuple algérien vive dans la dignité, le respect et la prospérité.

Évidemment, avant 1988, ceux qui partageaient ces convictions étaient conscients que l'édification d'un État « idéal » exigerait beaucoup de temps et d'efforts. Les insuffisances constatées çà et là étaient souvent mises sur le compte de l'inexpérience et de l'absence d'une élite capable de mettre en œuvre une vraie politique de reconstruction de l'État. Nous trouvions toujours un prétexte pour justifier nos carences qui se résumaient à deux choses : le laxisme et la complaisance. Et nul n'osait évoquer le manque de transparence, l'absence de liberté ou la défaillance de l'esprit d'initiative. Cependant, je ne désespérais pas et c'est pourquoi, contrairement à beaucoup de mes camarades, je fus très confiant lorsque, après les émeutes sauvagement réprimées d'octobre 1988, le président Chadli Bendjedid, sous la pression de la rue et de ses « maîtres penseurs », franchit le pas pour ouvrir le champ politique au multipartisme.

Cet espoir se confirmera quand, le 9 septembre 1989, le gouvernement fut confié à Mouloud Hamrouche, un homme jeune, dynamique et compétent (Kasdi Merbah n'avait duré que dix mois). Ce fils de *chahid* (martyr de l'indépendance), ancien lieutenant-colonel de l'ANP, avait été l'aide de camp du président Boumediene avant de gravir une à une les marches de la notoriété : chef de cabinet à la présidence, secrétaire général à la présidence puis chef du gouvernement. Succédant à Kasdi Merbah, Mouloud Hamrouche avait la redoutable tâche d'engager son gouvernement sur deux fronts : mettre en œuvre les réformes économiques et reconstruire les institutions pour les adapter aux nouvelles exigences démocratiques.

Lors de ma prise de fonction comme chef du service de recherches et d'analyses (SRA) de la DGDS, en mars 1990, le pays était à trois mois des premières élections pluralistes de sa jeune histoire : le scrutin pour la conquête des mairies et des assemblées populaires communales était fixé au 12 juin. Et depuis plusieurs mois, une nouvelle donne perturbait aussi bien

les desseins des « décideurs » militaires que ceux des « réformateurs » du gouvernement Hamrouche : la montée de l'islamisme. Le FIS de Abbassi Madani et Ali Benhadj, agréé le 6 septembre 1989, éclipsait en effet les autres formations politiques et était sur le point de s'imposer comme une alternative au FLN, parti au pouvoir depuis l'indépendance.

Le FIS avait marqué des points lors du tremblement de terre de novembre 1989 qui avait touché la région de Tipasa : ses militants s'étaient alors distingués par l'aide matérielle et les secours qu'ils avaient apportés aux sinistrés. Il se disait très ironiquement à l'époque que « le FIS avait mieux fait que le gendre » – lequel gendre était celui du président Chadli, que le népotisme ambiant avait fait *wali* (préfet) de Tipasa. Au moment où le DRAL (directeur à la *wilaya*) de Tipasa déclarait à la télévision qu'il « se trouvait impuissant à venir en aide aux sinistrés » (alors que la boulangerie industrielle de Cheraga n'était qu'à une trentaine de kilomètres et aurait pu être mise à contribution), les militants du FIS acheminaient sans discontinuité des convois de vivres et des couvertures. Cet élan de solidarité, qui répondait assurément à un dessein électoral, contrastait avec les préoccupations des plus hauts responsables de la *wilaya*, dont le souci immédiat était de déblayer la route (obstruée par des blocs de pierres) de la villa – pourtant inhabitée – du général Mohamed Attaïlia à Chenoua...

L'engagement des islamistes contrastait avec l'immobilisme des cadres de l'administration locale. Les « marchés islamiques », qui permettaient aux plus démunis de se procurer des fruits et légumes à des prix abordables lors du mois du ramadan 1990, ont été ainsi un facteur important de l'élargissement de l'assise populaire de ce parti. En outre, les dirigeants du FIS, qui faisaient de l'islam moralisateur et puritain leur fonds de commerce, ont réussi à exploiter les errements des responsables locaux, la « malvie » qui gangrenait la société, le sentiment d'exclusion d'une jeunesse sans avenir, les problèmes insolubles du chômage et du logement...

Luttes de clans au sommet

Pour ma part, les choses étaient claires. En remplaçant à la tête du SRA le commandant El Hadj Larbaa, un pur produit de

l'ancien système, je croyais incarner le changement et mon devoir était d'insuffler à mes hommes ce désir de rénovation, ce « vent du changement ».

Par honnêteté intellectuelle, je me dois de dire que nos instructions n'allaient pas exactement dans ce sens : l'erreur principale commise par nos services sous le règne du général Betchine (qui durera jusqu'en septembre 1990) fut l'infiltration des partis politiques, lesquels agissaient pourtant légalement et conformément à la loi (d'où l'expression « police politique » qu'emploient les authentiques opposants pour désigner la SM). Aucun parti politique influent n'a été épargné (nos cibles principales étant le FIS et le FFS). Il faut dire qu'à cette époque, nous n'avions pas encore acquis les réflexes démocratiques : la plupart des officiers de la SM « affrontaient » pour la première fois des opposants qui avaient le droit de critiquer ouvertement le régime, alors que leurs chefs s'identifiaient encore au FLN. Ils ne faisaient pas encore de différences entre un opposant et un ennemi, puisque durant toute leur carrière leur travail avait essentiellement consisté à traquer les opposants, considérés comme des « ennemis de la Révolution ».

Les attributions du SRA s'articulaient autour de quatre missions principales :

– la lutte contre les crimes économiques, communément appelée « prévention économique » ;

– les « enquêtes d'habilitation », servant à désigner les personnalités à des fonctions supérieures de l'État ;

– le contre-espionnage ;

– la « sécurité intérieure », c'est-à-dire le contrôle des partis politiques et des organisations de masse (syndicales, estudiantines...), le contrôle de la presse, celui des « pôles d'intérêts » (justice, port, aéroport, hôtels...), le suivi des meetings, congrès, réunions et manifestations, la participation aux activités administratives des *wilayas* (l'équivalent du département), *daïras* (l'équivalent d'une sous-préfecture) et communes ; et également l'élaboration d'analyses prospectives nécessaires à la prise de décision du commandement ainsi que la préparation des actions des services opérationnels.

Après les événements d'octobre 1988, la DGDS se résumait à la portion centrale de l'ex-SM, c'est-à-dire le staff du général Betchine, l'administration générale, l'inspection, les moyens et

les finances, la division technique (DT) et la division contre-ingérence (DCI, qui regroupait les deux sous-directions, sécurité intérieure et contre-espionnage), les six CRI (centres de recherche et d'investigation, implantés dans chaque région militaire), le SRA et le CPO (Centre principal des opérations).

La DCI était dirigée par le commandant Abdelkader Haddad, *alias* « Abderrahmane », connu aussi sous son autre pseudonyme « Le tigre », car il ne faisait pas dans la dentelle. Ses ennemis et une certaine presse lui avaient reproché son zèle lors des interrogatoires musclés d'octobre 1988. Quoique très intelligent et très compétent, le commandant Abderrahmane, ancien responsable du service de police judiciaire, était victime de son époque. En ce qui me concerne, je garde de lui l'image d'un professionnel dévoué à son pays.

Au cours de ce printemps 1990, la DGDS était au cœur des luttes entre les clans du pouvoir. Le travail réalisé par le général Betchine, consistant à informer directement le président Chadli de la réalité du terrain, gênait en effet les plans de Larbi Belkheir et de ses collègues (lesquels se chargeaient de la collecte des informations « sélectives » à communiquer au président). Les rapports du SRA arrivaient au président de la République en transitant uniquement par le commandant Abderrahmane et le général Betchine. Ce dernier gagnait ainsi la confiance de Chadli, grâce à la célérité et la crédibilité des informations qu'il transmettait. C'était là un crime de lèse-majesté contre le parrain du « cabinet noir », qui ambitionnait de tout « gérer » et de tout contrôler. Belkheir était d'autant plus irrité que Mouloud Hamrouche, en entreprenant les réformes politiques et économiques, cherchait de son côté – je vais y revenir – à supprimer les commissions occultes prélevées sur les importations de biens de consommation par les rentiers du pouvoir.

Si cette situation avait perduré, la carrière de Larbi Belkheir aurait été fortement compromise. Pour venger ce double « outrage », on le verra, il fera d'une pierre deux coups, en dressant l'un contre l'autre les anciens officiers de l'ALN que sont Hamrouche et Betchine ; et il parviendra à se débarrasser des deux « gêneurs », à quelques mois d'intervalle. Durant toute cette campagne, restant en dehors de cette confrontation à l'abri à la DCSA, le général Mohamed Médiène se préparait discrètement à prendre en charge les services de sécurité et de renseignement, en s'entourant de ses futurs collaborateurs.

Les « réformateurs » dérangent

En prenant mes nouvelles fonctions à la tête du SRA, deux éléments contradictoires avaient attiré mon attention : la compétence avérée de la plupart des cadres que je commandais et le poids de la culture des clans qui y régnait. La majorité des officiers chevronnés étaient d'anciens sous-officiers, recrutés sur la base du « parrainage ». Cette tradition unique au sein de la SM laissait des traces indélébiles (un tel était taxé d'« homme du colonel X », tel autre avait l'étiquette d'être le « *boy* du colonel Y »).

La quasi-totalité des quarante officiers sous mes ordres était affectée à des tâches de recherche et d'investigation. Ils étaient implantés dans les vingt et une communes de la capitale, dans les départements ministériels, dans les zones industrielles, etc. Une véritable toile d'araignée couvrait ainsi à Alger l'ensemble des activités politiques, économiques et administratives (écoles, universités, mosquées, justice, entreprises, développement social, presse, télévision, radios...). Mon travail consistait à animer, orienter et coordonner le recueil de renseignements et à élaborer des synthèses et des points de situation pour le commandement.

Compte tenu de la surcharge de travail, je n'ai pas trouvé le temps de mettre de l'ordre et d'assainir le climat de mon service autant que je l'aurais voulu. Dans le nouveau contexte pluraliste, je souhaitais élaguer les affairistes, les incompétents et tous ceux qui étaient indignes à mes yeux de faire partie d'un corps d'élite, pour des raisons de moralité, de probité et d'intégrité. Seuls deux officiers furent radiés à mon initiative, en juin 1990, dont le capitaine Daoud [1].

Le temps me manquait, car la situation était très difficile et nous étions engagés sur tous les fronts. Nos chefs nous mobilisaient pour tenter de contrôler le vent nouveau qui soufflait sur le paysage politique algérien : les partis se créaient à tour de

1. Ce dernier sera ensuite « récupéré » par le lieutenant-colonel Smaïl Lamari, dit « Smaïn », personnage essentiel dont j'aurai souvent l'occasion de reparler par la suite, qui devait le proposer en 1991 au poste de chef de *daïra* dans une *wilaya* du Sud ; voilà de quelle manière se développe le clientélisme dans l'Algérie des clans mafieux : un capitaine radié de l'armée pour incompétence se retrouvera à la tête d'une *daïra*.

bras, les journaux aussi et les réformes économiques engagées par Mouloud Hamrouche et son ministre de l'Économie, Ghazi Hidouci, étaient constamment sous les feux de cette nouvelle presse réputée « indépendante » (comme *L'Hebdo libéré*, *Le Jeune Indépendant*, *Algérie Actualité*, *Le Soir d'Algérie*, etc.). Les guillemets s'imposent, car même si le gouvernement de Mouloud Hamrouche avait, dès octobre 1989, favorisé la floraison de ces quotidiens et hebdomadaires, nouveaux ou privatisés, en garantissant trois années de salaire à leurs journalistes fondateurs, ils restaient totalement dépendants de l'État pour l'accès au papier et aux imprimeries, et surtout pour la publicité indispensable à leur survie. D'où des moyens de pression que les « services », obéissant aux directives de Larbi Belkheir ou des caciques conservateurs du FLN (écartés par le secrétaire général du parti, Abdelhamid Mehri, favorable aux réformes), ne se sont pas privés d'utiliser pour orienter le débat public contre les réformateurs « hamrouchiens ».

Ceux-ci, en effet, étaient vulnérables. Profitant de la relative marge de manœuvre qui leur était laissée, ils entendaient, courageusement, mener des réformes structurelles pour sortir de l'économie de rente et de prédation. Alors même que les comptes extérieurs étaient au plus bas et qu'ils devaient mener de difficiles négociations, déjà entamées par le gouvernement Merbah, avec le FMI sur un accord de moyen terme, avec les Italiens et les banques créancières pour le « reprofilage » de la dette extérieure qui étranglait le pays. Par ailleurs, s'il est vrai que les principaux responsables du gouvernement (ainsi que la majorité des cadres), qui venaient d'arriver aux affaires pour la première fois en septembre 1989, étaient honnêtes, seule une faible minorité d'entre eux prenait le risque de résister et de dénoncer les réseaux prédateurs orchestrés par Belkheir et certains anciens *moudjahidine* [1] asservis à ces derniers... Car ceux qui le faisaient s'exposaient à de sérieux « problèmes ». C'est précisément ce qui est arrivé aux plus engagés d'entre eux et j'ai été aux premières loges pour connaître les « coups tordus » dont ils ont été victimes.

1. Les anciens combattants de la guerre d'indépendance. Certains des responsables de l'Organisation des anciens *moudjahidine* forment un lobby économique puissant au cœur du système de pouvoir algérien.

Les huit premiers mois du gouvernement Hamrouche, jusqu'en juin 1990, ont été ceux d'une observation neutre : les clans affairistes étaient persuadés que l'action des réformateurs allait se traduire par plus d'affaires et de profits pour ceux qui étaient bien placés, sur le dos de l'État. La première douche froide fut le début de réforme fiscale, la loi sur la monnaie et le crédit, la réforme des circuits de décision financière excluant les administrations. Les « décideurs » se sont aussitôt rebiffés, en laissant filtrer par divers canaux de prétendues informations confidentielles contre les réformateurs et en suscitant de multiples interpellations à l'Assemblée nationale populaire par les nouveaux micro-partis qui roulaient pour le compte des réseaux commerciaux...

Les « hamrouchiens », considérant qu'ils avaient plus d'atouts (perspective de création d'emplois, redynamisation de l'activité des PME, etc.), n'ont pas assez prêté attention à ces attaques des rentiers du système. La guerre feutrée durera jusqu'à l'ajustement monétaire, la vraie réforme fiscale et la libération commerciale. Lorsqu'il a été clair que les réformes économiques de Mouloud Hamrouche allaient supprimer les sources de profits de la nomenklatura, la riposte a été violente. Et certains scandales montés de toutes pièces ont alors été « révélés » par la « presse indépendante ».

Ces réformes commençaient en effet à mettre à nu les circuits parasitaires et à couper l'herbe sous les pieds des intermédiations délinquantes qui dominaient les circuits d'importation et de commercialisation des produits de première nécessité, tous importés, comme le sucre, le café, les médicaments, les céréales... En voulant faire son travail, qui consistait à rompre avec l'ordre ancien, Mouloud Hamrouche dérangeait donc les parrains de la « mafia politico-financière » – euphémisme vague alors utilisé par la presse « indépendante » pour éviter de désigner les vrais responsables, à savoir la poignée de généraux corrompus qui saignaient l'économie du pays depuis le milieu des années 80. Il menaçait de tarir leurs « sources » rentières, les substantielles commissions qu'ils touchaient sur ces importations : les niveaux minima de ces prélèvements illicites étaient de 10 % à 15 % du montant global des marchés, ce qui représentait un pactole d'au moins un milliard de dollars par an.

La riposte des parrains

Dès le mois de mai 1990, Hamrouche a ainsi commencé à subir une campagne de déstabilisation en règle, orchestrée par certains services, notamment le service de presse de la SM que dirigeait le colonel Djillali Meraou, dit Salah, et celui de la présidence que le général Toufik avait cédé au général Hassan Bendjelti (*alias* Abderazak, *alias* Hassan Tetouan). Ils utilisaient pour la circonstance *Le Nouvel Hebdo*, journal appartenant à Mohamed Meguedem, ex-directeur de l'information à la présidence et ami personnel du général Toufik (natifs tous deux de la région de Bordj Bou Arreridj). Les services distillaient « informations » et « dossiers » à la presse « indépendante », qui se chargeait de jeter le discrédit sur le gouvernement de Mouloud Hamrouche.

Ses ministres, notamment ceux qui détenaient les portefeuilles de l'Économie et de l'Intérieur, faisaient l'objet d'attaques incessantes : l'un était accusé de « brader » l'économie (Ghazi Hidouci), l'autre était qualifié d'ancien parachutiste dans l'armée française qui faisait allégeance aux islamistes (Mohamed Salah Mohammedi). Ghazi Hidouci était particulièrement visé, la rumeur publique savamment fabriquée le déclarant... juif ! À preuve : il avait sollicité les services d'un Juif marocain, Raymond Benhaïm (opposant au régime de Hassan II condamné à mort), membre du bureau d'études français ACT, pour l'assister dans la remise à plat du commerce extérieur algérien. Ce dernier avait surtout travaillé sur les contrats passés avec des entreprises étrangères par l'Enapal (Entreprise nationale des produits alimentaires), le monopole d'État chargé de l'importation de certains biens de consommation de base (sucre, etc.). En quoi ACT gênait-il ? En examinant, à la demande du gouvernement, les flux du commerce extérieur et les contrats passés avec des exportateurs étrangers, ACT contribuait à identifier les diverses sources de commissions occultes (surfacturations, etc.), ce qui menaçait directement ceux qui en bénéficiaient.

La réforme de l'Enapal, devenue autonome, commençait à donner des résultats (réduction des prix et amélioration des approvisionnements) et l'expérience a été étendue au transport

maritime (CNAN) et à l'importation de véhicules (négociations avec Peugeot, Renault, Fiat...). L'enjeu était important : si les coûts étaient durablement réduits et les services améliorés au niveau de ces entreprises, la modernisation serait généralisée aux autres monopoles d'importation (céréales, médicaments, etc.). C'est pourquoi les attaques se concentreront sur l'Enapal et sur ACT, qui avait épaulé l'action du ministre Ghazi Hidouci. Ce dernier sera accusé dans la presse d'être... un « agent » d'Israël, et ACT sera présenté comme l'officine de financement occulte de la carrière politique de Hamrouche à l'étranger...

Une autre affaire significative du climat de la période – je pourrais en citer bien d'autres – est celle des chambres de commerce : sur instruction de la présidence de la République, celles-ci allaient devenir indépendantes et seraient dirigées par des conseils d'administration élus. L'objectif était double : couper le lien du secteur privé productif avec le ministère du Commerce et obliger les patrons privés à assumer leurs responsabilités sans attendre de privilèges. Le gouvernement Hamrouche a donné aux nouveaux conseils d'administration des chambres le pouvoir de gérer directement les approvisionnements externes du secteur privé en attendant la liberté de circulation des capitaux. Début 1990, les élections de ces conseils d'administration furent passionnelles, mais elles virent la défaite des rentiers, attachés notamment au clan Belkheir, qui perdirent ainsi le contrôle du secteur privé et donc d'une partie des commissions sur le commerce extérieur. Ils cherchèrent en vain à accuser leurs adversaires de corruption et même la commission d'enquête qu'ils avaient suscitée à l'Assemblée nationale ne trouva comme dossiers crapuleux que ceux des réseaux qui avaient échoué aux élections (céréales, chaussures, textiles, marchés publics du bâtiment) – les poursuites demandées par la commission d'enquête n'eurent évidemment jamais lieu.

À partir de la fin 1990, les réformateurs faisaient vraiment peur aux généraux mafieux, qui constataient que leurs méthodes habituelles ne prenaient pas et que les hamrouchiens étaient en mesure de mettre fin à la corruption. C'était le début de la seconde période du mandat du gouvernement Hamrouche, marquée par le durcissement des deux côtés : ce sera la guerre sur tous les fronts, qui se conclura – j'y reviendrai – en juin 1991 avec l'éviction de Mouloud Hamrouche par le clan du général Belkheir.

Mais auparavant, ce dernier voulait se débarrasser du chef de la DGDS, le général Mohamed Betchine. Issu de l'ALN, et donc hostile au clan des DAF, celui-ci commençait en effet, on l'a vu, à avoir l'oreille du président et à mettre en péril la position dominante de Belkheir, directeur de cabinet du président, qui voulait rester l'unique source « bien informée » du chef de l'État pour mieux le contrôler. Par une manœuvre assez diabolique, le général Larbi Belkheir utilisa divers stratagèmes pour décrédibiliser Betchine auprès du président Chadli, tout en faisant tout pour envenimer les relations entre le chef de la DGDS et le Premier ministre Mouloud Hamrouche.

Le chef du gouvernement était mis à l'écart par les généraux, tous les rapports du MDN (ministère de la Défense nationale) et de la DGDS étant destinés au président de la République ou au général Belkheir. Aucune synthèse sérieuse ni aucun rapport crédible n'atterrissaient sur le bureau de Mouloud Hamrouche. Non seulement il était marginalisé, mais lorsque les généraux daignaient lui envoyer quelque chose, c'était pour le désinformer et pour tenter de le discréditer aux yeux du président. Il apparaissait ainsi auprès du cercle présidentiel comme mal informé de la situation, ou incapable de la gérer ou de la maîtriser. Tout était fait pour nuire à Mouloud Hamrouche et l'éloigner du président pour mieux le fragiliser.

La manœuvre la plus grossière a consisté à lui fournir de fausses prévisions à la veille des élections locales de juin 1990, en créditant le FLN de... 80 % des suffrages. À la même époque, la SM poussa l'acharnement jusqu'à remettre au président Chadli Bendjedid un rapport sur un pseudo-maquis que Hamrouche constituait à M'Sila ! Je peux témoigner de ces deux opérations de désinformation, auxquelles j'ai été directement mêlé.

Les fausses prévisions électorales de juin 1990

Lors de la réunion de préparation des élections qui s'est tenue fin mai 1990 au niveau de la *wilaya* d'Alger, je fus surpris de la nonchalance des autorités locales, notamment du *wali* (préfet) Hachemi Djiar et de ses proches collaborateurs, qui ne maîtrisaient absolument pas la situation sur le terrain. Ni le *wali*, ni les chefs de *daïra*, encore moins Hadj Sadok, le chef de la sûreté de

la *wilaya* d'Alger, ne semblaient prévoir la percée du FIS. Comme les élections avaient été de tout temps truquées, tous pensaient sans doute que le FLN allait se « ressaisir » et que les résultats des élections seraient « corrigés » comme à l'accoutumée.

Or les instructions données par notre patron, le général Mohamed Betchine, étaient claires : il n'était nullement question de s'immiscer dans le vote ou de modifier par quelque moyen que ce soit le scrutin. De plus, s'agissant des premières élections pluralistes en Algérie, les représentants des partis politiques avaient le droit de superviser les opérations du scrutin et de veiller à leur légalité. De fait, je peux affirmer avec le recul que, jusqu'à ce jour, ces élections ont été, avec celles de décembre 1991, les seules de l'histoire de l'Algérie indépendante où l'administration n'a pas eu recours à la fraude. Certains de mes officiers (comme Mohamed Bouzara à Birmandreis, Sofiane Lahlouh à Hussein-Dey ou le lieutenant Hadji à Dar-el-Beïda), présents au moment du dépouillement, ont même empêché le « bourrage des urnes », à la grande surprise des responsables locaux.

À la veille des élections, je fus chargé par le commandant Abdelkader Haddad, *alias* « Abderrahmane » (le patron de la division contre-ingérence de la DGDS), d'établir le rapport des services de sécurité sur les résultats probables du scrutin, qui devait être remis au président de la République. Après plusieurs réunions avec les cadres présents sur le terrain, et compte tenu de la léthargie qui caractérisait les candidats du FLN, préférant les plages à la mobilisation, nous étions convaincus de la victoire des islamistes. Le FIS exerçait une forte attraction sur les jeunes, sur les cadres exclus et marginalisés du système, sur les couches les plus démunies... Sans oublier le rôle des mosquées, qui servaient de tribune à ce parti.

Conscient que le commandement ne souhaitait pas des prévisions « alarmistes », je fis l'effort de me départir de mon objectivité pour attribuer (seulement) 40 % au FIS, 30 % au FLN, 20 % aux autres partis (avec un score flatteur au RCD, censé profiter du boycottage du FFS en Kabylie) et 10 % aux candidats dits « indépendants ». Le MDA (Mouvement pour la démocratie en Algérie, de l'ex-président Ahmed Ben Bella) et le PAGS (Parti de l'avant-garde socialiste, ex-Parti communiste algérien) avaient rejoint le FFS (le Front des forces socialistes de Hocine Aït-Ahmed, le plus vieux parti d'opposition depuis l'indépen-

dance de l'Algérie) pour appeler au boycottage de ces premières élections pluralistes.

Ce rapport d'une vingtaine de pages, explicitant les raisons qui nous avaient amenés à ces conclusions, fut pourtant très mal accueilli par le chef de la DCI, le bras droit du général Betchine. Comme il y avait beaucoup de respect mutuel dans nos relations, il me demanda de « revoir » mon analyse prospective : selon lui, le FIS n'obtiendrait jamais ce score, et mon rapport ne tenait pas compte du vote des « corps constitués » (ANP, police, protection civile...), traditionnellement favorables au FLN. Ayant remarqué ma réticence, le commandant Abderrahmane confia la rédaction dudit rapport au capitaine Saïd Lerari (dit « Saoud »), lequel n'hésita pas à attribuer carrément... 80 % au FLN ! En lisant le nouveau rapport, je fus sidéré : seuls les scores avaient changé, mais non le corps du texte justifiant ces chiffres...

La version définitive du texte amendé fut rédigée au cours de la nuit précédant le scrutin. Le lendemain, soit le mercredi 10 juin 1990, le général Betchine réclama le rapport, qui ne fut terminé que vers 10 heures du matin (à l'époque, l'informatique venait d'être introduite dans nos services, et la maîtrise de cet outil n'était pas optimale : il fallait rédiger un manuscrit, le secrétaire introduisait les données, corrigeait ensuite les erreurs d'orthographe et de dactylographie, puis finissait par imprimer et enregistrer... Une séquence fastidieuse et éprouvante pour les nerfs). Et c'est moi qui partis à bord de la 504 noire du général Betchine pour remettre en personne le faux rapport au général Larbi Belkheir, directeur de cabinet de Chadli Bendjedid, qui l'attendait avec impatience sur le perron de la présidence à El Mouradia.

Avec ce document, le général Belkheir détenait les preuves de l'« incompétence » du DGDS, qui avait quelques jours plus tôt fait part de ses fausses prévisions à Mouloud Hamrouche, lequel s'était empressé de les communiquer au président Chadli. À l'annonce des résultats du scrutin [1], le chef de l'État a été très mécontent, critiquant ouvertement le manque de rigueur des services de sécurité. Voilà de quelle manière les plus hautes autorités du pays pouvaient délibérément être induites en

1. Ces premières élections honnêtes de l'histoire du pays donnèrent une victoire écrasante aux candidats du FIS : ce parti a obtenu 4 331 472 voix (soit 54,25 % des suffrages exprimés) et emporté 45,6 % des APC (Assemblées populaires communales) et 55 % des APW (Assemblées populaires de *wilaya*).

erreur. Mais au motif de s'attaquer à Mouloud Hamrouche, pour le décrédibiliser vis-à-vis du président et faire accroire qu'il ne maîtrisait pas la situation sur le terrain, c'est tout le pays qui se trouvait embarqué dans l'« aventure » : celle-ci consistait pour les décideurs à affaiblir, mais pas trop, le FLN (en bloquant sa véritable rénovation) et à faire le jeu du FIS (tout en tentant de le contrôler), tout cela pour leur permettre de conserver leurs privilèges...

Le pouvoir jouait avec le feu. Pour masquer sa déroute, il évoqua le « vote sanction » subi par le FLN. En réalité, l'ex-parti unique avait été victime d'un sabotage en règle. En dressant contre Hamrouche une bonne partie des députés du FLN, s'estimant trahis par Chadli Bendjedid, les manœuvres de l'ombre des généraux mafieux avaient abouti à paralyser les tentatives du Premier ministre de rénover le parti : au lieu d'élaguer les « véreux », de rajeunir les dirigeants et de s'engager résolument à trouver des solutions aux problèmes cruciaux des citoyens, les apparatchiks du FLN, toujours en proie aux luttes intestines, ne se préoccupaient que de leurs affaires personnelles, se détachant de la population.

Dans ce contexte trouble, Mouloud Hamrouche, victime de la manipulation de l'information et de l'hostilité des généraux déserteurs de l'armée française et leurs alliés, était dans l'impossibilité de se rendre compte du complot qu'ils fomentaient.

L'affaire du faux maquis de M'Sila

L'affaire du prétendu « maquis » de M'Sila, localité située à environ cent cinquante kilomètres au sud-est d'Alger, est encore plus rocambolesque. Rappelons les faits : en août 1990, la chaîne unique de télévision, voix officielle du pouvoir, annonçait la saisie par les forces de sécurité de nombreuses armes dans un maquis d'opposants à M'Sila, qui aurait été créé par une « haute personnalité algérienne cherchant à déstabiliser le pays ». Selon les services, il s'agissait ni plus ni moins... du Premier ministre, Mouloud Hamrouche !

Ayant participé à cet épisode, je peux témoigner qu'il s'agissait en réalité d'une manipulation particulièrement tordue du général Belkheir et de certains éléments de la SM. Celle-ci

impliquait directement le commandant Abdelfetah, directeur du CRI (Centre de recherche et d'investigation) de Blida, ville située à une quarantaine de kilomètres d'Alger. Début 1990, alors que j'étais en poste à Tipasa, j'avais eu maille à partir avec ce personnage peu recommandable (il voulait que je mette à sa disposition un bungalow pour passer des week-ends sur la côte, tous frais payés, ce que je lui avais refusé). Les relations entre nous étaient devenues si tendues qu'il fallait que l'un de nous deux quitte son poste. J'ai donc demandé à voir le patron de la DGDS, le général Mohamed Betchine. Lorsque celui-ci me reçut, il me fit cette confidence : « Je suis désolé de faire ce choix, mais il [Abdelfetah] conduit en ce moment une affaire de grande importance et qui touche à la sécurité de l'État. C'est pourquoi c'est toi qui pars. » C'est ainsi que j'ai été muté à Alger, en février 1990, auprès du commandant « Abderrahmane », responsable de la division contre-ingérence (DCI), avant de prendre, un mois plus tard la tête du SRA.

Au cours de l'été 1990, Abderrahmane m'appela dans son bureau pour me demander de faire partie d'une « expédition » à laquelle prendraient part d'autres officiers de la DCI et des éléments du GIS, le Groupement d'intervention spéciale [1]. Le commandant Abderrahmane n'était pas bavard et il se limita à dire que l'on partait le jeudi à partir de minuit vers M'Sila. À l'heure H, au moment de prendre la route, je fus étonné de voir les éléments du GIS embarqués à bord de camions militaires, alors qu'en principe ils disposaient de leurs propres moyens roulants (des véhicules Ducato italiens). Arrivés à M'Sila, nous prîmes possession d'une caserne, qu'occupaient déjà les éléments du CRI de Blida, dirigés par le commandant Abdelfetah.

1. Cette structure dépendant de la SM avait été créée en 1987, sur le modèle des unités anti-brigades rouges italiennes ou du GIGN français. Sa mission était plutôt « offensive » (libération d'otages, assaut...). Elle était composée de trois cents hommes environ. En remarquant ce chiffre, le président Chadli Bendjedid avait tenu des propos prophétiques lors de la signature du décret de création du GIS : « Pourquoi ces effectifs ? Vous voulez faire un coup d'État ou quoi ? » Le commandant Mustapha Ghomri, pourtant chef du GIS entre 1988 et 1989, a eu l'occasion de me faire part de son incompréhension quant à l'utilité d'une telle structure : elle faisait double emploi avec le GIR (le groupement d'intervention rapide de la gendarmerie) et les unités d'intervention de la DGSN (police). En créant cette structure antiterroriste alors qu'il n'y avait pas de terrorisme à cette époque, les généraux « visionnaires » préparaient sans doute les services au combat...

Tout le monde, y compris le général Betchine, était ce jour-là à M'Sila.

À 6 heures, nous eûmes droit à un bref briefing où il fut question de la « neutralisation d'un important réseau d'armements ». Le commandant Abdelfetah nous expliqua que, grâce à l'argent mis à sa disposition par la DGDS (un million de dinars, une somme considérable à l'époque), l'un de ses hommes, un adjudant, avait pu infiltrer ce réseau en payant divers informateurs et en rachetant une douzaine d'armes à un certain « Ahmed El Aoud », le principal « cerveau » du trafic d'armes. Grâce à ces preuves irréfutables, il savait que ce trafic devait alimenter un maquis qu'une « haute personnalité » mettait en place (à mes yeux, cela désignait nécessairement l'ex-président Ahmed Ben Bella, qui avait vécu à M'Sila après sa remise en liberté en 1980), et qu'il s'agissait donc de démanteler.

Aussitôt après ce briefing, les éléments du GIS procédèrent aux premières arrestations. Les premiers hommes ramenés étaient déshabillés et roués de coups : les officiers tortionnaires chargés des interrogatoires (Mustapha, Ziad, Saoud, Azzedine) cherchaient à leur extirper coûte que coûte des aveux. J'observais, incrédule, ce qui se passait. Ce fut un véritable ballet : dès que quelqu'un « balançait » le nom de quelqu'un, les équipes d'arrestation du GIS se précipitaient pour le ramener.

« Et toi, tu n'interroges pas ? », me demanda le commandant Abderrahmane. « Non, j'attends qu'on me ramène le dossier pour préparer mes questions. Je n'ai aucune idée sur la nature de cette affaire. » Abdelfetah blêmit : j'avais réclamé le dossier à trois reprises au moins. Entre-temps, il s'est avéré que... six personnes de la région portaient le nom de « Ahmed El Aoud » (dont un manchot, qui subit le même traitement que les autres).

Voyant que je ne cédais pas, le dossier me fut enfin remis vers 10 heures. En le compulsant, il ne m'a pas fallu longtemps pour découvrir qu'il s'agissait d'un montage pur et simple : aucun contact n'avait été matérialisé entre l'agent de Abdelfetah (celui censé avoir négocié l'achat d'armes) et le prétendu trafiquant mis en cause. Alors que le CRI de Blida était doté de moyens d'écoutes et de surveillance, il n'y avait dans le dossier aucune trace d'un enregistrement audio, pas même un rapport écrit, bon ou récépissé portant sur la transaction. Rien, absolument rien, et Abdelfetah était pourtant loin d'être un débutant !

Au lieu d'interroger les prévenus, j'ai donc demandé à entendre l'adjudant qui avait été chargé de cette affaire. Comme les enquêteurs tortionnaires ne mettaient pas la main sur le principal accusé, qui s'était « subitement volatilisé » – il ne sera jamais retrouvé et j'ignore même si les personnes arrêtées par le GIS ont été remises à la justice –, j'ai demandé au sous-officier de m'éclairer sur les raisons de sa disparition. Sa réponse fut fort peu convaincante eu égard à l'importance supposée de l'affaire. Il m'expliqua que sa rencontre avec le présumé chef du réseau remontait à la veille et que, soupçonnant des « fuites », celui-ci avait refusé toute nouvelle transaction : se sentant trahi par l'adjudant, il ne voulait plus continuer à livrer des armes et prenait Dieu à témoin ! Face à ma réponse sèche : « Tu mens », l'adjudant se mit à trembler et à balbutier n'importe quoi. Et il resta muet lorsque je lui dis : « Dans les milieux de trafic d'armes ou de drogue, on n'échappe pas à celui qu'on a balancé ! Il n'y a pas de *nouakel alik Rabi* [je prends Dieu à témoin] dans ces milieux, surtout que tu avais, soi-disant, une mallette contenant une somme importante en argent liquide et qu'il faisait nuit en plein djebel. Désolé, c'est une histoire à dormir debout ! »

Dans le même temps, les tortionnaires ne faisaient aucun progrès ; les personnes arrêtées n'étaient que de petits trafiquants sans envergure. En reconstituant les faits, il fut seulement avéré que des pistolets automatiques de très mauvaise qualité, fabriqués en Libye, avaient été introduits en Algérie ; il y en avait à peine une dizaine, ce qui ne menaçait en rien la sécurité de l'État comme certains milieux et le quotidien *El Moudjahid* chercheront à le faire croire.

Vers 11 heures, j'expliquais la supercherie au commandant Abderrahmane, qui en rendit compte immédiatement au général Betchine en lui disant ironiquement : « Le pot-aux-roses est découvert ! » Dix minutes plus tard, nous recevions l'ordre de plier bagage et de rentrer à Alger.

Ayant démasqué la manipulation, j'ai d'abord cru bêtement qu'il s'agissait d'une affaire montée par Abdelfetah pour se faire un peu d'« argent de poche ». Ayant vu la tête du général Betchine lorsqu'il apprit avoir été « roulé », je m'attendais à ce qu'il prenne des sanctions ; de fait, le chef du CRI de Blida fut immédiatement relevé de ses fonctions (et remplacé par Mehenna

Djebbar, qui était auparavant au CRI de Ouargla). Mais je n'imaginais pas que la télévision puis la presse écrite allaient étaler les grands titres pour parler de « déstabilisation », tant l'affaire était ridicule.

Le fin mot de celle-ci ne fut jamais évoqué par la presse (et il n'a jamais été rendu public jusqu'à ce jour). En effet, ma surprise fut de taille lorsque j'appris, un peu plus tard, que le général Betchine avait remis au président Chadli un rapport sur cette affaire parfaitement mensonger, imputant au chef du gouvernement Mouloud Hamrouche la responsabilité d'avoir voulu créer un maquis à M'Sila ! Au début de l'affaire, lorsque le commandant Abderrahmane avait évoqué l'implication d'une « haute personnalité », je croyais sincèrement que c'était l'ex-président Ahmed Ben Bella qui était visé par cette manœuvre (et je n'avais pas tort !). Mais en fin de compte, c'est Mouloud Hamrouche qui sera ciblé. Cela me sera confirmé, bien plus tard, par l'ex-ministre de l'Économie Ghazi Hidouci en personne, à qui le président, incrédule, exhiba le rapport du général Betchine. En attribuant *in fine* ce pseudo-maquis à Hamrouche, les généraux « décideurs » voulurent faire croire au président qu'il se « préparait » à la prise du pouvoir (ce sera d'ailleurs exactement ce qui lui sera reproché un an après), et surtout, leur objectif était de dresser le Premier ministre contre Betchine.

J'apprendrai plus tard que toute l'affaire était un nouveau coup (très) tordu du général Belkheir, et qu'elle avait été pilotée sous ses ordres (à l'insu de Betchine), de bout en bout, par trois cadres de la SM : le commandant Abdelfetah, le lieutenant Radouane (homme de confiance de Abdelfetah au CRI de Blida) et l'adjudant (dont j'ai oublié le nom) qui servait de lien avec les « trafiquants d'armes » – ce dernier avait pour unique rôle, tout au long du premier semestre de 1990, de payer et de récupérer les armes qui allaient servir de « pièces à conviction ». Le lieutenant Radouane avait un parent qui exerçait sous l'autorité directe du général Larbi Belkheir, ce qui permettait à ce dernier de le manipuler facilement. Quant au commandant Abdelfetah, sa cupidité en faisait l'homme idéal pour ce genre d'opération ; il empochera d'ailleurs au passage quelques dizaines de millions de centimes.

Il faut savoir que Belkheir, lorsqu'il veut se débarrasser de quelqu'un, ne l'attaque jamais de front. Intelligent et rompu aux

coups bas, sa tactique favorite consiste à créer des rivalités, à attiser les tensions et à dresser les responsables les uns contre les autres, puis à intervenir en jouant, selon les cas, au « médiateur » ou au « bienfaiteur ». Dans ce cas précis, l'opération qu'il avait montée avec Abdelfetah visait bien initialement à déstabiliser Ben Bella, dont il estimait que le nouveau parti, le MDA, pouvait lui porter ombrage. Et, par Abdelfetah interposé, Betchine avait été convaincu de cette fable. Il avait été piégé, se mouillant personnellement dans l'affaire, car il avait cru à la réalité du prétendu maquis, comme il me l'avait avoué – je ne l'ai compris qu'*a posteriori* – début 1990, quand il m'avait expliqué que le commandant Abdelfetah conduisait une « affaire de grande importance et qui touche à la sécurité de l'État ». Surtout, il avait alerté le président sur ce dossier.

Quand il comprit qu'il avait été berné par Abdelfetah, il ne pouvait plus faire marche arrière, sous peine de paraître ridicule aux yeux de Chadli et d'affaiblir son pouvoir. Il lui fallait camoufler cet échec en cherchant un bouc émissaire. C'est pourquoi il accepta volontiers la suggestion de Belkheir qu'il établisse un rapport contre Hamrouche. Belkheir, comprenant que son plan initial contre Ben Bella avait été éventé – j'avais mis les pieds dans le plat, sans savoir ce qui se tramait en réalité –, avait en effet décidé de tendre une « planche de salut » à Betchine en lui proposant de présenter cette machination comme un « complot » de Hamrouche. Et dans le même temps, Belkheir s'arrangea pour organiser des fuites qui parviendraient au chef du gouvernement, par l'intermédiaire de Ghazi Hidouci. Ce stratagème réussit parfaitement, puisque Mouloud Hamrouche et Mohamed Betchine, déjà en froid, en vinrent à se détester cordialement.

J'ai tenu à expliquer en détail les ressorts de cette manipulation à plusieurs bandes, parfaitement rocambolesque, pour que le lecteur prenne la mesure de l'esprit pervers de Belkheir et de ses amis « décideurs », qui allait les conduire les années suivantes, tout « naturellement », à des crimes bien plus graves.

Le tournant décisif de l'été 1990

J'ignore pourquoi, sur le fond, le général Betchine (qui était pourtant un ami de Mouloud Hamrouche et qui lui avait été à

peu près loyal jusqu'à cet épisode) a marché dans la combine. Peut-être par fidélité à ses « compagnons d'armes » militaires Larbi Belkheir et Khaled Nezzar (alors que lui-même n'était pas un « DAF ») ? Quoi qu'il en soit, son retournement ne lui a pas profité : peu après, fin août 1990, il sera contraint à la démission par ces derniers. Ce départ allait coïncider avec un grand tournant dans la vie politique du pays.

L'été 1990 a en effet marqué le couronnement du patient travail de sape mené depuis plusieurs années par le clan des « déserteurs de l'armée française », dirigé par Larbi Belkheir, pour éliminer les autres officiers supérieurs issus de l'ALN. Parmi bien d'autres facteurs, la passivité du président Chadli Bendjedid, totalement pris en main par son directeur de cabinet, a permis à ce dernier et ses affidés de priver le chef de l'État du soutien des officiers qui lui étaient encore fidèles.

Dès 1987, le général-major Mustapha Belloucif, secrétaire général du ministère de la Défense, pourtant très lié au président, était mis à l'écart en étant poussé à prendre sa retraite, à la suite d'une prétendue affaire de « détournement » montée par Larbi Belkheir et ses acolytes avec le concours de la DST française (alors qu'en réalité, il a été évincé pour avoir refusé d'ordonner à l'ANP de réprimer les émeutes de Constantine et de Sétif en novembre 1986). En même temps, étaient écartés que des officiers proches de lui, comme Boultif, Hebiri ou Badredine Bekhouche, respectivement directeur du personnel et de la justice militaire, directeur des finances et directeur de l'action sociale. En 1988, après les événements d'octobre, c'était le tour des généraux Medjoub Lakhal Ayat, Mohamed Alleg, Ali Bouhadja, El Hachemi Hadjérès, Zine El Abidine Hachichi et quelques autres. En 1989, après la nomination au poste de chef d'état-major de l'ANP du général Khaled Nezzar (membre éminent du clan Belkheir et principal responsable de la répression sanglante d'octobre 1988 à Alger), nouvelle purge, touchant cette fois celui dont Nezzar prenait le poste, le général Abdallah Belhouchet, ainsi que les sous-chefs d'état-major, les généraux Liamine Zéroual et Kamel Abderrahim, et le général Abdelmadjid Chérif, ancien commandant des forces navales et commandant de la prestigieuse Académie interarmes de Cherchell. Enfin, en 1990, c'était le tour du général Mohamed Attaïlia, inspecteur général des armées.

À ceux qui voulaient bien s'accommoder de leur éviction (mais avaient-ils le choix ?), des postes honorifiques ont été proposés. Zéroual et Hachichi ont ainsi été nommés ambassadeurs, respectivement en Roumanie et en Bulgarie. Le général El Hachemi Hadjérès s'est retrouvé... membre du bureau politique du FLN, une voie de garage pour un officier de son envergure. Certains des plus récalcitrants ont été achetés par des lignes de crédit jamais remboursées, leur permettant de se recycler dans le monde des affaires. Kamel Abderrahim, une forte personnalité, s'est quant à lui lancé seul et sans soutien dans un projet de fabrication de seringues jetables...

En trois ans à peine, cette épuration fort habilement menée a permis aux DAF et à leurs alliés de s'installer, avec leurs hommes liges, aux postes clés de l'ANP et de l'état-major. Leur victoire sera consacrée par la nomination, le 27 juillet 1990, du général-major Khaled Nezzar au poste de ministre de la Défense du gouvernement de Mouloud Hamrouche (lequel n'a eu d'autre choix que de l'accepter). Une innovation majeure, puisque, depuis le coup d'État du 19 juin 1965 (lors duquel le ministre de la Défense Houari Boumediene renversa le président Ahmed Ben Bella), ce portefeuille stratégique avait toujours été occupé par le président de la République lui-même.

La voie étant désormais dégagée, le cœur du pouvoir, à savoir la SM, pouvait être réorganisé sous l'égide du clan Belkheir. Le 4 septembre 1990, la DGDS, dont je dépendais, disparaissait en tant que telle, pour être intégrée dans le « Département de renseignement et sécurité » (DRS), le nouveau nom des services réunifiés. Je n'en étais pas conscient, mais la spirale de l'horreur venait de s'enclencher.

2.

Premiers dérapages

À la suite de la victoire du FIS aux élections locales de juin 1990, les généraux « DAF », conscients du danger menaçant leurs intérêts, mirent donc en branle un véritable « rouleau compresseur » pour marginaliser le parti islamiste, après avoir « libéré » le centre de décision des officiers étiquetés comme « arabo-musulmans » (à cause du seul critère linguistique) qui pouvaient faire échec à leurs desseins. Voilà pourquoi l'été 1990 marque un véritable basculement dans l'histoire de l'Algérie depuis l'indépendance.

Septembre 1990 : la création du DRS, bras armé des généraux « décideurs »

Pour le tandem Belkheir-Nezzar, la réorganisation des services secrets de l'armée sous la nouvelle appellation de DRS répondait d'abord au souci d'isoler le président Chadli Bendjedid en vue des changements qu'ils avaient planifiés. En dehors de la nouvelle appellation, le seul changement notable était en effet que le DRS (confié désormais au général Mohamed Médiène, dit « Toufik », qui dirigeait jusqu'alors la DCSA) était placé sous l'autorité du ministère de la Défense nationale, alors qu'auparavant la SM était rattachée à la présidence. Ce « chamboulement » visait surtout à tromper la vigilance de Chadli et à le couper de ses sources de renseignements.

Le nouveau DRS chapeautait trois directions principales (en plus des directions annexes comme l'administration, le matériel, les écoutes, la technique...) : la DCE, la DCSA et la DDSE. Une organisation toujours en vigueur à l'heure où j'écris ces lignes et

qu'il est important de détailler puisqu'elle sera au cœur de la machine de terreur qui va s'abattre sur mon pays pendant plus d'une décennie.

La DCE (Direction du contre-espionnage) fut confiée au lieutenant-colonel Smaïl Lamari, dit « Smaïn », venu de la DCSA. Originaire de Aïn-Bessam, cet ancien sous-officier de la marine française avait fait un détour par la police dans les années 60. Sans rayonnement particulier, cet individu sinistre devait sa carrière au clientélisme qu'il avait de tout temps cultivé. Qui avait entendu parler de Smaïn dans les années 60, 70 et 80 ? Chargé du dossier du Proche-Orient par le général Lakhal Ayat au milieu des années 80, il s'était discrètement frayé un chemin en côtoyant les cadres des services secrets français et les « agents » palestiniens, grâce auxquels il avait acquis une solide expérience en matière de manipulation, désinformation, diversion et autres coups bas... Protégé de Larbi Belkheir, il était depuis 1985 l'interlocuteur privilégié de la DST française, au point que de nombreux officiers le soupçonnaient d'en être un agent.

Le lieutenant-colonel Kamel Abderrahmane a pris la direction de la DCSA (Direction centrale de la sécurité de l'armée). Originaire de Sour-El-Ghozlane, ancien sous-officier français ayant fait partie de la « force locale » en mars 1962 [1], il était simple adjudant jusqu'en 1974 à l'Académie interarmes de Cherchell. Capitaine lors des événements d'octobre 1988, la légende veut qu'il ait alors commis un « acte d'héroïsme » en tentant de sauver au péril de sa vie un char « agressé » par le cocktail Molotov d'un manifestant. Il connut ensuite une ascension fulgurante grâce à la protection du général Toufik, qui disposait de dossiers compromettants sur lui, l'assurant de sa loyauté.

La DDSE (Direction de la documentation et de la sécurité extérieure), enfin, fut confiée au lieutenant-colonel Saïdi Fodhil, *alias* « Abdelhamid », homme intelligent et d'une grande simplicité. Cet ancien officier de l'ALN, originaire d'El-Milia, avait été auparavant le responsable du renseignement militaire. Il sera assassiné en juin 1996 par le clan des généraux mafieux (voir chapitre 8).

1. À la fin de la guerre d'indépendance, la « force locale » était une force d'interposition créée en mars 1962 conformément aux accords d'Évian et mise en place par le GPRA pour faire respecter le cessez-le-feu. Elle recruta beaucoup d'Algériens ralliés de la vingt-cinquième heure au camp de l'indépendance, ceux que l'on appela de ce fait les « marsiens ».

Dans diverses réunions, nos chefs nous ont expliqué que cette réorganisation était une première étape vers une transformation des services de la SM répondant au souci de la transition démocratique. Habitués aux changements de dénomination (le quatrième en moins de dix ans), nous avions toutefois le sentiment qu'il ne s'agissait que d'une énième manœuvre destinée à faire taire la « galerie » et à donner un gage aux vrais démocrates, en particulier à Hocine Aït-Ahmed, le président du FFS, qui avait toujours fait de la mise au pas de la « police politique » son cheval de bataille. De plus, la présence du général Toufik – l'« homme au cigare » comme nous l'appelions entre nous –, un ancien de la boîte connu pour sa puissance de travail, était pour nous une assurance.

Cela allait sûrement changer, car la SM avait souffert des luttes intestines et du manque de compétence en matière de renseignement des généraux Lakhal Ayat et Betchine, considérés plutôt comme des « transfuges » dont le corps d'origine n'était pas la SM. Mais les officiers qui se réjouissaient de ces changements ont vite déchanté ; dès septembre 1990, ils n'eurent plus droit aux week-ends puisqu'ils devaient couvrir les prêches du vendredi et être présents dans toutes les mosquées de la capitale. Ce qui était impossible à réaliser ! Nous dûmes sélectionner les plus importantes : les mosquées Sunna et Ketchaoua à Bab-el-Oued, la mosquée Ben Badis de Kouba, la mosquée El-Arkam à Chevalley, la mosquée Kaboul à Belcourt, celles de Lavigerie à El-Harrach, de la Montagne...

Cela révélait l'aversion des responsables de l'armée pour les islamistes. C'était pour nous quelque chose d'incompréhensible, car à nos yeux, les islamistes en général et le FIS en particulier ne constituaient en aucun cas une menace sérieuse. Agir pour la prise du pouvoir par la voie des urnes est une chose tout à fait normale et légitime. Au demeurant, les prêches « incendiaires » étaient largement le résultat d'un défoulement en réaction à la censure et à l'oppression omniprésentes du temps du parti unique ; et plus d'une fois, les leaders du FIS – y compris Ali Benhadj – ont répondu favorablement aux « injonctions » des responsables politiques ou militaires pour tempérer les ardeurs d'imams extrémistes. Si le FIS constituait une menace, le chef de l'État disposait d'ailleurs de moyens légaux pour la contrer : il pouvait dissoudre le Parlement, convoquer de nouvelles consultations,

proposer une modification de la Constitution... De plus, les services de sécurité pouvaient actionner la justice contre les éléments radicaux qui outrepassaient le cadre légal ou républicain. La Constitution était claire sur ce point.

En dehors des chefs militaires qui faisaient du FIS un épouvantail, l'ensemble des officiers raisonnait – du moins au début, car par la suite l'endoctrinement a été mené tambour battant par le commissariat politique de l'armée et par les chefs militaires – comme moi, estimant qu'il ne fallait réagir qu'en cas d'impérieuse nécessité et non favoriser le pourrissement, lequel ne pouvait qu'engendrer une confrontation à laquelle ni l'armée ni la population n'étaient préparées.

Le général Nezzar en personne était venu à deux reprises, accompagné du général Toufik, à l'école de la SM de Béni-Messous tenir des réunions alarmistes et contradictoires. Il affirmait notamment : « Nous sommes derrière le FLN. » Alors que, dans le même temps, le colonel Smaïl Lamari (en conflit ouvert avec Abdelhamid Mehri, le secrétaire général de l'ex-parti unique) nous donnait des instructions pour créer des divisions entre les « caciques » du FLN (que la presse appellera les « dinosaures ») et les « jeunes loups », représentés par la nouvelle vague de cadres du parti (Ali Benflis, Karim Younès, Ali Seddiki...).

C'est à cette époque que le tandem Belkheir-Nezzar commença l'élaboration de son plan pour contrer l'expansion du FIS, dont le discours rencontrait un large écho populaire : ce parti reprenait en effet à son compte les « idéaux de novembre » abandonnés par le régime, insistant sur le fait que la révolution de 1954 avait été conduite au nom de l'islam et affirmant qu'en abandonnant l'idéologie islamique, le pouvoir avait favorisé la corruption, la délinquance, l'injustice...

Le 1er novembre 1990, l'anniversaire du début de la guerre d'indépendance ne fut pas célébré avec le même enthousiasme que les années précédentes. La majorité d'entre nous ne semblait pas se soucier des changements qui transformaient le mode de vie des citoyens. Certains officiers nostalgiques, pourtant, tenaient à souligner ces mutations : comme il était loin le temps où, jadis, on admirait les défilés militaires, les blindés, l'aviation, les commandos, l'infanterie, qui paradaient sur les principales avenues des grandes villes et où tout le monde ressentait une fierté indescriptible ! Sans parler de la marche aux flambeaux, des majorettes et

des douze coups de minuit qui nous remémoraient les souvenirs du déclenchement de la révolution de novembre 1954...

« L'objectif numéro 1 des services, c'est les islamistes du FIS »

Nous étions donc le 1er novembre 1990 et nous ne fêtions pas cette date anniversaire. J'étais perplexe quant à la situation générale et je n'osais pas encore parler de « dérive ». Deux ou trois jours auparavant, le lieutenant-colonel Smaïl Lamari, le chef de la DCE dont je dépendais désormais, m'avait convoqué en compagnie du commandant Amar Guettouchi, responsable du Centre principal des opérations (CPO) [1], pour nous faire part des nouvelles « orientations » décidées par la hiérarchie militaire. S'adressant d'abord à moi en tant que responsable du Service de recherche (SRA), il me dit : « À partir de maintenant, l'objectif numéro un des services, c'est les islamistes du FIS : s'ils prennent le pouvoir, ils vont nous trancher la tête et à vous aussi. Ils feront exactement comme les Iraniens avaient fait à la Savak, il faut à tout prix leur barrer la route. Ce sont les ordres du commandement. » Et il enchaîna : « Quels sont les dossiers en votre possession ? »

Je répondis que le FIS faisait l'objet du même traitement que les autres partis politiques agréés par le ministère de l'Intérieur, c'est-à-dire que nous exécutions les instructions reçues depuis le temps du général Betchine et qui concernaient le suivi des dirigeants des partis politiques, la surveillance de leurs réunions, leur action sur le terrain, leur influence sur la population, leurs alliances éventuelles avec d'autres formations. Seules les généralités avaient été évoquées car je ne pouvais lui avouer que l'on « s'amusait » aussi à infiltrer les partis légalisés depuis 1989, comme ce fut le cas avec le FFS d'Hocine Aït-Ahmed (une « bête noire » pour nos chefs), le RCD de Saïd Sadi, le PSD de Abderrahmane Adjerid ou le PNSD de Rabah Benchérif... Effective-

1. Le CPO, comme cela existe dans tous les services secrets dans le monde, était l'unité du DRS chargée des actions illégales : surveillance, filatures, perquisitions secrètes, arrestations, enlèvements, interrogatoires, pose de micros, faux témoignages... C'est dans le Centre Antar de Ben-Aknoun, qui servait de siège au CPO, que de faux communiqués attribués au FIS seront rédigés dès janvier 1991.

ment, sur le plan politique, sans nous départir des anciens réflexes hérités du temps du parti unique, nous avions pris l'initiative sans l'aval de la hiérarchie – mais celle-ci nous laissait carte blanche pour ce faire – de nous renseigner au maximum sur les « associations à caractère politique ». J'étais satisfait du travail accompli par mes officiers et la hiérarchie (avant l'arrivée du colonel Smaïn) était contente des résultats et ne s'était jamais plainte...

Il fit la moue et dit : « Et toi, Amar ? » Ce dernier répondit, non sans humour : « Moi je n'ai absolument rien, je viens de remplacer le capitaine Abdelaziz et il n'a laissé aucun dossier. C'était un homme du général Betchine, il travaillait certainement sur vous, mon colonel. » (J'ouvre une parenthèse pour signaler que le général Betchine, qui soupçonnait Smaïn d'être un agent des services de renseignements français, l'avait mis à l'écart dès février 1990, et avait même proposé sa radiation de l'armée, avant qu'il ne soit « récupéré » par le général Larbi Belkheir. Au moment de sa « disgrâce », Smaïn faisait évidemment l'objet d'une surveillance de la part des éléments du service opérationnel que dirigeait le capitaine Abdelaziz. Tous les officiers et sous-officiers mêlés à cette affaire seront aussitôt mis sur la touche par le nouveau DCE.) « Prépare-toi à avoir du boulot, Amar », promit Smaïl Lamari.

Puis se retournant vers moi, il me demanda de lui faire une évaluation de la situation ainsi que des moyens matériels et humains souhaités pour la réorganisation de mon service en vue de l'adapter aux nouvelles exigences.

Le service de recherche, que je dirigeais, comptait alors près de quarante officiers, une dizaine de sous-officiers et deux PCA (personnel civil assimilé), et nous manipulions en plus une kyrielle d'agents. L'ensemble de ces cadres était réparti au niveau des cinq structures :

– la *sécurité intérieure*, confiée au capitaine Saïd Lerari (dit « Saoud »), et qui s'occupait justement des partis politiques, de la subversion (à cette époque, le terme « terrorisme » n'était pas encore usité), des activités politiques en général, notamment au niveau des communes, car, on l'a vu, les APC (Assemblées populaires communales) étaient en majorité détenues par le FIS depuis juin 1990 ;

– le *contre-espionnage*, confié au capitaine Mustapha, et qui s'occupait des étrangers, des missions et personnels diploma-

tiques, des sociétés et compagnies étrangères, du Centre culturel français;

– la *prévention économique*, confiée au capitaine Farouk Chetibi, ne concernait que la lutte contre la criminalité économique, la « sensibilisation » (euphémisme désignant le contrôle du secteur économique par les cadres des sociétés, qui devaient fournir des rapports mensuels sur les problèmes de maintenance ou de distribution, l'état d'esprit du personnel, l'activité syndicale, les meneurs des grèves par exemple, les tendances politiques des cadres, etc.), ainsi que tout ce qui avait trait à la vie sociale (syndicats, grèves, etc.). Les officiers de cette section assuraient la gestion des « assistants de sécurité préventive » (ASP : il y en avait un au niveau de chaque institution de l'État – ministères, entreprises publiques, établissements universitaires, hôtels...) et entretenaient des relations avec les autorités locales, les cadres des ministères, les parlementaires, les journalistes, les avocats, etc.;

– les *enquêtes d'investigation et d'habilitation*, confiées au capitaine Djamel;

– le *suivi de la presse* était confié au capitaine Dahmane Bendahmane pour la presse arabophone et au capitaine Antar pour la presse francophone.

Comme les nouvelles orientations exigeaient des cadres expérimentés et compétents, je fis part à Smaïn de l'inexpérience des nouveaux officiers affectés en septembre 1990 au SRA, qui avaient des difficultés à s'implanter dans les communes : la plupart venaient d'achever, en juillet, leur formation et n'avaient pratiquement aucun contact avec le terrain. Pour renforcer mon service, le chef de la DCE prit la décision de rappeler les vingt et un officiers mutés hors d'Alger dans le cadre du mouvement de l'été 1990. Cette aide précieuse faciliterait le travail de recherche, en rétablissant les relations des anciens cadres avec leurs agents et leurs sources d'information. Ces officiers furent à nouveau répartis chacun dans une commune de la capitale : ils « doublaient » le président d'APC et exerçaient une surveillance sur l'activité du FIS dans la gestion des municipalités, puisque toutes les communes de la capitale étaient tenues par ses militants.

Le lieutenant-colonel Smaïn insista également sur l'importance de concentrer tous les efforts sur cet objectif, quitte à « laisser tomber » les activités de contre-espionnage et de prévention économique. D'ailleurs, quelque temps après, le lieutenant-

colonel Rachid Laalali (dit « Attafi »), directeur de cabinet du général Médiène, m'appela pour que je le briefe sur les activités de « prévention économique » et que je lui remette certains dossiers économiques « sensibles » sur lesquels je travaillais, comme ceux relatifs à l'affaire Enapal et à celle des chambres de commerce. Deux dossiers explosifs que j'ai déjà évoqués et dont le DRS voulait se servir pour déstabiliser Mouloud Hamrouche, qui commençait à menacer les intérêts de la mafia des généraux par ses réformes économiques.

J'ai reçu également l'ordre de suivre les activités de Raymond Louzoum, un Juif algérien qui tenait un magasin d'optique rue Didouche-Mourad. Le lieutenant Belkacem prendra en charge ce dossier : il réussira à recruter sa femme de ménage et à avoir des comptes rendus détaillés sur ses déplacements en France et en Tunisie [1].

Le commandant Amar Guettouchi, quant à lui, reçut l'ordre de mettre sous surveillance les deux leaders du FIS, Abbassi Madani et Ali Benhadj, qui reçurent comme nom de code « numéro 1 » et « numéro 2 ». Ils furent l'objet de filatures et d'écoutes téléphoniques permanentes, tout comme les membres les plus influents de la direction du parti : Ali Djeddi, qui avait enseigné à l'École des cadets de la révolution de Koléa (il était considéré à l'époque comme le numéro 3 du FIS), Yakhlef Cherati, Noureddine Chigara, Abdelkader Boukhamkham et quelques autres. C'est le capitaine Djaafar Khelifati, un officier sérieux et compétent, très pieux (il fut même un temps soupçonné d'être un sympathisant islamiste), qui s'occupait des transcriptions de ces écoutes et se chargeait des synthèses pour le DRS. Pour le mettre à l'aise et l'encourager dans l'action psychologique anti-FIS, le colonel Smaïn lui octroya un appartement à Bouzaréah.

La lutte contre les islamistes du FIS venait de se mettre en branle. En vue de mettre son projet à exécution, Smaïn m'informa que je devais me préparer à déménager le siège du SRA du square Sofia (situé près de la grande poste à Alger) vers

1. En janvier 1994, alors que j'étais en poste en Allemagne, j'apprendrai que Raymond Louzoum a été assassiné, selon la presse, par des islamistes. Pourtant, sans détenir de preuves, j'ai le sentiment, connaissant le cynisme des responsables du DRS, que cet assassinat – non revendiqué – répondait beaucoup plus à leur souci de dresser la communauté juive contre les islamistes, et de couper d'éventuels supports internationaux (notamment les États-Unis) aux partisans de la république islamique.

le Centre Antar, situé à proximité du parc zoologique, où se trouvait déjà le CPO (déménagement qui interviendra effectivement cinq mois plus tard). Selon lui, le square Sofia n'offrait plus les garanties de « sécurité ». Nous étions en novembre 1990 et nous aspirions à la démocratie, alors que certains chefs militaires préparaient déjà la « guerre ».

« La seule source de pouvoir, c'est Allah »

Une semaine après cet entretien, le chef de la DCE revint à la charge. Il m'avait demandé de « piéger » (pose de caméra vidéo et de micros) un bureau du square Sofia en prévision d'une rencontre avec le directeur du *Jeune Indépendant*. M'étant préparé à recevoir une « personnalité » de la presse indépendante, je fus totalement surpris de me retrouver face à un « gamin », habillé avec négligence et sans aucune verve. Dès notre invité reparti, la cassette vidéo encore en main, le colonel Smaïn a tenu à me rappeler les directives de la hiérarchie militaire qui faisait du FIS son objectif prioritaire.

Pour lui, ce parti politique était un « mouvement social de protestation qui profite de la misère et l'ignorance du peuple, et qui utilise la religion pour légitimer son discours et en faire un tremplin pour accéder au pouvoir ». Et il ajouta : « Les mosquées sont devenues pour les extrémistes des tribunes pour l'appel au meurtre. Le FIS n'est qu'un FLN *bis* qui va verrouiller le système, supprimer l'alternance, réinstaurer le parti unique – car celui qui s'oppose au FIS est considéré comme opposé à Dieu. Il va plonger le pays dans une nouvelle dictature, voire la guerre civile. Si on les laisse passer, c'est la régression, c'est quatorze siècles en arrière. »

La première partie de son analyse sur la nature du FIS me paraissait assez juste. Car à l'époque, les islamistes se distinguaient par les prêches incendiaires de Ali Benhadj chaque vendredi (en alternance dans les mosquées Ben Badis de Kouba et Sunna de Bab-el-Oued). Les marches imposantes, réunissant plusieurs dizaines de milliers de sympathisants du FIS, qu'ils organisaient chaque jeudi à Alger témoignaient de leurs capacités mobilisatrices et faisaient peur à beaucoup de ceux qui ne se reconnaissaient pas dans ce parti (et ces démonstrations de force devenaient aussi une menace certaine pour les intérêts de la caste au pouvoir).

Bien avant la guerre du Golfe, profitant de la faiblesse des autorités, les leaders du FIS avaient développé un discours violent. En témoigne par exemple une interview de Ali Benhadj, parue dans le quotidien *L'Horizon* du 23 février 1989 : « Le multipartisme est inacceptable du fait qu'il résulte d'une vision occidentale. Si le communisme et le berbérisme s'expriment, ainsi que tous les autres, notre pays va devenir le champ de confrontation d'idéologies diverses en contradiction avec la religion de notre peuple. Il n'y a pas de démocratie parce que la seule source de pouvoir, c'est Allah, à travers le Coran, et non le peuple. Si le peuple vote contre la loi de Dieu, cela n'est rien d'autre qu'un blasphème. Dans ce cas, il faut tuer ces mécréants pour la bonne raison que ces derniers veulent substituer leur autorité à celle de Dieu. » Ou encore cette autre interview de Abbassi Madani à l'hebdomadaire *Algérie Actualités*, le 24 décembre 1989, affirmant : « Si la démocratie est un cadre de dialogue et de respect de l'opinion, nous sommes d'accord avec ce concept ; par contre, nous n'acceptons pas que l'élu soit en contradiction avec l'islam, sa *chari'a* et ses valeurs. »

À partir de l'été 1990, dans le nouveau climat international créé par l'invasion du Koweït par l'Irak, la tension était encore montée d'un cran. Le FIS, qui avait en effet pris fait et cause pour Saddam Hussein, reprochait aux dirigeants algériens leur manque d'empressement à soutenir les Irakiens, et dénonçait violemment le régime, jugé trop « laïc » et « détaché de l'islam ».

Malgré cela, à mes yeux, la situation n'était pas aussi grave que le prétendait le DCE, même si la démocratie n'en était qu'à ses balbutiements. Certes, le FIS avait remporté les élections communales six mois plus tôt, mais, comme beaucoup, je voyais dans cette victoire bien moins le souhait d'une « dictature islamiste » que l'expression d'un désir profond des Algériens de rompre avec le régime. Chose que les généraux ne comprenaient pas et, surtout, ne digéraient absolument pas.

Ce qui m'a choqué dans les propos de Smaïn, c'est que, pour la première fois, un responsable de l'ANP évoquait devant moi le terme de « guerre civile », jusque-là inconnu dans notre jargon. Il est incontestable que des femmes étaient ciblées, que certains militants du FIS multipliaient les provocations, que les déclarations incendiaires de certains dirigeants n'étaient pas du goût de tous les Algériens, mais nous étions loin de penser qu'un cataclysme était en gestation.

Faux tracts islamistes

Pour contrer l'activisme du FIS, nous fûmes amenés à exploiter les dissensions en son sein et à recourir à la presse « indépendante » pour sensibiliser l'opinion sur le danger de la « menace islamique » : comme le FIS était en vérité moins un parti monolithique qu'une nébuleuse composée de multiples courants, des plus modérés aux plus radicaux, souvent en désaccord entre eux, il n'était pas difficile d'exploiter les propos excessifs de certains de ses dirigeants pour pratiquer l'amalgame et encourager les « intellectuels » à dénoncer l'extrémisme islamique. Mais, comme si cela ne suffisait pas, nos chefs nous ont demandé d'en « rajouter » !

Il faut rappeler que cette période était aussi celle de l'apparition sur la scène publique de la secte El-hidjra oua at-takfir (Exil et Rédemption), une petite organisation extrémiste sans liens avec le FIS et dont j'aurai l'occasion de reparler. Cette secte, très minoritaire et nullement en rapport avec nos traditions séculaires, réunissait notamment des militants islamistes qui étaient allés se battre contre les Soviétiques en Afghanistan (ceux qu'on appelait les « Afghans »). Se revendiquant du courant « salafiste » [1], sa doctrine autorisait même le meurtre du père, de la mère, du frère ou de la sœur de celui ou celle qui ne se conformait pas aux principes islamiques. El-hidjra oua at-takfir gagnait certes du terrain, mais pas au point d'être considérée comme une menace sérieuse. Avec une meilleure sensibilisation des responsables des partis islamiques et avec plus de rigueur, les services de sécurité et la justice auraient pu facilement éradiquer ce fléau.

Hélas, ce type de mesures ne cadrait pas avec le programme des généraux. À la même époque, en effet, certains éléments du DRS s'attelaient à... reconstituer le Mouvement islamique armé (MIA), une organisation qui avait été détruite quelques années plus tôt (j'y reviendrai en détail au chapitre suivant). La volonté des généraux était en fait d'utiliser le DRS pour « mettre de l'huile sur le feu » afin de donner l'impression que le FIS tout entier cherchait à imposer une dictature islamique.

1. Le courant salafiste prône un islam politique « internationaliste » conservateur, par opposition aux « djaazaristes » (ou algérianistes), courant moderniste spécifique à l'Algérie.

Mes officiers se chargeaient ainsi de la distribution (auprès des journalistes, des associations féministes...) et de l'affichage (dans les mosquées, les cités universitaires de Bouzaréah, Delly-Brahim, les campus des universités de Bab-Ezzouar, la fac centrale...) de tracts et de communiqués signés du FIS, mais rédigés en réalité par... le capitaine Djaafar Khelifati. Les prétendues *fetwas* (décrets religieux) diffusées par ces faux communiqués de la DCE appelaient les fidèles à se débarrasser des *taghouts* (mécréants) au pouvoir, à refuser la démocratie « occidentale et décadente ». Souvent elles appelaient aussi au *djihad*, à la désobéissance ou à prendre les armes contre le pouvoir si la loi électorale ne respectait pas la volonté populaire. Ces tracts réclamaient également l'ouverture de camps d'entraînement pour les militants du FIS désirant aller combattre auprès des troupes irakiennes lors de la guerre du Golfe, l'instauration d'un régime théocratique, l'application de la *chari'a* (la loi coranique).

Le but initialement poursuivi avec ces faux – qui surenchérissaient systématiquement sur les vrais communiqués du FIS, eux-mêmes déjà radicaux – était de provoquer la zizanie chez les dirigeants islamistes, et en particulier de susciter un conflit entre Abbassi Madani et Ali Benhadj, l'un suspectant l'autre de rédiger des communiqués sans concertation préalable. Dès janvier 1991, de nombreux faux communiqués attribués au FIS furent même lus pendant le journal télévisé de 20 heures. Créant la suspicion au sein même des militants du FIS, le DRS a indiscutablement atteint ses buts : les dirigeants du parti islamiste, qui était bien loin de constituer une organisation homogène, ont été incapables de riposter aux manipulations, contribuant à leur corps défendant à crédibiliser l'amalgame entre eux et les radicaux qui, pourtant, les considéraient comme des ennemis.

Pour nos chefs, dès cette époque, l'objectif était clair (et nos instructions l'étaient tout autant) : la diabolisation du FIS visait à faire de ce parti un « épouvantail », dans le but de constituer contre lui un « front » civil qui légitimerait plus tard l'intervention de l'armée.

Le « Plan d'action global » du général Nezzar

En décembre 1990, lors d'une réunion présidée par le général Nezzar, à Béni-Messous, et à laquelle étaient conviés les princi-

paux responsables de la SM, le ministre de la Défense nous fit part de mesures pour contrer le FIS. Il nous déclara que celui-ci ne serait toléré que s'il ne dépassait pas les 30 % des votes lors des élections législatives qui étaient alors prévues pour le 27 juin 1991. Sinon, l'ANP serait amenée à « prendre ses responsabilités ». En cas de victoire du FIS, la direction de l'armée, nous expliqua-t-il, n'aurait que deux solutions : soit la prise directe du pouvoir, soit l'instauration d'une direction collégiale avec une façade civile. Il ne fallait pas être grand clerc pour deviner que c'est cette dernière option qui avait ses faveurs, la première présentant des inconvénients évidents (responsabilité vis-à-vis de l'opinion internationale, réaction défavorable des pays occidentaux et éventuel embargo des soutiens financiers internationaux). Le scénario excluant le FIS de la course au pouvoir a donc été envisagé dès décembre 1990, il fallait seulement mettre en place les conditions favorables à son exécution.

Tel était l'objet du « plan d'action global » conçu par Larbi Belkheir et Khaled Nezzar, rédigé par les conseillers de ce dernier (les généraux Mohamed Touati et Abdelmadjid Taright – ce dernier était alors le commandant de la Marine nationale), et dont l'exécution fut confiée aux chefs du DRS, le général Toufik, les colonels Smaïl Lamari et Kamel Abderrahmane. Au même moment, ce « plan Nezzar » était soumis au président de la République et au Premier ministre pour approbation [1]. Il comportait nombre de mesures discriminatoires, comme :

– l'éloignement des islamistes (excepté ceux qui collaboraient avec la SM) des postes sensibles;

– l'adoption d'un découpage électoral taillé sur mesure pour « défavoriser sans ambages les formations extrémistes »;

– le soutien multiforme au FLN;

1. Passant outre leur refus, le plan sera ensuite rigoureusement mis en application par Nezzar et ses collègues. Neuf ans plus tard, le général Nezzar revendiquera fièrement cet acte majeur d'insoumission dans ses mémoires (Chihab Éditions, Alger, 1999), en y reproduisant le fac-similé de son plan, intitulé « Mémoire sur la situation dans le pays et point de vue de l'Armée nationale populaire » et qu'il qualifie de « démarche politique de type état-major ». Et il le fera publier à nouveau dans un livre publié en France, en juin 2002, en appui au procès en diffamation qu'il avait intenté à l'ex-sous-lieutenant Habib Souaïdia (Ali Haroun et *alii*, *Algérie, arrêt du processus électoral, enjeux et démocratie*, Publisud, 2002, pages 131 à 149).

– la corruption des « formations démocratiques » grâce à l'octroi de subventions et un « meilleur accès aux médias, notamment la télévision ».

Étrange conception de la démocratie, qui n'était tolérée que si le pouvoir n'échappait pas aux généraux... L'alternance signifiait pour eux remplacer le FLN par un FLN *bis* ou, à la limite, accepter un parti « démocratique » domestiqué et docile qui leur obéirait.

Abordant le chapitre de la lutte contre les « extrémistes », le général Nezzar recommandait, je cite : « La division des courants religieux en provoquant, en exploitant et en avivant leurs antagonismes ;

– la dépréciation de l'image du FIS vis-à-vis des libertés démocratiques et des libertés individuelles (...) ;

– l'exploitation de l'inculture des extrémistes en matière de sciences politiques et de sciences modernes (...) ;

– la mise en cause médiatique des leaders du FIS par la publication d'images, de propos et discours attestant de leur incapacité à traiter les grands problèmes économiques ;

– l'emploi judicieux et savamment orchestré des médias avec l'assistance de professionnels [...]. »

C'était là une dérive dangereuse, car de quel droit le ministre de la Défense pouvait-il inciter les cadres de l'armée à devenir des hors-la-loi ? À quelles fins décidait-il d'un « programme d'action psychologique » ? Si les islamistes commettaient des délits, la justice ne permettait-elle pas de les sanctionner ? S'agissant des extrémistes, n'aurait-il pas été plus judicieux de procéder à leur arrestation ? J'avais fait part de certaines de ces réserves sur ce plan dit « particulier » (parce qu'il ne ciblait que le FIS) au colonel Smaïl Lamari : pourquoi ces mesures antidémocratiques, dès lors que les pouvoirs publics avaient eu la latitude de ne pas accorder l'agrément du FIS en 1989 et que, de toute façon, la constitution du 23 février 1989 accordait au chef de l'État le pouvoir de dissoudre le Parlement ? La réponse du DCE fut en substance la suivante : « Il faut exécuter les ordres sans trop se poser de questions. L'Algérie ne doit pas sombrer dans les griffes des intégristes. L'avenir, c'est vous ! Vous serez les dirigeants de demain. Il faut absolument les écarter de votre chemin si vous voulez tenir les rênes du pays. »

Les cadres du DRS, avec beaucoup de zèle, ont en tout cas sauté sur l'occasion pour mettre en pratique ce fameux « plan

d'action global », d'autant plus facilement que promotions, budget illimité et divers avantages leur étaient promis (les primes des éléments du GIS ont été doublées, les cadres subalternes ont bénéficié de logements...). La fragilisation du FIS en tant qu'objectif assigné au DRS exigeait la présence d'officiers rigoureusement choisis pour leur aptitude à exécuter sans broncher les ordres de la hiérarchie ; et l'une des premières conséquences du plan d'action du général Nezzar fut la mise à l'écart des officiers universitaires qualifiés d'arabisants. Ils furent soit radiés, comme par exemple le capitaine Hocine Ouchtati, dit « Salim », soit confinés à des tâches sans rapport avec leurs compétences, affectés dans des unités de l'ANP ou à des fonctions dérisoires – comme les capitaines Samir (ex-chef du BSS de Batna), Chergui (ex-chef du BSS de Bordj Bou-Arreridj), Dahmane Bendahmane (ex-chef du BSS de Sétif), Abdelhamid Kherroufi, dit « Hosni », Lotfi...

Pour ma part, en militaire discipliné, même si je n'étais pas entièrement persuadé de la nécessité d'un tel plan, j'ai également suivi. Les chefs ont en effet réussi à nous faire croire – ce dont je n'étais pas du tout convaincu au début – que la République était en danger, que les islamistes étaient soutenus financièrement et politiquement par des puissances étrangères, qu'ils envisageaient de fusiller tous les cadres de la SM en cas de prise de pouvoir, qu'ils cherchaient à déstabiliser le pays et à mettre en péril ses institutions... Bref, la rengaine qui a servi à endoctriner les militaires et qui a embobiné une partie des citoyens.

Cette campagne d'intox a donc eu de l'effet, puisque très vite, presque tous les officiers se sont mobilisés derrière le commandement. Nous étions même en première ligne : il s'agissait, nous disait-on, de « défendre les institutions de la République et la légalité constitutionnelle ». La lutte contre le FIS (je précise bien, contre le FIS et non contre les islamistes, j'y reviendrai) devenait une réalité.

L'une des premières missions du DRS en ce sens a été d'exécuter la préconisation du « plan Nezzar » de favoriser « la division des courants religieux en provoquant, en exploitant et en avivant leurs antagonismes ». Fin 1990, le commandant Abderrahmane Benmerzouga (cet officier, ex-sous-directeur de la sécurité intérieure, et qui s'occupait du travail d'analyse, avait été mis sur la touche après le départ du général Betchine, car jugé proche de ce

dernier) fut « réactivé » dans ce but. Le général Toufik le chargea, au nom de la sacro-sainte « alliance contre l'intégrisme » (c'est-à-dire contre le FIS), de prendre attache avec Mahfoud Nahnah, le dirigeant de l'association caritative El Islah oua El Irshad (Réforme et guidance), pour qu'il la transforme en parti politique afin de contrer l'influence grandissante du FIS. Mahfoud Nahnah accepta la proposition de créer le parti Hamas (qui deviendra plus tard le MSP, Mouvement de la société pour la paix) [1]. Et cela malgré l'opposition de son second, le cheikh Mohamed Bouslimani, qui affirmait que la « politique souille la conscience » et préférera rester à la tête de El Islah oua El Irshad, loin des « magouilles politiciennes » [2].

Nous étions alors loin d'être conscients que le plan de « sauvetage » du pays inauguré en décembre 1990 pour éviter qu'il sombre dans l'ère de l'« obscurantisme » allait conduire les Algériens à connaître les horreurs d'une guerre civile sanglante.

La création d'une structure illégale au sein de la DCE

Mais les décideurs militaires, dès cette époque, ne s'en tenaient pas à l'action psychologique et à la désinformation : ils se préparaient, à l'évidence, à des interventions en marge de la loi. Ainsi, peu de temps après notre entretien de la fin octobre 1990, Smaïl Lamari créa au sein du CPO (Centre principal des opérations) une « section de protection ». Cette structure, qui n'avait aucun caractère légal, ne figurait pas sur l'organigramme de la DCE. Elle n'avait d'ailleurs pas de raison d'exister, car pour la mission de protection des personnalités ou des biens, les services de sécurité disposaient déjà du SSP (Service de sécurité présidentielle), du GIS (Groupement d'intervention

1. Plus tard, en compulsant les archives du DRS de 1991 et 1992, j'ai découvert que le commandant Abderrahmane Benmerzouga était même chargé de la rédaction d'une revue pour le compte du Hamas, et fréquentait assidûment les locaux de ce parti à El-Madania. Il était en quelque sorte devenu l'éminence grise de Mahfoud Nahnah.

2. Lui aussi sera hélas assassiné, en janvier 1994. Son enlèvement, suivi de son exécution, sera revendiqué à la fois par le GIA et par l'Ojal (Organisation des jeunes Algériens libres), un escadron de la mort créé par le DRS (voir chapitre 7).

spéciale), de la DGSN (Direction générale de la sûreté nationale) et de la gendarmerie nationale.

Cette « section de protection », confiée au lieutenant Maachou, comprenait au départ une trentaine d'éléments et recevait directement ses ordres de Smaïl Lamari. Pour camoufler les véritables buts de cette structure (qui inspirera à partir de mars 1992 les sinistres « escadrons de la mort » de la DCSA, j'y reviendrai dans le chapitre 7), ces hommes (tous des sous-officiers chevronnés) étaient officiellement affectés comme gardes du corps et comme chauffeurs auprès des généraux Khaled Nezzar (dont le chauffeur était l'adjudant Aïssa, de son vrai nom Hennane Bouamer, un ancien membre du service de surveillance), Larbi Belkheir, Abdelmalek Guenaïzia, etc. Mais ils étaient aussi censés assurer la protection de personnalités proches des services ainsi que d'agents sûrs qui « activaient » dans les rouages de la justice ou à l'intérieur des partis, comme le procureur général d'Alger Abdelmalek Sayah ou Ahmed Merani, ancien magasinier à l'Institut Pasteur d'Alger et ancien imam devenu responsable de la commission des affaires sociales du FIS [1].

Le lieutenant Maachou reçut bientôt de nouvelles « attributions », et les éléments de cette section fantôme qui n'étaient pas affectés à la protection de personnalités étaient présents partout : port d'Alger, aéroport de Dar-el-Beïda, hôtels de luxe de la capitale... Leur mission : contrôler les containers, faire entrer et sortir sans papiers d'identité des gens à partir du port ou de l'aéroport, réserver les chambres d'hôtel, accompagner des « visiteurs » (des hommes d'affaires qui ne passaient pas par le contrôle de la police de l'air et des frontières, des conseillers étrangers, des personnes envoyées par le colonel Mahmoud

1. Ce dernier, agent du général Toufik, était une « taupe » infiltrée au sein du *majless ech-choura*, instance dirigeante du FIS, comme le prévoyait le plan d'action du général Nezzar. Pour les services rendus, Ahmed Merani bénéficiera d'une villa à Aïn-Benian, sur la côte ouest d'Alger, et d'un véhicule de service. En juin 1991, Ahmed Merani apparaîtra à la télévision, avec Bachir Fekih et El Hachemi Sahnouni, pour désavouer les méthodes de Abbassi Madani et Ali Benhadj, qu'il accusera de créer la discorde (*fitna*). Cette déclaration servira de prétexte aux généraux pour arrêter les leaders du FIS. Un mois plus tard, Ahmed Merani sera nommé conseiller auprès du nouveau chef de gouvernement, Sid Ahmed Ghozali. Et, en janvier 1996, il sera récompensé en se voyant attribuer le portefeuille de ministre des Affaires religieuses dans le gouvernement d'Ahmed Ouyahia...

Souamès, le responsable du DRS à Paris, des individus dont l'identité ne devait pas être connue officiellement...). Ils rendaient compte directement au DCE, sans informer ni le commandant Guettouchi, ni moi-même. Beaucoup d'entre nous ne comprenaient pas bien dans quel but Smaïn avait créé cette structure, car toutes ces activités de contrôle – containers, hôtels, visiteurs... – pouvaient aussi bien être assurées par nos services officiels.

La réponse, mais je ne le comprendrai que plus tard, est que le chef de la DCE, avec l'aval du général Toufik, avait sélectionné des éléments sûrs, sans état d'âme et qui obéissaient sans réfléchir. De parfaits exécutants qui allaient à la besogne sans rechigner et qui n'avaient pas le moindre scrupule. Ces sous-officiers de niveau intellectuel médiocre se comportaient en mercenaires, conditionnés et appâtés par les promotions et l'ouverture des comptes en devises. Dans les années de guerre qui suivront l'interruption du processus électoral en janvier 1992, cette structure illégale jouera un rôle important, j'aurai l'occasion d'y revenir.

Un islamiste affairiste au service de la SM

Dès les premiers mois dans ses nouvelles fonctions à la tête de la DCE, le lieutenant-colonel Smaïn fit preuve de sa détermination à intervenir directement dans la manipulation – et pas seulement l'infiltration – de la mouvance islamiste. L'« affaire B. », qui n'a jamais été rendue publique, en est une parfaite illustration : cet islamiste affairiste est devenu à cette époque un agent de la SM (de Smaïn, pour être plus précis), afin d'assurer sa promotion sociale.

En juillet 1990, l'un de mes hommes, le lieutenant Abdelmalek, qui assurait la couverture de la région de Dar-el-Beïda, m'avait remis un rapport sur l'activisme d'un certain B., militant du FIS dans les quartiers de l'Est d'Alger, qui organisait l'importation d'équipements de transmission (talkies-walkies, radios...) destinés aux islamistes de la région de Bordj El-Kiffan, repaire des groupuscules de la secte extrémiste El-hidjra oua at-takfir.

En lisant le rapport, ce nom me disait quelque chose : je me souvins que, lors de mon bref passage à la tête de la sous-

direction du contre-espionnage de la DGDS en février 1990, j'avais appris que cet individu nous avait été signalé par les services de renseignement italiens pour avoir tenté d'introduire en Algérie des armes achetées en Italie. J'avais alors demandé un examen de la situation de B. Mes doutes étaient fondés : lors de la perquisition effectuée à son domicile, une arme à feu et des documents compromettants (bons de commande d'armes, factures...) avaient été découverts, prouvant son rôle à la tête d'un réseau d'acheminement d'armes vers l'Algérie... Les services de la police judiciaire de la DGSN voulaient aussi l'arrêter dans le cadre d'une enquête menée en septembre 1990 sur les véhicules de luxe volés à l'étranger, car B. circulait à bord d'une Peugeot 605 « Taïwan »[1].

Cette affaire avait nécessité un mois d'investigation pour accumuler les preuves et ficeler le dossier judiciaire. Début septembre 1990, B. était arrêté par le SRPJ (Service de police judiciaire de la SM, dont le siège se trouve au Centre Antar). Mais au moment où il allait être remis à la justice, le général Mohamed Betchine, patron de la DGDS, venait de démissionner et les services étaient réorganisés pour créer le DRS. Le lieutenant-colonel Smaïl Lamari, qui venait de prendre la direction de la DCE, reprit donc l'affaire en main. Mais, au lieu de déférer B. devant une juridiction, il lui proposa un marché : classer son dossier et lui permettre de poursuivre impunément son « business dans l'import-export » en échange d'une collaboration avec la SM. Ce qu'il accepta sans difficultés...

En remerciement, B. offrit quelques semaines plus tard à Smaïl Lamari une Citroën CX beige, qui fut le premier véhicule blindé dont disposa un officier algérien. La générosité de B. était telle que sa 605 était souvent « prêtée » à des officiers de la SM pour des missions ponctuelles ou pour leurs besoins privés, dès janvier 1991. Ayant traité personnellement cette affaire, j'ai fait part à cette époque de ma désapprobation au chef de cabinet de Smaïn, le capitaine Omar Merabet, et au commandant Amar Guettouchi ; c'est à cette occasion que j'ai eu la confirmation que B. avait bien été recruté par le chef de la DCE. Je n'étais

1. Dans l'argot algérien, l'appellation « Taïwan » désigne tous les produits de contrefaçon. Les « voitures Taïwan » sont en général volées en Europe, maquillées puis introduites frauduleusement en Algérie grâce à de faux papiers. Ces réseaux fonctionnent grâce à la corruption qui ronge les douanes et l'administration.

pas d'accord avec le choix de ce dernier de négocier avec des personnes douteuses et de les « remettre dans le circuit » pour les utiliser ensuite comme agents, au lieu de laisser faire la justice pour que leurs délits soient sanctionnés. Une protestation restée évidemment sans résultats...

Dès la fin 1990, les intentions des décideurs étaient donc claires : pour faire face à la contestation, à défaut d'assassinat, il fallait neutraliser – et si possible utiliser – les meneurs, soit par la récupération politique (Saci Lamouri, Mahfoud Nahnah, Saïd Guechi...), soit par l'enrichissement en offrant locaux commerciaux, entreprises et affaires (Serrar à Sétif, Zebda Benazzouz, Ahmed Merah...). Je reviendrai sur ces personnes et les réseaux clientélistes créés par Smaïl Lamari quand j'aborderai la période précédant la création du GIA (chapitre 6).

3.

1991 : la SM contrôle les groupes islamistes radicaux

Les premiers mois de 1991, j'en ai été le témoin direct, ont illustré cette volonté des « décideurs » de manipuler les islamistes radicaux pour mieux déconsidérer le FIS. C'était en fait la poursuite et le développement d'une stratégie planifiée à l'avance, « au cas où... ». La première cible de cette stratégie a été les militants islamistes qui avaient constitué, au début des années 80, le « Mouvement islamique algérien » (MIA), communément appelés les « bouyalistes ». Cette évocation exige un petit retour en arrière.

Comment les services ont fait renaître le Mouvement islamique armé

Le Mouvement islamique algérien a été créé en 1982 par Mustapha Bouyali[1]. Militant de la cause islamique, cet ancien *moudjahid* (combattant de la guerre de libération), responsable du service d'hygiène et de sécurité à la Sonelec (Société nationale de fabrication de matériel électrique) d'El-Achour, était excédé par la dérive totalitaire du système. Suite à une série de provocations des services de sécurité (la SM et la DGSN le harcelaient pour ses opinions politiques), il décida de passer à la clandestinité et de créer, avec une trentaine d'hommes (dont Abdelkader Chebouti, Azzedine Baa, Ahmed Merah et Meliani Mansouri), un maquis dans le sud-ouest de l'Algérois, qui tiendra tête aux unités de la gendarmerie et de l'ANP durant cinq longues années. Le 3 janvier 1987, suite à une dénonciation, il

1. En 1986, le groupe sera rebaptisé « Mouvement islamique algérien armé » (MIAA).

était abattu dans la région de Larbaâ. La plupart de ses compagnons furent arrêtés et condamnés la même année par la cour de sûreté de l'État de Médéa à la peine capitale ou à la détention à perpétuité. Détenus dans les prisons de Berrouaghia, Lambèse, El-Harrach et ailleurs, ils seront graciés fin 1989 par le président Chadli Bendjedid, à la faveur de l'ouverture démocratique.

La création du MIA fut à l'époque l'expression d'une forme de contestation qui ne trouvait pas de cadre politique pour manifester une divergence de vue au sein du FLN (avant lui, le Front des forces socialistes de Hocine Aït-Ahmed, un des dirigeants historiques du mouvement de libération qui contesta l'hégémonie du FLN en 1963, en avait été un autre exemple). Les opposants contestataires n'avaient alors d'autre recours que la violence pour se faire entendre ou pour marquer leur différence avec le pouvoir.

À l'automne 1989, avec l'ouverture démocratique sous contrôle, le patron de la SM, le général Mohamed Betchine, décida d'utiliser les bouyalistes emprisonnés pour maîtriser la frange *a priori* la plus incontrôlable du nouvel échiquier politique, à savoir les islamistes. Les compagnons de Mustapha Bouyali furent approchés dans leurs prisons par des officiers de la SM, les commandants Abderrahmane Benmerzouga, Mahmoud « Habib » Souamès et Abdelkader Haddad, dit « Abderrahmane le tigre » [1]. Cette opération (réussie) de recrutement des ex-bouyalistes était alors menée à titre préventif, dans le seul but d'utiliser ensuite ces hommes pour contrôler la mouvance islamique radicale [2].

1. Ces trois officiers occupaient alors d'importantes responsabilités sous les ordres de Betchine : le commandant Abderrahmane Benmerzouga avait remplacé en mars 1988 le commandant Chafik en tant que chef de la sous-direction de la sécurité intérieure ; le commandant Abdelkader Haddad était chef de la division contre-ingérence et pratiquement l'adjoint du général Betchine ; le commandant Mahmoud Souamès était chef du service de recherche.

2. Ces contacts me seront confirmés en 1991 par le commandant Amar Guettouchi (ainsi que par de nombreux officiers du service de recherche placés sous mes ordres et qui avaient été commandés par le commandant Souamès en 1988-1989, avant qu'il ne soit affecté en poste à Rome), qui remettait sur la sellette cette organisation au printemps 1991. Comme je l'ai dit, à partir de mars 1991, le SRA s'était installé au Centre Antar à Ben-Aknoun, où se trouvaient déjà le CPO et le service de police judiciaire. Mon bureau étant mitoyen de celui du commandant Amar, et même si le cloisonnement était de rigueur, j'avais de nombreux échanges avec ce dernier, en raison des tâches

Encore fallait-il qu'ils sortent de prison. À cette époque, le général Larbi Belkheir et les hommes de son clan (dont les généraux Khaled Nezzar et Hassen Bendjelti, dit « Abderazak ») avaient fortement suggéré au président Chadli Bendjedid de décréter une amnistie générale qui devrait profiter à la fois aux islamistes et aux tortionnaires, c'est-à-dire les officiers de la SM qui, lors des événements d'octobre 1988, avaient pratiqué la torture à une échelle industrielle contre les jeunes manifestants arrêtés (et bien sûr aussi aux responsables de la répression qui avait causé des centaines de morts, à commencer par les généraux Belkheir et Nezzar eux-mêmes) [1]. Un « vœu » rapidement exaucé : le 1er novembre 1989, l'amnistie générale lavait tous les acteurs – les islamistes du maquis Bouyali comme les tortionnaires d'octobre 1988 – de leurs crimes et aucune poursuite ne pourrait plus être engagée contre eux.

Les ex-bouyalistes, implantés essentiellement dans la Mitidja, se retrouvèrent alors « dans la nature » après leur élargissement définitif le 29 juillet 1990 (sept mois de conditionnement furent en effet nécessaires pour convaincre de collaborer ceux qui faisaient de la « résistance », alors que d'autres islamistes bénéficiant de l'amnistie furent libérés dès novembre 1989). Quelques semaines plus tard, Toufik et Smaïn, les nouveaux chefs de la SM (devenue DRS), décidaient de les utiliser pour un objectif beaucoup plus pervers : il ne s'agissait plus seulement de se servir de ces hommes pour infiltrer et contrôler les franges radicales de l'islamisme, mais de les manipuler pour reconstituer le MIA (sous le nom, cette fois, de « Mouvement islamique armé [2] ») et créer de faux maquis qui serviraient à décrédibiliser le FIS.

complémentaires que nous effectuions : le SRA manipulait les sources en vue de récolter les informations et le CPO agissait en fonction des décisions du DCE.

Ces contacts ont également été confirmés par Ahmed Merah, un des ex-lieutenants de Bouyali, dans son ouvrage *L'Affaire Bouyali*, paru en Algérie (à compte d'auteur) en avril 2000.

1. Pour plus de détails sur ces événements tragiques, j'invite le lecteur à se référer au « cahier noir » sur octobre 1988 édité par le Comité national contre la torture (Comité national contre la torture, *Cahier noir d'octobre*, Entreprise nationale des arts graphiques, Alger, 1989).

2. Début 1991, le CPO tâtonnait encore quant au choix du sigle MIA : le Mouvement islamique algérien de feu Bouyali subit quelques modifications dans les laboratoires du DRS, passant de MIA à MIAA (Mouvement isla-

Une des options consistait à « mettre le grappin » sur les dirigeants de ce mouvement, notamment Chebouti, Baa et Merah. Abdelkader Chebouti était un imam influent dont les prêches incendiaires contre le « régime corrompu » étaient suivis par de nombreux fidèles séduits par son discours tranchant. Chebouti, qui s'était autoproclamé « commandant », avait la sympathie de tout le Titteri, région mitoyenne de la Mitidja et qui s'étend vers le sud-ouest (Médéa, Ksar El-Boukhari...). Azzedine Baa, quant à lui, avait conservé de solides réseaux dans la Mitidja. Et Ahmed Merah, surnommé l'« intellectuel » de cette organisation, étendait son influence jusqu'en Kabylie.

À partir de l'été 1990, de ces trois personnages, seul Ahmed Merah s'affichait avec des responsables de la SM, se faisant remarquer par ses visites régulières chez Smaïl Lamari et Amar Guettouchi... Ces visites étaient volontairement indiscrètes, pour que les dirigeants du FIS braquent leur attention sur Merah (lequel se savait grillé et ne cachait pas son inimitié pour les islamistes) et ne suspectent pas Abdelkader Chebouti. Ce dernier faisait en effet lui aussi l'objet d'une manipulation de la part de la SM, puisqu'une bonne partie de son entourage, y compris son chauffeur, était composée de prétendus « déserteurs » de l'armée qui continuaient à travailler pour les services.

Des cadres du DRS maintenaient des contacts informels avec eux : soit directement, comme avec Ahmed Merah, qui accepta sans ambiguïté la proposition de collaborer avec les services, soit indirectement, par le biais d'agents et de relations de confiance. C'est ainsi qu'un sous-officier (dont j'ai oublié le nom) du CRI de Blida, s'étant fait passer pour un déserteur de l'ANP, « s'occupait » de Azzedine Baa. Tandis que Khaled Bouchemal, un élu du FIS, président de l'APC de Raïs-Hamidou et adjoint de Kamel Guémazi – un membre influent de la direction du FIS – au CPVA (Conseil populaire de la ville d'Alger), entrait en relation avec Abdelkader Chebouti dès le début de

mique armé algérien), pour devenir finalement MIA, où le A final signifiait désormais « armé ». Le chef du DRS avait chargé à l'époque Ahmed Merah et un capitaine du DRS, « Tarek », de publier dans l'hebdomadaire *Algérie Actualité*, alors porte-voix des décideurs, plusieurs articles évoquant le parcours du MIA pour « sensibiliser » les citoyens à la « menace islamiste » qui se profilait, en insistant sur l'existence d'une frange radicale de ce mouvement, prétendument prête à recourir à l'action armée en cas d'échec de la stratégie de conquête du pouvoir par les urnes.

l'année 1991 (Bouchemal était l'un des nombreux agents de la SM reconvertis en politiciens après l'avènement de la démocratie en Algérie en 1989, dont le rôle était d'infiltrer les partis politiques qui n'étaient pas directement contrôlés par le DRS, comme le FIS et le FFS).

Début 1991, le nombre de membres du « nouveau MIA » ne dépassait pas la vingtaine. Mais, encouragés par Smaïn et ses sbires, les ex-bouyalistes sillonnaient le pays pour recruter parmi les islamistes extrémistes, notamment les « *moudjahidine* afghans » de retour en Algérie, les partisans de l'État islamique pur et dur, les aigris du système et même, dans les couches les plus défavorisées, les repris de justice « convertis » à l'intégrisme, particulièrement ceux qui étaient attirés par les discours sur les vertus de la morale islamique en matière de justice et de solidarité.

Des voitures du DRS pour les islamistes radicaux

À partir de début 1991, la collaboration entre les services et les chefs du MIA passa à une échelle supérieure. Le colonel Smaïl Lamari me demanda de mettre à leur disposition quatre Renault 9, prélevées sur le parc automobile du SRA, justifiant sa démarche par le fait qu'il ne pouvait les doter de Fiat Regata neuves sans risquer d'attirer l'attention sur eux. Il m'expliqua que ces véhicules, dûment piégés, nous permettraient de suivre leurs mouvements et tous leurs contacts sur le territoire national, d'identifier les « ultras » et de sélectionner les islamistes « récupérables ». En fait, j'étais moi-même manipulé : je ne le comprendrai que plus tard, cet encouragement à l'action des islamistes radicaux visait surtout à démontrer à l'opinion publique que les islamistes préparaient des actions violentes, ce qui justifierait la répression et plus tard l'interdiction du FIS.

Ces véhicules, bien que remis aux responsables du nouveau MIA, continuaient à être entretenus par le CPO, qui subvenait aux réparations, vidanges et même à l'approvisionnement en carburant grâce aux bons d'essence de la Sonatrach. Les carnets de bord militaires avaient été remplacés par de « vraies fausses » cartes grises établies par les *wilayas* d'Alger et de Tizi-Ouzou. À l'époque, cette initiative me rendait service : moi qui me plai-

gnais de la vétusté de mon parc automobile, j'étais ravi d'apprendre qu'en échange des quatre R9 remises aux islamistes pour les besoins de cette « mission », des voitures neuves (Fiat Regata et Uno) allaient m'être affectées.

La R9 de couleur crème que conduisait le lieutenant Sofiane Lahlouh fut donc mise à la disposition de Abdelkader Chebouti (Khaled Bouchemal servit d'intermédiaire dans cette affaire). Cela nous a permis (grâce aux comptes rendus détaillés de son chauffeur et aux moyens techniques, notamment des micros, placés à l'intérieur du véhicule) de suivre ses itinéraires lors de ses tournées à Tébessa, Berrouaghia, Rélizane, Ksar El-Boukhari, et de connaître toutes les personnes chez qui il se rendait. Tous ses contacts à travers le territoire national étaient fichés [1]. La mise à jour du fichier permettait de localiser les maquis du MIA en cours de constitution et de faire la sélection entre les éléments irréductibles et les « malléables ». Au CPO, nous rigolions souvent en apprenant que lors des barrages routiers et des contrôles, les gendarmes se laissaient abuser par les faux papiers (fournis par le commandant Rachid, basé à Tizi-Ouzou, et par moi-même) qui permettaient à nos « terroristes » de circuler sous une fausse identité.

La R9 bleue du capitaine Boualem fut affectée à l'un de nos agents infiltrés, le sergent Touam, du CRI de Blida, qui avait simulé une désertion. Cette « couverture » lui avait permis de devenir l'un des proches de Saïd Makhloufi, ancien lieutenant du commissariat politique de l'armée qui avait été radié des effectifs de l'ANP en 1986 ou 1987 pour ses opinions religieuses et pour sa sympathie avec les bouyalistes. Makhloufi était l'un

1. Pour cette raison, j'ai toujours considéré à l'époque que le groupe de Abdelkader Chebouti agissait à la solde du DRS, même si, à mon niveau, je n'avais pas de relations directes avec lui. Bien plus tard, en 2001 et 2002, des officiers dissidents sincères comme le capitaine Ahmed Chouchane, dont la parole ne peut être mise en doute, m'ont affirmé que Chebouti lui-même n'a jamais « travaillé » délibérément pour les services. Ayant été concerné par la remise des véhicules aux responsables du MIA, par la fourniture des cartes grises et ayant eu entre les mains des rapports sur les « missions » assignées au MIA, qui sera restructuré plus tard en GIA, je ne peux émettre que deux hypothèses : soit Abdelkader Chebouti, qui n'a pas adhéré au FIS en tant que parti politique, cachait bien son jeu et collaborait de plein gré (comme Ahmed Merah par exemple) ; soit il était manipulé par la SM sans qu'il s'en aperçoive, croyant agir pour la cause islamique alors qu'en fait il n'exécutait que les instructions du colonel Smaïl Lamari.

des membres fondateurs du FIS – il faisait partie des quinze dirigeants dont les noms figuraient sur la demande d'agrément déposée en mars 1989 au ministère de l'Intérieur. Membre de la tendance salafiste du parti, il était le responsable d'*El-Mounkid*, le journal du FIS, et il avait écrit l'opuscule *La Désobéissance civile* (publié en février 1991), qui jouera un rôle important lors de la « grève insurrectionnelle » du FIS en mai-juin 1991 (voir chapitre suivant).

La présence de Saïd Makhloufi (manipulé à son insu) dans les rangs du MIA était importante pour le DRS : elle contribuerait à conforter la thèse véhiculée par le pouvoir selon laquelle le FIS était derrière la violence armée, agissait en dehors de la loi et menaçait les institutions de la République en se préparant à prendre le pouvoir par les armes. L'affectation d'un véhicule à un proche de Saïd Makhloufi nous a en tout cas fourni de précieux renseignements, notamment la localisation des planques utilisées par les membres de ce groupe à Blida, Chréa, Boufarik, El-Harrach (où Makhloufi disposait d'un logement à la cité diplomatique), Aïn-Taya et Bordj El-Kiffan.

Les deux R9 de couleur grise furent remises à Ahmed Merah. C'est Smaïl Lamari en personne qui lui donnait les instructions en le mettant en contact soit avec le commandant Amar Guettouchi lorsqu'il était question d'opérations, soit avec le capitaine Omar Merabet s'il s'agissait d'une remise d'un document ou de transmission d'une information [1].

1. Ahmed Merah confirmera, onze ans plus tard, la manipulation des ex-bouyalistes par le DRS, suite à mon interview du 1er août 2001 dans l'émission « Bila Houdoud » (sans frontières) de la chaîne arabe Al-Jazira, où j'avais donné une partie des informations qui précèdent. Merah accordera à son tour une interview au *Quotidien d'Oran* (20 août 2001), où il a confirmé l'essentiel de mes propos, en fournissant même des détails que je n'avais pu, faute de temps, donner à l'antenne : « Effectivement, la Sécurité militaire avait planifié le terrorisme mais en manipulant des islamistes, dont moi-même et ceci dès 1989, dans le but de remettre en cause le processus démocratique. J'en veux pour preuve l'affaire de Guemmar en novembre 1991 et la programmation de la libération de Chebouti, Mansouri Meliani et consorts le 29 juillet 1990, au lendemain de la victoire écrasante du FIS aux élections communales du 12 juin 1990. » Et d'ajouter : « Grâce à sa fonction à la *wilaya*, Samraoui avait été informé, suite à un incident qui m'avait opposé à la police dans l'accomplissement d'une mission en 1991, alors que j'étais détaché auprès du commandant Amar Guettouchi, qu'un bouyaliste était doté d'une Renault 9 grise immatriculée sous le numéro 06844-188-16, puis d'une autre R9 grise, sous le numéro 04691-188-16, avant d'être doté d'une autre R9 grise,

Les liens de Merah avec Chebouti, Makhloufi, Baa et Mansouri n'étaient toutefois que superficiels : bien qu'ils aient milité ensemble (à l'exception de Saïd Makhloufi) dans les rangs du MIA de Bouyali et subi les affres du régime, la méfiance régnait entre eux. Chacun avait sa propre conception de la lutte armée. Meliani Mansouri, par exemple, voulait toujours faire cavalier seul en recrutant ses hommes parmi les membres de sa famille et de son entourage proche, ce qui compliquait notre tâche (mais pas celle du chef de la DCE, dont la stratégie était fondée à l'époque sur l'exploitation de la discorde entre responsables islamistes en vue de la division et de l'émiettement des groupuscules).

L'armée construit les casemates des futurs « terroristes »

Dans un premier temps (et jusqu'à mon départ du SRA en juillet 1992), la mission assignée à Ahmed Merah était double : mettre en place des maquis islamistes à l'est d'Alger et en Kabylie et recruter de jeunes islamistes manipulés qui serviraient de « chair à canon ». Mais je l'ignorais complètement à l'époque et ce n'est qu'après un épisode assez étrange que je commencerai à me poser des questions à ce sujet.

Une nuit de juillet 1991, le commandant Amar Guettouchi, accompagné de Ahmed Merah et d'une équipe du GIS, était parti faire un « ratissage » près de la localité de Aomar, dans la *wilaya* de Boumerdès à une cinquantaine de kilomètres d'Alger – c'est du moins ce qu'il m'avait déclaré avant de partir. Or le lendemain de cette opération, un des sous-lieutenants du GIS, que j'avais eu comme élève-officier pendant l'instruction, me fit

immatriculée à Tizi-Ouzou à mon nom, en date du 3 octobre 1990, sous le numéro 05637-184-15. Je précise que pour la cession du troisième véhicule à mon nom, Tizi-Ouzou avait été retenue du fait de l'absence du FIS dans cette APW à majorité RCD, ce qui évitait tout risque de divulgation. »

Connaissant les méthodes du DRS, je peux affirmer que les généraux Toufik et Smaïn, ne pouvant prendre le risque de répondre directement à mes déclarations sur Al-Jazira, avaient chargé un « porte-voix » de le faire pour tenter de me discréditer. Merah s'en acquittera selon la recette éprouvée de la SM, consistant à mêler le vrai (la reconnaissance, dans ses grandes lignes, de la manipulation) et le faux (notamment le fait que ma défection serait liée à mon rappel en Algérie, d'où ma dénonciation des généraux qui ne serait que le fruit d'une prétendue « amertume » de ma part).

part de son indignation d'avoir vu un civil barbu (il faisait allusion à Merah) assistant à un bivouac de l'ANP ! Par pur hasard, il venait de me révéler que, la veille, l'équipe du GIS qui accompagnait le commandant Guettouchi avait en fait rendez-vous avec une compagnie de l'ANP chargée de creuser des « trous » malgré l'obscurité (il n'y avait qu'un seul projecteur pour éclairer la zone).

Il y avait anguille sous roche. Le commandant Amar, qui disait qu'il participait à un ratissage, était contredit par l'officier du GIS : on ne fait pas de ratissage en creusant des « trous » (des abris souterrains). Je ne comprenais absolument pas ce qui se tramait. Naïvement, je demandais alors à Amar de m'éclairer. Selon lui, « il s'agissait d'une opération combinée avec les troupes de l'armée, et la compagnie du génie militaire devrait stationner la nuit et poursuivre son action pendant plusieurs jours pour chasser tous les islamistes de la région ». La présence de Merah, ajouta-t-il, était dictée par le fait qu'il connaissait la région qui servait de refuge aux bouyalistes dans les années 80.

Cela avait suffi à dissiper mes doutes, car en cette période nous étions tous obnubilés par le risque d'instauration d'un régime « à l'iranienne », comme le prétendaient nos chefs... J'étais loin de soupçonner la vérité, dont je ne prendrai conscience que plus tard : le commandant Amar, avec la complicité de Merah, était allé préparer l'installation d'un faux maquis islamiste dans les montagnes de Kabylie ! Les soldats du génie réalisaient donc des casemates pour le compte des futurs « terroristes ». Nous étions en juillet 1991, donc bien avant l'interruption du processus électoral.

Au cours de cette période décidément très singulière, je serai confronté à de nombreuses affaires bizarres de ce type, qui me choquaient sans que je comprenne qu'elles répondaient en fait à une logique d'instrumentalisation de la violence islamiste orchestrée au sommet. Je pourrai en citer des dizaines. Je n'en évoquerai ici que deux, particulièrement révélatrices.

Islamistes retournés et agents doubles

En prenant mes fonctions de chef du service de recherche de la DCE, l'un des dossiers les mieux documentés dont j'ai eu à

m'occuper concernait le suivi de l'organisation El-hidjra oua at-takfir (Exil et Rédemption), dont j'ai déjà parlé. Cette organisation, apparue à la fin des années 80 et dont l'activité s'apparentait à celle d'une secte, était constituée en mars 1990 d'une centaine d'adeptes implantés surtout dans la région de Bordj El-Kiffan, Belcourt et Kouba (un quartier d'Alger où résidait Ali Benhadj), se signalant par un discours extrêmement virulent, « apostasiant » ceux qui ne se conformaient pas à leur doctrine.

Les membres d'El-hidjra oua at-takfir étaient surtout de jeunes hommes qui avaient subi un endoctrinement en Afghanistan et qui prônaient un islam radical refusant tout ce qui, selon eux, ne relevait pas de la morale islamique, donc devenait illicite, *la yadjouz* (interdit). Pour eux, il était interdit aux filles d'aller à l'école; interdit aux femmes de sortir sans voile (*hidjab*) et sans être accompagnées du père, du mari ou d'un tuteur; la télévision et les concerts étaient proscrits, etc. Certains membres de cette secte s'érigeaient même en justiciers pour contrôler les identités de jeunes couples, voire sectionner les câbles des antennes paraboliques installées sur les terrasses des immeubles...

Généralement, les membres d'El-hidjra oua at-takfir n'avaient aucun lien organique avec le FIS, dont ils contestaient d'ailleurs la présence sur la scène politique. Selon eux, la démocratie était un concept importé d'Occident qu'il fallait bannir et remplacer par le conseil de la *choura*; et le gouvernement algérien était illégitime puisqu'il dirigeait le pays avec des lois « occidentales » et non avec la *chari'a*, etc. D'où leur conflit avec le courant nationaliste de la Djazaara (« algérianiste ») que le pouvoir chercha à exploiter et à attiser pour dresser les islamistes les uns contre les autres : en effet, au lieu de nous demander de neutraliser cette secte – nous en avions parfaitement les moyens –, les décideurs préféreront l'encadrer et la prendre en main, pour que ses actions délirantes soient attribuées au FIS.

Le dossier « HOT », comme nous l'appelions, était pris en charge par trois de mes officiers qui, grâce à un réseau d'agents performants, connaissaient l'ensemble de la structure de cette secte et en contrôlaient tous les agissements. Lorsque, fin 1990, les instructions nous furent données de suivre en priorité les mouvements islamistes, et constatant que les adeptes d'El-hidjra oua at-takfir devenaient de plus en plus agressifs à l'égard du

pouvoir (prêches incendiaires, appel à l'embrigadement des jeunes, entraînements paramilitaires sur les plages de la côte Est notamment près de Aïn-Taya, Bordj El-Bahri...), le dossier « HOT » fut codifié par mes soins « piment doux » et entra dans la classification « secret-confidentiel » : son accès n'était plus permis à ceux qui ne travaillaient pas sur ce dossier, car il contenait des données sensibles (rapports d'agents, de surveillance ou d'écoute).

Les méthodes d'El-hidjra oua at-takfir se singularisaient par la division du travail entre responsables et exécutants. Les premiers fonctionnaient en coulisse : ils se réunissaient discrètement dans des domiciles privés ou dans de petites salles de prière de la cité Faizi ou de Benzerga, dans la région de Bordj El-Kiffan (nous avions identifié, à Alger et dans ses environs immédiats, une vingtaine de lieux susceptibles d'abriter ces réunions). L'activité militante était confiée à des « seconds couteaux », qui se surpassaient par le zèle affiché afin de se faire un nom et une réputation dans leur quartier, aspirant sûrement à prendre un jour la relève de leurs chefs.

Parmi les éléments qui se distinguaient par leur activisme, mes services avaient identifié les deux frères Boudchiche, qui imposaient leur loi aux habitants de ces quartiers populaires de l'Algérois comme Bentalha ou Benzerga... Ils obligeaient les femmes et les jeunes filles à porter le *hidjab*, les jeunes à faire la prière, imposaient la fermeture des bars et des salles de jeux et de spectacles, interdisaient la télévision, la parabole, la mixité, l'envoi des filles à l'école... Cette « islamisation » par la force constituait clairement une action antirépublicaine, qui me paraissait particulièrement choquante dans notre démocratie naissante. Pourtant, le service que je dirigeais n'a pas réagi, car j'estimais que, conformément à la loi, c'était à la police et à la gendarmerie de faire respecter les lois de la République, pas à la SM, chargée seulement du renseignement. Ce qui était certainement naïf de ma part : ma décision, en effet, enchantait Smaïn, qui, lui, envisageait les choses de manière bien différente; le DCE cherchait clairement le pourrissement de la situation.

Au début du printemps 1991, les preuves accumulées par mes services contre l'aîné des frères Boudchiche étaient irréfutables : il terrorisait les habitants, circulait avec une épée, participait à des exercices paramilitaires (avec cassette vidéo à l'appui qui

montrait l'entraînement des islamistes habillés en treillis militaires) et fabriquait même des bombes artisanales réalisées à base d'engrais (j'avais réussi à obtenir un spécimen de bombe par l'intermédiaire d'un agent infiltré à l'intérieur de cette secte et que manipulait le capitaine Farouk Chetibi).

Porté sur les fiches avec la mention « islamiste très dangereux » au moment de l'administration de l'état de siège de juin 1991, il fut arrêté par les services du CPO vers la mi-juin, en même temps qu'une vingtaine de ses acolytes d'El-hidjra oua attakfir. Quarante-huit heures après son arrestation, alors que j'étais chargé de la cellule de sécurité au niveau du commandement des forces terrestres (CFT) de Aïn-Naâdja, lieu où nous siégions pour coordonner le travail lié au fonctionnement de l'état de siège (établissement des listes, organisation des moyens logistiques, directives à préparer pour les *walis*, répartition des missions pour chaque corps de sécurité...), un officier de mes services m'appela au téléphone pour m'informer que le nommé Boudchiche, à la tête d'une dizaine d'agitateurs, semait le désordre à Bordj El-Kiffan en appelant à l'émeute, et qu'il avait mis le feu à deux bus de la RSTA (la régie des transports d'Alger) ainsi qu'à un semi-remorque de la SNTR (Société nationale des transports routiers).

« Ce n'est pas possible, lui dis-je, il a été arrêté il y a deux jours. » La voix étouffée de sanglots, mon correspondant me répondit : « Je le vois de mes propres yeux, il a incendié deux bus neufs et saccagé un camion de la SNTR, des lampadaires... Je vous supplie de faire quelque chose, la foule est surexcitée. » Dès qu'il a raccroché, j'ai consulté le listing des personnes arrêtées et Boudchiche y figurait bien. « Il a dû avoir des hallucinations », me dit le capitaine Mazari, un officier de la DCE qui faisait partie de mon *staff*. Ne voulant pas mettre en doute le sérieux de cet officier, je téléphonai au commandant Amar Guettouchi pour savoir si Boudchiche était toujours détenu chez lui au Centre Antar, s'il avait été transféré ailleurs ou s'il se serait évadé, chose fort improbable quand on connaît la vigilance des cadres de la SM. D'autant plus que la situation du moment (état de siège et alerte numéro 1) ne tolérait aucun laxisme ou relâchement.

À ma grande surprise, il me dit l'avoir « remis sur le circuit ». Ma seule réponse fut : « Tu es fou, Amar ? C'est un type très dangereux ! » J'informai alors immédiatement le lieutenant-

colonel Sadek Aït-Mesbah – responsable du DRS chargé de la supervision et de la coordination au niveau de l'administration de l'état de siège – pour le mettre au courant de l'affaire et des agissements de Boudchiche, tout en lui faisant part de ce que je croyais être de l'amateurisme ou de la négligence de la part des « nôtres » et qui se révélera plus tard relever d'un plan bien conçu et réfléchi.

Le courant passait très bien entre le lieutenant-colonel Sadek et moi : convaincu des risques encourus si Boudchiche n'était pas neutralisé, il donna l'ordre au commandant Aldelaziz Chater, responsable du groupement de la gendarmerie à Alger, de procéder à son arrestation immédiate. Ce qui fut fait le jour même. Le surlendemain, je reçus le procès-verbal d'audition de Boudchiche, dans lequel il expliquait qu'il avait été remis en liberté après avoir accepté de collaborer avec la SM, et que s'il avait mis le feu aux deux bus, c'était pour dissiper les doutes de ses acolytes sur sa libération prématurée. Soumis à un interrogatoire musclé, Boudchiche finit par avouer qu'il projetait de tendre un piège au lieutenant Wahid, son officier traitant qui l'avait recruté trois jours auparavant, et ce, dans le but de l'assassiner à Dellys et de récupérer son arme.

Je cite cet exemple pour donner un aperçu de ce qui se passait à l'époque et de la nature des relations entre agents islamistes (qui seront ultérieurement membres du GIA) et certains cadres manipulateurs du DRS. Il y a eu tellement de manipulations conduites ainsi à la légère que le DRS a perdu peu à peu le contrôle de ses « agents », devenant incapable de faire le distinguo entre agents retournés et agents doubles. Cette situation s'est ensuite aggravée, car chaque service disposait de ses propres agents : il n'est pas difficile d'imaginer la confusion qui régnait, chaque service croyant avoir affaire à des terroristes, alors qu'ils étaient en fait manipulés par leurs collègues. Les vrais terroristes, tout comme les décideurs, trouvaient leur compte dans cette confusion.

L'affaire du capitaine Bouamra et l'infiltration des « Afghans »

Le cas du capitaine Ahmed Bouamra est une autre illustration, encore plus flagrante, de la manipulation des décideurs, qui

grâce à la centralisation de l'information prétendaient à la fois contrôler les différents services du DRS et orienter la lutte antiterroriste selon leur convenance.

Dès le début des années 80, la confrérie des Frères musulmans[1], forte de l'aide financière des organisations caritatives saoudiennes et koweïtiennes, organisait les départs de jeunes Algériens pour combattre l'Armée rouge en Afghanistan ; à partir de 1987, la secte El-hidjra oua at-takfir a pris le relais, puis les salafistes du FIS à partir de 1989. En juin 1992, nous estimions que trois mille à trois mille cinq cents Algériens avaient pris part au *djihad* en Afghanistan. Mais il est difficile de savoir précisément combien d'entre eux sont revenus ensuite en Algérie (au moins plusieurs centaines), en raison du nombre de ceux qui sont morts « au combat » et de ceux qui ont choisi d'émigrer en Europe ou de s'installer au Pakistan[2].

Ce que nous savions, en revanche, par les interrogatoires d'« Afghans » algériens auditionnés à leur retour au pays, c'est que les combattants volontaires partaient soit de Syrie (pays qui n'exigeait pas de visa pour les Algériens), soit d'Arabie saoudite (après une *Omra*[3]). Plus tard, d'autres filières furent organisées pour ceux qui partaient de France, d'Allemagne et d'autres pays européens. La première étape était le Pakistan, où une formation théologique était dispensée. Après ce transit obligatoire, les *moudjahidine* étaient acheminés en Afghanistan où ils subissaient un entraînement militaire intensif (maniement des armes, techniques de guérilla...). La durée du *djihad* dépendait du vœu du candidat : certains choisissaient six ou huit mois, d'autres un an ou deux; il n'y avait pour ainsi dire aucune contrainte.

1. Dont Mahfoud Nahnah (futur dirigeant d'un parti islamiste « modéré », le MSP) était membre : aujourd'hui, ce n'est un secret pour personne que Mahfoud Nahnah était le représentant de cette organisation en Algérie. Durant mon séjour de trois ans en Allemagne, il y a été accueilli au moins cinq ou six fois par les responsables locaux de ce mouvement, qui s'occupaient de sa prise en charge et de l'organisation de ses meetings et rencontres.

2. En juin 1992, lors d'une mission à Peshawar, les responsables de l'ISI (le service pakistanais de renseignement) m'informèrent qu'ils estimaient à environ deux mille le nombre d'Algériens encore présents au Pakistan et en Afghanistan.

3. Le « petit pèlerinage » à La Mecque, qui peut se dérouler à n'importe quel moment de l'année (par contraste avec le *Hadj*, pèlerinage qui s'accomplit une fois l'an, à date fixe).

La participation de jeunes Algériens au *djihad* « afghan » n'avait pas suscité de réactions de la part de nos dirigeants. Mais à la fin des années 80, la défaite des Soviétiques en Afghanistan et la chute du communisme, conjuguées avec la montée du FIS, le retour au pays des « Afghans » et le regain de l'islamisme politique en Algérie leur ont fait prendre conscience de la menace qui pesait sur leurs intérêts. Les généraux avaient compris qu'il n'était pas possible de rivaliser avec le FIS sur le plan politique : la population algérienne est très attachée à l'islam, et les mosquées servaient de tribunes pour la propagande du « parti religieux ». C'est pour toutes ces raisons que les responsables du DRS prirent le parti de faire imploser cette « nébuleuse » : la manipulation des « Afghans » allait être l'une des premières méthodes utilisées dans ce but.

En décembre 1990, le général Mohamed Médiène chargea le chef de la DCSA, le colonel Kamel Abderrahmane, de sélectionner un officier parmi ceux qui étaient proches de la mouvance islamique pour mener une mission précise : partir au Pakistan pour infiltrer les « Afghans », avec comme récompense une promotion au grade supérieur et une ascension ultérieure garantie dans la fonction « civile » [1]. Ce travail d'infiltration, je dois le souligner, existait déjà auparavant : dans les années 80, il s'agissait de s'intéresser aux filières et de savoir si des services de renseignement étrangers étaient derrière ces regroupements ; il n'y avait pas de menace qui pesait sur l'Algérie, il était seulement question de connaître les meneurs algériens derrière ces filières et d'identifier les ONG qui parrainaient les *moudjahidine*. Il est fort possible que les renseignements recueillis aient servi de « monnaie d'échange » dans le cadre de la coopération avec des services étrangers, en particulier avec le KGB, mais je ne peux l'assurer formellement. Après la guerre du Golfe et avec la montée du FIS, la donne avait changé et il ne s'agissait plus à présent de recueillir des renseignements, mais de conduire des opérations de manipulation.

Le choix initial se porta sur le capitaine Hocine Bouraoui, médecin à l'hôpital militaire de Aïn-Naâdja. Mais il ne fut pas

1. En effet, comme l'officier choisi devrait d'abord simuler une radiation de l'armée, il ne pourrait plus porter l'uniforme, pour ne pas être « grillé » ; une fois sa mission accomplie, on lui confierait donc une fonction civile (directeur dans une entreprise publique, consul, *wali*...), où il continuerait à collaborer discrètement avec le DRS.

retenu, car son frère, lieutenant-colonel et cardiologue dans le même établissement, ne remplissait pas les « critères requis » pour une bonne « légende » puisqu'il ne pratiquait pas la prière et buvait de l'alcool.

Après cette tentative infructueuse, le choix se porta sur le lieutenant Ahmed Bouamra, médecin originaire des environs de Boufarik et ayant une triple qualité : des membres de sa famille étaient militants du FIS, il appartenait aux services et il pratiquait les arts martiaux. Après avoir simulé une radiation éclair (alors qu'il faut normalement toujours de longs mois, voire des années, pour pouvoir être libéré des rangs de l'ANP), c'est donc en mission commandée, avec le grade de capitaine, qu'il partit à Peshawar en octobre ou novembre 1990. Grâce à ses compétences, il réussit à s'y faire un nom, infiltrant non seulement la secte El-hidjra oua at-takfir, mais également les associations humanitaires et de bienfaisance installées à Peshawar qui aidaient et finançaient les *moudjahidine* afghans.

À partir de 1989, la guerre contre les Soviétiques ayant pris fin, les « Afghans » algériens ont commencé à revenir au pays. Ils étaient bien sûr étroitement surveillés : en 1990, une convention avait été signée par nos responsables avec les services de sécurité tunisiens, qui nous signalaient toutes les personnes débarquant à Tunis en provenance de Karachi et voyageant sur Tunis Air (ligne souvent privilégiée par les combattants algériens, car le billet y coûtait environ moitié moins cher que sur les lignes desservies par d'autres compagnies aériennes). Les « Afghans » prenaient ensuite un vol Tunis-Alger et étaient directement accueillis par la police de l'air et des frontières à l'aéroport international Houari-Boumediene.

Ils étaient gardés à vue vingt-quatre heures dans les locaux de la police (au commissariat de Cavaignac ou au commissariat central du boulevard Amirouche à Alger) avant d'être acheminés vers le CPO au Centre Antar, pour un « examen de situation » approfondi. Après plusieurs jours de garde à vue au cours de laquelle ils subissaient souvent des tortures lors des séances d'interrogatoires, ils étaient, selon les cas, recrutés, mis sous surveillance ou carrément arrêtés. (Selon les informations que je recueillerai plus tard auprès des capitaines Miloud et Djaafar, à partir de juin 1992, certains furent même liquidés de sang-froid, au motif qu'ils refusaient de collaborer et qu'ils étaient considé-

rés comme un danger potentiel s'ils se trouvaient en liberté, car même s'ils étaient présentés devant une juridiction, les charges ne permettraient pas de les maintenir en détention plus de deux mois.)

C'est par le même canal (Islamabad-Karachi-Tunis-Alger) que le capitaine Bouamra retourna en Algérie en même temps que certains de ses camarades, en avril 1991. En raison de son engagement dans la mouvance islamique, son nom était connu des services de la DCE et de la DDSE (ils ignoraient évidemment qu'il s'agissait d'une « taupe » du DRS, car ce secret n'était connu que de nos chefs) ; c'est pourquoi il est tout à fait naturel qu'il ait été arrêté à sa descente d'avion. Mais à la surprise des officiers du SRPJM (service de police judiciaire qui se trouvait aussi au Centre Antar), c'est le général Toufik en personne qui donna l'ordre de le remettre en liberté. Comme dans l'armée le chef a toujours raison, nul n'a songé à contester cet ordre.

Peu de temps après son retour, le capitaine Bouamra réussit l'exploit de devenir l'« émir » et l'imam de la mosquée Sunna de Belcourt, située deux cents mètres plus haut que la mosquée Kaboul (sise rue Mohamed-Bouldoun). Sous sa houlette, cette mosquée deviendra le sanctuaire des éléments d'El-hidjra oua at-takfir pendant la « grève insurrectionnelle » du FIS en juin 1991 : c'est dans ce lieu de culte, qui se spécialisait dans l'endoctrinement des jeunes et le recrutement des délinquants et des repris de justice, que des armes et des munitions furent stockées en prévision du *djihad* ; c'est aussi là qu'une *fetwa* a rendu l'usage de la drogue licite (le trafic de drogue permettait de substantiels revenus et sa consommation donnait du courage aux jeunes adeptes pour se lancer dans des actions violentes).

C'est encore dans « sa » mosquée que des « otages » militaires furent retenus en captivité en juin 1991. Lors des émeutes qui ont suivi l'assaut des forces de l'ordre, deux sous-officiers du service de surveillance du CPO furent en effet arrêtés par des islamistes à proximité du centre Ghermoul (siège de la DCE) et furent séquestrés pendant plus de vingt-quatre heures.

J'étais présent dans le bureau du commandant Guettouchi lorsque celui-ci appela au téléphone Ali Benhadj, le leader du FIS, pour lui demander d'intervenir auprès des « ravisseurs » en faveur de leur libération. Ce qu'il fit : le lendemain, vers

9 heures, ce sont mes éléments, accompagnés du capitaine Khémène du GIS, qui ont « récupéré » les deux « otages » au niveau de l'hôpital Mustapha. Par la suite, nous avons maquillé le corps et les visages des deux sous-officiers pour les présenter le soir à la télévision et faire croire à l'opinion publique que des militaires avaient été enlevés, agressés et maltraités par des islamistes du FIS qui cherchaient à prendre le pouvoir par la force et la violence. Cette affaire a aussi permis d'accuser Ali Benhadj, dont l'intervention effectuée à notre demande pour obtenir la libération des deux militaires a été qualifiée de « collusion » avec les extrémistes prônant la violence. Il sera arrêté pour cette raison le 30 juin 1991, victime d'un « coup de Jarnac » cher aux généraux.

Ahmed Bouamra et les éléments qu'il avait recrutés, c'est-à-dire le groupe de la mosquée Sunna de Belcourt, furent arrêtés en juillet 1991 par les unités de commandos qui dépendaient du CFT, et furent remis au CPO. La plupart furent relâchés, sauf Ahmed Bouamra, qui fut maintenu au secret au Centre Antar.

C'est à cette occasion que j'ai pris connaissance de cette opération d'infiltration, car ce sont mes hommes, les capitaines Mustapha, Ziad, Farouk, Hadji et Wahid, qui furent chargés des auditions de Ahmed Bouamra. Pour préparer les questionnaires, j'avais été « briefé » par le chef de la DCSA, le colonel Kamel Abderrahmane, qui m'avait expliqué comment Bouamra avait été chargé par le général Toufik d'organiser, au nom de l'islam et du *djihad*, la formation des jeunes intégristes aux techniques de guérilla, de secourisme (soins aux blessés), au close-combat, au recueil de renseignement sur les « cibles » potentielles...

Plus tard, j'ai appris par plusieurs sources (militaires et journalistiques) qu'il avait été incarcéré à la prison militaire de Blida, d'où il sera enlevé le 30 novembre 1995, pour être liquidé. J'ignore les raisons qui ont motivé sa liquidation, mais ce dont je suis sûr, c'est que dès juin 1991, cet officier avait refusé de poursuivre cette mission dangereuse et de communiquer des informations sur les réseaux qu'il avait mis en place à Peshawar, au Pakistan.

Le DRS prépare l'encadrement des maquis et cible les intellectuels

En avril 1991, soit deux mois avant la date des élections législatives, initialement prévues le 27 juin (elles seront reportées au 26 décembre 1991 à la suite de la grève du FIS et de l'instauration de l'état de siège), le colonel Smaïl Lamari chargea en ma présence le commandant Guettouchi de créer des noyaux islamistes qui seraient totalement contrôlés par des agents du DRS et de veiller à leur coordination : l'idée était que chaque agent puisse diriger un groupe de cinq à dix hommes. Il n'était pas encore question de créer des groupes armés *ex nihilo* [1], mais seulement des réseaux qui serviraient à encadrer et contrôler les militants du FIS prêts à suivre le mot d'ordre de « désobéissance civile » prôné par les « durs » du parti (comme Saïd Makhloufi), ainsi que les jeunes islamistes radicaux hostiles à la ligne légaliste du FIS et qui commençaient alors à passer à la clandestinité dans le but de monter au maquis.

S'inspirant de l'organisation de l'ALN durant la révolution, le territoire national fut découpé en cinq zones : la région de Jijel pour l'est, la région de Sidi-Bel-Abbès pour l'ouest, la région de Chlef/Aïn-Defla, la Mitidja et la Kabylie (Zbarbar). La délimitation de ces zones était encore floue et correspondait approximativement aux endroits à forte concentration d'islamistes.

Dans les trois principales régions militaires, les chefs des antennes locales de la DCE (les CRI), les commandants Djebbar (Blida), Waheb (Oran) et Farid (Constantine), contribuèrent activement à la mise en place de ces noyaux islamistes. La plupart de ces *katibate* de six à douze hommes seront directement dirigées par des « émirs » qui étaient en fait des sous-officiers des services (comme les adjudants Nacer et Omar dans le cas du CRI de la 5ᵉ région militaire), ou sinon par des militants islamistes agents du DRS. L'autre branche du DRS, la DCSA, s'occupait quant à elle des zones frontalières, comme les régions d'El Oued, Bechar ou Tlemcen.

C'est ainsi que, à partir du printemps 1991, les premiers maquis islamistes – maquis encadrés par le DRS à l'insu de leurs

1. Du moins au niveau de la DCE ; ce sera en revanche, très vite, la politique suivie par la DCSA.

membres, mais aussi vrais maquis – ont commencé à se créer, attirant les militants qui faisaient le choix de l'action clandestine. Toutefois, à l'exception de quelques actions sporadiques ou individuelles, ces groupes n'ont pas mené d'opération armée avant mars 1992. La mise sur pied d'un maquis nécessite en effet plusieurs mois de travail : l'agent doit d'abord recruter ses « lieutenants », puis vient la phase d'endoctrinement des « candidats » à l'action terroriste, leur préparation physique et psychologique, leur mise à l'épreuve.

À la même époque, en mai et début juin 1991 – nous étions en pleine campagne électorale et la période était « chaude » –, apparurent à Alger des tracts signés de mystérieux « groupes islamiques non identifiés » ou de pseudonymes plus ou moins fantaisistes. Dans un premier temps, ces groupes dénonçaient les dirigeants du FIS et leur stratégie électorale, assurant qu'ils voulaient quant à eux instaurer une république islamique par les armes et non par les urnes. Puis, très rapidement, d'autres tracts du même genre ont été diffusés, menaçant de mort, nommément, des intellectuels et des journalistes hostiles au FIS.

Je l'apprendrai rapidement (de la bouche même de l'adjudant Hafid, le secrétaire du chef de la DCE), il s'agissait en réalité d'une nouvelle initiative du colonel Smaïl Lamari. Pour obtenir l'adhésion de ce qu'on appelle (abusivement) en Algérie la « société civile » (ces classes moyennes francophones – professions libérales, fonctionnaires, journalistes, artistes et intellectuels, etc. – orbitant à la périphérie des sphères du pouvoir), les généraux avaient décidé de lui faire peur en pratiquant la surenchère par rapport aux discours déjà inquiétants du FIS. Les premiers tracts « islamistes » appelant à la conquête du pouvoir par les armes sortaient en fait de la caserne Antar de Ben-Aknoun, siège du CPO... Quant aux fameuses « listes noires » attribuées aux islamistes, elles avaient été élaborées au centre Ghermoul, siège de la DCE. Ce sont les capitaines Omar Merabet, Saïd Lerari (dit « Saoud ») et Azzedine Aouis qui ont rédigé ces tracts, que le sergent Haouam Sebti, les éléments de la « section de protection » et les chauffeurs de la DCE glissaient dans les boîtes à lettres des intéressés.

Cette campagne a servi à instrumentaliser les partis politiques « laïques » proches des décideurs, comme le PAGS (l'ex-Parti communiste algérien, devenu après l'indépendance Parti de

l'avant-garde socialiste [1]) ou le RCD (Rassemblement pour la culture et la démocratie), et bien sûr la presse dite « indépendante ».

Diaboliser le FIS, créer le chaos

Avec le recul, je peux avancer avec certitude que, dès 1991, la SM mettait en place des maquis islamistes (allant jusqu'à construire des casemates destinées aux futurs « terroristes »), avec la participation active d'islamistes retournés. J'ai toujours cru, naïvement, que les « noyaux » alors mis en place servaient à nous fournir des renseignements sur les actions en préparation pour pouvoir les annihiler ou les prévenir. Jamais, au grand jamais, je n'aurais imaginé qu'ils serviraient d'instruments entre des mains criminelles pour massacrer des vies innocentes.

Dès le début de l'année 1991, la SM a sans conteste poussé les islamistes extrémistes à la radicalisation, dans le but de discréditer le FIS en tant que parti politique. À cette époque, il n'y avait encore ni islamistes armés, ni interruption du processus électoral, ni appel au *djihad,* ni terrorisme. Par leur action irresponsable afin de perpétuer le régime, les responsables des services de sécurité ont joué le rôle de fourrier de la violence. Sinon, comment expliquer qu'en plein délire de la guerre du Golfe, le général Khaled Nezzar, le « républicain » ministre de la Défense, ait accepté de recevoir un Ali Benhadj habillé en tenue militaire, lequel réclamait l'ouverture de camps d'entraînement pour les volontaires de son parti souhaitant combattre aux côtés de l'Irak ? C'est dire qu'à partir de décembre 1990, conformément au « plan Nezzar », tout a été fait pour transformer le FIS en une bête monstrueuse aux yeux de l'opinion : tolérer, voire encourager, ses excès « naturels » ; le pousser à la faute ; et le déborder par des groupes plus radicaux que lui, *made in DRS.*

En synthèse, on peut dire que, de fin 1990 à la mi-1991, les actions de manipulation de la mouvance islamique par le DRS étaient menées à quatre niveaux :

1. En 1993, le PAGS changera de nom pour devenir Ettahadi, qui se transformera encore, en 1998, en Mouvement démocratique et social (MDS).

– la poursuite de « négociations politiques » avec les leaders du FIS Abbassi Madani et Ali Benhadj : ce travail était conduit exclusivement par les généraux Toufik et Smaïn, dans le but de les leurrer en attendant que les faux « maquis » se constituent et deviennent opérationnels. Tout le printemps 1991 a ainsi été marqué par d'incessants contacts entre les dirigeants du FIS et les deux responsables du DRS, parfois en présence du chef de gouvernement Mouloud Hamrouche (lequel, bien sûr, ignorait qu'il s'agissait de fausses négociations, j'y reviendrai dans le chapitre suivant);

– la manipulation des « politiques » du FIS par le biais de membres de sa direction (comme Ahmed Merani, Saïd Guechi, Bachir Lefkih, Ali Nassim Bouazza, El Hachemi Sahnouni, Zebda Benazzouz) qui étaient en réalité des agents de la SM, dans le but de créer un climat de discorde à l'intérieur du parti et d'encourager les deux principaux *chouyoukhs* (dirigeants) à tenir un discours plus extrémiste; tous ces responsables, chacun à son niveau, ont contribué au succès de cette action (j'y reviendrai également dans le chapitre suivant);

– l'infiltration des franges extrémistes qui ne se reconnaissaient pas dans le FIS (grâce notamment à la reconstitution du MIA) et le recrutement de « radicaux » pour en faire des émirs de quartiers; cette action relevait des attributions du DCE;

– la création, de toutes pièces, de réseaux islamistes prônant la violence; cette action a principalement été confiée à la DCSA : des militaires ayant prétendument « déserté avec armes et bagages » se sont ainsi donné une nouvelle « légende » pour prendre en main des groupes clandestins et attirer les islamistes, soit pour les éliminer, soit pour les utiliser ultérieurement dans des actions de contre-guérilla (c'est ce qu'ils feront, à partir de 1992, pour détruire les vrais maquis ou pour attaquer des objectifs bien précis qui leur étaient assignés).

Toutes ces actions ont été accompagnées par une campagne de propagande du DRS, soigneusement orchestrée, qui amplifiait (et souvent déformait) les discours les plus excessifs de certains dirigeants du FIS : la démocratie est *kofr* (hérétique), le FIS exige des élections présidentielles anticipées, il remettra en cause les relations de l'Algérie avec les pays occidentaux... Et, bien sûr, le DRS avait beau jeu, par « presse indépendante » interposée, de monter en épingle et d'instrumentaliser les scan-

daleux – et bien réels – dérapages de certains secteurs du FIS, prompts, par conviction ou par opportunisme, à imposer à la population des « interdits religieux » d'un autre âge. Quant aux histoires de « tribunaux islamiques » ou de polices parallèles islamistes, il ne s'agissait pour l'essentiel que d'inventions de la SM. Je suis bien placé pour en parler : les officiers du SRA, par l'intermédiaire de leurs agents, avaient pour mission de propager cette idée et d'encourager les militants de base islamistes à agir de la sorte, en s'inspirant de quelques cas isolés. Bien entendu, nos agents « journalistes » de la presse indépendante se chargeaient d'amplifier l'écho de ces événements par des articles alarmistes.

En vérité, je l'ai dit, la décision de dissoudre le parti islamiste et d'arrêter ses responsables était envisagée dès l'inauguration du plan Nezzar en décembre 1990 – il fallait seulement trouver des prétextes qui justifieraient la décision des généraux. J'en veux pour preuve que, dès février 1991, le colonel Smaïn m'avait demandé de faire procéder par mes services à l'identification des responsables du *majless ech-choura* (direction) du FIS, des bureaux exécutifs communaux et des comités de quartiers du parti islamiste, des imams virulents, etc.

Le plan d'action du général Nezzar, qui reposait sur la division du courant islamique, sur sa décrédibilisation et sur la dépréciation de l'image du FIS, a donc été exécuté à la lettre par les chefs du DRS. Les extrémistes, en particulier les éléments d'El-hidjra oua at-takfir, les « Afghans » et les éléments incontrôlés du FIS, étaient certainement prêts à passer à l'action violente. Mais au lieu d'être neutralisés, ce qui était parfaitement à notre portée, ils y ont été activement poussés par des campagnes de provocation, de harcèlement et de pression [1].

Un autre aspect important et complémentaire du plan Nezzar – sur lequel le général s'est bien gardé de s'expliquer dans ses mémoires –, concernait le Front des forces socialistes (FFS), le plus ancien des partis d'opposition dirigé par Hocine Aït-

1. Dès l'automne 1990, toutes les attributions des mairies (en particulier la gestion du budget relatif au plan de développement) leur avaient été retirées pour être remises aux chefs de *daïras* qui, eux, n'étaient pas élus, mais désignés par l'administration. Il y a eu ensuite les incitations, en février-mars 1991, à la grève des services communaux et de voiries, puis le bras de fer concernant les frontons des mairies, le renvoi des islamistes dans certaines entreprises, les arrestations injustifiées...

Ahmed, grande figure de la guerre de libération : les décideurs ont tout fait pour fragiliser et décrédibiliser son action, ôtant toute chance à ce parti de constituer l'embryon d'une « troisième voie » susceptible d'éviter la bipolarisation islamistes/militaires à laquelle ils ont tout fait pour réduire le champ politique.

Dès l'« ouverture démocratique » du début 1989, il s'agissait notamment de disqualifier le FFS pour le confiner à sa dimension régionale. La création à l'initiative de Larbi Belkheir, Toufik Médiène et Aboubakr Belkaïd (ministre de l'Intérieur de Kasdi Merbah), en février, du RCD du Dr Saïd Sadi, un dissident du FFS, répondait à cet objectif : opposer la nouvelle vague de « démocrates » défenseurs de la culture kabyle aux « socialistes » qui militaient à la fois contre l'État intégriste et l'État policier.

Bien d'autres moyens furent utilisés. Après des mois de bagarre, le FFS sera un des derniers partis politiques à être officiellement reconnu par le pouvoir (le 13 novembre 1989, deux mois après le FIS !). N'ayant pu éviter cette reconnaissance, vu l'importance politique de Aït-Ahmed, c'est ni plus ni moins la scission du FFS qui fut aussitôt envisagée sur instructions « venues d'en haut » (grâce à un travail de sape concocté et entretenu par les services). C'est ainsi que, début 1990, le Front des forces démocratiques (FFD) fut créé par des dissidents du FFS dont le chef était Abdelhafid Yaha, figure emblématique de la révolution et ex-lieutenant de l'ALN. Je l'ai personnellement rencontré pour parler des moyens d'affaiblir le FFS (et surtout son chef charismatique) et de l'aide à apporter au nouveau parti (lequel, finalement, ne fera pas long feu)...

Un an plus tard, en janvier 1991, Larbi Belkheir décida d'attribuer à Hocine Aït-Ahmed un siège pour son parti : une grande villa (située non loin de l'hôtel El-Djazaïr, ex-Saint-Georges) appartenant à la SM fut cédée gracieusement au FFS – au grand dam du commandant Mounir Boumdiri, le dernier occupant des lieux, qui n'a pas apprécié que le DRS fasse un tel cadeau à un parti pour tenter de le contraindre à la docilité, fût-il celui de Aït-Ahmed, chef historique de la révolution. Ce dernier continuant à se montrer intraitable, le harcèlement du DRS pour affaiblir le FFS ne cessera pas dans les années suivantes, même si c'est surtout le FIS qui deviendra la cible prioritaire de notre action.

Mais à l'époque, nul ne se doutait des desseins pervers des Nezzar, Belkheir et autres...

4.

Des élections sous haute tension

Début 1991, le plan d'action du général Nezzar était donc en œuvre. Tout au long des premières semaines de l'année, par naïveté ou par inexpérience, les dirigeants du FIS, confiants sans doute dans le soutien populaire et ayant le vent en poupe, tombaient chaque jour un peu plus dans le piège tendu par les généraux.

Le double jeu du général Toufik

Les manifestations de rue se succédaient au rythme des week-ends et les chefs du DRS se disaient très inquiets de ces démonstrations de force des islamistes, qui dépassaient les limites tolérées. Tant que les cortèges du FIS défilaient entre Bab-el-Oued et la place du 1er-Mai, cela ne dérangeait personne. Mais peu à peu, les revendications du FIS prenaient un caractère offensif et les marches avaient pour destination le palais du gouvernement, la présidence de la République ou le siège du ministère de la Défense. Les dirigeants du FIS se posaient en « parlementaires » du peuple pour remettre des motions, plates-formes ou doléances aux plus hauts responsables de l'État. Leur discours était qualifié de « haineux » par la hiérarchie militaire, qui multiplia les mises en garde, mais ni le président de la République (à qui les islamistes demandaient des élections anticipées), ni le chef du gouvernement (dont ils réclamaient le départ) n'exprimaient leur préoccupation face à une situation qualifiée pourtant d'« explosive » par les décideurs. L'un et l'autre seront taxés par eux de « complices des islamistes ».

Le général Toufik, chef du DRS, excellait dans l'art de manier

la carotte et le bâton : d'un côté, s'affirmant inquiet de la montée de l'islamisme, il avait entamé des négociations secrètes avec les dirigeants du FIS ; et, de l'autre, il chargeait la presse de tirer à boulets rouges sur les « fous de Dieu » et il confiait à ses adjoints Smaïl Lamari et Kamel Abderrahmane le soin de « souffler sur les braises ». Les officiers du SRA rappelés à Alger ont ainsi reçu pour instruction de relancer les anciens groupes paramilitaires religieux : en février ou mars 1991, au cours d'une réunion tenue au siège du CPO, à la caserne Antar de Ben-Aknoun, le colonel Smaïl Lamari a « briefé » ces officiers sur la nécessité d'infiltrer tout groupuscule « djihadiste » qui se constituerait, leur enjoignant de ne pas les neutraliser mais de les noyauter par les anciens agents, qu'il fallait à tout prix réactiver. Un budget – doté d'un fond de roulement de cinquante mille dinars – m'a alors été alloué pour les besoins de cette opération (cette somme a été renouvelée à deux reprises avant que n'éclate la grève insurrectionnelle de juin 1991). Du coup, les stades de la capitale ont été envahis le soir par des groupes de jeunes qui s'entraînaient aux arts martiaux (après les entraînements des équipes de football), sous les regards bienveillants des policiers...

Ce « double langage » est caractéristique du comportement des décideurs, qui, pour se maintenir au pouvoir, ont toujours su jouer des contradictions et antagonismes entre groupes sociaux ou entre clans, allant parfois jusqu'à les organiser eux-mêmes. Je peux en donner une autre illustration, étonnante, datant également de cette période du début 1991, quand le général Toufik utilisait les deux branches du DRS pour provoquer le FIS tout en le contrôlant : alors que les agents provocateurs du commandant Bachir Tartag (DCSA) tentaient (sans grand succès) de perturber les marches du FIS, des agents du commandant Amar (DCE) aidaient le service d'ordre du FIS à encadrer les manifestations...

C'est au cours de cette période qu'une histoire curieuse m'est arrivée.

Un premier avertissement

Le jeudi 1er février 1991, comme à l'accoutumée, le FIS organisait une marche dans la capitale, de la place des Martyrs à la place du 1er-Mai. Ce jour-là, comme tous les jeudis depuis

décembre 1990, j'étais à mon bureau car il fallait mettre en place un dispositif de surveillance discrète pour signaler tout débordement, informer sur la nature des slogans et identifier les « encadreurs », les responsables du service d'ordre du FIS. Vers 16 heures, alors que je venais d'achever mon rapport destiné au colonel Smaïl Lamari, le capitaine Saoud m'a informé de la présence de Smoun Boualem, le gérant de l'Hôtel El-Kettani. Boualem était un ancien sous-officier de la SM, radié en 1980 à la suite de l'affaire de Gafsa [1], et qui nous aidait en mettant son hôtel à la disposition de mes services. Je pensais qu'il venait nous informer d'une réunion du FFS (il était très lié à certains responsables du parti d'Aït-Ahmed), comme il avait l'habitude de le faire; mais cette fois, c'était pour m'inviter à passer une soirée en famille. Sa proposition tombait à pic : un peu de détente était bienvenue dans cette période au rythme infernal qui était le nôtre depuis plusieurs mois.

J'habitais à Tipasa, petite ville balnéaire située à quelque soixante kilomètres à l'ouest d'Alger, où j'étais pratiquement inconnu. Ma femme et moi devions y rentrer vers minuit, mais la soirée ayant été plus longue, nous avons préféré passer la nuit à l'hôtel à Alger et ne retourner chez nous que le lendemain. Bien entendu, personne n'était au courant de notre absence cette nuit-là.

Le vendredi matin, en arrivant chez nous, je n'ai pas reconnu la porte d'entrée de notre appartement; je suis même ressorti pour m'assurer que c'était bien notre immeuble. Ce fut le choc : nous avions été victimes d'un cambriolage! En entrant, une forte odeur de gaz m'assaillit; le salon était à moitié vidé et le désordre régnait dans deux des cinq chambres. Mon premier réflexe fut d'aérer l'appartement et de me précipiter pour fermer le robinet de gaz avant de consoler mon épouse et de constater les dégâts; puis j'ai demandé à l'officier de per-

1. Durant la nuit du 26 au 27 janvier 1980, un commando d'une cinquantaine d'hommes entraînés et armés par la SM a tenté sans succès de se rendre maître de la ville de Gafsa, située dans le sud-ouest de la Tunisie. Tunis accusa la Libye d'être l'instigatrice de cette attaque. Lorsque cette affaire fut éventée, la SM a été contrainte de « sacrifier » quelques lampistes pour faire croire qu'il s'agissait d'un acte isolé commis à l'initiative de ces sous-officiers, dont Abdallah Kaci, dit Chakib, et Smoun Boualem. Ils bénéficieront tous d'une retraite dorée (cession de l'Hôtel El-Kettani pour ce dernier); Kaci Abdallah s'est quant à lui recyclé dans les affaires et servira – j'y reviendrai – d'intermédiaire et de démarcheur pour Smaïl Lamari (voir chapitre 6).

manence de la sûreté de *wilaya* de Tipasa de m'envoyer un élément de la police scientifique de Chateauneuf.

Nous constatâmes que les « cambrioleurs », leur forfait accompli, avaient ouvert le gaz avant de partir, de façon à provoquer une explosion quand j'aurai actionné l'interrupteur lors de mon retour la nuit, faisant croire à un accident dû à une fuite de gaz. De nombreux indices révélaient que ce « cambriolage » n'avait rien à voir avec un vol classique :

– les inspecteurs de la police scientifique n'ont pu relever aucune empreinte, les « voleurs » portaient vraisemblablement des gants et n'avaient laissé aucune trace ; les précautions prises indiquaient qu'il s'agissait d'un travail de professionnels ;

– les voisins n'avaient absolument rien remarqué, alors même que beaucoup de choses (téléviseur, chaîne stéréo, habits, bijoux...) avaient été volées ;

– deux pièces n'avaient pas été visitées du tout ; pourtant, les intrus avaient pris le temps de n'emporter que les bons d'essence de la Sonatrach et pas ceux de l'ANP (inutilisables sans déclaration de l'immatriculation du véhicule, dont le propriétaire serait de ce fait facilement identifiable) ; et un voleur ordinaire ne peut pas dérober des costumes « Sonitex » (du nom de la société algérienne qui les confectionne) et ignorer des costumes « Boss » (de bien meilleure qualité) : cela montrait clairement qu'il s'agissait d'une simulation de vol ;

– de mes trois attachés-cases, seul celui contenant des dossiers de l'affaire Enapal et de celle de la Chambre de commerce d'Alger (y compris les enregistrements audio qui s'y trouvaient) avait disparu ; les deux autres avaient seulement été fouillés et la seule chose qui manquait était les trente mille dinars en billets neufs qui m'avaient été remis la veille par le colonel Smaïn pour rémunérer des agents. En quoi de tels dossiers pouvaient-ils intéresser des cambrioleurs classiques ?

Les investigations menées ultérieurement par mes éléments et par des amis extérieurs aux services n'ont pas permis d'aboutir. Aucun délinquant n'avait eu vent de ce cambriolage, alors que, quand les victimes étaient des officiers de l'armée ou des gens haut placés, la tradition des rapports noués entre policiers et membres du milieu voulait que les objets volés soient restitués à leur propriétaire (à condition que l'identité de l'auteur reste secrète et qu'il ne soit pas poursuivi).

Je suis convaincu que les commanditaires de cette opération, certainement haut placés, voulaient surtout mettre la main sur les deux dossiers « chauds » évoqués, que je continuais encore à l'époque à suivre, même si on m'avait demandé de les abandonner (en tant que « spécialiste des crimes économiques » – j'avais été de 1982 à 1989 responsable de la prévention économique –, cela me passionnait de comprendre et d'identifier les auteurs de ces magouilles qui portaient préjudice à l'État). Le dossier dérobé relatif à la Chambre de commerce d'Alger révélait les noms de dignitaires du régime, notamment des officiers supérieurs, qui, par l'entremise de parents et de prête-noms, avaient obtenu depuis 1989 l'agrément officiel pour monter des sociétés et bénéficier de prêts bancaires (jamais remboursés) [1]. Ce dossier mettait également à nu les méthodes mafieuses des responsables de cet organisme : il recensait les projets de création d'entreprise intéressants déposés par de simples citoyens, pour les remettre ensuite à certains dirigeants du DRS, lesquels les mettaient ensuite au nom de leurs « amis ». Au cours de mon enquête menée en 1990, j'avais pu constater que les responsables de la Chambre de commerce d'Alger, tout comme ceux du port d'Alger ou des douanes, étaient sous l'emprise directe des responsables du DRS. Tout était verrouillé.

Malheureusement, à l'époque, je ne pouvais pas approfondir ce travail d'investigation, car nous étions pris par le « péril islamique » qu'il fallait endiguer. Au moment où tous les cadres des services étaient embarqués dans l'aventure contre le FIS, les membres du staff du général Toufik pouvaient ainsi entretenir en toute impunité ces réseaux de corruption qu'ils utilisaient pour s'enrichir. Des réseaux dont le maintien, je ne l'ai compris que plus tard, était en réalité leur principale préoccupation.

Les pseudo-négociations DRS-FIS

Les mois qui suivirent, toujours marqués par l'effervescence islamiste, furent ceux de la préparation des élections législatives,

1. Avec la mise en œuvre des réformes économiques du gouvernement Hamrouche à partir de 1989, les chambres de commerce étaient à nouveau devenues un objet de convoitise, car c'est elles qui accordaient l'« agrément » indispensable à la création de projets économiques et donc à l'octroi de crédits bancaires.

prévues pour le 27 juin 1991. Le chef du gouvernement, Mouloud Hamrouche, élaborait de nouveaux textes de lois sur le découpage électoral et le mode de scrutin, et il consultait tous azimuts. Mais ce sont surtout les chefs du DRS, bien sûr à son insu, qui étaient à la manœuvre.

À partir du mois de mars, plusieurs rencontres secrètes ont eu lieu entre les dirigeants du FIS, Abbassi Madani et Ali Benhadj, et ceux du DRS, le général Toufik et le colonel Smaïn. Élargies par la suite à Mouloud Hamrouche, elles se tenaient dans une villa du DRS à Moretti, une station balnéaire à l'ouest d'Alger. Ces rencontres n'ont jamais, depuis lors, été rendues publiques. Si je peux en parler, c'est parce que j'ai été chargé d'en organiser la « confidentialité » : avec certains de mes officiers, nous avons préparé les micros destinés à les enregistrer, assuré la surveillance des alentours afin de déjouer les éventuelles filatures de la police, de la gendarmerie ou de membres du FIS...

En présence de Mouloud Hamrouche, les discussions portaient essentiellement sur le nouveau découpage électoral et sur les modalités du scrutin de juin, chaque partie développant son point de vue (le chef du gouvernement étant à la fois juge et partie, puisqu'il conduisait aussi les listes du FLN rénové). Mais ce n'était pas l'essentiel, puisque, en l'absence du Premier ministre, les tractations DRS-FIS portaient sur le rôle et le fonctionnement d'une Assemblée pluraliste, sur la constitution d'un futur gouvernement à majorité FIS, la cohabitation avec le président Chadli, etc. Toufik et Smaïn promirent à Abbassi que la constitution du 23 février 1989 serait respectée et que les forces armées s'inclineraient devant le choix des urnes. Tout comme ils promirent aux dirigeants du FIS de lever toutes les entraves administratives afin de leur permettre de mener à bien leur futur programme gouvernemental – ils allèrent même jusqu'à faire semblant de négocier afin que le gouvernement qui serait dirigé par Ali Benhadj cède les portefeuilles stratégiques comme ceux de l'Économie et des Finances, du Commerce extérieur, et les ministères de souveraineté comme l'Intérieur, la Justice et les Affaires étrangères [1].

1. Au cours d'un entretien en avril 1991, le général Toufik a même expliqué au leader du FIS qu'il comptait sur la victoire des islamistes pour l'aider à se débarrasser des « sous-officiers DAF ». Ces propos peuvent être vérifiés auprès de Abbassi Madani, qui est toujours en vie au moment où j'écris ces lignes.

Il s'agissait évidemment d'un bluff de la part des responsables du DRS, qui cherchaient à savoir jusqu'à quel point les chefs du FIS pouvaient faire des concessions, et surtout à gagner du temps pour préparer les forces de sécurité à la répression et pour mobiliser la « société civile » au sein d'un « front anti-intégriste ». Parallèlement à ces pseudo-négociations, les généraux du « clan Belkheir » poursuivaient en effet la mise en œuvre du « plan Nezzar » visant à l'affaiblissement du FIS (et, si nécessaire, à son élimination). Depuis novembre 1990, comme je l'ai dit, toute la direction du FIS avait été mise sous surveillance (écoute, filature...). Et les provocations du DRS se multipliaient pour sensibiliser la « société civile » et les responsables de la presse « indépendante » à la menace d'une prise de pouvoir par les « fissistes ».

C'est ainsi que sont multipliés sur les murs de la capitale (à Badjarah, Bab-el-Oued...) des slogans pro-islamistes du genre : « Une seule solution, l'islam », « Non à la démocratie », « Une seule loi : la *chari'a* ». Bien sûr, les authentiques islamistes en étaient en général les premiers auteurs ; mais, comme me le rapporteront des hommes de mon service qui en furent témoins, leur action était amplifiée et démultipliée par celle des éléments du Centre principal militaire d'investigation (CPMI), dirigé par le commandant Bachir Tartag[1]. C'est également à cette période qu'au Telemly, un quartier des hauteurs d'Alger, un « intégriste » vitriolait les jeunes filles qui ne portaient pas le *hidjab* ; ce « mystérieux » extrémiste religieux ne fut jamais identifié, ni *a fortiori* arrêté, par les services de police. Et pour cause, il sortait lui aussi de la caserne du CPMI de Ben-Aknoun.

Ces actions, ainsi que d'autres du même genre, étaient une initiative du colonel Kamel Abderrahmane, le chef de la DCSA (information que j'avais pu recouper et confirmer auprès de plusieurs de mes ex-officiers mutés dans cette unité). Et ses services continuaient à attiser l'activisme des petites franges d'islamistes radicaux qui prônaient l'action violente. Quand certains d'entre eux étaient arrêtés par les services de police, ils étaient condamnés à des peines légères, qui leur permettaient, avant d'être relâchés, de faire du prosélytisme dans les centres de détention de Serkadji, d'El-Harrach et d'ailleurs. Certains islamistes dange-

1. Cette structure du DRS, rattachée à la DCSA, jouera un rôle essentiel dans la répression anti-islamiste à partir de janvier 1992 (voir chapitre 7)

reux de la secte El-hidjra oua at-takfir, dont Noureddine Seddiki et quelques autres qui avaient été mêlés à l'affaire du vol d'explosifs de Texana (*wilaya* de Jijel), en 1987 (plusieurs tonnes d'explosifs avaient été dérobées dans une carrière, dont une grande partie ne fut jamais retrouvée), avaient même réussi l'exploit de s'évader du tribunal militaire de Blida en délestant les gendarmes chargés de leur surveillance de leurs PM-Kalachnikov [1].

Autre exemple, parmi bien d'autres : un certain Omar, dit « Commando », islamiste qui sévissait aux environs de Meissonnier, un quartier du centre d'Alger, bien que recherché par les services de sécurité, n'était nullement inquiété. L'un de mes hommes, le lieutenant Zemali El Hadi, qui habitait le même quartier, me signala plus d'une fois sa présence à son domicile, s'étonnant de le voir régulièrement chez lui alors qu'une simple souricière aurait permis de l'arrêter – cette impunité s'expliquait bien sûr par la décision de Smaïn d'instrumentaliser ce genre d'individus.

La DCE, pour sa part, s'employait comme on l'a vu à réactiver le MIA de Abdelkader Chebouti et à entretenir, par ses nombreux agents, la division au sein du FIS. Sans négliger le travail d'intox visant à discréditer ses dirigeants (ainsi, de nombreuses rumeurs furent lancées, prétendant par exemple que l'épouse de Abbassi Madani était une Anglaise, ou que Ali Benhadj était un Falacha d'origine tunisienne...), ou à encourager les formations islamistes susceptibles de lui faire de l'ombre, comme le Hamas, récemment créé, de Mahfoud Nahnah, qui croyait naïvement que son parti allait faire contrepoids au FIS et ratisser large, à Blida et dans la Mitidja...

1. En 1994, un officier de la DCSA me racontera que cette « évasion » avait été organisée par le DRS avec la complicité d'un sous-officier en poste auprès du tribunal de Blida. Ce que j'ignore, c'est si le but de cette action du DRS était de poursuivre l'enquête, en « pistant » les évadés, afin de localiser la cache où étaient entreposés les explosifs dérobés à Jijel ; ou s'il s'agissait de servir les desseins des généraux, en décidant délibérément de « lâcher dans la nature » de dangereux terroristes afin d'entraîner d'autres islamistes dans la spirale de violence qui servirait de justification *a posteriori* à l'arrêt du processus électoral. La suite des événements – et notamment le sort ultérieur de Nourredine Seddiki (voir chapitre 6) – me fait clairement pencher pour la seconde hypothèse.

Juin 1991 : la « grève insurrectionnelle » du FIS

Les autres partis politiques ne restaient pas les bras croisés : des alliances s'ébauchaient et l'opposition dite « démocratique » tentait de s'organiser dans la perspective des élections. En mars et avril 1991, c'est durant l'une des interminables réunions tenues à l'Hôtel Alleti par les « 7+1 »[1] que l'idée d'une grève nationale pour protester contre la nouvelle loi « qui favoriserait » le FLN, a été évoquée pour la première fois. Était-ce une proposition spontanée ? A-t-elle été suggérée par le DRS ? On pourrait le soupçonner, car ce sont les micro-partis *made in DRS* qui l'ont d'abord avancée, avant de se retirer de la coalition des « 7+1 »; du coup, on a eu droit au « 7+1-2 », puis au « 5+2 », etc. Rien de bien sérieux. Reste que cette idée de grève générale fut reprise à son compte par le FIS, qui menaça d'y recourir si ses revendications quant au découpage électoral n'étaient pas satisfaites.

C'était une aubaine pour le DRS, qui fit tout pour que cette grève se produise, à la fois pour affaiblir le FIS (voire l'éliminer de la course aux élections) et pour disposer d'un prétexte au « débarquement » de Hamrouche. Ayant deviné la manigance et constatant que la direction du FIS était infiltrée, l'ancien Premier ministre Kasdi Merbah envoya des émissaires à Abbassi Madani pour le mettre en garde contre le complot qui se tramait et le dissuader à recourir à la grève. Le leader du FIS commit l'impardonnable erreur de ne pas prendre au sérieux cet avertissement, estimant que Merbah était mu par des considérations revanchardes contre Chadli (qui l'avait démis de ses fonctions de manière inélégante quelques mois plus tôt). Cette erreur d'appréciation était la conséquence de l'intox, qui propageait la rumeur selon laquelle le découpage électoral proposé par le gouvernement avait été « fomenté » à l'Élysée pour venir en aide aux partisans de la laïcité (*hizb franca*, le « parti de la France »).

1. Nom donné à une éphémère coalition réunissant sept petits partis politiques : le MDA de Ahmed Ben Bella, le RCD de Saïd Sadi, le PSD de Hamidi Khodja, le PRA de Nourredine Boukrouh, En Nahda de Abdallah Djaballah, le PT de Louisa Hanoune et l'UFP de Rachid Bouabdellah (rejoints ensuite par le MAJD de Kasdi Merbah, d'où le nom de 7+1).

Des radicaux du parti, en partie manipulés par la DCE, diffusèrent discrètement l'opuscule intitulé *La Désobéissance civile*, rédigé par Saïd Makhloufi, à certains responsables des bureaux communaux du FIS [1]. Le SIT (Syndicat islamique du travail, affilié au FIS) fut également mobilisé par ces courants pour répondre au mot d'ordre de grève dans le cas où le *majless ech-choura* prendrait la décision de le lancer.

Durant le mois de mai 1991, le bras de fer entre le duo Madani-Benhadj et les responsables du DRS se poursuivait dans leurs rencontres secrètes, sans dégager la moindre perspective de compromis. Le 23 mai, en pleine campagne électorale et pratiquement le dernier jour des meetings, le *majless ech-choura* du FIS se réunit au siège du parti, rue Charras (au moment même où Mouloud Hamrouche réunissait les candidats du FLN aux législatives du 27 juin). Vers 16 heures, la sentence tombait : le *majless ech-choura* avait voté la grève générale à compter du samedi 25 mai. Faisant preuve d'immaturité politique, les responsables du FIS (encouragés par les agents du DRS au sein du *majless ech-choura*) sous-estimaient ce que serait la réaction des décideurs. En fait, ils s'étaient laissé entraîner dans cette aventure largement piégée : après leurs déclarations, un renoncement à la grève aurait été interprété comme un acte de faiblesse par la rue.

La grève fut pourtant très moyennement suivie. La place des Martyrs à Bab-el-Oued et la place du 1er-Mai au Champ de manœuvre furent occupées par les militants du FIS, qui avaient érigé des tentes pour y passer la nuit. Les manifestations se succédaient entre ces deux places avec les slogans habituels (« *Aliha nahya oua aliha namout* », « *La mithak la destour kal Allah kal Errassoul* », « *Dawla islamya* » [2]) ; la seule nouveauté fut la « tenaille » à la tête de la procession, qui symbolisait

1. Peu d'exemplaires furent distribués ; c'est surtout la *vox populi* qui se faisait l'écho de la diffusion de cet opuscule, à tel point que j'ai personnellement cru à une Arlésienne jusqu'au moment où, en avril 1991, un exemplaire me fut remis par Khaled Bouchemal, le maire FIS de Raïs-Hamidou. L'idée de « désobéissance civile » avait été évoquée pour la première fois en février 1991 par certains islamistes et elle n'avait pas « emballé » Abbassi Madani. Ce dernier récusera d'ailleurs clairement le texte de Makhloufi.

2. « Pour l'instauration d'une république islamique je vis, pour elle je meurs », « Ni charte ni Constitution, seule compte la parole de Dieu et de son prophète », « République islamique ».

le *mesmar Djeha*[1] à enlever, allusion au départ du président Chadli.

Ayant suivi *de visu* ces manifestations dès le premier jour, je peux affirmer que la grève du FIS fut un échec (le taux d'absentéisme fut nettement inférieur à 25 %). Cela ne nous a pas empêchés de donner des instructions fermes aux chefs des entreprises publiques de licencier sans préavis toute personne qui ne rejoindrait pas son poste de travail. Puis, le deuxième jour, coup de théâtre : nous avons reçu des informations selon lesquelles des individus barbus obligeaient, sous la menace, les commerçants de la capitale à fermer boutique (je ne pourrai dire si ces actions d'intimidation étaient le fait de provocateurs à la solde du DRS ou d'extrémistes du FIS). Au troisième jour, il était clair pour nous que nos chefs avaient décidé d'aller à la confrontation : si les policiers suivaient passivement les cortèges des manifestants, les groupes d'intervention de la gendarmerie et le GIS (Groupement d'intervention spéciale du DRS) ont été mis en état d'alerte numéro un et prêts à intervenir.

Les provocations se multipliaient et rappelaient étrangement les événements d'octobre 1988, notamment la présence de mystérieux véhicules civils dont les occupants tiraient sur les manifestants. Lors d'une des réunions secrètes avec le général Toufik, Abbassi Madani lui avait même remis une cassette vidéo montrant que ces véhicules banalisés sortaient en fait... du commissariat central d'Alger. Le leader du FIS avait également fait part de ces provocations au ministre de l'Intérieur Mohamed Salah Mohammedi, lequel avait promis une enquête – enquête qui ne sera jamais achevée, puisque le gouvernement Hamrouche tombera quelques jours plus tard.

À l'aube du 3 juin, la situation était bloquée et, la nuit suivante, les forces de sécurité donnèrent l'assaut à coups de grenades lacrymogènes et à l'arme automatique pour dégager les

1. Le clou de Djeha : selon un conte populaire, Djeha – personnage espiègle et rusé – ayant vendu sa maison, avait au préalable planté un clou dans le mur. Dans le contrat de vente, le clou restait la propriété de Djeha, ce qui lui donnait le droit de visiter la maison à tout moment. Le propriétaire avait certes une maison, mais il ne jouissait pas de la totalité de son bien. Dans le contexte politique de 1991, le président Chadli était prêt à céder le pouvoir aux islamistes à condition de rester président de la République. D'où la « tenaille », qui signifiait clairement l'exigence du départ de Chadli et d'une totale jouissance du pouvoir par les islamistes.

deux places publiques. Des affrontements eurent lieu, faisant des dizaines de morts parmi les manifestants (et un mort, un capitaine de gendarmerie, parmi les assaillants). Les blindés de l'ANP firent irruption à Alger, prenant position aux carrefours stratégiques. Le 4 juin, Mouloud Hamrouche, en désaccord avec la gestion « musclée » de la crise par les généraux Nezzar, Belkheir et Toufik, était contraint à la démission. Son gouvernement venait de tomber après vingt et un mois d'exercice, sans avoir eu le temps de mener à terme ses réformes. Celui qui avait dit « Ça passe ou ça casse » venait de se casser les dents sur la chape de plomb des généraux. Il sera remplacé par son ministre des Affaires étrangères, Sid Ahmed Ghozali, une marionnette entre les mains de la caste au pouvoir.

Ce changement à la tête de l'exécutif n'a pas pour autant mis fin aux échauffourées et les brigades anti-émeutes ne parvenaient toujours pas à maîtriser la situation.

L'arrestation des chouyoukhs

Le 4 juin 1991, l'état de siège était instauré, le couvre-feu imposé et les élections législatives reportées de six mois. Le nouveau chef de gouvernement avait pour mission d'organiser des élections « propres et honnêtes ». Mais en réalité, c'est la SM qui a pris en charge tout ce dossier. Le mois de juin fut marqué par des affrontements permanents entre forces de l'ordre et islamistes, malgré les appels au calme de Abbassi Madani et Ali Benhadj, qui demandaient à leurs militants de ne pas répondre au service d'ordre par la violence. Les dirigeants du FIS étaient d'ailleurs souvent sollicités par les officiers du DRS pour qu'ils calment les esprits, alors même que les présumés « meneurs » faisaient l'objet d'arrestations et d'internement.

Au siège du Commandement des forces terrestres (CFT) à Aïn-Naâdja, les unités de combat et un régiment de parachutistes ont été rappelés du sud pour y stationner et se tenir prêts à toute éventualité. Plusieurs dirigeants et sympathisants du FIS, dont Ali Djeddi et même l'ex-footballeur international Salah Assad, furent arrêtés.

La décision d'interner les islamistes susceptibles de prendre les armes contre le pouvoir fut prise lors de la première réunion

que nous avons tenue, après la proclamation de l'état de siège, dans le bureau du lieutenant-colonel Brahim Fodhil Chérif. Celui-ci était à l'époque le chef d'état-major au CFT. Il était le bras droit du général Mohamed Lamari, le commandant des forces terrestres. Comme ce dernier passait son temps dans les bureaux du ministère de la Défense nationale et de l'état-major général de l'armée, l'administration de l'état de siège fut confiée au lieutenant-colonel Fodhil Chérif, qui, en « bon militaire », était l'homme à tout faire à Aïn-Naâdja.

En récupérant les listes de la gendarmerie et de la police (Direction générale de la sûreté nationale, dépendant du ministère de l'Intérieur), nous avons constaté que cette dernière n'avait absolument aucune idée sur l'organisation des réseaux islamistes – elle n'était en possession que d'informations des Renseignements généraux portant sur des islamistes signalés ou interpellés lors d'interdictions de manifestations culturelles ou musicales. Sur les sept cents noms d'activistes dangereux finalement recensés en juin 1991 (ce chiffre passera à plus de mille cent en janvier 1992), l'apport de la DGSN fut d'à peine 5 %, celui de la gendarmerie 20 %, 75 % étant l'œuvre du DRS, tous services confondus.

La structure dénommée « Cob » (commandement des opérations de base, qui deviendra ensuite le PCO – poste de commandement opérationnel) venait d'être créée. Elle sera chargée de collecter des renseignements et de préparer des synthèses et des plans d'opérations pour les besoins du commandement. Le commandant Abdelkader Benaïcha fut désigné comme responsable de l'unité de commandos [1] chargée du maintien de l'ordre et du soutien au GIS, aux unités d'interventions de la police et à celles de la gendarmerie (barrages, rafles, arrestations).

Les structures de commandement n'étaient toutefois pas prêtes pour lancer une opération de grande envergure contre les islamistes et en finir avec le FIS. Il n'y avait au demeurant aucune raison sérieuse de le faire, au risque de s'attirer les foudres de l'opinion publique internationale et de révéler que la démocratie de façade n'était qu'un moyen pour masquer le

1. Avant de partir en mission au Cambodge avec la première unité de casques bleus algériens, il sera remplacé par le commandant Mohamed Benabdallah.

caractère dictatorial du régime. Les généraux voulaient éviter à tout prix d'être sur le devant de la scène et l'idée d'un coup d'État militaire n'était pas à l'ordre du jour : il y avait toujours les « civils de service » pour assurer la gestion courante des problèmes socio-économiques ou pour être leurs porte-voix.

Les opérations de répression dont nous fûmes chargés eurent donc d'abord un caractère d'avertissement : elles préparaient la suite. C'est pourquoi seulement un peu moins de trois cents sur les sept cents islamistes « recherchés » furent arrêtés et internés en juin et juillet 1991. Parallèlement, les policiers et les gendarmes procédèrent à plusieurs milliers d'arrestations de simples militants ou sympathisants du FIS, qui seront progressivement libérés au cours des semaines suivantes. Nos chefs poursuivaient ainsi plusieurs buts : intimidation de la mouvance islamiste, vérification de l'obéissance à leurs ordres des membres des forces de sécurité, constitution d'un fichier des islamistes « suspects » (étant déjà fichés, ils seront contraints à partir de janvier 1992 à entrer en clandestinité pour échapper aux arrestations arbitraires).

Et parallèlement, sur instruction du général Toufik en personne, les « dissidents » de la direction du FIS, Ahmed Merani, El Hachemi Sahnouni et Bachir Lefkih, lors d'une émission improvisée à la télévision, le 26 juin, dénoncèrent l'« aventurisme » de Abbassi Madani et Ali Benhadj, accusés de semer « la discorde (*fitna*) entre les Algériens ».

Les responsables de l'armée étaient en fait partagés. Ceux qui seront connus plus tard sous l'étiquette d'« éradicateurs » (notamment les généraux Larbi Belkheir, Khaled Nezzar, Mohamed Lamari, Mohamed Touati) voulaient provoquer un soulèvement des islamistes pour mieux réprimer le « mouvement insurrectionnel » et dissoudre le FIS, mais ils n'étaient pas sûrs de la réaction de la troupe, ni de la détermination de l'ANP à affronter le mécontentement populaire. Afin de mieux s'y préparer, ils décidèrent dans un premier temps d'arrêter les leaders du FIS, puis de poursuivre la politique de pourrissement en attendant les conditions propices à la disqualification du parti de Abbassi Madani.

Les chefs du DRS, les généraux Toufik et Smaïn, quant à eux, croyaient toujours qu'il était possible de domestiquer le FIS, et que le recours aux « grands moyens » (c'est-à-dire l'intervention

de l'armée) ne devrait intervenir qu'en cas d'absolue nécessité. Ils étaient confiants et estimaient que les divisions au sein du FIS, l'action conjuguée de leurs agents infiltrés, de la presse et de la répression (arrestations, interdictions diverses...) allaient affaiblir ce parti et permettre aux autres partis comme le RCD, le PRA, etc., de constituer une force « tampon » entre le FIS et le FLN. C'est en fonction de cette analyse qu'ils se rallièrent à la décision d'arrêter les *chouyoukhs*.

Sur ordre du général Nezzar, ministre de la Défense, le colonel Brahim Fodhil Chérif chargea une unité de commandos d'encercler le siège du FIS, rue Charras, et d'arrêter Abbassi Madani ainsi que toutes les personnes présentes avec lui ; tandis que le colonel Smaïn, le 29 juin, ordonna au commandant Amar Guettouchi de procéder à l'arrestation de Ali Benhadj qui, lui, se trouvait à Kouba.

Le 30 juin, une unité de parachutistes accompagnée d'éléments du GIS encercla les locaux du FIS. Ils dynamitèrent l'entrée avant d'arrêter Abbassi Madani et quelques-uns de ses fidèles (d'autres parvinrent à s'échapper, dont Kameredine Kherbane, qui se réfugia à la Casbah). Tous les documents non détruits furent confisqués aux fins d'exploitation par la SM.

Le même jour, le commandant Amar tendit un piège à Ali Benhadj : comme les affrontements ne cessaient pas, il le supplia au téléphone d'intervenir à la télévision pour calmer les esprits, car il était la seule personne à qui les islamistes obéissaient; en échange, il pourrait user de son droit de réponse pour réfuter les allégations des dissidents du FIS (Merani, Sahraoui et Fekih) qui avaient accusé les leaders du parti de semer la discorde (*fitna*) au sein du peuple. Naïf et ignorant que Abbassi Madani venait d'être arrêté, Ali Benhadj, accompagné de Kamel Guemazi et de deux autres dirigeants du FIS, se présenta au siège de la télévision pour prononcer une allocution et demander à ses militants de ne pas défier les forces de l'ordre. À l'entrée, il fut cueilli et arrêté, ainsi que ses trois compagnons, par les commandants Amar Guettouchi et Hamou Belouiza. Ali Benhadj fut dirigé sur le Centre Antar, où il passa la nuit avant d'être transféré le lendemain à la prison militaire de Blida. Précisons que les dirigeants du FIS ont été arrêtés sans qu'aucun mandat ne soit délivré par une quelconque autorité judiciaire, transgression des lois de la

République qui ne posait aucun problème aux généraux « défenseurs de la démocratie ».

Abbassi Madani et Ali Benhadj en prison [1], les chefs du DRS croyaient le FIS décapité. Sous-estimant les capacités de mobilisation des leaders du parti encore en liberté, au premier rang desquels Abdelkader Hachani et Mohamed Saïd (de son vrai nom Lounis Belkacem), ils étaient convaincus que son score électoral ne pourrait que s'effriter lors des élections législatives du 26 décembre 1991 [2]. D'autant plus que les militants du FIS n'avaient pas opposé de résistance, ni recouru aux émeutes ou à des manifestations après l'arrestation de leurs deux principaux dirigeants. Cette léthargie fut interprétée par les décideurs comme un encouragement à poursuivre et intensifier les actions souterraines du DRS pour faire imploser le FIS en favorisant les divisions en son sein (grâce à ses agents dans sa direction) : divisions entre « djazaaristes » (nationalistes) et « salafistes » (internationalistes et plus conservateurs), ou entre les partisans de la participation aux élections et ceux du boycottage ou d'une participation conditionnée à la libération préalable de Ali Benhadj et Abbassi Madani. Parallèlement, l'idée était d'encourager les autres partis islamiques modérés (comme le Hamas de Mahfoud Nahnah, qui avait boycotté les élections de juin 1990, ou la Nahda d'Abdallah Djaballah), pour qu'ils prennent des voix au FIS lors du scrutin du 26 décembre.

Sid Ahmed Ghozali et le FIS

Le nouveau chef du gouvernement, Sid Ahmed Ghozali – un simple pion dans l'échiquier des généraux décideurs –,

1. Le 15 juillet 1992, ils seront tous les deux condamnés, par le tribunal militaire de Blida, à douze ans de réclusion, pour « crimes contre la sûreté de l'État » et « atteinte au bon fonctionnement de l'économie nationale » (il leur était reproché d'avoir initié et dirigé la grève, qualifiée d'« insurrectionnelle »). Abbassi Madani sera libéré le 15 juillet 1997, mais pour être presque aussitôt assigné à résidence ; Ali Benhaddj, quant à lui, restera incarcéré jusqu'à l'issue de sa peine. L'un et l'autre ont été élargis le 3 juillet 2003.

2. Pour ma part, je ne partageais pas cette analyse et c'est pourquoi j'étais contre la tenue des élections législatives : au cours des mois suivants, j'ai fait de nombreux rapports en ce sens, mettant en garde le commandement militaire – aussi bien le DRS que l'état-major de l'ANP – contre le risque d'un raz de marée islamiste.

convaincu par cette analyse erronée des services, croyait dur comme fer que le score du FIS, ainsi affaibli, ne dépasserait pas 30 % des votes – la « ligne rouge » que les généraux lui avaient tracée. C'est pourquoi il s'engagea, sans doute sincèrement, à organiser en décembre des élections « propres et honnêtes », qui permettraient de figer un *statu quo* favorable au régime.

Pour atteindre cet objectif (« pour lequel [il avait] été désigné Premier ministre », comme il l'affirma), Sid Ahmed Ghozali et ses commanditaires (les généraux Belkheir, Nezzar, Toufik et Lamari) comptaient sur l'éclatement du FIS lors de son congrès à Batna, qui s'est tenu les 25 et 26 juillet. Mais à cette occasion, les djazaaristes (emmenés par Abdelkader Hachani) s'imposèrent, au grand dam des décideurs, car ce résultat chamboulait leurs prévisions, les djazaaristes étant réputés moins « malléables » que les radicaux salafistes.

En guise de contre-attaque, les généraux chargèrent le chef du gouvernement de favoriser une scission du FIS. En août, Sid Ahmed Ghozali commença par organiser au Club des Pins (luxueux complexe résidentiel réservé à la *nomenklatura*, situé en bord de mer, à quelques kilomètres à l'ouest de la capitale) une conférence nationale pour la préparation des élections, regroupant tous les partis politiques, à laquelle il avait pris soin de ne pas inviter le FIS.

Puis le chef du gouvernement, toujours « piloté » par le DRS, engagea deux actions parallèles en direction des islamistes, l'une publique et l'autre secrète. Après l'arrestation de Madani et Benhadj, Ahmed Merani et Saïd Guechi, deux anciens dirigeants du FIS exclus du parti lors du congrès de Batna, seront officiellement chargés de « récupérer », tout au long de l'automne 1991, les responsables et militants islamistes hostiles aux thèses des *chouyoukhs* pour qu'ils fassent campagne en faveur de la participation d'un FIS affaibli aux élections du 26 décembre.

Parallèlement, début septembre, le Premier ministre envoyait deux émissaires recommandés par le DRS, en l'occurrence El Hachemi Sahnouni et Benazzouz Zebda (surnommés les « *chouyoukhs* aveugles », car ils étaient tous deux malvoyants), deux de nos correspondants au sein de la direction du FIS, pour rencontrer secrètement Saïd Makhloufi. Ce dernier, ancien lieutenant du commissariat politique de l'ANP, était comme je l'ai

dit un des fondateurs du FIS : en désaccord avec Madani et Benhadj, il s'était rapproché des anciens bouyalistes pour recréer clandestinement le Mouvement islamiste armé (MIA), ignorant sans doute que ce dernier était manipulé par le DRS.

C'est à Chréa, sur les hauteurs de Blida, que les émissaires de Ghozali rencontrèrent Saïd Makhloufi, pourtant officiellement recherché par les services de sécurité depuis mai à cause de son opuscule « subversif » incitant les islamistes à la désobéissance civile. Ils lui présentèrent l'offre de Sid Ahmed Ghozali – prendre la direction d'un FIS *new look* – tout en l'assurant de mettre à sa disposition tous les moyens nécessaires pour financer et réaliser ce projet.

Ghozali avait déjà sous la main dix-sept « renégats » du *majless ech-choura* du FIS, retournés par le DRS, qui étaient susceptibles d'adhérer à ce « FIS Taïwan » et de le faire participer aux élections « propres et honnêtes ». Mais Saïd Makhloufi refusa sèchement la proposition, allant jusqu'à déclarer que s'il n'y avait pas la « crainte de Dieu », il aurait ordonné à ses hommes d'égorger sur-le-champ les deux envoyés spéciaux Zebda et Sahnouni (ces propos, qui n'ont à ma connaissance jamais été rendus publics, ont été tenus en présence d'un de mes contacts qui avait assisté à l'entretien). Puis il rédigea un communiqué dénonçant les manœuvres du pouvoir en vue de faire échec au projet islamique et le transmit le jour même au quotidien arabophone *El-Massa*, qui le publia le lendemain. Digérant mal cet échec, Sid Ahmed Ghozali se vengea en ordonnant la suspension, pendant une semaine, de ce journal.

Le chef du gouvernement ne se rendait pas compte que le peuple rejetait ses dirigeants et que, quel que soit le mode de scrutin, le tripatouillage du découpage électoral ou autre combine, le vote ne pourrait qu'être favorable aux islamistes. Il faut dire qu'au cours de cet automne 1991, la campagne anti-FIS était à son paroxysme. En septembre, le duo Larbi Belkheir/Smaïl Lamari avait organisé au Club des Pins une assemblée des chefs de *zaouïas* [1] dans le but de « casser » l'emprise du FIS.

1. Au temps de la colonisation, cette assemblée de marabouts avait été encouragée par les Français pour faire de l'ombre à l'Association des oulémas (les « savants » musulmans), jugée trop proche des thèses nationalistes. Dénoncées par le FLN durant la révolution, les *zaouïas* ont été plus ou moins tolérées par le régime après l'indépendance.

Malgré mes efforts et ceux du capitaine Dahmane Bendahmane (responsable du « suivi » de la presse arabophone au SRA) pour informer le commandement de l'inefficacité d'une telle initiative (cela revenait à peu près à soigner un cancéreux avec un cachet d'aspirine), nous ne fûmes pas entendus. Le capitaine Hocine fut donc chargé par mes soins de contacter le directeur de l'Onat (Office national algérien du tourisme) pour offrir des séjours d'*Omra* (pèlerinage aux lieux saints) aux responsables influents des *zaouïas*, afin qu'ils contribuent aux plans du pouvoir en incitant leurs adeptes et les « musulmans » à voter contre le FIS.

Un prince saoudien invité à Alger par le DRS

Cette mascarade des *zaouïas*, abondamment commentée par la presse, fut suivie peu après d'une autre, beaucoup plus rocambolesque. En octobre, le prince Mohamed Turki Al-Fayçal al-Saoud, frère du roi d'Arabie saoudite et chef des services secrets du royaume wahhabite, donnait une conférence au Club des Pins ; j'ai assisté à cet événement, dont j'étais, à la demande de mes chefs, le principal organisateur (mes éléments étaient disséminés dans la salle). Un événement d'autant plus surprenant rétrospectivement quand on sait que, douze ans plus tard, le prince Turki sera accusé par les services américains d'être l'un des financiers de... Al-Qaida.

Le prince avait été officiellement invité par l'APUA (Association populaire pour l'unité et l'action), un parti politique créé par nos soins pour garnir la devanture démocratique. Mais en réalité, c'était les services, à l'initiative du général Belkheir, qui l'avaient invité. Lors d'une visite en Arabie Saoudite quelques mois plus tôt, le général Khaled Nezzar avait en effet rencontré le roi Fahd. Jouant sur la guerre d'influence entre Iraniens et Saoudiens, il lui avait expliqué les dangers de l'extrémisme islamiste, soulignant surtout le fait que le FIS s'était aligné sur l'Irak (donc contre l'Arabie saoudite, alliée des États-Unis) lors de la guerre du Golfe de janvier 1991. Il obtint ainsi des Saoudiens l'assurance de la suspension de leur aide financière au FIS, et le report de cette aide au profit du parti de Mahfoud Nahnah (celui-ci sera ensuite souvent pris en charge, lors de ses déplace-

ments à l'étranger, par des organisations caritatives saoudiennes).

C'est dans ce cadre que le prince Turki avait été invité par le DRS, non pas, bien sûr, en tant que chef des services spéciaux saoudiens, mais en tant que secrétaire général de la Ligue islamique mondiale, une association caritative assurant la promotion de l'islam dans le monde. Profitant de sa présence sur le territoire national, le général Belkheir l'avait même invité à un dîner à la présidence. Tout avait été réglé comme du papier à musique par le DRS, qui avait profité de la détérioration des relations entre les Saoudiens et les dirigeants du FIS, lesquels dénonçaient la présence des troupes américaines dans les lieux saints de l'islam et s'étaient rangés du côté de Saddam Hussein (en janvier 1991, Ali Benhadj s'était rendu en Irak, tandis que Abbassi Madani avait fait un voyage en Iran).

Lors de cette conférence, l'assistance était composée à 95 % de cadres du DRS. À cette occasion, le prince Turki déclara que l'Arabie saoudite, par le biais de la Ligue islamique mondiale, avait versé en 1990 un million de dollars au parti de Abbassi Madani. Dès le lendemain, cette révélation faisait la « Une » de la presse algérienne. Les partis « démocratiques » et la presse anti-FIS se frottaient les mains : c'était la preuve d'un financement extérieur, ce qui était évidemment illégal. Mais, comme si cela ne suffisait pas, le DRS mit en scène l'affaire par une grossière manipulation : l'un des quotidiens francophones sous sa coupe publia le fac-similé d'un chèque d'un million de dollars, qui aurait été le moyen de paiement utilisé par les Saoudiens (ce qui est hautement invraisemblable ; d'ailleurs aucun des journalistes de ce quotidien n'était présent à la conférence, et aucun chèque n'y avait été montré).

C'est bien sous Sid Ahmed Ghozali que la nouvelle presse dite « indépendante », relativement libre du temps de Mouloud Hamrouche, a vu son espace se rétrécir : dès l'été 1991, les journalistes ont été l'objet d'un harcèlement terrible de la part des services, les obligeant soit à collaborer, soit à subir les sanctions judiciaires et administratives, les suspensions de parution et les menaces. C'est ainsi que naquit une catégorie de « mercenaires de la plume », discréditant une corporation qui comportait pourtant des femmes et des hommes remarquables par leur rigueur et leur honnêteté.

Une cellule de la DCE, dirigée par le capitaine Azzedine Aouis et rattachée directement au cabinet du colonel Smaïn, se chargeait de l'élaboration de fausses menaces pour contraindre, par la peur, les journalistes à se mobiliser derrière le pouvoir. Les méthodes de harcèlement dont ils commencèrent alors à être victimes étaient particulièrement perverses : des lettres de menaces « islamistes » *made in DRS*, des appels anonymes et même des envois de linceuls et de morceaux de savon, pour leur faire croire que leur mort était programmée par les intégristes. Pour conforter cette propagande, le DRS a fait circuler la rumeur que la « liste noire » de personnes à abattre avait été découverte lors de la perquisition du siège du FIS qui avait suivi l'arrestation de Abbassi Madani le 30 juin.

Ces méthodes furent également utilisées en direction de policiers, de magistrats, d'intellectuels, et même de militaires, dans le but de constituer un « front » contre le FIS. Car de tous les partis politiques islamistes, seul le FIS était mis sur la sellette par les généraux et les services, alors que Hamas (de Mahfoud Nahnah) et Nahda (de Abdallah Djaballah) étaient épargnés, afin de favoriser l'éparpillement des voix islamistes.

Des équipements radio pour les maquis...

Tandis que se poursuivaient les tractations de Sid Ahmed Ghozali avec le FIS, conduites sur le plan légal par l'intermédiaire d'Ahmed Merani et Saïd Guechi et, sur le plan occulte, par les deux *chouyoukhs* aveugles (Benazzouz Zebda et El Hachemi Sahnouni), les colonels Smaïn et Kamel Abderrahmane continuaient à mettre sur pied, « au cas où », les maquis islamistes.

Une opération fort bizarre à laquelle j'ai été directement associé, en septembre 1991, en atteste. Peu de temps avant que l'état de siège décrété en juin ne soit levé, une de nos sources infiltrées au sein de l'APC FIS de Kouba nous signala la présence d'un container chargé de talkies-walkies et divers matériels, entreposé dans un entrepôt de l'APC qui se trouvait au Gué de Constantine (quartier de la banlieue est d'Alger). Après avoir confirmé l'authenticité de cette information – je me trouvais encore à Aïn-Naâdja dans le cadre de l'administration de

l'état de siège –, un plan d'action impliquant l'intervention d'une section de paracommandos a été élaboré pour saisir ces équipements.

Mais au moment où commençaient les préparatifs, le colonel Smaïn me demanda de n'engager dans cette opération que des éléments du GIS et quelques officiers du SRA – il tenait manifestement à ce que cette affaire soit exclusivement gérée par le DRS. Deux ou trois jours avant la levée de l'état de siège (celle-ci intervint le 24 septembre), vers 20 heures, le dispositif fut mis en place. L'entrepôt, un immense hangar qui servait aux matériels et engins du service de la voirie de la commune de Kouba, fut investi par une vingtaine d'hommes du GIS et une dizaine d'officiers du SRA, répartis entre la surveillance et la fouille. Il n'y avait personne. Au bout de quelques minutes de recherche, les équipements (émetteurs-récepteurs, matériel de communication radio, talkies-walkies...) furent découverts ; puis il a fallu une bonne demi-heure pour tout charger dans un camion militaire.

Dès la fin de l'opération, que j'avais personnellement supervisée en compagnie des commandants Amar et Hamou, je fus étonné de constater que le camion chargé du matériel saisi ne prenait pas la direction de Aïn-Naâdja, mais celle du CPO à Ben-Aknoun. Amar et Hamou, qui m'avaient accompagné au CFT de Aïn-Naâdja, m'ont expliqué en cours de route que Smaïn attendait le chargement. Mais j'en ignorerai la destination finale. Mon chauffeur, qui se trouvait sur place, me dira qu'après l'étape de Ben-Aknoun, le camion avait été dirigé avec son chargement sur Blida...

Sur le coup, j'ai pensé qu'il s'était rendu à la direction de la logistique ou à celle des transmissions de la 1re région militaire. Mais aujourd'hui, je peux affirmer sans risque de me tromper que ces équipements étaient destinés aux maquis islamistes, pour servir de moyens de liaison aux futurs « terroristes ». En effet, nous n'avons diligenté aucune enquête sur les dirigeants du FIS réputés avoir importé ces équipements, ce qui était tout à fait anormal (il est probable que ceux qui l'avaient fait étaient des agents de Smaïn). Par ailleurs, la presse n'a soufflé mot de cette affaire : si cette opération d'importation clandestine avait été conduite par d'authentiques islamistes, une « prise » de cette envergure aurait fait la « Une » des journaux, puisqu'à l'époque

le moindre incident mettant en cause les islamistes était délibérément monté en épingle par la presse « indépendante ».

À l'évidence, cette opération s'inscrivait dans le travail d'organisation de maquis *made in DRS*. C'est ainsi qu'à l'automne 1991, cinq ou six jeunes officiers qui étaient en poste au CRI de Blida et au CPMI d'Alger (dont Mahfoud Touat, dit Djamel, et Farid Achi, qui deviendront en 1994 les adjoints de Djamel Zitouni – voir chapitre 8) avaient simulé une désertion en rejoignant les faux maquis du MIA que le CPO préparait. La mission qui leur était confiée consistait à mettre en place des cellules dormantes et à organiser les réseaux de soutien et de renseignement, qui se chargeraient de l'approvisionnement en armement, munitions, équipements radios... La liaison était assurée par les officiers du CPO, qui se chargeaient de la désignation des cibles et de la fourniture de « maquisards », lesquels étaient des agents ou des militants islamistes manipulés destinés à servir de chair à canon. (Après le putsch de janvier 1992, une autre vague de désertions « commandées » aura lieu entre janvier et mars ; je reviendrai au chapitre 6 sur les méthodes de ces groupes créés par le DRS.)

L'affaire de Guemmar

Un peu plus tard, survint une manipulation bien plus grave, et cette fois largement publique. Fin novembre 1991, la presse révélait que, le 29, un « commando islamiste » avait attaqué la caserne de Guemmar, un poste de gardes-frontières situé dans le sud du pays, causant la mort de sept jeunes appelés. Immédiatement attribuée au FIS, cette action fut condamnée unanimement par la presse et les partis politiques. Mais aussi par le FIS : Abdelkader Hachani, dans un entretien télévisé, mit au défi le général Nezzar d'apporter la moindre preuve de l'implication de son parti dans cette affaire.

De fait, aucune preuve ne fut jamais apportée. Et pour cause : c'était une opération planifiée par le DRS, utilisant des islamistes manipulés, qui obéissait à la stratégie définie par le « plan Nezzar » de décembre 1990 et visait à impliquer le FIS en tant que structure politique. C'est ce que j'apprendrai bien plus tard, en juillet 1995, par un officier des services, qui m'expliqua que

l'affaire avait été montée par le Centre militaire d'investigation de Ouargla (CMI, dépendant de la DCSA de Kamel Abderrahmane) : en réalité, l'attaque de Guemmar devait se produire fin décembre, entre les deux tours de scrutin, dans le cas où le FIS serait sur le point de remporter la majorité au Parlement. Ce qui aurait permis de justifier l'interruption du processus électoral par l'armée.

Mais le plan initial fut bouleversé, du fait de l'impatience du militant du FIS retourné à qui le DRS avait confié la conduite de cette provocation, Amar Lazhar, un élu FIS de l'APC d'El-Oued. Ne recevant aucune instruction de la part de son officier traitant du DRS, et constatant que Abdelkader Hachani, le leader du FIS, hésitait à annoncer la participation de son parti aux élections législatives, Lazhar prit l'initiative, avec le concours d'un groupe d'« Afghans » dirigé par Aïssa Messaoudi (dit Tayeb El-Afghani) et Mohamed Dehene, de passer à l'action le 29 novembre. Cette nuit-là, une vingtaine d'« Afghans », dont le maire de Guemmar lui-même et le chef du bureau local du FIS, Abdelhamid Baghli, n'ont eu aucun mal pour attaquer le poste frontière de Guemmar et emporter un important lot d'armes et de munitions.

En 2001, la réalité de cette manipulation me sera confirmée, dans ses grandes lignes, par un officier dissident en exil, le capitaine Ahmed Chouchane, dont j'aurai l'occasion de reparler (voir chapitre suivant). Selon lui, le calendrier prévu aurait toutefois été un peu différent : il m'a dit avoir appris, à l'époque, que l'opération de Guemmar s'inscrivait en fait dans un plan de cinq ou six provocations du même type, qui avaient été planifiées par la DCSA pour la fin novembre dans le cas où le FIS aurait confirmé sa participation aux élections, justifiant ainsi leur annulation avant même qu'elles aient lieu. Mais Abdelkader Hachani a déjoué ce plan : il a en effet indiqué aux militaires, en novembre, que le FIS n'irait pas aux élections; du coup, les opérations ont été annulées, sauf celle de Guemmar, dont le responsable local, mal informé par son officier traitant, décida seul de prendre l'initiative. Ensuite, le 14 décembre, douze jours seulement avant le premier tour, Abdelkader Hachani surprit tout le monde en annonçant que le FIS participerait aux élections.

Quoi qu'il en soit, l'affaire de Guemmar servit de prétexte au pouvoir pour charger le FIS, le responsable de l'opération étant

un élu du parti. Ce fut également le signal donné aux troupes de commandos-parachutistes de la 4e région militaire (commandée par le général Abdelhamid Djouadi) de se préparer à la liquidation des islamistes, puisque tous les présumés auteurs de l'attaque de Guemmar (mais aussi de nombreux innocents) ont été pourchassés et tués (durant plusieurs semaines, les unités de commandos-parachutistes ont mené une véritable « chasse à l'islamiste » dans toute la région d'El-Oued).

Provocations...

Dans la nuit du 23 au 24 décembre 1991, soit deux jours avant le premier tour des élections, deux véhicules banalisés du CPO avec chacun à son bord quatre sous-officiers avaient quitté le Centre Antar vers 22 heures pour « patrouiller » dans des zones à risque, Bordj El-Kiffan, Les Eucalyptus et El-Achour. Ces quartiers étaient connus pour être des fiefs des islamistes dangereux, ce qui n'a pas empêché le commandement d'y envoyer ces jeunes militaires sans armes.

Vers une heure du matin, aux environs de Bordj El-Kiffan, un véhicule suspect, roulant à faible allure, s'approcha des deux voitures. Les jeunes sous-officiers n'eurent pas le temps de dévisager ses occupants : l'un d'eux tira deux coups de feu sur eux, à bout pourtant. Atteint de deux balles à la tête, l'un des militaires (originaire de Rélizane, dont je n'ai plus le souvenir du nom), qui faisait partie du service d'investigation du capitaine Hocine, devait décéder peu après. Comme à Guemmar, comme à Beni-Mered quelques jours plus tôt lorsqu'une caserne de la gendarmerie fut attaquée, il était une des premières victimes de la longue liste à venir des morts en service commandé.

Le lendemain, le colonel Smaïl Lamari réunit tous les cadres de la DCE et du GIS au réfectoire du Centre Antar pour les sensibiliser au danger de l'intégrisme islamiste, dont les adeptes, nous dit-il, n'hésiteraient pas à assassiner froidement les militaires. Ce discours avait clairement pour objectif de nous « remonter » contre les islamistes et de nous préparer aux affrontements ultérieurs. Le sentiment qui prévalait alors chez beaucoup d'entre nous était la colère contre le chef de la DCE, qui avait envoyé à la mort de jeunes sous-officiers dans des

quartiers notoirement dangereux; mais je n'avais pas encore réalisé le cynisme des chefs du DRS, pour qui les vies humaines n'avaient aucune importance et pour qui seul comptait l'« ordre » qu'ils voulaient imposer. C'est en tout cas à partir de cette réunion que de nombreux cadres furent imprégnés de la notion « tuer ou être tué ».

II.

Les « groupes islamistes de l'armée » et la décennie rouge

5.

1992 : les « janviéristes » libèrent la violence islamiste

En cette nuit du 27 décembre 1991, le visage blême et la mine abattue, le général Larbi Belkheir, ministre de l'Intérieur [1], annonçait les résultats du premier tour des élections législatives. C'était la stupeur et la consternation dans les hautes sphères de l'armée. Encore une fois, les plans du DRS étaient déjoués, car échafaudés derrière un bureau sans tenir compte des conditions de vie réelles des Algériens.

Même s'il reculait sensiblement par rapport aux élections locales de 1990, le FIS sortait grand vainqueur de ce premier tour, marqué par un fort taux d'abstention (41 % des inscrits) [2]. Malgré une loi électorale et un découpage électoral sur mesure, le FLN était recalé, devancé même par le FFS d'Aït-Ahmed (du fait des bizarreries du découpage électoral, avec trois fois plus de voix, le FLN avait obtenu moins de sièges que le FFS). Nos extrapolations sur la base de ces résultats et des candidats restés en lice pour le second tour indiquaient que l'on s'acheminait vers un Parlement dominé à 75 % par le FIS.

Hypothèse jugée inacceptable par les généraux, qui n'ignoraient pourtant pas que le président de la République disposait

1. Il avait été nommé à ce poste le 18 octobre précédent.

2. Le FIS obtenait cent quatre-vingt-huit sièges et 3 260 222 voix sur 7 822 625 votants et 6 897 719 suffrages exprimés, soit 47,27 % (ce qui ne représentait, toutefois, que moins d'un quart des inscrits). Il arrivait très loin devant le FFS, qui décrochait vingt-cinq sièges et 510 661 voix, soit 7,40 %, et le FLN avec seize sièges et 1 612 947 voix, soit 23,38 %. Hormis les candidats indépendants avec trois sièges et 309 264 voix (4,48 %), aucun des quarante-six autres partis en lice n'obtenait de siège ou ne dépassait le seuil des 3 % (Hamas, 2,78 % ; RCD, 1,51 % ; MDA, 1,02 % ; PRA, 0,51 % ; PNSD, 0,36 % ; PSD, 0,22 % ; MAJD, 0,21 % ; le reste des formations pouvait se targuer de scores compris entre 0,00 % et 0,08 %).

du pouvoir constitutionnel de dissoudre l'Assemblée et de provoquer de nouvelles consultations. Mais, refusant obstinément de faire les frais de la transition, ils ne voulaient pas renouveler l'expérience, car le président Chadli se montrait retors et surtout parce qu'ils comprenaient enfin qu'une partie significative du peuple était acquise au FIS : ils ne pouvaient pas « changer de peuple »[1] !

« Sauver la démocratie »

Dès le 28 décembre, je fus chargé par le colonel Smaïn de faire la tournée des partis « amis » ainsi que des autorités administratives et judiciaires, en vue d'évaluer la situation et les possibilités d'annulation du scrutin. Et il me donna l'ordre de ne plus participer aux réunions de la « commission des élections »[2] (dont j'étais membre en tant que représentant de l'armée), qui préparait le second tour du scrutin – ce qui impliquait, à l'évidence, que celui-ci n'aurait pas lieu.

Le DCE nous indiqua que le général Toufik en personne et même le ministre de la Défense Khaled Nezzar étaient directement impliqués dans le travail de contact avec la « société civile ». Et qu'ils allaient charger d'autres officiers du DRS de prendre attache avec Abdelhak Benhamouda, le patron de l'UGTA (Union générale des travailleurs algériens, le puissant syndicat satellite du FLN, à la solde du pouvoir), avec les représentants de diverses associations et de la presse ainsi que d'autres partis politiques, en vue de recueillir leurs opinions sur la conduite à tenir. La mobilisation de la « société civile » devenait la priorité absolue. Seule fausse note dans ce décor consti-

1. Au lendemain du premier tour, le Dr Saïd Sadi, le leader du RCD (parti berbériste proche du pouvoir et farouchement anti-islamiste), constatant que son parti n'avait recueilli que 1,51 % des suffrages exprimés, s'exclamera sur les ondes de Radio-Chaîne 3 : « Je me suis trompé de société. » Il sera ensuite un des plus fervents partisans de l'interruption du processus électoral.

2. Le rôle de cette commission était de veiller à toute la logistique des élections : contrôler si les communes (APC) avaient établi les cartes d'électeurs et si les services des PTT avaient acheminé ces cartes et mis en place les lignes téléphoniques nécessaires ; préparer les listes électorales, les bureaux de votes, les bulletins et les urnes ; veiller à l'impression des bulletins et assurer leur protection ; choisir les scrutateurs et les responsables du dépouillement ; superviser l'organisation de la sécurité du scrutin.

tué exclusivement de personnalités ou d'organisations dont nous savions qu'elles étaient peu ou prou inféodées aux décideurs : la position du leader du FFS, Hocine Aït-Ahmed, qui était clairement partisan de la poursuite du processus électoral et qui refuserait tout marchandage. Le FLN était aussi très partagé et le clan de Abdelhamid Mehri – un proche du président Chadli Bendjedid –, loin de prêter allégeance aux généraux, n'était pas disposé à marcher dans leur « combine ».

Accompagné du commandant Amar Guettouchi, j'ai rendu visite à Chérif Abderrahmane Méziane, le *wali* d'Alger, au secrétaire général du ministre de la Justice, aux responsables de partis comme Mahfoud Nahnah (Hamas), Mohamed Abbas Allalou (APUA), Abdelkader Belhai (RNA). Paradoxalement, ce sont ces chefs de partis et non les « officiels » qui étaient les plus favorables à l'annulation du scrutin, alors même que – nous étions bien placés pour le savoir – la fraude ou l'intimidation n'avaient joué qu'un rôle minime dans les résultats du premier tour [1].

Le 27 décembre, le président Chadli Bendjedid recevait Abdelkader Hachani au siège de la présidence pour lui confirmer son vœu de respecter le choix populaire, réaffirmant qu'il était prêt à accepter la « cohabitation ». Les généraux Khaled Nezzar, Larbi Belkheir et Mohamed Lamari réagirent en organisant deux « conclaves » secrets de la direction de l'armée, les 28 et 30 décembre, au siège du commandement des forces terrestres à Aïn-Naâdja. Y étaient présents pratiquement tous les officiers supérieurs de l'ANP, du ministère de la Défense nationale et de l'état-major, soit une cinquantaine de personnes. À cette occasion, les chefs de l'armée invitèrent fermement les participants à signer (et à faire signer par leurs collaborateurs) un texte demandant la « destitution du président de la République qui cherche par sa politique de compromission à envoyer les officiers de l'ANP à la potence ».

Cette étrange « pétition », j'en prendrai connaissance le 4 janvier, par les colonels Sadek et Fodhil Chérif. Datée du

1. Contrairement à ce qui sera affirmé par certains au lendemain du premier tour ; selon eux, près de neuf cent mille électeurs n'auraient pu voter, car ils auraient été privés de leur carte par les municipalités du FIS. Comme nous avons surveillé de près le déroulement du scrutin, je peux affirmer que la fraude est restée très limitée, portant tout au plus sur dix mille ou quinze mille cas.

29 décembre, elle expliquait en substance : « L'ANP, fidèle à son devoir, s'engage à sauvegarder le caractère républicain de l'État algérien conformément à la Constitution. Face à la dérive du président de la République, elle s'engage à prendre toutes ses responsabilités, et s'oppose à l'instauration d'un État islamique. » J'ai appris que la pétition avait été soumise à l'ensemble des officiers « sûrs », pour la plupart des francophones – le texte était rédigé en français et non en arabe –, non sans précautions : les chefs de corps invitaient individuellement les officiers supérieurs sous leur ordre, leur exposaient la situation, enregistraient leur réaction et s'ils étaient réceptifs, alors le chef de corps leur proposait de la signer.

Le ministre de l'Intérieur, le général Larbi Belkheir, était le grand maître de ces manœuvres. Mais, comme il avait publiquement déclaré que les élections s'étaient déroulées dans la transparence et l'honnêteté, il ne pouvait plus se déjuger et les invalider sur la base des contestations des autres partis en lice. La seule alternative qui restait était de trouver un prétexte pour justifier l'annulation du processus électoral.

Dans ces conditions, les spéculations allaient bon train et une campagne d'intox sans précédent a été déclenchée. Sur ordre du général Toufik, les cadres du DRS – y compris mon propre service, le SRA – et leurs agents ont été chargés de colporter toute une série de rumeurs autour du même thème : le FIS allait se servir de la démocratie pour parvenir au pouvoir afin d'instaurer une république islamique et imposer la *chari'a*. La propagande des relais médiatiques aidant, la rumeur est allée crescendo, jusqu'à attribuer au FIS la volonté d'instaurer un régime similaire à celui des mollahs en Iran, synonyme de dictature et où la femme n'aurait aucun droit...

La presse francophone a déformé les propos des dirigeants du FIS, en particulier ceux de Abdelkader Hachani, Rabah Kébir et Mohamed Saïd, pour alarmer l'opinion en prétendant que les islamistes allaient « chasser les élites francophones et les remplacer par des Soudanais ou des Iraniens ». Tout comme elle a sciemment déformé les propos de Mohamed Saïd pour lui faire dire que « les Algériens doivent se préparer à modifier leur style de vie et à changer leurs habitudes vestimentaires et alimentaires ».

Une action de propagande a également été poursuivie (elle avait en fait été engagée depuis près d'un an) en direction du

gouvernement français pour le sensibiliser sur une prétendue menace de « boat people » – l'exode massif d'Algériens fuyant la dictature intégriste – en cas d'instauration d'un régime théocratique en Algérie. Et pour mettre en avant le « risque de contagion » au Maghreb : le Maroc et la Tunisie seraient déstabilisés et sombreraient eux aussi dans l'intégrisme, ce qui mettrait en péril les intérêts stratégiques de l'Occident dans la région...

Mais en ces journées décisives, la mobilisation anti-FIS se conduisait aussi sur d'autres fronts. Dès le 28 décembre, Abdelhak Benhamouda était « briefé » par le DRS pour mobiliser les travailleurs de l'UGTA afin de « barrer la route aux islamistes »[1]. Le 29, il tenait une réunion au siège du syndicat avec des représentants de diverses associations, à l'issue de laquelle Abdelhafid Sanhadri, qui représentait les cadres de l'administration publique, était désigné « coordinateur » de ce qui allait devenir le « Comité national pour la sauvegarde de l'Algérie » (CNSA). Officiellement créé le 30 décembre (et rejoint à cette occasion par de nombreuses organisations et personnalités de la « société civile », dont la militante féministe Khalida Messaoudi), ce « front contre l'intégrisme » était agréé par les autorités – célérité sans précédent – dès le lendemain. Le 30 décembre, le CNSA appelait à « sauver la démocratie et faire barrage au FIS en empêchant la tenue du second tour ». Et, sans crainte de la contradiction, il appelait également à participer à la manifestation organisée à Alger par le FFS, le jeudi 2 janvier 1992 (alors que l'objectif clairement affiché de cette manifestation était de mobiliser les authentiques démocrates, à la fois pour que le second tour ait bien lieu et pour que tous – en particulier les nombreux abstentionnistes – votent contre le FIS[2]).

1. En juin 1995, j'apprendrai par le colonel Abdou (ex-directeur de la coopération, que je recevais à Bonn) que Benhamouda avait eu au moins trois rencontres avec le général Toufik et le colonel Salah (responsable du Service de presse et de documentation du DRS) entre le 28 décembre et le 2 janvier.

2. Comme par hasard, à la veille et au lendemain de cette gigantesque manifestation, la presse « indépendante » célébra dans ses titres Hocine Aït-Ahmed comme un « chef historique » de la guerre d'indépendance, alors que, depuis trois ans, elle traînait régulièrement dans la boue le leader du FFS... Le sens de ce revirement, qui restera bien sûr sans lendemain, apparaîtra très vite, les « éradicateurs » du CNSA affirmant sans rougir que la manifestation visait à demander l'annulation du second tour, alors que c'était l'inverse ! Comme souvent en Algérie, « plus c'est gros, plus ça passe »...

Le 1er janvier, Benhamouda et Sanhadri rendaient compte de leur démarche au général Toufik. Puis, sur le conseil de ce dernier, ils étaient reçus au ministère de la Défense nationale par les généraux Khaled Nezzar et Benabbès Ghezaïel. Ces derniers les chargèrent de prendre langue avec les responsables du FLN et du FFS, pour les sonder et tenter d'infléchir leur position sur le maintien du second tour. Au même moment, le général Khaled Nezzar rencontrait Hocine Aït-Ahmed, le président du FFS, lui donnant des assurances sur la poursuite du processus électoral et sur le fait que l'armée n'interviendrait pas.

Tout cela n'était évidemment qu'un « habillage ». En vérité, les décideurs militaires, dès le lendemain du premier tour, avaient décidé de suspendre le cours des élections. Et la constitution du CNSA, à leur initiative, allait leur servir de prétexte pour justifier cette décision par la nécessité de « répondre à l'appel de la société civile afin de sauver les fondements républicains de l'État menacés par les islamistes ».

Préparatifs

Le mercredi 1er janvier 1992, le colonel Smaïl Lamari m'appela vers 14 heures pour me dire de me rendre immédiatement chez le général Mohamed Lamari et de me mettre à sa disposition, comme en juin 1991. Il me fit part pour la première fois d'une solution « à la turque » (m'affirmant en substance que l'armée allait prendre directement en charge les problèmes du pays, afin de mettre un terme au chaos engendré par la démocratie). Le temps d'aller chez moi et d'enfiler l'uniforme, j'arrivais vers 15 heures au MDN. La réunion était pratiquement terminée : je suis arrivé au moment où le général Mohamed Lamari était en train de saluer le général Abdelmalek Guenaïzia, le chef d'état-major général de l'armée, qui quittait la réunion.

Le général Mohamed Lamari, décontracté et souriant, me demanda de rejoindre le colonel Brahim Fodhil Chérif à Aïn-Naâdja, ajoutant d'un ton enjoué : « Profite du week-end en famille, veille à ce qu'elle ne manque de rien. À partir de samedi, tu reprends les " affaires ", c'est une mission top secret et ramène avec toi tous tes dossiers et une quinzaine d'officiers,

ceux en qui tu as une totale confiance pour la conduite de cette mission qui va engager l'avenir du pays. »

J'avais tout de suite deviné qu'il s'agissait de la préparation d'un coup d'État qui devait renverser le président Chadli Bendjedid. C'était ce que j'avais pressenti deux jours plus tôt : alors que mes informations se précisaient sur la mise à l'écart de Chadli, j'avais pris l'initiative (mais aussi le risque) d'aller à Blida pour informer le colonel Malek Bendjedid, frère du président et adjoint du chef de la 1re région militaire, de la conspiration qui couvait.

Il m'avait reçu comme à l'accoutumée, très joyeux, plaisantant et semblant totalement ignorer le complot qui se tramait : « Que penses-tu des élections ? Quel est ton avis sur la cohabitation ? » Je lui ai répondu d'un ton grave : « À l'heure qu'il est, l'important ce n'est ni les élections ni la cohabitation, nous sommes des militaires qui respectons la Constitution et nous nous mettrons au service de l'Algérie quel que soit le président ou le parti au pouvoir. Je suis ici par loyauté, en tant que légaliste plutôt qu'en tant qu'ami. Il y a une conspiration contre le président de la République et je viens faire mon devoir en vous mettant en garde contre le complot qui s'ébauche, car vous êtes le frère du président. » Après une bonne minute de silence, visiblement surpris, il me dit : « Comment es-tu au courant de tout cela ? »

« Des généraux qui incitent l'armée à la rébellion, deux conclaves consacrés à la " politique " tenus à Aïn-Naâdja, une pétition demandant le départ de Chadli qui a circulé dans le milieu des officiers supérieurs, ça ne vous suffit pas ? » Puis j'ajoutais : « Je suis un officier de la SM et mon travail est de recueillir des renseignements. Par ailleurs, étant membre de la commission chargée des préparatifs du second tour des élections, j'ai reçu l'ordre de ne pas y participer. C'est clair : si le représentant de l'ANP ne participe pas, cela veut dire que le second tour des élections ne se tiendra pas. Attention, les généraux sont en train de fomenter un coup d'État déguisé et vous êtes prévenu. »

Je venais de le convaincre et il m'avoua : « Ah ! Je comprends à présent pourquoi le général Toufik ne répond plus à mes appels téléphoniques et ne prend même pas la peine de me rappeler, lui qui était si prompt auparavant. » Puis, dans la confi-

dence, il ajouta : « De toute manière, le président a pris la décision de limoger dans les prochains jours les généraux Mohamed Médiène [Toufik] et Khaled Nezzar, qui seront remplacés respectivement par Kamel Lahrèche [un ancien officier des services, ex-directeur de la DRE (Direction des relations extérieures) et ex-directeur de la DGSN (Direction générale de la sûreté nationale) et qui était alors sans fonction, *N.d.A.*] et Dib Makhlouf [général qui commandait la Garde républicaine, *N.d.A.*] ». La suite des événements allait montrer à quel point le président se faisait des illusions sur son (maigre) pouvoir.

Les 2 et 3 janvier, j'eus donc droit à un week-end de « repos », le premier depuis juillet 1990. J'en profitais pour me rendre à Oran, accompagné de Merouane Tabti, le secrétaire général de la Fédération algérienne des jeux d'échecs, pour assister à la remise de prix au nouveau champion d'Algérie Lahouari Meslem [1]. De nombreux hommes de mon service ne comprirent pas comment leur responsable pouvait bénéficier d'une « détente », alors qu'ils étaient en état d'alerte numéro un et que, précisément ce jour-là, le FFS de Hocine Aït-Ahmed organisait à Alger une imposante manifestation qui mobilisa près de huit cent mille personnes, derrière le mot d'ordre « Ni État intégriste, ni État policier ».

Le samedi 4 janvier, débuta pour nous l'« isolement ». J'étais en place au CFT de Aïn-Naâdja en tant que responsable de la cellule de renseignement du PCO, chargée de la collecte d'informations en provenance des trois services de sécurité : DRS, DGSN et gendarmerie nationale. Une fois le dispositif mis en place, le 5 janvier, j'ai reçu l'ordre du colonel Smaïn de communiquer une copie de mes rapports à la Cellule analyse et documentation (CAD), installée au siège du DRS à Delly-Brahim. Cette nouvelle structure, placée sous l'autorité du commandant Belaïd Benali, dit Alili (responsable du Bureau d'évaluation et de synthèse, qui n'est autre que le fichier central du DRS), venait d'être créée pour superviser l'administration de l'état d'urgence qui allait être décrété un mois plus tard, mais aussi pour protéger les sources importantes du DRS et mener des opérations à l'insu des unités de l'ANP. Par la suite, j'ai ainsi

1. Je dois préciser qu'à cette époque, j'étais le président de la Commission nationale des échecs par correspondance et membre du bureau fédéral de la Fédération algérienne des jeux d'échecs.

reçu personnellement des directives pour ne pas transmettre à l'état-major les rapports dans lesquels étaient impliqués nos agents (des islamistes retournés ou des sous-officiers du DRS ayant rejoint les maquis en se faisant passer pour des déserteurs de l'armée). Motif avancé : la protection des sources et le cloisonnement, mais aussi le manque de confiance de nos chefs vis-à-vis de certains militaires qui participaient à la lutte contre l'intégrisme.

En plus de la cellule de renseignement, tout se mettait en place : le commandant Redouane Sari, chef du service informatique de l'armée, a installé ses ordinateurs pour nous faciliter la gestion des données et des fichiers. Dans le même temps, des unités aéroportées avaient été stationnées à Aïn-Naâdja et des unités blindées (prétendument pour assurer la protection de la capitale) ramenées de la 3e région militaire (sud-ouest). Les unités de transport et de logistique chargées du ravitaillement (habillement, munitions, rations de combat, véhicules...) furent placées à Blida, ville garnison proche de la capitale.

Je dois dire que la majorité des officiers de l'ANP de ma génération (dont beaucoup ne saisissaient pas encore très bien les enjeux) était favorable à l'interruption du processus électoral. Ces officiers souhaitaient la mise à l'écart de Chadli et s'opposaient farouchement à l'instauration d'un régime de « mollahs ». Quant à moi, je refusai tout aussi résolument la perspective d'une république islamique, car je considérais que la religion est une affaire privée et je croyais sincèrement que les fondements de la république étaient menacés ; mais j'étais partisan de la poursuite des élections, quitte à prononcer plus tard la dissolution du Parlement élu, ce qui entrait dans les prérogatives constitutionnelles du président de la République.

Quoi qu'il en soit, il est certain que la plupart d'entre nous ont cru qu'une victoire du FIS serait fatale à l'Algérie et que nos vies étaient menacées comme cela avait été le cas en Iran ou au Soudan. C'est ce réflexe – ou cet endoctrinement –, entretenu par le commandement, et notre attachement au caractère républicain de l'Algérie qui nous ont fait perdre notre objectivité durant cette période critique, puisque nous considérions le FIS comme une menace sérieuse et non plus comme un parti politique. Fort de ce soutien, sous prétexte de « sauver l'Algérie » et de sauvegarder le caractère républicain des institutions de l'État algérien, les généraux avaient décidé de « squatter » le pays.

Le coup d'État

À partir du 4 janvier, la machine de guerre inspirée du « plan d'action global », conçu par les généraux Larbi Belkheir et Khaled Nezzar en décembre 1990, entra donc dans sa phase finale : celle de la liquidation du FIS, tâche qui fut confiée au général Mohamed Lamari et à son chef d'état-major au CFT, le colonel Brahim Fodhil Chérif.

Mais auparavant, il fallait se débarrasser du président Chadli. La semaine du 4 au 10 janvier fut mise à profit par les généraux putschistes (que l'on appellera plus tard les « janviéristes ») pour préparer les textes, chercher le scénario idéal, choisir les personnalités susceptibles de « marcher » avec eux et entamer les tractations avec Mohamed Boudiaf, figure historique de la révolution algérienne qui avait été contraint à l'exil au Maroc en 1963 [1].

Cependant, avant d'arrêter leur choix sur Mohamed Boudiaf pour remplacer Chadli, les militaires janviéristes, fort soucieux de se cacher derrière une façade civile, avaient envisagé d'autres possibilités. Les noms de personnalités charismatiques comme Ahmed Ben Bella, Hocine Aït-Ahmed et même Ahmed Taleb Ibrahimi furent ainsi successivement évoqués. Mais ils furent tous écartés : Ben Bella, jugé « revanchard », risquait de demander des comptes ; Aït-Ahmed, en bon démocrate, a décliné le « cadeau empoisonné » ; quant à Taleb, il a été récusé par ceux qui le qualifiaient d'« imam en costume-cravate ». Ne restait donc que la « carte Boudiaf », malgré sa déclaration du 5 janvier 1992 à l'hebdomadaire *Jeune Afrique* (« L'armée doit respecter le choix du peuple »).

Cette « carte », au demeurant, avait été envisagée de longue date, prouvant que le plan de liquidation du FIS était à l'étude depuis longtemps. Dès décembre 1990, Ali Haroun avait été

1. Né le 23 juin 1919 à M'Sila et figure emblématique de la révolution algérienne, Mohamed Boudiaf, connu sous le pseudonyme de Tayeb El Watani, a été l'un des premiers dirigeants à avoir déclenché la révolution armée, en 1954. À l'indépendance, il s'opposera au pouvoir hégémonique de Ben Bella ; arrêté en 1963, il quittera l'Algérie et créera un parti d'opposition, le PRS (Parti de la révolution socialiste), qu'il dissoudra à la mort de Houari Boumediene. Durant son exil au Maroc, Boudiaf s'occupait de sa briqueterie à Kenitra.

dépêché au Maroc pour rendre une « visite amicale » au vieil opposant. Et en 1991, j'avais été personnellement chargé par le chef de la DCE de lui envoyer deux journalistes, un arabisant (Azzedine Boukerdous – il deviendra fin 1992 directeur général du quotidien étatique *Achaab*) et un francophone (Amer Oumalou, ex-directeur de l'imprimerie de Guelma). Le but était de sonder Boudiaf, pour le sortir éventuellement de l'anonymat (mais j'ignorais évidemment le dessein ultime de cette démarche). Les impressions ramenées par les deux journalistes étaient qu'il était dépassé par les événements et coupé des réalités du pays. D'où son oubli jusqu'au fameux 9 janvier 1992, date à laquelle Ali Haroun fit appel à son fils Nacer Boudiaf pour rétablir un contact avec le « père de la révolution ».

Ce jeudi 9 janvier, nous avons remarqué un va-et-vient inhabituel au Commandement des forces terrestres de Aïn-Naâdja, où défila tout le gratin des officiers supérieurs, y compris Nezzar et Belkheir, à l'exception du général Toufik – mais celui-ci était en contact permanent avec eux et il était suffisamment bien représenté par les Smaïl Lamari, Kamel Abderrahmane et Sadek Aït-Mesbah, et aussi par les colonels Saïd (dit De Gaulle) et Hamzaoui de la DCSA.

Les réunions et les discussions (avec les chefs de régions, les membres de l'état-major, puis des chefs de corps...) se succédaient à une allure infernale. Le problème était qu'il fallait trouver un scénario acceptable. Pour ma part, j'étais au courant de la préparation du coup d'État, mais j'ignorais totalement la manière dont il allait être conduit. En dehors du travail d'exploitation des renseignements et de coordination des relations avec l'administration, je n'ai été consulté que sur un seul aspect : celui de la protection des points sensibles et névralgiques par les troupes de l'ANP (siège de la télévision, banque centrale, aéroport, palais du gouvernement...). C'était suffisant pour deviner ce que cachaient ces préparatifs.

Ce jeudi en début d'après-midi, j'ai même vu une personnalité civile au siège du CFT : il s'agissait du ministre de la Communication, Aboubakr Belkaïd, proche du cercle des « décideurs », venu recevoir les instructions à communiquer à la presse et aux médias. En le voyant, alors que nous quittions le mess des officiers, les colonels Sadek Aït-Mesbah et Kamel Abderrahmane plaisantèrent après la boutade lancée par ce dernier : « Ce soir,

je ne sais pas s'il y aura un méchoui... » (traditionnellement, un méchoui était toujours organisé à l'occasion de la célébration d'un événement ou lors de la visite d'un ministre ou d'une haute personnalité civile dans les quartiers de l'armée).

Le 10 janvier, Ali Haroun, mandaté par les généraux, se rendait au Maroc pour y rencontrer Boudiaf et le persuader de retourner au pays. Après moult hésitations, l'ex-chef du PRS acceptera de faire un saut de vingt-quatre heures à Alger afin de juger sur place.

Le 11 janvier, vers 12 heures, le colonel Sadek vint me dire de ne pas rater les informations télévisées de 20 heures : « Il va y avoir du nouveau », m'expliqua-t-il sans donner plus de détails. Vers 17 heures, il finit par me mettre dans la confidence : le président Chadli Bendjedid avait accepté d'être renversé de façon « soft » et sans effusion de sang. De fait, le soir même, avec une heure de retard sur l'horaire habituel [1], le JT s'ouvrait sur ce qui serait la dernière allocution du président : visiblement sous le choc, celui-ci faisait part au peuple de sa « démission ».

Le second tour des élections, prévu pour le 16 janvier, n'aurait pas lieu ! Le processus électoral était annulé, l'expérience démocratique mise au placard et le FIS, grand vainqueur de la consultation populaire, venait d'être floué ! Un véritable hold-up que beaucoup d'islamistes ne digéreront pas. La seconde guerre d'Algérie venait de commencer.

Le scénario visant à donner une couverture légale au coup d'État des « janviéristes » était particulièrement tordu. Une fois obtenu l'accord de Chadli pour quitter le pouvoir, le 10 janvier, celui-ci fut invité à signer le décret de dissolution de l'APN (Assemblée populaire nationale), décret antidaté du... 4 janvier. Ce qui créait une situation non prévue par la Constitution, puisque celle-ci stipulait que, en cas de démission, de décès ou d'incapacité du président de la République à assumer ses fonc-

1. Au dernier moment, après avoir accepté, sous la contrainte, de partir, le président Chadli s'était ravisé et fit de la résistance. Le 11 janvier, en fin d'après-midi, le général Nezzar est allé le voir à Zéralda (la résidence présidentielle) en compagnie des généraux Mohamed Lamari et Abdelhamid Djouadi (chef de la 4e région militaire et ami de Chadli) : lors de cette réunion orageuse, Khaled Nezzar n'hésita pas à molester physiquement le président ; après lui avoir assuré de solides garanties (il conserverait sa villa à Oran et bénéficierait d'un véhicule de service, aucune poursuite ne serait engagée contre lui et les membres de sa famille pour leurs « affaires » d'enrichissement personnel), le président finit par céder.

tions, l'intérim devait être assuré par le président de l'APN. Or, ce dernier, Abdelaziz Belkhadem, étant jugé proche de la mouvance islamique, les généraux n'en voulaient pas, d'où l'astuce d'antidater la dissolution de l'APN. Ils avaient bien tenté de convaincre le président du Conseil constitutionnel, Abdelmalek Benhabylès, de leur servir de marionnette à la tête de l'État, mais celui-ci refusa.

Du coup, les putschistes eurent l'idée d'utiliser un artifice parfaitement anticonstitutionnel, mais efficace. Le 12 janvier, le Haut Conseil de sécurité (HCS), une institution purement consultative mais qu'ils contrôlaient [1], « constatait » l'impossibilité de poursuivre le processus électoral. Et, deux jours plus tard, le HCS décidait que la direction de l'État serait désormais assurée, pendant deux ans, par une nouvelle entité, le HCE (Haut Comité d'État), fiction politique créée pour l'occasion et dont la présidence fut confiée à Mohamed Boudiaf. Ce dernier effectuera son retour officiel en Algérie le 16 janvier, après vingt-huit ans d'exil en France et au Maroc; lors de sa visite « incognito » à Alger, quelques jours plus tôt, le général Nezzar lui avait hypocritement assuré qu'il mettait l'armée à sa disposition.

Outre Boudiaf, qui garantissait la légitimité historique, le HCE était composé d'hommes sûrs : le général Khaled Nezzar lui-même, Tidjani Haddam (médecin, ex-ambassadeur d'Algérie en Arabie Saoudite et recteur de la mosquée de Paris, pour satisfaire les pays musulmans et les islamistes modérés), Ali Kafi (ex-colonel de la *wilaya* II, ex-ambassadeur et responsable de l'Organisation des *moudjahidine*, qui apportait la caution des anciens combattants de la guerre de libération), Ali Haroun (avocat, ex-responsable de la Fédération de France du FLN pendant la guerre de libération et ministre des Droits de l'homme, dans le but de leurrer les démocrates et les berbéristes). Un savant dosage, où l'équilibre régional n'était pas négligé.

1. Au terme de la Constitution, le HCS était composé de six membres : le Premier Ministre, les ministres de la Défense, des Affaires étrangères, de l'Intérieur et de la Justice, et le chef d'état-major de l'ANP. Soit trois généraux sur six : Larbi Belkheir (Intérieur), Khaled Nezzar (Défense) et Abdelmalek Guenaïzia (chef d'état-major). Les trois civils, Sid Ahmed Ghozali (Premier Ministre), Lakhdar Brahimi (Affaires étrangères) et Hamdani Belkhelil (Justice), étaient en plein accord avec eux.

Cette structure concoctée par les généraux constituait une nouvelle ruse permettant de gagner du temps et d'arracher un soutien international, afin d'éviter les critiques que le coup d'État militaire susciterait ainsi que d'éventuelles sanctions de la communauté internationale.

Répression tous azimuts

Tandis que cette façade civile se mettait en place, les « janviéristes » organisaient le dispositif de répression anti-islamiste. Celle-ci allait être brutale, mais aussi menée de bien étrange façon, comme s'il s'agissait de tout faire pour encourager la violence islamiste, au lieu de chercher à la juguler.

Le 4 janvier, comme je l'ai dit, j'arrivais donc au CFT d'Aïn-Naâdja, avec mes hommes et mes dossiers d'individus suspects, pour assurer la « mission qui va engager l'avenir du pays » dont m'avait chargé le général Mohamed Lamari. Lors d'une séance de travail présidée par le colonel Sadek Aït-Mesbah, il a été décidé d'arrêter immédiatement les islamistes jugés dangereux. Notre liste de personnes à arrêter comprenait les membres du *majless ech-choura* du FIS, les présidents d'APC et d'APW, les candidats du FIS aux législatives (dont ceux qui venaient d'être élus au premier tour), les responsables des bureaux communaux, les étudiants et syndicalistes (dont ceux du Syndicat islamique du travail) fichés comme sympathisants du FIS, et surtout les extrémistes susceptibles d'appeler au *djihad* : imams virulents, anciens d'Afghanistan, membres du MIA, d'El-hidjra oua at-takfir et du groupuscule Daawa oua tabligh (Prédication et Transmission). Cela représentait en tout mille cent à mille deux cents personnes pour Alger et sa région (Blida, Larbaâ, Boumerdès, Médéa, Chlef...).

Mais l'opération n'a pas eu lieu comme prévu : un ordre d'annulation a été donné, tard dans la soirée, par le général Smaïn. Plus tard, le nombre des personnes à arrêter sera revu à la hausse : Larbi Belkheir, le ministre de l'Intérieur, voulait beaucoup plus d'arrestations. Plusieurs centaines de personnes seront arrêtées dès les 11 et 12 janvier, mais c'est surtout à partir de la fin janvier que surviendront des milliers d'arrestations de militants et sympathisants du FIS. Elles épargneront, curieuse-

ment, les éléments extrémistes qui figuraient dans nos fichiers. En fait, les rafles seront menées à l'aveuglette, comme si l'on cherchait volontairement à radicaliser le mouvement et à pousser les jeunes à la haine de l'État.

Pourtant, au lendemain de la démission forcée de Chadli, la situation était assez calme : nos renseignements opérationnels indiquaient que les islamistes étaient majoritairement favorables non pas à passer à l'action armée, mais à résister à ce « putsch militaire » contre la confiscation de la victoire électorale du 26 décembre. La police reçut des instructions pour surveiller les abords des mosquées et filmer discrètement les militants du FIS qui appelaient à la contestation... Et les éléments infiltrés du service de surveillance de la SM avaient également reçu des ordres pour assister à toutes les réunions des responsables du FIS.

La situation semblait donc sous contrôle, quand, le 20 janvier, le HCE promulgua une loi interdisant les rassemblements aux abords des mosquées, devenus habituels, depuis des années, lors de la prière hebdomadaire de chaque vendredi. Cela ressemblait fort à une provocation.

D'autant plus que, le 22 janvier, Abdelkader Hachani était arrêté (à Badjarah, par les commandants Guettouchi et Hamou) sur ordre du général Toufik, au motif qu'il avait appelé, dans un communiqué publié par le quotidien *Al Khabar*, les militaires et les policiers à désobéir aux ordres de leurs chefs si ceux-ci apparaissaient « contraires au choix du peuple » (il est certain que les responsables de l'ANP avaient peur de voir une partie de l'armée ou des forces de sécurité se retourner contre eux).

Ces décisions allaient plonger le pays dans le chaos : dans le mois qui suivit, les rassemblements du vendredi devant les mosquées de tout le pays seront brutalement réprimés par l'armée, déclenchant un cycle protestation/répression qui se soldera par des dizaines de morts, des centaines de blessés et des milliers d'arrestations.

Quand ces opérations d'arrestations ont commencé, nous étions loin, à notre niveau, d'envisager des internements massifs. Car pour nous, il était surtout question de prévenir des débordements et de ne neutraliser que les individus dangereux susceptibles de troubler l'ordre public. En considérant les autres villes comme Constantine, Bel-Abbès, Annaba, Oran, Jijel, le

chiffre n'aurait jamais dû excéder les deux mille arrestations. Mais fin janvier, le général Larbi Belkheir, en tant que ministre de l'Intérieur, donna l'ordre aux *walis* de réquisitionner la force publique pour « faire embarquer » le maximum d'islamistes. Par excès de zèle ou par inconscience, les policiers s'acharnaient sur toute personne portant la barbe ou le *kamis* et sur tout individu jugé « suspect » se trouvant à proximité d'une mosquée.

C'est en invoquant l'agitation provoquée par cette répression que le commandement de l'armée a réussi à convaincre Mohamed Boudiaf de la nécessité d'interner les « dangereux islamistes ». Le 9 février, le président du HCE signait le décret instaurant l'état d'urgence, qui prévoyait notamment (article 5) : « Le ministre de l'Intérieur peut ordonner l'internement de toute personne dont l'activité se révèle dangereuse pour l'ordre et la sécurité publics et le fonctionnement des services publics dans un centre de sûreté établi dans un lieu précis. Ces centres de sûreté sont créés par décret du ministre de l'Intérieur. » En ordonnant cette grave restriction des libertés, le président du HCE endossait une lourde responsabilité, alors même que cette idée des « centres de sûreté », d'inspiration coloniale, était celle de Larbi Belkheir.

L'état d'urgence visait à renforcer le pouvoir des services de sécurité puisqu'il légitimait désormais les interpellations et arrestations de « suspects », ainsi que la prolongation de la durée des gardes à vue (huit jours au lieu de quarante-huit heures), les perquisitions de domicile et les mises sous écoute sans décision préalable de la justice, etc. Bref, tous les abus étaient permis, et l'impunité totalement assurée. Tout opposant sérieux devenait suspect et pouvait donc être facilement séquestré. Ces méthodes dignes des dictatures sud-américaines ne laissaient qu'un seul choix : l'allégeance aux généraux.

Un centre d'« accueil » et de tri des islamistes arrêtés, confié au commandant Mohamed Benabdallah, fut installé à la caserne du Haras El-Djemhouri du Lido (à l'est d'Alger). Des gendarmes lui furent affectés pour les auditions et les interrogatoires. La base aérienne de Boufarik fut mise en état d'alerte pour permettre aux avions de l'armée d'assurer les liaisons et de transférer les personnes arrêtées vers les camps de sûreté installés, à partir de la mi-février, au sud du pays (Aïn-Mguel, Bordj Omar Idriss, Reggane, Tamanrasset, Oued Namous...).

En moins de deux mois, près de treize mille hommes jugés « extrémistes » y furent internés, dont beaucoup n'avaient rien à voir avec l'intégrisme, ni même avec le FIS d'ailleurs, car arrêtés par des policiers zélés ou sur la base de dénonciations calomnieuses.

Compte tenu des conditions de détention (chaleur, promiscuité, humiliation...) et de l'injustice ressentie face à cette mesure arbitraire, il n'y avait rien de mieux pour développer le sentiment anti-pouvoir et radicaliser le mouvement. De plus, ces arrestations permettaient aux militants islamistes provenant de régions différentes de se connaître (ce qui, plus tard, favorisera la constitution d'efficaces structures de soutien pour ceux d'entre eux qui s'engageront dans la lutte armée après leur libération ; ainsi, un islamiste de Jijel pouvait opérer à M'Sila, celui de Dellys pouvait mener des actions terroristes à Djelfa...).

Comme nous avions infiltré quelques taupes dans ces centres afin de nous renseigner sur l'état d'esprit des islamistes, leurs projets futurs, les moyens de liaisons qu'ils comptaient développer, etc., il sera très facile par la suite, pour certains services du DRS, d'exploiter ce sentiment de *hogra* (mépris et injustice) dont furent victimes beaucoup de jeunes pour les inciter à l'action violente, à prendre le maquis et à les utiliser contre des objectifs bien précis.

Mais en vérité, la manipulation de la violence islamiste avait déjà commencé.

Les attentats de la rue Bouzrina et de l'Amirauté

Le samedi 8 février, le téléphone retentit, alors que je venais à peine de raccrocher mon combiné après avoir félicité ma mère qui fêtait ce jour-là son anniversaire, m'excusant de ne pouvoir être présent à Annaba, où elle réside depuis sa naissance.

« Lahbib, tu peux venir s'il te plaît ? », annonçait la voix du colonel Smaïn à l'autre bout du fil. Je pensais immédiatement que c'était pour évoquer l'état d'urgence, qui allait être décrété le lendemain (j'étais au courant de cette disposition depuis trois ou quatre jours déjà) ; à moins qu'il ne s'agisse de faire l'évaluation des événements sanglants de la veille à Batna, ville située à quelque quatre cents kilomètres de la capitale (lors de la prière

du vendredi, des manifestations avaient été réprimées par l'armée, faisant plus de cinquante morts).

En arrivant à Ghermoul (le siège de la DCE), je remarquais une première anomalie : le capitaine Saïd Lerari, dit « Saoud » (il sera muté à Lille en 1993 en tant que vice-consul), participait à la réunion, mais pas son chef, le commandant Achour Boukachabia, sous-directeur à la DCE. Généralement, un responsable ne se fait remplacer par son adjoint qu'en cas d'absence, ce qui n'était pas le cas ce jour-là pour le commandant Boukachabia (vu la réputation de légaliste de ce dernier, je le comprendrai plus tard, Smaïn n'avait pas voulu l'associer à un coup tordu).

La réunion concernait en fait l'évaluation de la situation en ces moments de « révolte islamique » : il s'agissait de faire le point sur les chefs du FIS encore en liberté, et sur les moyens d'intégrer ou plutôt d'impliquer les forces de police et de l'ANP dans la guerre totale contre les islamistes. Le colonel Smaïn, qui avait élu domicile au ministère de l'Intérieur, était en effet mécontent du désengagement des policiers, qui traînaient dans les ruelles et les cafés de la capitale sans faire assez preuve, à ses yeux, de présence physique susceptible de tenir en respect les islamistes. Il ne dissimulait pas une certaine crainte de les voir sympathiser avec le discours du FIS, « injustement privé » de sa victoire électorale et protestant contre les arrestations arbitraires de ses militants...

Dans son intervention, mêlant colère et cynisme, il demanda si nos fiches comprenaient des policiers de la DGSN connus pour leur sympathie avec le FIS, car désormais, « ce sera comme en Tunisie » : « Il n'est plus question de tolérer des sympathisants islamistes au sein des corps de sécurité, ni au sein de l'ANP. » Le colonel Kamel Abderrahmane, chef de la DCSA, allait se charger de faire le nettoyage dans les rangs de l'armée, et lui, Smaïn, s'occuperait des « civils »; voilà comment étaient réparties les tâches [1].

S'il avait parlé de policiers « ripoux », j'aurais pu lui remettre une liste qui, sans être exhaustive, aurait comporté au moins une centaine de noms. Mais parler de policiers sympathisants isla-

1. Peu après cette réunion, le colonel Smaïn passa à l'acte en écartant lui-même trois excellents officiers de la DCE (le commandant Benyamina Djaber, le commandant Hadj Tarek, responsable de l'administration et du personnel, et le commandant Toufik, responsable du matériel au CPO), sous le prétexte fallacieux d'être des sympathisants du FIS. Alors que ces trois officiers, certes musulmans pratiquants, n'avaient aucun lien avec l'intégrisme.

mistes, cela n'avait pour moi aucun sens à partir du moment où la constitution de 1989 reconnaissait les partis politiques et que le FIS était encore à ce moment-là un parti légal.

Alors, pour détendre l'atmosphère, je lui dis : « Moi je n'en connais qu'un seul, c'est "Ammi Ahmed" [le commissaire Ahmed Boussouf, chargé du maintien de l'ordre à Alger, célèbre, même à la télévision, pour ses présences hebdomadaires dans les stades à l'occasion des rencontres sportives ou lors des manifestations culturelles, *N.d.A.*], et il est avec nous au Commandement des forces terrestres à Aïn-Naâdja. » Cette boutade tomba à plat. Toujours aussi sérieux, le DCE répliqua : « L'heure n'est pas à la plaisanterie, le pays est menacé, et si on ne fait rien, adieu l'Algérie. »

Puis sur le ton de la confidence, il me dit : « Est-ce que la police intervient aussi directement à votre niveau ? » Il voulait visiblement demander si les policiers participaient activement aux opérations d'arrestations, et s'ils exécutaient les directives du commandement militaire sans se poser de questions. J'ai répondu par l'affirmative, en précisant que son domaine d'intervention se limitait aux seules agglomérations et qu'au-delà, c'était du ressort de la gendarmerie (à cette époque, la répartition du travail, pour les arrestations d'islamistes, obéissait encore aux attributions classiques de chaque service de sécurité : la police agissait dans les grands centres urbains et la gendarmerie en dehors ; les forces spéciales de l'ANP dressaient aussi des barrages pour contrôler les véhicules et les identités des voyageurs). Je comprendrai mieux plus tard le sens de l'insistance de Smaïn : dans les semaines qui suivront, certains proches parents de cadres de la DCE tombèrent mystérieusement sous les balles des groupes terroristes et ces cadres furent alors « encouragés » par Smaïn, qui leur donna carte blanche pour assouvir leur besoin de vengeance – c'est notamment de cette façon que furent fabriquées de véritables « bêtes à tuer »...

Après cette réunion, dans la nuit du 9 au 10 février, le jour même de l'entrée en vigueur de l'état d'urgence, une femme appela le PCO (poste de commandement opérationnel) pour indiquer la présence de deux hommes qui étaient en train de cambrioler un domicile rue Bouzrina, dans la Casbah d'Alger. Ayant reçu l'appel, je le répercutai sur le commissaire Boussouf « Ammi Ahmed », qui était de permanence ce jour-là au CFT.

Moins de cinq minutes plus tard, deux voitures avec sept policiers d'un commissariat proche (celui de Bab Djedid, si mes souvenirs sont exacts) se rendaient sur les lieux.

C'était un traquenard ! Attendus, les six policiers, Nacer-Eddine Hamadouche, Samy Louani, Mourad Mihoub, Omar Moulay, M'hamed Akache et Youcef Bekheda, furent criblés de balles et délestés de leurs armes et des radios qu'ils portaient. Un seul en réchappa en faisant le mort, selon la version qui nous parvint après le drame. Il s'agissait des premiers policiers victimes de la « sale guerre », les premiers d'une très longue liste...

Évidemment, la presse algérienne a immédiatement attribué ce crime aux islamistes, en l'occurrence au groupe armé d'un certain Moh Leveilley, dont j'aurai l'occasion de reparler (voir chapitre suivant). Et le lendemain, au cours d'une opération nocturne, un groupe de commandos-parachutistes de l'ANP, prétendument à la recherche des éléments du groupe armé, a exécuté des témoins oculaires gênants pratiquement au même endroit.

Trois jours après l'affaire de la rue Bouzrina, à quelques centaines de mètres de la Casbah, l'unité militaire de réparation navale au port d'Alger, sise au lieu-dit « L'Amirauté » [1], était attaquée par un groupe. Bilan : dix morts, dont sept militaires et un policier. La presse annonça que l'attaque avait également été menée par le groupe de Moh Leveilley, avec la complicité interne de militaires pro-islamistes. Il s'agissait en fait d'un nouveau coup tordu des services, comme l'a révélé dans son livre l'ex-lieutenant Habib Souaïdia, qui en a appris les détails par l'un des participants à cette opération, un ancien militaire qu'il a connu en prison [2] (détails que mes propres sources me permettront de confirmer). Cette action, codifiée « opération pastèque », avait été montée par les services de la DCSA avec l'aval des plus hauts responsables de l'armée. Au mois de novembre 1991, six militaires (dont deux officiers et quatre élèves-officiers) de l'École navale de guerre avaient été arrêtés pour leurs sympathies islamistes. Après plusieurs jours d'inter-

1. Il s'agit d'un établissement naval relevant de la Marine, réunissant plusieurs bâtiments, dont le siège du Commandement des forces navales (CFN) et l'Erenav (Entreprise de réparation navale, qui employait de nombreux civils et dont le directeur général en 1992 était un certain Zoghlami, proche de la SM).

2. Habib Souaïdia, *La Sale Guerre*, *op. cit.*, page 57.

rogatoires dans les locaux du CPMI à Ben-Aknoun, que dirigeait Bachir Tartag, ils furent quand même remis en liberté à partir de janvier 1992 et réintégrèrent leur unité. Ce qui était parfaitement anormal, compte tenu de la situation explosive du moment et du motif pour lequel ils avaient été arrêtés (ils auraient dû, au minimum, être mutés ailleurs, comme le stipule la réglementation militaire) : la DCSA les avait relâchés en sachant qu'ils allaient organiser cette opération, en liaison avec le groupe de Moh Leveilley.

Peu de temps après ces deux affaires, le lieutenant-colonel Sadek Aït-Mesbah reçut à Aïn-Naâdja un appel téléphonique de la femme qui avait donné le coup de fil de la nuit du 9 au 10 février à propos de la rue Bouzrina. Étant présent dans son bureau, rien ne m'échappa de leur conversation. J'appris ainsi que cette dame était un agent de la SM : elle s'inquiétait du sort de son fils et demandait de ses nouvelles. Le fils en question, âgé de dix-huit ans, faisait partie du groupe de Moh Leveilley, l'un des auteurs présumés des tueries de la rue Bouzrina et de l'Amirauté.

Après ce coup de fil de la mère du « terroriste », je m'étais posé des questions sur les véritables commanditaires de ces actions. Mais je n'imaginais pas que les responsables du DRS puissent être à l'origine de telles monstruosités. Puis, absorbé par les événements, cet épisode est sorti de ma mémoire.

Bien des années après, j'ai eu connaissance des déclarations d'un officier de police en exil, Kamel B., qui avait à l'époque enquêté sur cette affaire. Dans une interview donnée en 1999 à Algeria-Watch [1], il a expliqué que l'enquête de police avait permis de découvrir que, parmi les auteurs de l'assassinat des policiers à la rue Bouzrina, figuraient des membres de l'Amirauté qui avouèrent avoir reçu l'ordre des services de renseignement d'exécuter cet attentat. Cet officier de police ajoutait que les auteurs présumés de cet attentat, montrés à la télévision et présentés comme des sympathisants du FIS, avaient été condamnés à mort par le tribunal militaire, mais qu'il s'agissait en réalité d'une mascarade : l'adjudant qui avait dirigé le groupe d'assassins a été vu plus tard par un de ses collègues, se promenant en toute liberté place des Martyrs à Alger.

1. Kamel B., « À propos de terrorisme... », Algeria-Watch, www.algeria-watch.org/farticle/aw/awterkamel.htm.

La déclaration de ce policier a permis de compléter les principales pièces du puzzle et m'a conforté dans l'idée que les attentats de la rue Bouzrina et de l'Amirauté, impliquant à la fois les éléments du groupe de Moh Leveilley et les militaires de l'École navale (dont certains étaient des agents et d'autres des islamistes manipulés à leur insu), avaient bel et bien été commandités par les responsables du DRS : il s'agissait à la fois de terroriser les policiers afin de les impliquer inexorablement dans la répression anti-islamiste, et d'effrayer l'opinion pour renforcer la mobilisation anti-islamiste autour du CNSA.

L'engrenage de la haine

L'affaire de la rue Bouzrina fut la première du genre – il y en aura hélas bien d'autres – à « sensibiliser » les policiers au danger intégriste, pour leur inculquer la devise « tuer ou être tué », inaugurant l'effroyable engrenage de la haine (massacres-représailles-massacres) qui allait ensanglanter mon pays pendant des années. La répression frappait désormais tous azimuts, beaucoup d'imams étaient arrêtés. Le vendredi 14 février, le leader du FIS Mohamed Saïd échappait *in extremis* à l'arrestation dans la mosquée du Ruisseau, où il donna son dernier prêche : à partir de ce jour, il entra en clandestinité, pour diriger la « cellule de crise » du parti islamiste constituée fin janvier afin de tenter d'organiser la riposte aux coups de boutoir de l'armée et des services de sécurité.

Mais les responsables du FIS encore en liberté (dont Mohamed Saïd et Abderrezak Redjam) ne contrôlaient plus grand-chose. Dans un communiqué diffusé le 22 février, ils demandaient le « retour à un dialogue politique sérieux, avant que la violence ne devienne l'alternative des parties que le pouvoir veut exclure et éloigner ». C'était déjà trop tard : des milliers de cadres et de sympathisants avaient été arrêtés, et ceux qui voulaient échapper à la répression n'avaient d'autre solution que de plonger dans la clandestinité. Certains choisirent de passer à l'action armée, mais de façon totalement désorganisée, car le FIS, nous étions bien placés pour le savoir, n'était absolument pas préparé à cette issue. Seuls existaient alors les groupes que nos services avaient plus ou moins infiltrés (comme la secte

extrémiste El-hidjra oua at-takfir, le MIA « version 1990 » ou les réseaux « afghans »), et qui n'avaient, je le répète, aucun lien avec le FIS.

Des jeunes révoltés rejoignirent ces groupes, ne se doutant évidemment pas qu'ils étaient manipulés, à des niveaux divers. D'autres commencèrent à constituer des embryons de groupes autonomes, autour d'« émirs » locaux autoproclamés (j'y reviendrai dans le chapitre suivant). Et, tout au long de ce mois de février 1992, les uns et les autres ont attaqué des gendarmes et des policiers chargés du maintien de l'ordre dans les différents quartiers d'Alger (El-Harrach, Belcourt, La Casbah, Bab-el-Oued, Badjarah, Ben Omar, Bordj El-Kiffan...). Pour contrer cette menace, nous expliqua-t-on, les réseaux islamistes manipulés par la DCE et la DCSA furent chargés de fédérer ces groupuscules épars et d'unifier leur commandement. Mais cette opération fut un échec, car aucune tentative de ce genre ne réussit, du moins jusqu'en juillet 1992.

Je ne comprendrai que bien plus tard que les chefs de la DCE et de la DCSA menaient alors un double jeu (suite logique du processus enclenché fin 1990 par le « plan Nezzar »). En direction de la plupart des cadres du DRS, comme moi-même, il était dit que l'infiltration des groupes islamistes avait pour but de mieux les connaître afin de les détruire, option qui nous semblait somme toute classique dans le cadre d'une guerre antisubversive. Mais en réalité, avec la complicité active et secrète d'un très petit nombre de cadres du DRS triés sur le volet bien avant le coup d'État (dont les commandants Amar Guettouchi, pour la DCE, et Bachir Tartag, pour la DCSA), cette infiltration avait d'abord pour objectif d'attiser la violence « naturelle » de ces groupes, en les poussant à multiplier les actions contre des éléments des forces de sécurité, de façon à nous faire tous basculer complètement dans le camp des « janviéristes ».

À l'époque, en effet, la hantise de ces derniers, au premier rang desquels les généraux Larbi Belkheir et Khaled Nezzar, était qu'une partie de l'armée et de la police refuse de les suivre dans leur politique d'« éradication » de l'islamisme, voire se lève contre eux. Leur calcul, très probablement, était que, une fois ce danger écarté et le ralliement de tous obtenu – une affaire de quelques mois, tout au plus –, il suffirait de liquider définitivement les groupes islamistes manipulés (après les avoir utilisés

pour éliminer ceux qui ne l'étaient pas) pour que tout rentre dans l'ordre. Mais ce calcul criminel allait « déraper », enclenchant une spirale de l'horreur incontrôlable : ses instigateurs n'avaient sans doute pas prévu que la haine pour le peuple qu'ils allaient ainsi faire naître chez les jeunes cadres du DRS, de la police et des forces spéciales de l'ANP déboucherait sur des violences et des crimes d'une telle ampleur que la seule façon de les « gérer » serait la fuite en avant dans toujours plus d'horreur et de manipulations, au prix de dizaines de milliers de morts.

Mon service, heureusement, n'était pas directement impliqué dans ces manœuvres atroces. Pour notre part, nous travaillions notamment sur le projet de création d'un Parlement croupion, dont les membres seraient désignés par le HCE (ce sera le « Conseil consultatif national », créé le 22 juin 1992 sous la présidence de Rédha Malek, ancien directeur du *Moudjahid* – le journal du FLN – pendant la guerre de libération, notable du régime et « éradicateur » convaincu).

La campagne médiatique aidant, tout était prêt pour justifier la dissolution du FIS. Elle sera prononcée sur injonction du HCE par voie de justice le 4 mars, moins d'un mois après l'entrée en vigueur de l'état d'urgence. Dans la foulée, les élus municipaux du FIS, pour la plupart arrêtés, ont été remplacés par des « délégués exécutifs communaux » (DEC), cooptés par l'administration et par la SM pour assurer la gestion des municipalités. C'est précisément à ce moment-là qu'un « complot islamiste » au sein de l'armée fut mis au jour, mais qui, curieusement, ne donna lieu à aucune exploitation médiatique.

Un bien étrange « complot islamiste »

Dès janvier 1991, un de nos agents infiltrés au sein du « MIA *bis* », le groupe constitué par Abdelkader Chebouti, Saïd Makhloufi, Meliani Mansouri et Azzedine Baa (dont j'ai raconté la création au chapitre 3), nous avait informés que ces derniers étaient en contact avec un « lieutenant de l'ANP ».

Saïd Makhloufi étant un ancien lieutenant du commissariat politique de l'ANP, ses camarades de promotion furent passés au peigne fin. Nous avions d'abord tenté un rapprochement avec Kameredine Kherbane, un dirigeant du FIS, ancien sous-

lieutenant de l'armée de l'air, mais sans succès. La description de ce lieutenant « islamiste » (1,70 m, 70 kg, cheveux noirs, brun, sans signe particulier) correspondait à « monsieur tout-le-monde » et ne permettait pas d'avancer dans nos investigations, surtout que les contacts s'opéraient à chaque fois dans un endroit différent, rendant difficile le travail des équipes techniques.

Alors que l'enquête piétinait et que j'étais sur le point de me dessaisir de cette affaire au profit de la DCSA, l'un de mes hommes, le lieutenant Idir (officier de recherche), m'informa à la mi-janvier 1991 que son agent Khaled Bouchemal était en mesure d'entrer en contact avec Abdelkader Chebouti.

Trois mois plus tard, j'ai su que cet agent, muni d'un magnétophone de poche, avait enregistré plusieurs conversations avec ce dernier. C'est ainsi qu'il fut établi avec certitude que le MIA n'était pas prêt à déclencher les hostilités et que le « lieutenant Ahmed », en dépit de ses convictions religieuses, faisait tout son possible pour dissuader les islamistes de passer à l'action. Grâce au fichier de la DCSA et au travail de recoupement, le « lieutenant Ahmed » fut identifié en janvier 1992 comme étant le capitaine Ahmed Chouchane (il venait d'être promu à ce grade le 1er novembre 1991), instructeur à l'Amia (Académie militaire interarmes de Cherchell).

Comme je l'ai dit, s'inspirant des méthodes du régime de Ben Ali en Tunisie, le commandement militaire cherchait des prétextes pour éliminer tous les officiers de l'ANP qui présentaient un profil d'« islamiste » ou qui manifestaient des sympathies pour les islamistes. Cette action a été entamée dès janvier 1992 avec la fermeture et l'interdiction des salles de prières dans les unités de l'armée. Les officiers de sécurité étaient chargés d'établir des listes de militaires « suspects ». Pour justifier les arrestations d'officiers « islamistes », il fallait établir des « preuves ». La DCSA et les CMI se sont attelés à les fabriquer. Et en cette période d'état d'urgence, tous les moyens étaient bons pour discréditer les islamistes et leur attribuer la primeur de la violence.

Un groupe de militaires a ainsi été accusé de vouloir dérober des armes, un autre a été accusé de vouloir poser une bombe à l'Enita (École nationale des ingénieurs et de techniciens). Mais la « grosse » prise fut le démantèlement d'un groupe d'officiers et sous-officiers islamistes qui cherchaient prétendument à réaliser un « coup d'État ».

Le 3 mars, ce groupe de soixante-sept militaires [1] fut arrêté pour « conspiration armée » : il était composé de treize capitaines (dont Ahmed Chouchane), dix-huit lieutenants et quarante-six sous-officiers. Tous seront plus tard jugés et condamnés à des peines de trois à quatre ans d'emprisonnement.

Le 29 mars, le général Mohamed Lamari, commandant des forces terrestres, présenta l'affaire au président Mohamed Boudiaf, en lui expliquant qu'il s'agissait d'une tentative de coup d'État déjouée par les services de sécurité. Boudiaf entra alors dans une colère noire, indigné qu'on ose lui « vendre » l'idée d'un « coup d'État » commandé par... un capitaine.

Pour ma part, après la lecture du rapport de la DCSA sur cette affaire qui avait atterri sur mon bureau, je n'ai pas manqué de faire part de mon scepticisme au colonel Sadek. La thèse du complot préparant un coup d'État me semblait tout à fait exagérée, car, au vu des informations réunies, l'entreprise – pour autant qu'elle existe vraiment – était fatalement vouée à l'échec : les supposés « mutins » n'avaient pris aucun contact avec les autres régions militaires, ni avec les unités de combat – blindés, aviation, divisions... –, ni avec les services de liaison ; et il n'y avait aucun indice attestant d'un plan de prise de contrôle de la télévision (ENTV). Or l'Algérie n'est quand même pas un État africain où un caporal ou un sergent peut renverser un président : un coup d'État y demande une autre préparation. La seule argumentation développée dans le rapport était que les islamistes étaient des « fous », capables de tous les sacrifices pour instaurer une république islamique en Algérie, qu'ils cherchaient le chaos... Je n'étais vraiment pas convaincu, mais en tant que militaire, je n'avais pas le droit de contester la version

1. Il était composé des capitaines Ahmed Chouchane, Mohamed Halfaoui, Amer Sabri, Ahmed Benzmirli, Mohamed Omrani, Saïd Benouaret, Abdelhamid Raïs, Djillali Azizou, Abdelhak Youbi, Benamer Makhloufi, Miloud Mehdadi, Bensbaa Daoud, Agoun Boubaker ; et des lieutenants Yahia Djoudi, Khelifa Benabderahmane, Zella Naamane, Omar Dembri, Mustapha Metahri, Noureddine Bouhadeb, Djamel Ayad, Omar Heriga, Amer Rahmi, Abdelkader Khalil, Saïd Tadjine, Abdelhak Abidi, Habib Boudaa, Abderazak Ouskout, Khaled Saïdi, Mohamed Batia Lakhdar, Abdeljalil Mechri, Ahmed Tebiri ; les autres étant des sous-officiers comme les sergents-chefs Tahar Zouaimia, Yazid Aïssa, Abdelaziz Boudjida, Mohamed Lamine Soualmia, Lakhdar Fareh, Rabah Habib, Mohamed Guettafi, Ali Labdi, Abdelkader Nedjari et Noureddine Merad.

des supérieurs. La règle dans l'armée est : le chef a toujours raison, même s'il a tort...

Quoi qu'il en soit, convaincu qu'on se moquait de lui, le président du HCE décida de relever sur-le-champ le général Mohamed Lamari de ses fonctions et de le remplacer par le général Rahim Khelifa, qui commandait alors la 2e région militaire à Oran. Les unités engagées dans la lutte antiterroriste et placées sous les ordres du général Lamari à Aïn-Naâdja furent affectées à Chateauneuf, à l'Office national de répression du banditisme (ONRB, une nouvelle structure créée à ce moment-là) et à Delly-Brahim (je reviendrai, au chapitre 7, sur l'organisation des différentes structures des forces de sécurité en 1992.)

Au printemps 2001, j'ai pu rencontrer à Londres le capitaine Ahmed Chouchane, que je ne connaissais jusqu'alors que de nom. Lors de cet entretien, cet officier intègre et sincère me révéla la véritable nature de ce prétendu « complot ». En tant qu'instructeur à Cherchell depuis plusieurs années, il connaissait personnellement la plupart des jeunes officiers de l'ANP passés par ce « Saint-Cyr algérien », dont beaucoup l'admiraient. Après le coup d'État de janvier 1992, plusieurs d'entre eux, qui faisaient partie de l'entourage immédiat des principaux chefs de l'armée et qui étaient indignés par ce qui se passait, le contactèrent pour lui demander son aval afin de les assassiner, ce qu'ils étaient parfaitement en mesure de faire.

Chouchane les en dissuada, comme il s'en expliquera publiquement en août 2002 : « La vraie raison de mon arrestation est la conviction du commandement que ma présence menaçait leur projet de confrontation armée contre la majorité du peuple, projet contre lequel je me suis opposé publiquement et à haute voix. Mais la cause directe est que beaucoup d'officiers et de sous-officiers étaient très irrités par les décisions du commandement et de leurs conséquences ; à savoir l'oppression de la majorité du peuple, au point que ces militaires ont voulu assassiner le commandement militaire pour lever l'injustice. En effet, et en raison de ma bonne réputation dans l'armée et de la confiance dont je jouissais parmi les officiers et les sous-officiers, notamment au sein des forces spéciales, des dizaines de militaires m'ont dévoilé leurs intentions et ont demandé mon avis sur la question. Bien que j'étais persuadé de la légitimité de leurs intentions, je ne pensais pas que l'assassinat du commandement

réglerait le problème ; alors, je leur ai conseillé de ne pas y penser. Aussi, aucun militaire, parmi ceux que je connaissais, n'a tenté quoi que ce soit [1]. »

Mais cela, les généraux l'ignoraient. Et Chouchane, à leurs yeux, du fait de son rayonnement chez les jeunes officiers des forces spéciales, constituait un obstacle de taille à leurs plans : ils craignaient plus que tout qu'il entraîne ces jeunes, dont ils avaient absolument besoin, à refuser de leur obéir. C'est pourquoi il a été arrêté, en même temps que les plus déterminés d'entre eux (mais bien sûr, cette opération d'épuration devait rester secrète). Et c'est aussi la raison pour laquelle, comme Chouchane me l'a raconté, le 26 mai 1992 (soit près de trois mois après son arrestation), le chef d'état-major de l'armée en personne, le général Abdelmalek Guenaïzia, lui avait rendu visite dans sa prison de Béchar pour tenter de négocier avec lui – en vain – un « arrangement » à l'amiable au sujet des militaires arrêtés en même temps que lui (qui auraient été libérés en échange de leur allégeance).

Boudiaf contre les généraux?

Chouchane rapporte que le chef d'état-major de l'ANP eut alors la maladresse de lui déclarer : « Boudiaf se met en travers de notre plan et il verra bientôt qui aura le dernier mot : où c'est lui, où c'est nous. » Voilà pourquoi, à mes yeux, l'implication du clan des généraux dans l'assassinat du président Boudiaf, un mois plus tard, ne fait pas l'ombre d'un doute.

Sur de nombreux dossiers, le président du HCE commençait en effet à se heurter sérieusement aux généraux, notamment au général Toufik. Mais surtout, il avait décidé de s'attaquer au cœur même du système : les réseaux de corruption (notamment par le prélèvement de juteuses commissions sur les marchés d'importations) contrôlés par les généraux janviéristes (ces réseaux étaient, je le comprendrai plus tard, la principale raison de leur farouche détermination à éliminer le FIS, qui les en aurait inévitablement privés s'il était arrivé au pouvoir). Dans

1. Cité dans Habib Souaïdia, *Le Procès de* La Sale Guerre, *op. cit.*, page 166 (le texte complet du témoignage du capitaine Chouchane a été publié sur le site du MAOL, à l'adresse www.anp.org/tem/temoigne.html).

un discours, prononcé le 23 avril, Boudiaf avait ainsi déclaré : « Nous avons promis d'ouvrir le dossier de la corruption. Nous tiendrons nos promesses. » Et, de fait, il avait diligenté des enquêtes sur ces affaires de détournements et de malversations, confiées directement à deux brillants officiers du DRS [1] que j'ai personnellement connus : le capitaine Abdelhak, qui était sous mes ordres au SRA, très compétent dans le domaine des investigations économiques (en 1990, il avait notamment conduit l'enquête sur la villa des Pins maritimes, située dans l'enceinte de la foire d'Alger, détournée par le colonel Smaïl Lamari) ; et le commandant Mourad Mebarki, l'instigateur de l'affaire Hadj Bettou.

Cette affaire a défrayé la chronique à l'époque : le 4 juin 1992, un certain Mohamed Berhous, plus connu sous le pseudonyme de Hadj Bettou, présenté comme un gros bonnet de la contrebande, était arrêté à la suite d'un rapport du commandant Mohamed Msiref, dit Abderazak, chef du CRI de la 6e région militaire. L'enquête puis la perquisition opérée dans les entrepôts de Hadj Bettou à Tamanrasset ont permis la découverte de diverses marchandises d'une valeur de quelque vingt millions de francs français (produits alimentaires, cigarettes, électroménager et même des armes) et de mettre au jour un vaste réseau de contrebande transnationale (Algérie, Libye, Niger, Mali).

C'est sur ordre de Mohamed Boudiaf que Hadj Bettou a été arrêté. Son procès s'annonçait passionnant, car les investigations allaient remonter à la « mafia politico-financière » qui gangrenait l'économie du pays (selon les propos mêmes du président du HCE).

Mais, à la mi-juin, curieusement, le commandant Msiref, en permission à Oran, était tué « par erreur » dans un bar par un policier qui croyait avoir affaire à un « terroriste armé ». (Comme si les bars étaient un lieu fréquenté par les islamistes ! Nul ne sait par ailleurs si le policier a été sanctionné ou remis à une juridiction.) À la même époque, les deux officiers enquêteurs du président, le commandant Mourad et le capitaine Abdelhak, étaient assassinés, prétendument, nous affirma-t-on, par des « islamistes ». Le commandant Mourad a été tué alors

1. Les chefs du DRS n'ont d'ailleurs pas apprécié d'être ainsi court-circuités par le président, qui signait lui-même des ordres de missions à leurs éléments.

qu'il se rendait au domicile de ses beaux-parents à Badjarah : le tueur l'attendait dans la cage d'escalier et a tiré sur lui à bout portant. Le capitaine Abdelhak, quant à lui, a été abattu, également à bout portant, alors qu'il était au volant de son véhicule à Blida. Dans les deux cas, un vrai travail de professionnel. Les tueurs ne seront jamais retrouvés, et ces crimes n'ont même pas été revendiqués[1]. Il me semble évident qu'ils avaient été commandités par les chefs du DRS, qui ne pouvaient admettre des investigations financières pouvant atteindre, au-delà de l'affaire Hadj Bettou, les plus hauts responsables du pouvoir.

Juste après le limogeage du général Mohamed Lamari et le déclenchement de ces enquêtes, une campagne de dénigrement imputée faussement aux islamistes a visé le président Boudiaf, accusé notamment d'être... un franc-maçon. En réalité, les islamistes n'ont fait que reprendre et répandre l'intox sortie des bureaux du DRS. Ses chefs et ceux de l'ANP reprochaient à Boudiaf ses agissements « indépendants » : une visite discrète au Maroc (pour assister au mariage de l'un de ses enfants, prévu fin mai) sans consultation des généraux, son intention de fermer les camps de sûreté du Sud après avoir sans doute compris le jeu pervers des décideurs à ce sujet (faire de ces camps des « usines à terroristes »), ses contacts discrets avec Kasdi Merbah et Mustapha Cheloufi (ex-commandant de la gendarmerie nationale et ex-secrétaire général du MDN, à qui il avait demandé son sou-

1. Après cette hécatombe (parachevée, le 29 juin 1992, par l'assassinat du président Boudiaf lui-même) qui élimina tous les témoins gênants, l'affaire Hadj Bettou, pourtant de droit commun, fut confiée non pas à une juridiction civile, mais au tribunal militaire de Blida. Le procès se déroula en juillet 1992 ; malgré la gravité des charges et les preuves accablantes, Hadj Bettou n'a été condamné qu'à huit mois de prison. Quant aux armes de guerre découvertes dans ses hangars, la justice militaire – tout comme le général Khaled Nezzar dans ses mémoires – a conclu qu' « il les a acquises pour assurer sa sécurité et celle de ses camions contre les bandits qui infestent la région ».

Étonnamment, cette affaire sera rejugée près de dix ans plus tard, en avril 2002, devant le tribunal civil d'Annaba. L'incrimination initiale (atteinte à l'économie, détournement et dilapidation de deniers publics, contrebande et destruction de documents officiels) a été alors requalifiée en simple affaire de faux et usage de faux, et falsification de documents officiels. Malgré le réquisitoire du représentant du ministère public qui souligna la gravité des faits et requit vingt ans de réclusion criminelle, Hadj Bettou et cinq de ses complices seront acquittés, alors que les témoins à charge, un ex-receveur des domaines et un ingénieur des mines, ont écopé respectivement de dix ans et neuf ans de réclusion. Ainsi va la justice en Algérie !

tien pour l'éclairer sur des affaires de corruption dans des marchés contractés par l'ANP), sa tentative de création d'un parti politique (le RNP, Rassemblement national patriotique) qui lui aurait permis de disposer d'une assise populaire, sa volonté de régler le contentieux avec le Maroc sur le Sahara occidental. « Pire » encore, aux yeux des généraux, Boudiaf envisageait de procéder en juillet à des changements importants dans la hiérarchie militaire et dans le gouvernement (il envisageait notamment de mettre fin aux fonctions du général Toufik). Il signait ainsi, sans le savoir, son arrêt de mort – je reviendrai, dans le chapitre 10, sur les circonstances de son assassinat.

L'assassinat du commandant Benyamina Djaber

Au printemps 1992, la chasse aux officiers « suspects » battait son plein : mises à l'écart, arrestations, mais aussi liquidations physiques. Je voudrais évoquer à ce propos le cas du commandant Djaber, assassiné vers la fin du mois de mars.

Natif de Rélizane, celui-ci appartenait à cette catégorie d'officiers qui considéraient leur engagement au sein de l'ANP comme une mission sacrée. Il s'était engagé très jeune et avait fait toute sa carrière dans les services. Au début des années 80, nous avons très vite sympathisé lorsqu'il a remplacé le capitaine Athmane Tartag, dit « Bachir », dans les fonctions de chef du Bureau de sécurité du secteur (BSS) à la *wilaya* d'Oum El-Bouaghi, ville située à cent cinquante kilomètres environ au sud de Constantine.

J'ai été impressionné par sa rigueur et son sens de la continuité : contrairement aux pratiques en usage, il fut l'un des rares cadres à ne pas critiquer le travail de son prédécesseur lorsqu'il prit ses nouvelles fonctions. C'est à Oum El-Bouaghi qu'il fit la connaissance de sa future femme. Après un séjour de trois années, il fut muté à Médéa, ville qu'il aimait beaucoup et qui sera sa ville adoptive puisqu'il décidera de s'y installer définitivement.

Nous avons entretenu des relations cordiales et nous nous rencontrions régulièrement lors des réunions de la « centrale » (réunions regroupant les chefs de BSS avec le directeur de la SM et ses principaux adjoints) ou lors des différents congrès,

colloques, réunions des cadres, etc., qui se tenaient au Palais des nations à Alger. Au congrès du FLN de novembre 1988, nous partagions la même chambre à l'hôtel de Sidi-Fredj et il ne cachait pas ses critiques contre les généraux de l'ANP, responsables à ses yeux de l'ordre de tirer sur des civils lors des émeutes d'octobre. Il m'avait aussi ému lorsqu'il m'avait tenu ces propos prophétiques : « Je ne voudrais pas que mes enfants pensent plus tard que leur père s'est comporté comme un harki pour défendre le régime, l'histoire retiendra tout. »

En juillet 1990, le commandant Djaber, qui était jusqu'alors chef du SCRI (sous-centre de recherche et d'investigation) de Médéa, englobant aussi les *wilayas* de Djelfa et de M'Sila, fut affecté à mon service de recherche. Je lui avais proposé de prendre soit le bureau des investigations, soit d'être détaché auprès de Chérif Hadj Slimane, le ministre délégué chargé de la Recherche scientifique dont le siège se trouvait à la « villa Sesini » (qui fut un fameux centre de torture de l'armée française pendant la guerre de libération), non loin de Ryad El-Feth. Une superbe villa avec une vue exceptionnelle sur la mer. Sans hésiter, il accepta ce poste.

Après la dissolution de la DGDS et la démission du général Betchine en septembre 1990, le lieutenant-colonel Smaïl Lamari, qui faisait son retour, se débarrassera de tous les officiers, dont le commandant Djaber, considérés comme proches de l'ancien patron des services (ils furent tous « admis à faire valoir leur droit à la retraite » ou mis sur la touche sans fonctions précises). Pourtant Djaber n'a jamais fait partie d'un clan quelconque, il ne devait son poste qu'à ses seules compétences.

En mars 1991, bien avant la grève du FIS, le beau-frère du commandant Djaber (le frère de son épouse, qui vivait chez lui à Médéa) revint d'Afghanistan après un séjour de six mois. Cueilli à l'aéroport Houari-Boumediene, et après les quarante-huit heures de séjour obligatoire dans les locaux de la police à Alger, il fut transféré au Centre Antar. Le commandant Djaber me sollicita alors pour intervenir auprès de Smaïn afin que son beau-frère ne subisse pas de sévices, tout en garantissant qu'il veillerait personnellement à sa bonne conduite.

Après cinq jours d'auditions, le jeune « Afghan » fut autorisé à quitter son lieu de détention et à retourner chez lui à Médéa. Mais Smaïn, dans sa phobie des islamistes, acceptait mal qu'un

officier supérieur puisse avoir un proche parent ayant séjourné en Afghanistan. Le commandant Djaber, qui était par ailleurs un homme pieux, était désormais considéré comme suspect. Smaïn me demanda même de « l'avoir à l'œil ». Et pour mieux assurer sa surveillance, il le muta à l'hôpital militaire de Aïn-Naâdja en tant que responsable de la sécurité, où il devait dépendre du lieutenant-colonel Kamel Abderrahmane.

Au début du ramadan de 1992 (mars), un attentat terroriste fut commis à l'hôpital de Aïn-Naâdja, au moment de la rupture du jeûne : les deux gendarmes qui assuraient la garde à l'entrée de l'hôpital furent abattus et leurs armes récupérées par les terroristes. L'enquête piétinait. Les soupçons du directeur du contre-espionnage (DCE) se portèrent sur le commandant Djaber : Smaïn vint me voir pour me demander de vérifier son emploi du temps au moment du drame. Djaber, qui disposait d'un logement d'astreinte dans l'enceinte même de l'hôpital, se trouvait ce jour-là dans sa chambre et apprit la nouvelle comme tout le monde, par les détonations d'abord puis par le vacarme qui suit ce genre d'attentat.

Moins d'une semaine après ce drame, Djaber fut muté au centre de Ghermoul, qui servait de siège au DCE Smaïl Lamari, mais... sans poste ni fonction. Une mise à l'écart qui ne disait pas son nom. Constatant qu'il était devenu inutile, et après avoir formulé une demande de radiation des rangs de l'ANP, Djaber prit le risque de rentrer chaque après-midi à Médéa pour souper avec ses enfants. Ponctuel, à 8 heures du matin, il était toujours présent à Ghermoul.

Un jour pourtant, Djaber n'était pas là. Cela n'a pas surpris car c'était le ramadan et il se pourrait que cette absence soit justifiée par la fatigue due à la navette quotidienne entre Alger et Médéa, par la maladie d'un membre de sa famille ou par n'importe quel événement anodin. Mais j'appris plus tard que ce jour-là, après la prière matinale, quittant son domicile vers 6 heures, alors qu'il s'apprêtait à monter dans sa Golf garée devant sa villa, en plein centre de Médéa, il fut accosté et enlevé par un groupe d'individus – des intégristes, selon la version officielle. Quelques jours après son enlèvement, ses ravisseurs l'égorgèrent et sa tête fut retrouvée, tel un trophée, à l'entrée de la ville.

Cet assassinat a mis la ville de Médéa en émoi, car le commandant Djaber y était connu et estimé de tous. Pourquoi

ses ravisseurs avaient-ils commis un acte aussi barbare ? Officiellement, les terroristes « intégristes » venaient de frapper, et le commandant Djaber faisait partie de leurs premières victimes.

Cette version aurait pu être plausible, mais en 1995 lors d'une rencontre à Bonn, le général Smaïl Lamari me fit une révélation qui ne laissait planer aucun doute sur les commanditaires de cet horrible assassinat. En présence du lieutenant-colonel Attafi (de son vrai nom Rachid Laalali, aujourd'hui général et chef de la DDSE), alors que l'on abordait le profil des cadres du DRS et leur rôle ultérieur dans un dispositif qui répondrait mieux aux besoins d'un paysage démocratique, le général Smaïn m'avoua qu'il s'était trompé sur le compte du commandant Djaber, en précisant : « C'était un homme qui a fait preuve d'un courage exemplaire, affrontant dignement la mort, car même face à ses bourreaux qui allaient l'égorger, il leur tenait tête en les traitant de terroristes. »

Ma réponse fut instantanée : « Comment êtes-vous au courant de cela ? » Étonné par tant d'audace, le général Smaïn me répondit après un moment d'hésitation : « Mais on m'a rapporté la cassette de son interrogatoire ! Avant d'égorger quelqu'un, les islamistes du GIA lui font un procès exactement comme dans un tribunal. » Le général Smaïl Lamari a dû forcément remarquer mon scepticisme.

En effet, le GIA n'existait pas encore à cette époque-là et, par ailleurs, je savais bien que ces histoires de « procès islamique » n'étaient qu'une pure invention des services, pour terroriser la population. En 1992 et 1993, les vrais islamistes qui prônaient le *djihad* menaient assurément des opérations contre des policiers et des militaires, mais ils n'étaient pas organisés au point de juger leurs victimes et d'enregistrer leurs déclarations sur des cassettes qui iraient ensuite atterrir... sur le bureau du général Smaïn. Soyons sérieux, ces méthodes criminelles étaient l'œuvre des créateurs du GIA, qui ne sont autres, comme on va le voir, que le général Mohamed Médiène, dit Toufik, et les colonels Smaïl Lamari et Kamel Abderrahmane, grâce à la protection apportée par les généraux « DAF » que sont Khaled Nezzar, Larbi Belkheir, Mohamed Lamari et Mohamed Touati.

Quelques jours après notre rencontre à Bonn et cherchant visiblement à se dédouaner, le général Smaïn me demanda

d'intervenir auprès des autorités allemandes pour que l'épouse du commandant Djaber obtienne une autorisation de séjour en RFA, puisque son frère, qui avait fui le pays, résidait depuis 1992 à Berlin. Il savait pourtant qu'il n'était pas dans mon pouvoir d'intercéder en sa faveur et que si le DCE voulait bien l'aider, il aurait pu le faire à partir d'Alger. Cette mise en scène servait juste à détourner mes soupçons quant à son implication dans le meurtre d'un ami.

6.

La création des GIA par les services

En ce printemps 1992, nous étions « chauffés à blanc » : chargés de gérer l'état d'urgence, nous vivions en vase clos, sans cesse bousculés par mille tâches. Surtout, tous les jours, lors de réunions, au mess, nos chefs, Smaïl Lamari bien sûr, mais aussi Brahim Fodhil Chérif, ressassaient le même discours : il fallait enrayer la « menace intégriste », qui signifiait la fin de l'ANP, de la démocratie et de la République, le retour au Moyen Âge comme en Afghanistan... Ils nous expliquaient aussi que des personnalités comme Hocine Aït-Ahmed (le leader historique du FFS) ou les avocats Ali Yahia Abdennour (dirigeant de la Ligue algérienne de défense des droits de l'homme) ou Mahmoud Khelili (mobilisé pour défendre toutes les victimes de la répression, y compris les islamistes) étaient des « ennemis » de l'Algérie, qui cherchaient à se venger du régime et qui étaient « à la solde de la France ».

Pour avoir une idée du climat d'hystérie sanguinaire dans lequel nous étions baignés, qu'il me suffise d'évoquer une déclaration proprement incroyable du colonel Smaïl Lamari, qui est restée gravée dans ma mémoire. En mai 1992, lors d'une réunion à Chateauneuf en présence de nombreux officiers de la DCE et des responsables de l'ONRB, il nous affirma : « Je suis prêt et décidé à éliminer trois millions d'Algériens s'il le faut pour maintenir l'ordre que les islamistes menacent. » J'en suis témoin, il était sincère...

Dans ce contexte, il nous était fort difficile d'être lucides sur la perversion du système de violence organisée qui se mettait en place, d'autant plus, je l'ai dit, que les chefs du DRS organisaient soigneusement le secret et le cloisonnement. C'est ce qui explique que, pour ma part, si je me suis progressivement disso-

cié des méthodes barbares de répression que l'on nous imposait (j'y reviendrai dans le chapitre suivant), je n'ai compris que bien après, dans toute son ampleur, la responsabilité directe des « DAF » et des chefs du DRS dans la création des « Groupes islamistes armés » (GIA), instruments des crimes les plus atroces dans les années qui suivront.

Sur ce plan, les premiers mois de 1992 n'ont été que la suite logique de la « stratégie de la tension » à l'algérienne engagée par les généraux depuis le « plan Nezzar » de décembre 1990, telle que je l'ai relatée jusqu'ici. C'est ce que je vais tenter d'expliquer dans ce chapitre, quitte à faire quelques « retours en arrière ».

Moh Leveilley, le premier « émir » du DRS

À partir de février 1992, la presse algérienne évoqua souvent le nom de Moh Leveilley, présenté comme l'un des terroristes islamistes les plus dangereux : c'est à son groupe, je l'ai dit, que fut notamment attribuée la tuerie de la rue Bouzrina.

J'ai personnellement connu cet individu éminemment suspect, très lié à la SM. Quand j'ai pris mes fonctions à la tête du SRA, en mars 1990, parmi les problèmes que je rencontrais au quotidien, il y avait celui des voitures : sur la vingtaine dont disposait le service, la moitié était en permanence à l'arrêt, faute de pièces de rechange. Comme je ne disposais ni d'un atelier de réparation ni de moyens financiers conséquents, j'avais demandé à mon chauffeur Khaled de nous trouver un mécanicien de sa connaissance pour régler définitivement ce problème, quitte à le payer, faute d'argent, en bons d'essence.

Je lui demandai aussi comment on faisait auparavant pour résoudre ce problème. L'adjudant Khaled me révéla que l'habitude était de faire réparer les véhicules chez un mécanicien à Hussein-Dey, mais que celui-ci refusait dorénavant de travailler avec nous, car il n'avait pas reçu ses honoraires de la part de mon prédécesseur, le commandant El Hadj Larbaâ. Sur le coup de la colère, je demandai au capitaine Farouk Chetibi, qui était en relation avec ce mécanicien, de me l'amener pour discuter avec lui.

L'homme qui se présenta devant moi en ce mois torride de l'été 1990, s'appelait Mohamed Allel, la trentaine athlétique,

une barbe naissante. Il m'expliqua poliment qu'il ne souhaitait plus réparer nos véhicules, car nous étions de... mauvais payeurs ! Ajoutant qu'il le ferait volontiers pour nos véhicules particuliers (il donnait l'impression de connaître beaucoup d'officiers de la SM), mais pas pour ceux du service tant que le contentieux de huit mille dinars ne lui serait pas réglé. N'ayant pas trouvé le moyen de parvenir à un arrangement, j'ai laissé tomber cette affaire.

À l'automne 1991, j'ai appris que Mohamed Allel, connu à Hussein-Dey sous le sobriquet de Moh Leveilley (Leveilley était l'ancien nom de Makaria, quartier d'où il était originaire) avait basculé dans le banditisme « islamiste » en écumant la zone allant de Oued Ouchayeh à Dar-el-Beïda. Il se réunissait avec des islamistes chez un complice à Bourouba, et il faisait du prosélytisme dans les mosquées de Baraki, Eucalyptus et Cherarba.

D'après nos sources, Moh Leveilley avait à son actif l'attaque du PMU du Caroubier et le casse en plein jour de la CNEP (Caisse nationale d'épargne et de prévoyance) de Cheraga. Ces hold-up, à nos yeux, présageaient des intentions des groupes armés qui avaient besoin d'argent pour se procurer des planques et de l'armement. L'achat d'appartements dans plusieurs quartiers de la capitale était le souci permanent de cette nouvelle vague de *moudjahidine*, qui n'hésitaient pas à voler ou tuer au nom de l'islam. Une simple *fetwa* d'un imam illuminé (généralement autoproclamé) rendait licite n'importe quelle action.

La facilité avec laquelle ces braquages avaient été commis et la fuite en moto des auteurs, qui agissaient sans complicités internes, étaient perçues comme la preuve de la détermination de ces « criminels », puisque les services de police, incapables de dire s'il s'agissait d'un groupe islamique ou de simple banditisme, avaient identifié l'auteur sans pouvoir le repérer ou le localiser.

Dès cette époque, le service de recherche que je dirigeais l'avait localisé, dans un logement à Kouba qui lui servait de cache. Nous avions transmis ces informations sûres à la police et la gendarmerie pour qu'elles procèdent à son arrestation. Mais curieusement, il n'a pas été inquiété.

Cette situation est devenue encore plus intrigante quand nous avons appris, en février 1992, que Mohamed Allel, bien que très limité dans le domaine religieux, avait réussi depuis

l'automne 1991 à se faire admettre au sein de la mouvance islamique comme « émir » au niveau des localités de Hussein-Dey, La Montagne, Oued Ouchayeh...

En un temps record, il semblait être devenu incontournable au sein de la mouvance islamiste radicale, à telle enseigne qu'il prit part à une réunion des chefs islamistes qui s'est tenue le 16 janvier 1992 dans les montagnes de Zbarbar (situées à environ soixante kilomètres à l'est d'Alger) : cette réunion regroupait les radicaux qui prônaient la lutte armée comme riposte à l'interruption du processus électoral, notamment les chefs du MIA et les salafistes. Comme de coutume, les agents du DRS étaient présents et comme il fallait s'y attendre, aucun consensus ne fut trouvé. Nous avons appris que Saïd Makhloufi, chargé de la coordination de la lutte armée, estimait que ses troupes n'étaient pas prêtes à affronter l'ANP et souhaitait mener d'abord une action de sensibilisation en direction de cette dernière : il ne voulait commencer la lutte armée que lorsqu'il aurait la certitude que les militaires se rebelleraient contre leurs chefs et qu'ils n'exécuteraient pas les ordres des généraux. Abdelkader Chebouti fut désigné « émir national », mais il était encore hésitant car il souhaitait engager une action d'envergure nationale et pas simplement des actions sporadiques à Alger, Blida, Médéa.

Face à ces tergiversations, Moh Leveilley, avec moins d'aura, peu de moyens matériels et humains, déclenchait les « hostilités » à Alger en février, le jour même de l'instauration de l'état d'urgence. L'action de la rue Bouzrina, puis celle de l'Amirauté ont été mises à son actif. Ses meilleurs soutiens se trouvaient à Belcourt, Hussein-Dey, Kouba et à La Casbah, parmi lesquels il pouvait compter sur les islamistes qui s'étaient évadés du tribunal militaire de Blida en 1991, affaire que j'ai déjà évoquée.

Parmi les évadés, figurait notamment Noureddine Seddiki, un homme jugé extrêmement dangereux, appartenant à la secte El-hidjra oua at-takfir, qui agissait à Belcourt. Ce dernier sera de nouveau arrêté en avril 1992, près de la pêcherie d'Alger, par un policier qui l'avait reconnu. Ramené à Chateauneuf pour les besoins de l'interrogatoire, il réussira une nouvelle fois à « fausser compagnie » à ses anges gardiens ! Ce qui prouve, à mes yeux, qu'il était nécessairement un agent du DRS : en vingt-trois ans de service, je n'ai jamais entendu dire qu'un seul individu ait pu s'échapper des centres de détention de la SM.

Tous ces faits, et ce que j'ai raconté plus haut des circonstances de l'affaire de la rue Bouzrina, ne laissent place à aucun doute : Moh Leveilley était un agent des services, « fabriqué » pour en faire un épouvantail islamiste et pour lui faire commettre des attentats destinés à terroriser les citoyens. Il sera finalement abattu par les forces de sécurité à Tamesguida, le 31 août 1992. Il n'était que le premier des nombreux « émirs du DRS » placés à la tête des GIA et qui seront régulièrement liquidés une fois leurs missions accomplies.

À l'origine des GIA

Moh Leveilley n'était évidemment pas un cas isolé. Son utilisation comme agent terroriste par le DRS s'inscrivait dans une stratégie globale de manipulation par nos chefs de la violence islamiste. Une stratégie dont j'ai esquissé les grandes lignes dans le chapitre précédent, mais que je voudrais préciser ici, à partir des informations de terrain dont je disposais à l'époque et de celles que j'ai pu recueillir depuis auprès de mes anciens collègues.

Pour bien comprendre la situation qui prévalait en février-mars 1992, il faut rappeler que de nombreux groupes clandestins se sont alors constitués spontanément dans les mosquées algéroises (comme la mosquée Kaboul à Belcourt, Ketchaoua à Bab-el-Oued, Makaria à El-Harrach...). Face à la violence de la « répression tous azimuts » qui a suivi le coup d'État, un sentiment de révolte s'était emparé des jeunes, qui affrontaient des policiers ou des gendarmes, lançaient des cocktails Molotov contre les commissariats ou les fourgons de la police... Nombre de ces cellules, constituées de vrais militants islamistes, n'étaient pas encore infiltrées (même si, souvent, les jeunes militants ont été incités à « prendre les armes contre les *taghouts* » – les mécréants – par des responsables des bureaux communaux du FIS recrutés par le DRS, qui leur avait confié cette mission). C'est dans cette atmosphère délétère – un pourrissement soigneusement entretenu par les chefs militaires – qu'il faut considérer la suite des événements.

À cette époque, il n'était pas encore question de « GIA », mais de *djamaates* (« groupes islamiques » ou « groupes armés ») ou de

« mouvement islamique » ou « mouvement armé ». Ce terreau donnera naissance au « Groupe islamique armé » tel qu'il sera connu à partir de l'automne 1992 [1], une sorte de fédération de nombre des groupes existants qui rallieront progressivement le noyau initial constitué, j'y reviendrai, à l'initiative du DRS (c'est pourquoi, à partir de 1993, on évoquera de plus en plus souvent « les GIA » et non « le GIA »). De nombreux groupuscules n'étaient pas connus des services de sécurité, mais beaucoup étaient aussi infiltrés ou directement contrôlés par le DRS, et ceux-là étaient dominants au sein de cette nébuleuse – ils le seront définitivement à partir de 1995.

C'est en effet une stratégie globale de développement de la violence islamiste qui fut mise en place, dès le début de 1992, par les responsables du DRS. Désormais, il ne s'agissait plus, comme on nous l'avait expliqué au cours des mois précédents, de manipuler les groupes radicaux pour mieux les contrôler, mais au contraire de tout faire pour qu'ils se multiplient et sèment partout la terreur. Cette stratégie (qui se poursuivra et s'emballera jusqu'au vertige dans les années suivantes) s'appuyait sur plusieurs méthodes :

– infiltrer les groupes armés véritablement autonomes, par l'intermédiaire de militants islamistes retournés (pour la plupart arrêtés par les services puis « remis en circulation » après avoir accepté de collaborer, par le chantage ou par la compromission), ou grâce à des agents du DRS, comme les militaires se présentant comme « déserteurs », qui ont rejoint les maquis de Chréa, Zbarbar, Tablat, Beni Bouateb, Sidi Ali Bounab et de Kabylie avec armes et bagages (connus pour leur fréquentation assidue des mosquées, ils étaient acceptés sans méfiance, alors qu'ils étaient bien en mission pour le compte du DRS);

– utiliser les groupes déjà manipulés qui sont passés à la lutte armée dans les premiers mois de 1992 (principalement le MIA, la secte El-hidjra oua at-takfir, les « anciens d'Afghanistan ») pour attirer de nouvelles recrues;

1. Les premières revendications du GIA sont apparues en octobre 1992, avec la diffusion d'*El-Ansar*, l'organe de propagande de ce groupuscule. *El-Ansar* était édité à Londres sur la base d'informations communiquées et contrôlées par le DRS. En général, les communiqués rédigés par les officiers du service d'action psychologique étaient transmis par fax à partir des locaux du DRS. Les islamistes retournés ont aussi contribué à faciliter la circulation de ces informations.

– favoriser la création de groupes par des militants sincères mais manipulés, dès le départ, à leur insu (comme le Mouvement pour l'État islamique de Saïd Makhloufi, créé au printemps 1992);

– infiltrer, dans les camps de sûreté du sud et les centres pénitentiaires, de faux islamistes délinquants, lesquels, une fois élargis, constitueront, à partir de 1993, des groupes armés qui seront actifs dans les régions connues pour leur soutien au FIS [1];

– créer, de toutes pièces, des groupes armés dirigés par des « émirs » qui étaient en réalité des officiers du DRS.

Toutes ces techniques ont été utilisées, parfois conjointement, j'en donnerai des exemples. L'idée générale de nos chefs était, je pense, de fédérer tous ces groupes pour produire une violence contrôlée et maîtrisable. C'est ce travail délicat qui n'a pas bien fonctionné (on aboutira au contraire au chaos), car il exigeait un secret absolu, donc des officiers sûrs, et une parfaite coordination entre les différents services du DRS chargés de contrôler ces groupes : le CPO (Centre principal des opérations, ou « Centre Antar ») du commandant Amar Guettouchi, le CRI (Centre de recherche et d'investigation) de Blida du commandant Mehenna Djebbar, le CPMI (Centre principal militaire d'investigation) du commandant Athmane Tartag, dit « Bachir », et bien sûr le chef de la DCE, Smaïl Lamari, et son compère de la DCSA, Kamel Abderrahmane, qui chapeautaient ces opérations en liaison avec les généraux Toufik, Belkheir et Nezzar.

Dans les mois et les années qui suivront, ces manipulations tous azimuts déboucheront effectivement sur des GIA contrôlés par le DRS. Mais très vite, faute de coordination, elles déraperont, et la violence deviendra largement incontrôlable. Ce qui justifiera, à partir de l'automne 1992, l'engagement massif des forces spéciales de l'ANP, conduites par le général Mohamed Lamari, j'aurai l'occasion d'y revenir; disons simplement ici que la lutte sera menée avec une férocité et une abomination dépassant l'entendement (bombardements au napalm, utilisation de l'artillerie et des hélicoptères de combats, ordre de ne pas faire de prisonniers, usage massif de la torture...).

1. Pour ne donner qu'un exemple : à l'initiative du colonel Smaïl Lamari, le capitaine Ahmed Chaker, qui était mon adjoint à Chateauneuf, recruta un certain Mamou Boudouara, voyou et alcoolique notoire à Belcourt, devenu du jour au lendemain un fervent partisan de l'État islamique.

Le recrutement par le DRS des apprentis terroristes

En février 1992, j'étais loin d'imaginer que je n'étais qu'un instrument de ce plan diabolique. Je n'avais qu'une vision partielle des manipulations en cours. Par nos rapports, je savais par exemple que parmi les « chefaillons » intégristes d'Alger, il y avait l'« émir » Mohamed Guettaf, un agent de la DCSA qui commençait à s'illustrer en infiltrant les rangs des islamistes (il trouvera la mort à la Casbah, en 1993). Bien qu'officiellement recherché par les services de sécurité, cet agent « retourné » réussira à noyauter de nombreux groupes armés authentiques, se permettant même le luxe de ramener les émirs locaux vivants au CPMI de Ben-Aknoun pour qu'ils y soient « cuisinés ». Les récalcitrants étaient tués et ceux qui « craquaient » sous la torture étaient libérés pour ensuite commander leurs hommes (pour la plupart de jeunes naïfs qui croyaient participer au *djihad* contre le *Taghout*) en fonction des directives de Ben-Aknoun.

Je peux citer également le cas d'un autre agent qui a joué un rôle important. Il s'agit de Abdelkrim Gherzouli, dit Kari Saïd. Son parcours est pour le moins obscur. Il n'avait à ma connaissance pas fait partie des agents de la DCE. Le rôle qu'il a joué entre 1991 et 1994 m'amène à déduire qu'il a probablement roulé pour la DCSA (à moins qu'il n'ait d'abord été manipulé à son insu par une tierce personne avant d'être recruté). Kari Saïd apparaît dès 1991 comme un élément très actif dans la mise en place des maquis islamistes dans l'Algérois. Il a pris part à de nombreuses réunions clandestines, dont nous étions informés suffisamment à l'avance. Mais jamais nous n'avons reçu l'ordre d'intervenir – or, dans ce cas de figure, cela signifiait nécessairement que parmi les membres présents à ces réunions figurait une taupe importante encore utile.

De plus, Kari Saïd n'avait jamais pris part directement à des opérations. Or, en général, un islamiste qui s'engage dans la voie du *djihad* et qui choisit la clandestinité, n'a pas peur de la mort, au contraire il la souhaite ; ce qui n'était pas le cas de Kari Saïd. Cet aspect psychologique nous permettait d'identifier les vrais *moudjahidine* des faux : à l'époque, nous savions en effet que les maquis naissants commençaient à être truffés d'agents

du DRS, mais en dehors de leurs cadres manipulateurs et des trois patrons (Toufik, Smaïn et Kamel), fort peu d'entre nous les connaissaient. Tous ces éléments m'ont permis de déduire que Kari était sûrement un agent de la SM [1].

Si les agents de la DCSA de Kamel Abderrahmane étaient actifs, ceux de la DCE de Smaïn ne l'étaient pas moins. En effet, ce dernier était déçu que les animateurs du MIA (Abdelkader Chebouti, Meliani Mansouri, Saïd Makhloufi et Azzedine Baa) n'aient pas décidé, lors de la fameuse réunion de Zbarbar en janvier, d'engager sans délai la lutte armée, ce qui aurait servi de prétexte pour justifier tout de suite la dissolution du FIS – jusqu'en juillet 1992, le MIA ne mènera d'ailleurs que très peu d'actions. Smaïn opta donc pour une autre formule : manipuler les opposants et dissidents du FIS pour déborder les « historiques » et s'emparer de la « révolution islamique » pour le compte du DRS.

Ainsi, le DCE mit sur pied, dès le début 1992, des groupes armés « autonomes » à Dergana et à Herraga, à la périphérie est d'Alger. La logistique (caches, ravitaillement, moyens de transmission...) était assurée par l'ex-adjudant Abdallah Kaci, dit Chakib. Cet ancien sous-officier des services opérationnels de la SM avait été radié en 1980 lors de la célèbre « affaire de Gafsa » [2], puis recyclé dans le monde des affaires ; depuis 1991, il jouait le rôle d'intermédiaire entre Smaïl Lamari et les « correspondants » français recommandés par la DST et ses amis, intéressés par les marchés en Algérie. Dans les milieux de la SM, il était surnommé « Papa Noël », car chaque fois qu'un dignitaire avait besoin de produits introuvables en Algérie (whisky, cigares, parfums, fromages, etc.), il suffisait de faire appel à lui. Sa luxueuse villa située près de Reghaïa, dans la grande banlieue d'Alger, offrait toutes les commodités de dis-

1. Arrêté en février 1992 et détenu à la prison de Tazoult, il fera partie des mille deux cents fugitifs évadés de cette prison en mars 1994 (j'aurai l'occasion de reparler de cette autre manipulation des services). Faisait-il partie des éléments que la SM a alors remis « dans le circuit » ? Était-il en « mission commandée » pour faire du prosélytisme dans la prison et cibler les probables recrues au profit des services de sécurité ? Ce qui est sûr, en revanche c'est qu'après son évasion, Kari Saïd reprendra du service et participera à de nombreuses réunions d'unification des GIA, avant d'être définitivement éliminé en novembre 1994, au moment de la prise de pouvoir de Djamel Zitouni (voir chapitre 8).

2. Voir chapitre 4, note 1, page 101.

crétion et fut utilisée pour de nombreuses couvertures. Le propre fils de Chakib était un sous-lieutenant de la DCE, qui me fut affecté à Chateauneuf en avril 1992, dans la cellule de renseignement de l'ONRB (Office national de répression du banditisme).

Fin mai, alors que nous étions en train de « peaufiner » les listes des futurs membres du CCN (Conseil consultatif national, qui allait servir de Parlement à partir du 22 juin), le colonel Smaïn m'appela et me chargea de remettre une mallette à Chakib. En échange, je devais recevoir un dossier dont j'ignorais la teneur. Smaïn me dit seulement : « Va le voir, il t'expliquera. » Je fus accueilli au seuil de sa superbe villa par Chakib, que je ne connaissais pas auparavant. De petite taille, sans embonpoint, il transpirait la ruse et l'intrigue. Ce jour-là, j'ai appris que Chakib servait d'agent recruteur pour le compte du DCE, puisque je fus mis en présence d'un avocat (la trentaine, cheveux châtains, dont j'ai hélas oublié le nom) qui défendait les islamistes, mais qui en réalité soutirait des informations à ses clients pour... les communiquer à la SM !

Après les présentations, j'ai accompagné cet avocat à son cabinet à Aïn-Taya pour qu'il me remette des dossiers. Je n'ai eu que deux contacts avec lui, puisque dès la mi-juin je suis parti en mission à l'étranger (et qu'à mon retour, après l'assassinat de Boudiaf, j'ai refusé de poursuivre ma mission à Chateauneuf), mais je savais que les dossiers qu'il me donnait servaient à accumuler des preuves contre les islamistes incarcérés pour les soumettre à un chantage. Ils avaient le choix entre deux solutions : les poursuites judiciaires ou la coopération avec les services. Une fois le pas franchi, tout devenait possible ; en clair, ils étaient désormais des objets entre les mains criminelles des généraux.

La création, sous contrôle, du Mouvement pour un État islamique

L'un des cas de manipulation les plus étonnants est sans doute celui du Mouvement pour un État islamique (MEI), créé en février 1992 à l'initiative d'islamistes sincères, Saïd Makhloufi (venu du MIA), Abdelkader Moghni (imam qui prononçait des

fetwas contre le régime) et les frères Omar et Abdenacer Eulmi, qui avaient été des militants actifs du SIT (Syndicat islamique du travail, lié au FIS) dans les circonscriptions de Bab-el-Oued et Badjarah. Le SIT ayant été interdit en juin 1991, pour échapper aux arrestations qui frappaient alors ses dirigeants, les frères Eulmi étaient passés à la clandestinité dès cette époque et s'étaient rapprochés de Makhloufi, célèbre dans les milieux islamistes radicaux pour son opuscule sur la « désobéissance civile ».

La constitution du MEI a en fait été inspirée par le commandant Amar Guettouchi, chef du CPO, grâce à certains agents, comme Khaled Bouchemal (un élu du FIS dont j'ai déjà parlé) ou Sid Ahmed Lahrani (membre du bureau national du FIS), qui gravitaient autour des dirigeants du SIT pour les inciter à passer à l'action armée ; dans la foulée, le MEI, qui a mobilisé de nombreux militants convaincus du SIT, a fini par entreprendre de nombreuses actions qu'il a pratiquement toujours revendiquées. Mais ses dirigeants ignoraient que les taupes de la DCE leur communiquaient directement les instructions du colonel Smaïl Lamari que leur transmettaient leurs officiers traitants (le commandant Amar Guettouchi et le lieutenant Idir – ce dernier sera promu en novembre au grade de capitaine).

L'objectif qui avait été assigné à Bouchemal consistait, de par sa fonction de maire de Raïs-Hamidou (il ne fut remplacé dans cette fonction qu'à partir du 22 juin), à mettre les moyens de sa commune au service des « extrémistes » du SIT dans la clandestinité ; après sa destitution, il a joué le rôle de « courroie de transmission » entre le nouveau DEC (délégué exécutif communal) imposé par la SM et les membres du MEI.

Début mars, Sid Ahmed Lahrani avait quant à lui remis à Omar Eulmi un cachet au nom du « Mouvement pour un État islamique », destiné à authentifier les communiqués que rédigeraient les responsables du SIT. Mais ce cachet n'était en fait que le double d'un original confectionné par les services techniques du CPO à Antar, qui servirait à la SM à élaborer de « vrais faux » communiqués du MEI, à l'insu de ses dirigeants : dès que paraissait un vrai communiqué (revendiquant un « État islamique en Algérie », protestant « contre l'interruption du processus électoral » ou appelant au *djihad*), le commandant Amar

sortait immédiatement un faux (rédigé par le capitaine Djaafar) pour discréditer le vrai, ou pour exacerber les revendications. Les responsables du MEI ont découvert le subterfuge, mais ils n'étaient qu'une poignée et ils ne pouvaient pas rivaliser avec la machine de propagande du DRS (ils finiront d'ailleurs par se rallier au GIA et ne découvriront que bien tard, j'y reviendrai, la réalité de sa manipulation).

En mai ou juin 1992, l'agent Khaled Bouchemal, manipulé par le lieutenant Idir, reçut une importante somme d'argent en devises pour passer des « vacances » en Tunisie : ce voyage était une simulation visant à faire croire aux responsables du MEI qu'il avait ramené de Tunis le lot de matériel radio et les manuels de guérilla qu'il leur avait remis (alors qu'en fait, ils venaient de la DCE).

Les militants du MEI se réunissaient dans une villa à Bouzaréah. Toujours muni d'un mini-magnétophone de poche quand il assistait à ces réunions, Bouchemal nous remettait tous les enregistrements, ce qui nous permettait ensuite d'agir sélectivement, pour neutraliser les éléments les plus dangereux ou tenter d'approcher les nouveaux membres du groupe.

Lorsque, vers la fin mai 1992, j'ai eu vent de cette opération de manipulation conduite par le lieutenant Idir, officier de recherche faisant partie de mon service, j'ai pris la décision de refuser la conception de la lutte antisubversive du patron de la DCE. Il est important d'expliquer que cette opération a été initiée au moment où j'étais détaché à Aïn-Naâdja, dans le cadre de l'administration de l'état d'urgence : ce n'est qu'en reprenant le SRA en mai 1992 que j'ai pris connaissance de l'ampleur des dégâts, d'où ma décision de me désolidariser des manœuvres de Smaïn. Le lieutenant Idir recevait directement ses instructions de ce dernier et il m'informait régulièrement de ses contacts. Ne voulant pas m'ingérer dans des affaires scabreuses que je désapprouvais, j'ai fini par être court-circuité et écarté des centres de décision.

J'apprendrai quand même que la manipulation du MEI en recouvrait une autre, encore plus grave, le noyautage du groupe de Baïnem, un quartier à la limite ouest d'Alger. Contrairement aux groupes relativement bien structurés du MIA de Chebouti, du MEI de Mekhloufi ou de El Bakoun alla El-Aahd (les « fidèles du serment », que dirigeaient conjointement Oussama

Abbassi et Kameredine Kherbane [1]), il s'agissait de l'un des premiers groupes hétéroclites totalement *made in Antar* qui allaient bientôt donner naissance au GIA sous la forme sanguinaire d'un groupe « exterminateur », n'ayant aucune relation avec le FIS et encore moins avec l'islam. Le seul lien entre le MEI et le groupe de Baïnem était qu'ils utilisaient la même villa de Bouzaréah, que la SM mettait à leur disposition.

À la même époque, en effet, des explosifs furent dérobés à la carrière Jobert (située entre Bologhine et Raïs-Hamidou) par des « présumés terroristes » qui ressemblaient à des professionnels : fort bien renseignés, ils n'avaient laissé aucune trace de leur forfait (le gardien de nuit avait été ligoté et le vol commis en toute quiétude). Curieusement, aucune enquête des services de sécurité ne fut diligentée à la suite de cet événement important, alors même que la menace islamiste était à son paroxysme. Les explosifs (certainement destinés à la fabrication de bombes artisanales) furent dissimulés dans la villa de Bouzaréah. C'est là que sera planifié l'attentat meurtrier de l'aéroport d'Alger du 26 août 1992 (voir chapitre suivant), très probablement perpétré avec les explosifs de la carrière Jobert – un attentat qui porte la marque incontestable du chef de la DCE.

Un sous-officier transformé en émir

Mais, je l'ai dit, le DRS ne se contentait pas de ce genre de manipulation. Dans la droite ligne des préparatifs de « maquis islamistes du DRS » engagés dès avril 1991 à la demande de Smaïn (voir chapitre 3), les premières cellules du futur GIA furent créées dans l'Algérois au printemps 1992 avec des jeunes

1. Après les arrestations de Abbassi Madani et Ali Benhadj le 30 juin 1991, le FIS, en proie à de multiples dissensions – il y eut aussi la dissidence des « renégats Merani, Lefkih, Sahnouni » –, avait failli éclater du fait des divergences internes et du travail de sape de la SM. De juillet à décembre de la même année, c'est en partie grâce au charisme et à l'efficacité de Abdelkader Hachani et de Mohamed Saïd que le FIS réussit à surmonter les obstacles et à entraîner ses militants à la bataille électorale. Mais durant cette période, certains militants recherchés ont formé un noyau d'« inconditionnels » des leaders du FIS emprisonnés, dénommé les « fidèles du serment » (ils ont fait le serment d'instaurer une république algérienne fondée sur les principes de l'islam et de poursuivre le combat jusqu'à la chute des « tyrans »). C'est finalement en janvier 1992 que cette organisation a été effectivement créée.

sympathisants de la secte El-hidjra oua at-takfir de Dergana, Herraoua, Bordj El-Kiffan, Benzerga, Bentalha et de la cité Faïzi [1]. Dans la région du centre, des cellules analogues furent créées à Larbaâ (avec les éléments virulents de Meftah, Baraki, Sidi-Moussa, Les Eucalyptus), à Blida (avec des islamistes recrutés à La Soumaa, Ouled Yaïch, Boufarik, Oued El-Alleug et la localité où se trouve l'université), à Médéa et à Chlef. Les cadres de la SM du CPO Antar et du CRI de Blida ont activement contribué à la mise en place de ces cellules, parfois maladroitement il faut l'avouer, compte tenu de la précipitation (il fallait à tout prix multiplier les groupes islamistes pour justifier la répression et la dissolution du FIS) et du double jeu de certaines « recrues » islamistes, pour la plupart issues des milieux défavorisés et aisément manipulables, par les émirs du DRS mais aussi par les authentiques chefs extrémistes (n'ayant aucune formation politique ou religieuse et pour la plupart sans emploi et sans avenir, les jeunes *moudjahidine* combattaient pour le plus offrant ou pour celui qui « prêchait le mieux »).

D'autres cellules (ou *katibate*, selon la terminologie de l'époque) ont également vu le jour à l'est et l'ouest du pays, car une sorte de folie s'était emparée des chefs des trois principaux CRI (Djebbar à Blida, Waheb à Oran et Farid à Constantine), qui jouaient à « qui plairait le plus au chef » et qui n'hésitèrent pas à créer des groupes islamistes directement commandés par leurs hommes.

1. C'est ainsi que le lieutenant du DRS Farid Achi, dont j'ai déjà parlé, a réussi dès 1992 à s'infiltrer parmi des jeunes de la Casbah et à créer son propre groupe après s'être échappé d'une arrestation simulée (un an plus tard, il fera partie des dirigeants nationaux du GIA). Il organisera l'exécution de policiers, magistrats et fonctionnaires par des hommes convaincus de se battre pour la bonne cause. Plus tard, il a monté des opérations dans lesquelles de nombreux combattants furent tués, divulgué des caches d'armes et dénoncé certains de ses hommes. Puis, lorsque la DRS a décidé que ce « faux » groupe ne devait plus servir, Achi distribua à ses *moudjahidine* près de deux cents paires de chaussures de sport coréennes dites « Tango », inconnues en Algérie. Ainsi facilement repérables quand ils descendaient en ville, ces hommes seront abattus comme des lapins. Et du coup, les membres des groupes armés seront surnommés « tangos » au sein des forces de sécurité (pour un récit détaillé de cet épisode, voir : Valerio Pellizzari, « Ecco come il regime ha infiltrato la Casbah », *Il Messagero Domenica*, 1er février 1998, cité par B. Izel, J. S. Wafa, W. Isaac, « What is the GIA ? », *An Inquiry into the Algerian Massacres*, Hoggar Books, Genève, 1999, page 399).

Le cas de l'adjudant Omar, de son vrai nom Youcef Belaala, est typique de ces méthodes. Ce jeune sous-officier, natif d'El-Eulma, s'était engagé dans l'armée en 1978. Grand, sportif, il fut major de promotion lors de la formation qu'il effectua à l'école de la Sécurité militaire de Béni-Messous en 1979 et 1980. C'est d'ailleurs durant sa formation, alors que j'étais instructeur, que j'ai décelé ses aptitudes, son excellent niveau d'instruction et sa capacité de travail, et c'est pour cette raison que lorsqu'il fut muté à Constantine, je l'avais choisi pour s'occuper de mon secrétariat de 1983 à 1987. C'était en quelque sorte le sous-officier modèle que tous les responsables convoitaient.

L'histoire de ce sous-officier « émir » me fut rapportée dans les moindres détails en juillet 1995 par l'adjudant Harkati Seghir, ancien voisin à Constantine (je l'avais aidé à réintégrer le service en 1982, après sa radiation). Le témoignage de ce sous-officier n'est pas à mettre en doute, tant il a fait preuve de sincérité à mon égard durant toute sa carrière ; il m'avait justement fait cette confidence pour se plaindre des méthodes mafieuses de son chef, car il craignait pour la vie de ses deux fils, qu'il avait enrôlés au CRI de Constantine. Il a été aussi un témoin oculaire de l'arrestation et des tortures infligées à l'adjudant Omar.

Début 1992, ce dernier était toujours en fonction en tant que secrétaire au bureau régional de la prévention qui relevait du CRI situé à la caserne Benmaati de Constantine (mitoyenne du stade Benabdelmalek et qui fait face au siège de la *wilaya*). Au printemps, il reçut l'ordre du colonel Farid Ghobrini de prendre la direction d'un petit groupe islamiste armé (composé de jeunes croyant naïvement qu'Omar servait la cause islamique et ignorant qu'il roulait toujours pour le compte du DRS). Grâce aux informations qu'il détenait, Omar et son groupe agiront pendant deux ans à la périphérie de Constantine (notamment à Djebel Ouahch, Bekira, Aïn El-Bey...), assassinant des policiers et des militaires et posant des engins explosifs qui semaient la terreur chez les habitants de la ville.

Omar travaillait normalement durant la journée à la caserne et rentrait normalement le soir chez lui : les contacts avec ses membres s'opéraient en dehors des heures de travail, généralement le soir, ou en prétextant des missions ou des contacts avec ses agents. Même ses collègues ignoraient son double jeu, puisqu'en tant que « terroriste », il était aussi chargé d'éliminer les cadres de la SM suspectés de sympathie avec les islamistes.

Mais en 1994, l'un des membres de son groupe, qui devait faire exploser une bombe à Bekira, commit une maladresse et sauta avec son engin – il y perdit une jambe. Arrêté par les services de sécurité, il donna le nom de son « émir ». Paniqués par cet événement imprévu, et par le fait que l'implication de la SM risquait d'être dévoilée si Omar était arrêté, les responsables locaux de la DCE décidèrent de l'éliminer pour faire croire aux autres services de sécurité – police et gendarmerie nationale – que ce sous-officier était un authentique terroriste.

Le soir même, vers 20 heures, sur ordre du colonel Kamel Hamoud (qui avait remplacé Farid Ghobrini à la tête du CRI de Constantine à la mi-1992), l'adjudant Harkati Seghir et deux de ses collègues allèrent chercher Omar à son domicile sis à la cité Boussouf, lui expliquant que leur chef avait « besoin de lui pour un travail urgent ». Sans l'ombre d'un soupçon, il accompagna ses collègues à bord d'une R4 au siège du CTRI : il y fut liquidé de sang-froid – non sans avoir été torturé auparavant – pour accréditer la thèse de son appartenance à un groupe armé et pour qu'il ne dénonce jamais les commanditaires de cette opération. À sa famille, qui n'a pu voir le corps, les responsables de la DCE déclareront que... l'adjudant Omar avait été abattu par des islamistes lors d'une opération de ratissage.

L'affaire de Telemly et la mort du commandant Guettouchi

Mais revenons à ce sombre printemps de 1992. Personnellement, bien que m'étant montré sceptique quant aux résultats des opérations d'infiltration des réseaux terroristes, j'étais encore convaincu que ce travail était destiné à prévenir les attentats, à remonter les réseaux logistiques et les réseaux dormants, voire à identifier leurs financements extérieurs.

Mais les responsables du DRS, on l'a vu, sont allés bien plus loin et compte tenu de mes positions légalistes, j'étais systématiquement écarté des centres de décision dès qu'une opération « louche » était initiée. C'est au cours des semaines d'avril et de mai 1992 que j'ai vraiment pris conscience de l'irresponsabilité de Smaïl Lamari et de son implication directe dans la manipulation des groupes qui allaient former le GIA. Indices et informa-

tions bizarres se multipliaient. Je pense par exemple au cas de Moh Leveilley, que j'ai déjà évoqué : comment expliquer que ce terroriste, dont j'étais certain qu'il était un agent du DRS, puisse multiplier impunément les actions criminelles (assassinat par-ci, embuscade par-là contre des policiers, des gendarmes ou des militaires, notamment de jeunes appelés des Eucalyptus, de Larbaâ, de Meftah...), au point de devenir un héros pour les jeunes qui prenaient le chemin des maquis ? Comment expliquer que son adjoint, un certain Abdelhak Layada, tôlier à Baraki, puisse aussi facilement se jouer des forces de sécurité ?

En effet, en avril, quoique traqué par la gendarmerie à son domicile de Baraki, Layada réussit à s'échapper en prenant une femme en otage. Au cours de cette opération, le capitaine Attoui, de la gendarmerie, fut blessé après plusieurs échanges de tirs. Quelques jours après cet épisode, au siège du commandant de groupement de la gendarmerie à Alger à Birmandreis, en présence de son chef, le commandant Abdelaziz Chater, il me racontera qu'il ne comprenait pas comment Layada avait pu quitter la zone alors que des barrages des unités de l'ANP contrôlaient tous les carrefours. Il me répétait sans cesse que, sans une complicité de la part des membres de ces unités, il aurait été impossible à Abdelhak Layada de s'échapper [1].

La même situation étrange se répétera quelques semaines plus tard, lors d'une opération menée au Telemly, un quartier des hauteurs d'Alger, contre Abdelkrim Bentebiche, réputé être un des lieutenants de Moh Leveilley, et deux de ses compagnons : ceux-ci purent « filer à l'anglaise », malgré un imposant dispositif (ninjas de la police, GIS, groupes d'intervention de la

1. La suite de la « carrière » de cet individu, lui aussi sans connaissances religieuses, montrera qu'il ne pouvait qu'être un agent du DRS. À la mort de Moh Leveilley, en août 1992, il s'imposera comme l'« émir national » du GIA, qui se fera connaître pour la première fois sous cette appellation en octobre. Quelques mois plus tard, en juin 1993, il est arrêté à Oujda, au Maroc (je reviendrai sur cet épisode au chapitre 8). Le général Smaïn d'abord, puis le général Khaled Nezzar, alors ministre de la Défense, se rendront en personne à Rabat pour demander au roi Hassan II son extradition : en quoi un tôlier, autoproclamé émir national, pouvait-il être plus important que les authentiques dirigeants du FIS en exil ? Et comment expliquer qu'il ait été épargné, en février 1995, lors de la féroce répression d'une mutinerie à la prison de Serkadji, qui causa la mort de plus d'une centaine de prisonniers ? Autre indice : au cours des années 1993 à 1995, de nombreux faux communiqués attribués aux GIA, mais qui en réalité étaient confectionnés dans les locaux du DRS, ont revendiqué la libération de l'« émir » Abdelhak Layada.

gendarmerie). Cette affaire du Telemly mérite d'être contée, car elle s'est soldée par la mort du commandant Amar Guettouchi, le chef du Centre Antar (CPO), avec qui je collaborais régulièrement à l'époque, et dont j'ai déjà raconté le rôle essentiel qu'il avait joué dès 1991, sur les instructions de Smaïl Lamari, dans la création des premiers groupes islamistes armés *made in DRS*.

Le 4 mai, une information de première main nous parvint vers 8 heures du matin : le groupe de Bentebiche avait été localisé dans une villa au Telemly. L'utilisation de ce genre de renseignement, avant de passer à l'action et de donner l'assaut, nécessite une étude opérationnelle approfondie. Or, ce jour-là, je devais impérativement participer, toute la journée, à la *wilaya* d'Alger, à une réunion de la commission chargée d'élargir des individus déportés dans les camps du sud, à qui il n'était rien reproché [1]. À cette réunion, présidée par Chérif Abderrahmane Méziane, *wali* d'Alger, participaient également un représentant de la DGSN, un de la gendarmerie nationale et un de l'Observatoire national des droits de l'homme (ONDH, une structure créée en février 1992 pour donner une couverture « démocratique » à la répression menée contre les islamistes).

Vers 17 heures, fatigué par cette journée marathon, j'ai fait un crochet par Chateauneuf pour m'enquérir de la situation avant de rentrer chez moi. À mon arrivée, le groupe d'intervention était sur le pied de guerre, prêt à agir. Pendant mon absence, le commandant Guettouchi avait tout préparé – il voulait sans doute démontrer à ses supérieurs qu'il méritait le poste de Genève que lui avait fait miroiter le général Toufik.

Je croisai Amar Guettouchi alors qu'il montait dans sa Volvo grise. Il me dit gentiment : « Alors tu viens, Lahbib ? » « Non, je suis fatigué », répondis-je, alors qu'en fait je pensais à la précipitation avec laquelle cette opération avait été préparée. Ce furent mes dernières paroles échangées avec le commandant

1. Cette commission, qui se réunissait toutes les deux ou trois semaines, avait été créée en avril à l'initiative du HCE, avec trois objectifs : répondre aux demandes de libération très nombreuses que des familles de détenus adressaient à leurs relations dans les forces de sécurité ; faire un geste en direction des officiers loyaux du DRS et de l'ANP, qui jugeaient toutefois que la répression allait beaucoup trop loin ; et enfin donner quelques gages de « légalisme » à l'opinion publique internationale. J'ai participé à trois réunions de cette commission, avant d'y déléguer le capitaine Chaker.

Amar. Le lendemain, mon chauffeur m'apprit qu'il avait été blessé à la cuisse au cours de cette opération et transféré en France.

Le commandant Amar avait indiqué correctement la « cible » – la villa ou se terraient Bentebiche et deux de ses acolytes –, mais en arrivant sur les lieux, le commissaire de police Mohamed Ouaddah (il était là avec Mohamed Issouli, l'un des adjoints du commissaire Tahar Kraa à l'ONRB), commit une méprise : ce fut une villa voisine qui fut prise d'assaut. Le boucan et la confusion ainsi créés permirent à Bentebiche et à ses deux acolytes de prendre la fuite. Cette bourde incroyable coûtera la vie à deux officiers, le commandant Amar et le sous-lieutenant Tarek, du GIS.

Ce dernier a payé de sa vie son héroïsme : il fut le seul à pénétrer à l'intérieur de la villa véritablement ciblée et fut immédiatement fauché par une rafale tirée par Bentebiche. Celui-ci, pourtant blessé, s'empara de l'arme et de la radio de l'officier, qui gisait dans une mare de sang. Dans leur course, les trois fuyards rencontrèrent, à deux cents mètres du lieu du drame, le commandant Amar et le commissaire Mohamed Ouaddah. Des coups de feu furent tirés et le commandant Guettouchi reçut une balle dans la jambe.

Qui a tiré sur lui ? Nul ne le saura jamais. Des officiers du GIS présents sur les lieux m'affirmeront que le commissaire Ouaddah aurait paniqué à la vue des terroristes et qu'il aurait accidentellement blessé le commandant Guettouchi. Cette version me paraît la plus plausible : les terroristes étaient en effet armés de Kalachnikovs et ils auraient fait un carton s'ils avaient tiré, ce qui, d'après les témoins, ne fut pas le cas. Le lendemain de la tragédie, j'ai rencontré Ouaddah : dans un état de choc total, le visage blême, il ne pouvait aligner deux phrases consécutives. (Il fut ensuite mis sur la touche par le colonel Smaïl Lamari et ne réapparaîtra que deux ans plus tard, pour être nommé... directeur général de la police nationale ; une très belle promotion pour un chef de sûreté de *wilaya* ; du jamais vu dans les annales de la police nationale.)

Blessé et saignant abondamment, le commandant Guettouchi ne fut évacué vers l'hôpital militaire de Aïn-Naâdja que plus de quarante-cinq minutes après l'accrochage, les secours n'ayant pas été diligents. Le temps qu'il se soit vidé de son sang, alors

que le centre hospitalier universitaire de Mustapha n'était qu'à une dizaine de minutes du lieu de l'opération. Transféré par avion spécial en France le soir du drame, il devait mourir durant le trajet. Les responsables du DRS attribueront sa mort à son diabète ; l'ayant côtoyé depuis le milieu des années 80 jusqu'à son dernier jour, je peux affirmer qu'il n'a jamais souffert de cette maladie. Son dossier médical peut certainement en attester.

Tout indique que le commandant Amar Guettouchi a été volontairement liquidé par son chef Smaïl Lamari : l'erreur de la cible, le retard des soins, le mensonge sur son diabète, la récompense ultérieure du commissaire Ouaddah... Tout cela me conforte dans l'idée que le chef du CPO a été éliminé dans une mise en scène sophistiquée de Smaïn, du fait du rôle essentiel qu'il jouait dans la mise en place de la « stratégie de la terreur », avec laquelle il commençait sans doute à se dissocier (le commandant Guettouchi devait être affecté en juillet à l'ambassade d'Algérie à Genève en tant que chef du bureau de sécurité, en remplacement du commandant Hamidou, et il commençait à prendre ses distances par rapport au DCE). Même si la presse et certains responsables ont avancé l'idée que Bentebiche était un « lieutenant » de Moh Leveilley, je suis en tout cas certain que Bentebiche n'était pas une « créature » du commandant Guettouchi – si c'était le cas, il n'aurait jamais dirigé une opération contre lui.

Amar Guettouchi a en tout cas emporté dans la tombe beaucoup de secrets sur la « résurrection » du MIA, la création des « groupes islamistes de l'armée » et les coups tordus qu'il a exécutés pour le compte du duo Toufik/Smaïn. Il servait hélas de « fusible » pour Smaïl Lamari, tout comme Tartag assumait alors les vilains coups de Kamel Abderrahmane (mais le colonel Tartag, lui, un terrible tortionnaire dont j'aurai l'occasion de reparler, saura échapper aux risques de son « sale boulot » : il restera en fonction jusqu'en mars 2001, et il est toujours vivant à ce jour).

Quelques jours après l'affaire du Telemly, comme pour se « couvrir », Smaïl Lamari commandita une nouvelle opération, dont la sauvagerie ne pourrait être interprétée par la plupart d'entre nous, ignorants des dessous de l'élimination de Guettouchi, que comme une vengeance légitime contre les islamistes : il

décida de « faire un carton » dans une villa de Belcourt qui aurait servi de cache à des intégristes, censée appartenir au patron de la DGSN, M'hamed Tolba. Smaïn en personne dirigea l'opération – la première et sûrement la dernière à laquelle il a participé.

Une opération vraiment très curieuse : comment croire que de « dangereux islamistes » aient pu se réfugier dans une villa du premier policier d'Algérie ? De plus, les présumés islamistes n'étant pas armés, leur capture par les éléments du GIS aurait été facile ; pourtant, tous furent massacrés, même ceux qui cherchaient à se rendre furent abattus de sang-froid, comme des chiens. Enfin, la presse n'a pas du tout évoqué cette affaire. Voilà pourquoi je pense qu'elle a été montée de toutes pièces par le DCE afin de nous faire croire qu'il avait vengé son officier, et d'écarter ainsi les soupçons qui pouvaient peser sur lui : il a dû regrouper quelques agents dans la villa du DGSN pour pouvoir les liquider ; c'est ce qui explique aussi pourquoi il n'a laissé aucun survivant.

Mission au Pakistan

L'histoire de la création du GIA par les services secrets ressemble à celle de *Docteur Jekyll et Mister Hyde* : à un moment donné, pratiquement dès le deuxième trimestre 1992, le processus de manipulation ne fut plus maîtrisé. De nombreux agents retournés, menant double jeu, s'étaient « volatilisés » dans les maquis. Et à cause du cloisonnement, les agents du CPMI et ceux du CPO se faisaient la « guerre » : en tant que responsable de la cellule de renseignement du PCO, je ne comptais plus les interventions du colonel Kamel Abderrahmane, de Amar ou de Tartag, pour me demander de relâcher tel ou tel, qui venait d'être arrêté, car il « travaillait » avec eux. Le manque de coordination, dans ce plan diabolique, était d'ailleurs tout aussi grave entre les structures du DRS et les autres institutions de l'État. C'est dans cette cacophonie que la lutte contre les « intégristes » a été engagée.

Je ne pouvais plus être d'accord avec cette politique suicidaire pour le pays. Comme je l'ai dit, après avoir compris les véritables objectifs de la manipulation du MEI, je décidai, fin mai,

de me désolidariser de Smaïn. Je me suis alors retiré au PCO de Chateauneuf pour me consacrer au travail d'exploitation (tous les rapports d'agents atterrissaient sur mon bureau et il fallait trier les données, vérifier la crédibilité des renseignements et sur la base des informations recueillies, préparer des synthèses pour le chef du DRS), avant d'effectuer une mission à l'étranger. Durant ma « vacance », le CPO fut directement dirigé par le colonel Smaïl Lamari. Après la mort du commandant Guettouchi, son intérim aurait dû normalement être confié soit au commandant Achour Boukachabia (sous-directeur), soit à moi-même, qui étions à la DCE les officiers les plus gradés après Smaïn. Mais nous n'avons été choisis ni l'un ni l'autre, car nous étions tous deux des légalistes qui auraient refusé de participer aux opérations insensées qu'il conduisait. C'est donc le colonel Smaïn en personne qui dirigera le CPO jusqu'à la désignation du colonel Farid Ghobrini, venu du CRI de Constantine.

Je devais prendre du champ. En accord avec Smaïn, je suis donc parti au Pakistan, du 11 au 27 juin. Ma mission était de donner de nouvelles instructions à nos « taupes » dans les camps de Peshawar et de localiser deux anciens dirigeants du FIS, Boudjemaâ Bounoua, dit « Abdallah Anas » [1], et Kameredine Kherbane, considérés par le DRS comme de dangereux terroristes. Mes services les pistaient, car ils avaient obtenu des visas du service consulaire auprès de l'ambassade d'Algérie au Pakistan, leur permettant de se déplacer sans être inquiétés.

Lors de ce voyage, j'ai appris avec surprise d'Amimour Mahiedine, l'ambassadeur d'Algérie à Islamabad (qui ignorait évidemment la nature de ma mission), que l'ambassadeur de France lui avait demandé son avis quant à la délivrance de visas d'entrée en France à ces deux hommes, inconnus de notre représentant alors qu'il s'agissait justement de ceux que j'étais venu localiser ! Moralité : l'ambassadeur français était mieux

1. Selon les archives que j'avais pu exploiter en 1990, Boudjemaâ, originaire de Béchar, était un membre actif de l'« internationale islamiste » ; il était très lié à Makhloufi avant qu'il ne parte en Afghanistan en 1991 pour échapper à la persécution dont il faisait l'objet. En Afghanistan, il s'est lié à Abdallah Azzem, autorité religieuse incontestée dont il est devenu le gendre. C'est à partir de Peshawar qu'il a organisé le retour des « Afghans algériens ». Après la victoire des *moudjahidine* sur les troupes soviétiques et suite aux conflits entre les différentes factions, Boudjemaâ Bounoua, devenu « Abdallah Anas », s'est hissé au rang de conseiller militaire du chef de guerre afghan Shah Massoud, qui combattait contre Gulbudin Hekmetyar.

informé que le nôtre. De plus, lors de mon séjour d'une quinzaine de jours, j'ai pu constater que jamais un ambassadeur ou un quelconque représentant de notre ambassade n'avait mis les pieds à Peshawar (ville distante d'une centaine de kilomètres de la capitale, Islamabad), alors que les *moudjahidine* algériens s'y trouvaient par centaines depuis le début des années 80. Voilà comment la lutte anti-intégriste était menée à l'étranger...

Je pense que c'était moins le fait de l'incompétence que d'une volonté délibérée des sorciers du DRS. J'en veux pour preuve un autre exemple, également sur le terrain diplomatique. Dès le mois de janvier 1992, les « décideurs » avaient accusé l'Iran de financer les islamistes algériens et ils avaient rompu les relations diplomatiques avec ce pays. Le personnel diplomatique algérien a été rappelé, mais le commandant Medjdoub, qui était en poste à Téhéran, est resté en place en tant que conseiller ou chargé d'affaires. Il a été maintenu « discrètement » pour entretenir les réseaux islamistes qui sillonnaient le Soudan, le Yémen, le Pakistan, l'Arabie Saoudite, etc. : il s'agissait d'agents algériens établis en Iran qui faisaient du commerce (cuir, textile, tapis, pistaches...) et qui communiquaient des informations aux dirigeants iraniens.

Cette stratégie obéissait à la politique du « au cas où... ». Contrairement aux apparences, en effet, les ponts n'ont jamais été coupés avec les pays comme l'Iran ou le Soudan, qui furent pourtant accusés en 1992 de « soutenir le terrorisme en Algérie ». Même s'il y a eu rupture des relations diplomatiques officielles, la « diplomatie parallèle » a toujours été maintenue. Toujours le double discours : démagogique, d'un côté, pour satisfaire les « démocrates » algériens et le CNSA, « pragmatique », de l'autre, pour permettre aux barons du régime mafieux de poursuivre leurs affaires...

7.

1992-1994 : la furie meurtrière

Le 29 juin 1992 à 11 h 30, je venais de terminer le rapport sur ma mission au Pakistan lorsqu'un sous-officier vint m'annoncer : « On a tué Boudiaf! » Ne réalisant pas immédiatement, je répondis : « Qui ? » « On a tué le président à Annaba ! », répéta-t-il.

J'eus à peine le temps de reprendre mon souffle que le téléphone sonnait. C'était le colonel Saïdi Fodhil, le chef de la DDSE (Direction de la documentation et de la sécurité extérieure du DRS) : « Vous êtes au courant ?

– Mais comment est-ce possible ? Ce n'est pas vrai !

– C'est un des nôtres qui a fait ça ! Venez tout de suite, il y a une réunion à midi et demi avec le directeur, en présence du ministre. »

C'était la consternation ! Nous étions une vingtaine de responsables du DRS présents à cette réunion au siège du DRS à Delly-Brahim, où seul le général Nezzar prit la parole. Il nous expliqua qu'il nous avait réunis en premier, avant même les chefs de régions, les commandants d'armes et les directeurs centraux du ministère de la Défense, car il sollicitait notre soutien pour poursuivre sa « mission », soulignant expressément que si nous n'étions pas derrière lui, il abandonnait sur-le-champ. Il prit soin de disculper le commandant Hamou, le chef du GIS (l'unité du DRS dont faisait partie l'assassin de Boudiaf, le sous-lieutenant Lembarek Boumaarafi) : « Tout le monde le connaît, il n'y est pour rien. C'est un illuminé qui a fait ça ! » Et il affirma que Boudiaf avait eu... de la chance : « Il est mort en président. » (Je reviendrai au chapitre 10 sur les circonstances et les suites de l'assassinat de Boudiaf.)

Pour moi, c'était vraiment la rupture.

Rupture

Le même jour, vers 17 heures, en remettant mon rapport de mission au colonel Saïdi Fodhil, je lui ai fait part de mon vœu de quitter la DCE, sans donner d'explications, me contentant de dire que je ne partageais plus les conceptions de Smaïn en matière de lutte antisubversive. Il avait tout de suite compris que le courant ne passait plus et il me promit d'en parler au général Toufik.

Après les funérailles de Boudiaf, j'ai remis à ma hiérarchie ma demande de radiation, datée du 3 juillet, et je suis allé chez moi à Annaba. Pourquoi cette décision ? Depuis janvier 1992, je m'apercevais qu'une force occulte cherchait coûte que coûte l'escalade et le chaos. Au départ, j'avais mis cela sur le compte de l'incompétence, puis, progressivement, j'ai compris que c'était de la préméditation.

En 1989, je le dis sincèrement, j'étais contre l'agrément accordé au FIS et au RCD. Non que je sois hostile à ces deux partis politiques. Mais tout simplement parce que les responsables du pays – par calcul politicien – ont transgressé la Constitution, qui interdisait l'octroi de l'agrément à un parti à caractère religieux ou régional.

En janvier 1992, j'étais également opposé à l'annulation des élections législatives et l'interruption du processus électoral. Non pas parce que je serais pour ou contre X ou Y ; mais simplement parce que l'on ne corrige pas une erreur par une erreur plus grande. À mon avis, le processus aurait dû être poursuivi et si les islamistes imposaient leurs vues par la terreur, nous avions les moyens d'intervenir. Mais il ne fallait pas intervenir avant.

En février 1992, je me suis opposé à l'ouverture des camps de sûreté. Non pas par sympathie pour les intégristes, mais parce que cette mesure était incompatible avec la notion de droit. La loi dit qu'une personne soupçonnée d'un crime ou d'un délit est présumée innocente jusqu'à preuve du contraire. Donc il fallait sanctionner les coupables, les juger pour les actes délictueux qu'ils auraient commis et non s'attaquer aux innocents, ce qui ne pouvait que précipiter la radicalisation et la violence.

À la même époque, j'étais aussi contre la dérive qui s'opérait : au lieu de combattre le terrorisme intégriste, les responsables de

l'armée se sont évertués à combattre l'islam. Les salles de prière ont été interdites dans les casernes, les officiers pratiquants ou qui fréquentaient les mosquées sont devenus du jour au lendemain des suspects. J'ai même entendu des officiers supérieurs déclarer : « Entre l'islam et l'Algérie, je choisis l'Algérie », paraphrasant Slimane Amirat, un ancien révolutionnaire opposant qui avait créé à la fin des années 60, avec Krim Belkacem, le MDRA (Mouvement démocratique révolutionnaire algérien) et qui avait affirmé : « Entre la démocratie et l'Algérie, je choisis l'Algérie » (c'était, je crois, lors de la grève insurrectionnelle du FIS en juin 1991).

La stratégie déployée durant tout le printemps 1992 ne pouvait qu'aboutir au chaos et à la catastrophe. J'étais contre le fait d'encourager la création de maquis, contre la manipulation effrénée, la répression sauvage, la politique du pourrissement et de division des Algériens, les meurtres gratuits sous prétexte que les islamistes arrêtés seraient libérés par la justice, le mépris affiché par les responsables à l'égard de leurs concitoyens.

Dans de nombreuses analyses, j'avais pourtant prévenu le commandement en expliquant que le dispositif adopté conduisait irrémédiablement à l'échec, car on ne peut pas faire la guerre à tout un peuple ; et que le meilleur moyen de venir à bout de l'extrémisme était de s'attaquer aux racines du mal : il fallait offrir à la jeunesse un enseignement de qualité, permettre l'égalité des chances à tous les Algériens, combattre l'exclusion et la marginalisation, les fléaux sociaux, la corruption, le favoritisme et le clientélisme, offrir une occupation saine à la jeunesse et tenter de résorber les problèmes du chômage et du logement. Malheureusement, je n'ai pas été écouté, car tout avait été planifié à l'avance par les fossoyeurs de l'Algérie.

En mai 1992, j'étais contre la torture systématique infligée aux détenus dans les locaux de la caserne de Chateauneuf. Certains officiers de la SM et de la police prenaient plaisir à commettre des sévices corporels pour extorquer des aveux. À mes yeux, il s'agissait de pratiques criminelles inqualifiables et inhumaines. Je ne comprenais pas pourquoi des Algériens pouvaient faire cela à leurs compatriotes. Heureusement – et je ne remercierai jamais assez Dieu pour cela –, je n'ai jamais tout au long de ma carrière eu à ordonner ou à pratiquer la torture, comme d'ailleurs je n'ai jamais procédé ou ordonné l'arrestation d'un citoyen quel qu'il soit pour ses opinions politiques.

C'était de l'inconscience de la part des chefs de l'armée et je ne voulais pas partager l'échec avec des responsables qui ne pensaient qu'à leurs intérêts égoïstes. Je suis devenu un opposant qui défendait les causes justes, car j'estime que si un dialogue franc avait été instauré, la situation n'aurait jamais dégénéré de la sorte.

Ma décision n'a donc pas été prise sur un coup de tête : j'avais déjà fait part de toutes ces remarques à ma hiérarchie. En me retirant chez moi, le colonel Smaïn savait que je ne reviendrai pas sur ma décision.

Après quarante jours de « vacances » chez moi à Annaba, le DCE m'appela au téléphone pour me proposer, « au nom des intérêts supérieurs du pays », un poste à l'étranger. J'ai accepté la proposition sans savoir qu'il s'agissait peut-être d'un moyen de « corruption » destiné à acheter mon silence. Si j'ai accepté, c'est surtout parce que j'allais être loin des cercles de décision et que je travaillerai désormais avec le colonel Saïdi Fodhil, le chef de la DDSE, un responsable dont l'éthique, l'honnêteté et la probité étaient hors du commun.

Second avertissement

Le dimanche 16 août, j'étais de retour à Alger. Une réunion présidée par Saïdi Fodhil devait se tenir à 10 heures avec les officiers en partance pour occuper un poste à l'étranger. En arrivant au siège de la DDSE, je pensais que j'allais être affecté soit à Islamabad, soit à Istanbul. Venant de la DCE, et compte tenu de la conjoncture du moment, marquée par le souci de neutraliser l'intégrisme islamique, je correspondais au profil de l'officier destiné à occuper l'un de ces deux nouveaux postes.

Arrivé directement de l'aéroport quelques minutes avant le début de la réunion, le commandant Boudemagh Chaabane, qui venait de rentrer après un séjour de quatre années à Rabat, et qui s'occupait du *dispatching* des cadres, fut le premier à m'annoncer que je partais en Allemagne. Une affectation à laquelle je ne m'attendais nullement, d'une part à cause de mon comportement « rebelle » des six dernières semaines et, d'autre part, à cause du fait que les postes de Paris, Londres, Rome, Bonn et Washington ont de tout temps été réservés aux « chouchous » des chefs.

Au cours de cette réunion, le directeur de la sécurité extérieure nous donna l'ordre de rejoindre nos postes respectifs avant le 1er septembre. Je n'avais que deux semaines pour tout organiser, alors que ma femme et mes enfants étaient restés à Annaba : établissement du passeport diplomatique, visa pour l'Allemagne, ordre de mission du ministère des Affaires étrangères, autorisation de sortie du territoire national délivrée par le MDN, rencontres avec les cadres du ministère des Affaires étrangères, prise de connaissance des dossiers...

Le samedi 22 août, j'appelais le commandant Abdelhamid Kouachi à notre ambassade de Bonn, pour l'informer de mon arrivée à Francfort le 26. Puis je me rendis au siège de la DCE, pour saluer mes anciens collègues. Profitant de ma présence à Ghermoul et pourtant informé de mon départ imminent, le colonel Smaïn me sollicita pour un dernier « service ». Il me demandait simplement de prendre contact avec Ahmed Merah, l'un de ses agents « islamistes » dont j'ai eu l'occasion de parler ; je devais le rencontrer le 25 août à 18 heures à l'hôtel « Le Mouflon d'or »[1], pour qu'il me remette des documents importants. Comme j'expliquais à Smaïn que je ne connaissais pas Merah *de visu* (je ne l'avais jamais rencontré auparavant), celui-ci me répondit textuellement : « Tiens, ça tombe bien, Merah sera là demain à 14 heures. Tu viendras et vous ferez connaissance ! » J'avais flairé le coup de Jarnac, mais je ne laissais rien transparaître.

Effectivement, le 23 août, je rencontrais pour la première fois Ahmed Merah dans le bureau du chef de la DCE (le capitaine Omar Merabet, chef de cabinet de Smaïn, était également présent). Son regard, sa manière d'observer et son silence durant les quelque vingt minutes de notre rencontre ont vite fait de renforcer mes appréhensions. En quittant le bureau de Smaïn, j'avais pris la décision de ne pas me rendre à ce rendez-vous, qui ressemblait fort à un guet-apens.

Plusieurs questions me turlupinaient. Puisque Merah était là aujourd'hui, pourquoi n'avait-il pas ramené avec lui les docu-

1. Dans cet hôtel situé à proximité du parc zoologique de Ben-Aknoun, je rencontrais parfois discrètement certains responsables de partis politiques. Le parc zoologique, situé dans une zone boisée, servait également aux agents du MIA *made in DRS* de lieu de passage pour accéder discrètement au Centre Antar, et « disparaître » ensuite vers Birkhadem, El-Achour, Khreiscia... sans attirer l'attention.

ments à Smaïn ? Puisque Merah venait librement à la DCE, pourquoi avait-on besoin de moi ? Pourquoi Smaïn ne chargeait-il pas de cette « mission » son chauffeur, son secrétaire Hafidh, ou l'un des officiers proches de lui, au lieu de la confier à quelqu'un qui venait d'avoir un accrochage avec lui et de changer de direction au sein du DRS ?

Le 24 août, j'ai demandé au lieutenant-colonel Farid Ghobrini, nouvellement installé à la tête du CPO, de se rendre à ce rendez-vous à ma place, en prétextant le manque de temps vu les préparatifs en cours de mon départ. Farid refusa poliment, se contentant de dire : « C'est toi qui es chargé par le colonel de cette mission. » Envahi par le doute, je décidai de ne pas aller au rendez-vous et de reporter mon départ au 31 août, sans avoir prévenu quiconque de ce changement – curieusement, Smaïn Lamari, que je rencontrais encore le 26 août, ne m'en fit aucun reproche. Je dois une fière chandelle à mon intuition, car ce mercredi 26 août (date initialement prévue de mon départ), une bombe de forte puissance explosait dans la zone internationale de l'aéroport Houari-Boumediene à Alger, faisant neuf morts et plus d'une centaine de blessés. Un coup de fil anonyme avait informé les policiers de l'aéroport de l'imminence d'une explosion et pourtant aucune évacuation n'avait été entreprise.

Le jour même, le chef du gouvernement, Belaïd Abdesslam, déclara : « C'est la main de l'étranger. » Les services de sécurité désigneront rapidement des coupables : Hocine Abderrahim, un élu du FIS à Bouzaréah, Rachid Hechaïchi, un pilote d'Air Algérie, Saïd Soussane et Mohamed Rouabhi, qui, le visage tuméfié, feront des aveux télévisés. Connaissant les méthodes du DRS, je peux affirmer que sous la torture et le « traitement spécial » inhumain réservé aux détenus islamistes, Hocine Abderrahim et ses amis auraient même pu avouer l'assassinat de Boudiaf si cela leur avait été demandé par leurs tortionnaires... Tous les quatre seront condamnés à la peine capitale le 23 mai 1993 et exécutés le 31 août suivant.

Été 1992 : la lutte « antisubversive » change d'échelle

Ainsi, fin août 1992, j'atterris à l'ambassade d'Algérie à Bonn en tant que « conseiller » (je remplissais en fait plusieurs fonc-

tions : attaché militaire, chef d'antenne de la SM, chargé de la coopération...). Au cours des années suivantes, même si je n'étais plus sur le terrain des opérations, j'ai été tenu au courant de tout ce qui s'y passait, d'une part par mes visites annuelles à Alger jusqu'à février 1996 et, d'autre part, par les rencontres régulières avec mes collègues du DRS de passage en Allemagne, ou à l'occasion de réunions régulières que nous tenions à Paris. C'est grâce à ces contacts que j'ai pu me forger une image assez précise de la nature de la répression qui s'est déchaînée de 1992 à 1996.

L'été 1992 allait marquer un premier tournant décisif dans la guerre menée par les généraux putschistes contre les islamistes, mais aussi contre la majorité du peuple. Comme je l'ai dit, dès le printemps, le président Boudiaf avait commencé à s'affronter à eux, notamment en mettant à l'écart le général Mohamed Lamari et en transférant, en avril, l'administration de l'état de siège du CFT (Commandement des forces terrestres) à un nouvel organisme, l'ONRB (Office national de répression du banditisme).

Cette structure a été créée à l'initiative du général Larbi Belkheir. Il s'agissait en fait d'une nouvelle ruse destinée à abuser Boudiaf et l'opinion internationale en faisant croire que la lutte contre l'intégrisme islamique n'était pas menée par les services et par l'armée, mais par la police (DGSN). Alors qu'en réalité, les prérogatives du PCO de Aïn-Naâdja furent alors transférées à Chateauneuf (siège de l'ONRB), caserne qui offrait l'avantage de disposer de cellules pour les interrogatoires. Officiellement, l'ONRB était dirigé par le commissaire Tahar Kraa, secondé par les commissaires Mohamed Issouli et Mohamed Ouaddah, dépendant donc de M'hamed Tolba, le directeur général de la Sûreté nationale; mais en vérité, ces commissaires exécutaient les directives du patron de la DCE, qui recevait lui-même ses instructions des généraux Toufik et Belkheir. Dans l'esprit de ce dernier, il s'agissait de confier à son protégé Smaïl Lamari l'embryon de la future DST algérienne, une structure qui devrait échapper complètement à l'ANP (c'est pourquoi l'ONRB fut créé sur le modèle du RAID français avec des troupes d'élite, constituées par les unités d'intervention de la police, les unités de la gendarmerie et les éléments du GIS).

Cette tentative fera toutefois long feu. Après l'assassinat de Boudiaf, l'ONRB disparaîtra avec le retour aux commandes du

général Mohamed Lamari dès juillet 1992 : il allait prendre la tête d'une nouvelle structure chargée de la répression des « islamistes », appelée CC/ALAS (Comité de coordination des actions de lutte anti-subversive), qui serait mise en place en septembre. Cette structure était composée essentiellement des unités des « forces spéciales » de l'ANP (régiments de parachutistes) et des éléments du DRS. À ses débuts, le CC/ALAS disposait de trois régiments de parachutistes (le 4e et le 18e RAP, le 12e RPC), d'un bataillon de police militaire (le 90e BPM), d'un régiment de reconnaissance (le 25e RR), du Groupement d'intervention rapide de la gendarmerie (GIR) et d'éléments de la DCSA chargés d'encadrer et d'orienter les opérations de ratissage, d'arrestations, de neutralisations...

Ce sont pratiquement cinq mille hommes, bien entraînés et hautement équipés, qui étaient engagés dans la lutte anti-intégriste. Ce chiffre doublera en 1993, puisque les unités seront renforcées avec les moyens de guerre : blindés, hélicoptères de combat, véhicules motorisés blindés... Tous les services de sécurité rendaient compte au CC/ALAS et, en mars 1993, des « secteurs opérationnels » ont été créés au niveau de chaque *wilaya*, regroupant la police, la gendarmerie, un détachement de l'ANP (et même, à partir de 1994, de la milice).

Ce qui ne veut pas dire que le DRS et ses chefs ont alors perdu du pouvoir au profit de l'ANP et du général Mohamed Lamari. Bien au contraire. C'est d'ailleurs à cette époque que les antennes dans les régions militaires de la DCE (les CRI) et de la DCSA (les CMI) ont été fusionnées, début 1993, pour donner naissance aux CTRI (centres territoriaux de recherche et d'investigation), chargés exclusivement de la lutte « anti-terroriste »; ces sinistres CTRI (tout particulièrement celui de Blida, dirigé par le colonel Mehenna Djebbar) joueront un rôle majeur, tout au long des années de guerre, dans les enlèvements, les disparitions, les exécutions sommaires et les massacres de civils.

Il faut bien comprendre qu'à partir de cette époque, les organigrammes officiels ont beaucoup changé, se chevauchant souvent. Ce qui, au-delà des inévitables incohérences, présentait sans doute l'avantage de masquer les véritables responsabilités dans les crimes commis. Le CC/ALAS mènera en effet, au cours des années suivantes, une lutte impitoyable contre les partisans

de l'ex-FIS et tous ceux qui contestaient l'interruption du processus électoral. En mars 1993, lors d'une réunion au CFT de Aïn-Naâdja avec les officiers engagés dans cette lutte, le général Mohamed Lamari a exprimé sans détour l'état d'esprit de la hiérarchie militaire : « Les islamistes veulent aller au paradis. Qu'on les y emmène, et vite ! Je ne veux pas de prisonniers, je veux des morts [1] ! » Voilà de quelle manière des jeunes, pour échapper à la torture et à la mort, ont été poussés à prendre les armes et à rejoindre les maquis islamistes truffés d'agents du DRS, contribuant ainsi à l'exacerbation de la violence.

Mais avant même que soit mise en place cette nouvelle organisation officielle de la lutte antiterroriste, des structures clandestines créées au sein du DRS avaient commencé à semer la terreur. Elles joueront un rôle essentiel tout au long des années de guerre qui suivront.

Les tueurs du colonel Smaïn

Dès la fin janvier 1992, les cadres de la section hors la loi de la DCE, dite « section de protection », créée par Smaïl Lamari en décembre 1990 (voir chapitre 2), ont servi de soutien aux unités opérationnelles. Au fil du temps, cette section s'était renforcée en moyens humains et matériels (dont des Fiat Regata, Fiat Uno, Peugeot 205 et d'autres véhicules saisis au port d'Alger par la Douane). De plus, tout le personnel de cette « section de protection » a été très tôt largement équipé de moyens de transmission, d'armements et de munitions (alors que les cadres de la recherche, de l'opérationnel et de la surveillance ne seront armés qu'à partir de janvier 1992). Après janvier 1992, j'ai pu remarquer qu'ils disposaient de pistolets automatiques de marque Uzi (armes de haute précision de fabrication israélienne) équipés de silencieux.

Ces hommes participaient à la confection de fausses preuves et prenaient même part aux arrestations, alors qu'aucun d'entre eux ne disposait de la qualité d'officier de police judiciaire. Le pire, c'est qu'il ne s'agissait pas d'arrestations concertées avec les autres organes de sécurité, comme cela aurait dû être le cas dans le cadre de la lutte antiterroriste : c'était des arrestations

1. Voir Habib Souaïdia, *La Sale Guerre*, *op. cit.*, page 95.

arbitraires – ou plutôt des enlèvements – décidées par les chefs du DRS, de sympathisants du FIS. Ces derniers n'étaient d'ailleurs pas les seuls visés : parfois ces « enlèvements » touchaient ceux qui contrecarraient les plans des généraux, avocats, syndicalistes et autres. Cette situation de non-droit ouvrait la porte à tous les abus de la part de ces militaires, qui justifiaient leurs actions par la menace intégriste. C'est ainsi que des règlements de comptes ont eu lieu en toute impunité : des affaires de mœurs ou des litiges au sujet d'un terrain, par exemple, ont été réglés à coup de disparitions et d'éliminations physiques, toutes imputées aux « groupes islamistes » sans qu'aucune enquête ne soit diligentée.

Après le coup d'État, l'une des premières opérations clandestines à mettre à l'actif de cette section fut, comme à l'été 1991, la diffusion à Alger, sur ordre du colonel Smaïn, d'une « liste noire » attribuée aux islamistes de personnalités civiles prétendument menacées de mort par ces derniers. Cette liste (confectionnée par les capitaines Azzedine Aouis et Omar Merabet, les officiers du cabinet de Smaïl Lamari) comportait aussi les noms de certains militaires, ainsi que leurs adresses ou les immatriculations de leurs voitures. L'objectif de la diffusion de ce faux était de renforcer le sentiment de peur chez certains notables indécis et de les faire basculer dans le camp anti-islamiste. De fait, cet objectif sera largement atteint : de nombreux intellectuels, se croyant sincèrement menacés de mort, deviendront des partisans inconditionnels du clan des généraux et de leur politique du « tout sécuritaire ».

L'origine de cette liste, ainsi que nombre d'autres indices, m'ont depuis convaincu que la vague d'assassinats – systématiquement attribués aux islamistes – qui a frappé des intellectuels anti-islamistes entre mars et juin 1993 répondait à la même logique et a donc très probablement eu les mêmes commanditaires. Au cours de cette période, ont notamment péri : Hafid Sanhadri, membre du CCN (Conseil consultatif national, instance qui suppléait alors à l'absence d'un Parlement élu) et membre fondateur du CNSA (Comité national de sauvegarde de l'Algérie) ; Djillali Liabès, ex-ministre de l'Enseignement supérieur et directeur de l'Inesg (Institut national d'études de stratégie globale ; il donnait également des cours à l'École de la Sécurité militaire) ; Laadi Flici, médecin à la Casbah, membre

du CCN ; Tahar Djaout, directeur de l'hebdomadaire *Ruptures* ; le professeur Mahfoud Boucebci, membre du Comité pour la vérité sur la mort de Tahar Djaout ; Mohamed Boukhobza, qui avait remplacé trois mois plus tôt Djillali Liabès à la direction de l'Inesg.

Qui avait intérêt à assassiner Laadi Flici, un médecin dont le cabinet était ouvert aux pauvres de la Casbah ? Et Djillali Liabès, un homme très sérieux dont j'ai pu apprécier les qualités lors des conférences qu'il donnait à l'ENA ou à l'école de la SM ? Les écrits de Tahar Djaout dérangeaient-ils plus les islamistes ou les rentiers du système ?

Ce qui est sûr, c'est que les représentants de la « société civile » avaient désormais un motif valable pour s'opposer aux « fous de Dieu » et soutenir sans réserve l'action des militaires. (D'autres, qui ont douté, le paieront à leur tour plus tard de leur vie, comme le journaliste Saïd Mekbel, assassiné le 3 décembre 1994.) La descente aux enfers continuait, et ce n'est pas un hasard si, fin octobre 1993, lors du vrai-faux enlèvement de trois fonctionnaires du consulat français à Alger (Jean-Claude et Michèle Thévenot, et Alain Fressier)[1], les ravisseurs remirent un ultimatum aux otages intimant l'ordre aux étrangers de quitter l'Algérie : la « sale guerre » devait se dérouler à huis clos, sans témoins gênants et loin des regards des étrangers.

Les « mutants » du Centre Antar

Lors d'un séjour en juillet 1994 à Alger, pendant mon congé annuel, j'ai rendu une visite de courtoisie aux officiers du service de recherche de la DCE, installés au Centre Antar. J'appris alors, à ma grande surprise, que parmi les « faits d'armes » de mon ancienne unité figuraient désormais les assassinats, les disparitions, les exécutions extrajudiciaires de présumés terroristes. Et j'apprendrai également, sans vraiment le chercher, que les fameux « escadrons de la mort » étaient une affreuse réalité.

1. Je reviendrai sur cette affaire, clairement montée par le DRS, dans le chapitre 9.

Deux constats m'ont marqué durant ma visite au Centre Antar ce jour-là. D'abord, celui de voir que les jeunes officiers [1] que j'avais eus sous mes ordres – et qui, deux ans auparavant, étaient des adolescents timides – étaient devenus des « monstres », qui pavoisaient à l'idée d'aller à Sidi-Moussa « épingler » un islamiste armé : ils étaient impatients d'aller l'arrêter et lui « faire la peau » s'il essayait de résister ! J'avoue que je n'en revenais pas. Étaient-ils drogués ? Étaient-ils conditionnés au point de n'avoir plus aucune considération pour la vie humaine ? Tout ce que je peux dire, c'est que ce n'était pas un comportement normal.

Devant cette attitude incroyable, je n'ai pu m'empêcher de faire la comparaison avec une situation analogue, lorsqu'en mai 1991, le DCE nous donna l'ordre (qui fut toutefois annulé cinq ou dix minutes avant son déclenchement) d'arrêter les membres du *majless ech-choura* du FIS. Étant chargé de l'organisation de cette opération, j'avais constitué des équipes de cinq éléments, qui avaient chacune à sa tête un officier du SRA, pour chaque dirigeant du FIS à arrêter. S'agissant d'une opération très secrète, les officiers n'avaient été informés qu'à partir de 21 heures et ils devaient attendre minuit et le « top » du DCE pour passer à l'action. Une fois mis au courant et attendant l'heure H, beaucoup de visages d'officiers, pourtant rompus à ce genre d'opération, s'étaient crispés et avaient pâli – certains officiers étaient même venus me supplier pour ne pas figurer sur une liste et pour ne pas prendre part à cette opération, invoquant l'âge, la famille, la santé... On imagine mal leur soulagement lorsqu'ils apprirent l'annulation de ce projet.

Alors que trois ans plus tard, les jeunes officiers du SRA s'impatientaient pour « partir à l'aventure » et à la « chasse au terroriste ». La vie n'avait plus de sens pour eux, ou plutôt elle n'avait plus aucune valeur. Je dois dire que, sur le moment, j'ai eu de la peine à admettre cette métamorphose que je mettais sur le compte de l'« instinct de survie » face à la pression qu'ils

1. Le SRA avait été renforcé par des sous-lieutenants issus des promotions de 1991 et 1992, car après les événements de juin 1991, la formation avait été accélérée et les nouveaux officiers affectés directement soit au GIS, soit aux unités opérationnelles de la SM opérant dans la capitale – rares furent ceux qui partirent dans les CRI des autres régions militaires.

subissaient, aux menaces et aux dangers qu'ils côtoyaient chaque jour [1].

Le second fait surprenant fut d'apprendre que Djamel Zitouni, considéré comme un dangereux élément du GIA, circulait tout à fait normalement et librement à l'intérieur des quartiers du DRS à Delly-Brahim ! C'est par un pur hasard que j'appris qu'il travaillait en fait pour le compte du trio Kamel Abderrahmane, Smaïl Lamari et Toufik.

J'étais en conversation avec le commandant Rachid Betchin, *alias* Ziad, le nouveau chef du SRA, quand celui-ci fut sollicité par son secrétaire : quelqu'un voulait le voir. Énervé, il déclara à ma grande surprise qu'il refusait de voir un « agent islamiste », car il n'avait aucune instruction précise à lui donner; selon ses propres propos, il refusait de « faire confiance à un intégriste ». Intrigué, j'interrogeais ensuite le lieutenant-colonel Farid Ghobrini, qui avait succédé à Guettouchi à la tête du CPO. Celui-ci me révéla que cet « agent » n'était autre que Djamel Zitouni, que cet ancien vendeur de poulets (qui approvisionnait les familles des officiers résidant à la cité militaire du Chevalley à Alger) avait été recruté début 1993 par le DRS pour devenir un émir du GIA, et qu'il subissait actuellement une « formation ». Il s'agissait, selon ses propos, de « décapiter les vrais maquis islamistes » (je reviendrai sur le « cas Zitouni » dans le chapitre suivant).

Sur le coup, je n'ai cru qu'à moitié l'histoire racontée par le chef du CPO. Je pensais qu'il cherchait à m'épater. Les ex-sous-officiers qui arrivent à « percer » dans la SM – c'était son cas – ont souvent une tendance à l'exagération pour compenser leur complexe d'infériorité par des exploits plus ou moins imaginaires qui justifieraient leur ascension socioprofessionnelle. Le commandant Ziad n'ayant pas prononcé le nom de Djamel Zitouni, j'avais d'abord cru qu'il s'agissait d'un simple « émir »

1. Mais d'autres témoignages, plus tard, me confirmeront que cette bestialité était devenue la norme. Ainsi, en mai 1995, le général Mustapha Cheloufi, ex-commandant de la gendarmerie nationale et ex-secrétaire général au ministère de la Défense nationale (prédécesseur du général Khaled Nezzar à ce poste), un officier dont les qualités humaines ne peuvent être mises en doute, me révéla qu'il trouvait chaque matin des cadavres d'islamistes « jetés » à proximité de sa résidence à Bouchaoui et que cette situation cessa dès qu'il téléphona au général Toufik pour lui dire de « jeter [ses] cadavres plus loin ».

de quartier. Malheureusement, cette information me sera confirmée le jour même par plusieurs sources [1].

En apprenant cette effrayante réalité, je m'étais dit : « Mon Dieu ! C'est de l'inconscience ! » Commentant en aparté cette affaire avec le commandant Djaafar Khelifati et le lieutenant Abdelaziz Djerafi (respectivement chef et adjoint du service exploitation du CPO), j'ai constaté que tous deux partageaient mon point de vue. « Cette aventure risque de nous mener loin », leur dis-je. Ils acquiescèrent et pour mieux exprimer son impuissance, Djaafar me dit simplement : « *Dolm* » (injustice). C'est vrai, ce que j'ai découvert ce jour-là m'a profondément marqué.

Bachir Tartag, le « monstre » de Ben-Aknoun

Mais ma surprise fut plus grande encore en visitant le CPMI (Centre principal militaire d'investigation) de Ben-Aknoun, que dirigeait le lieutenant-colonel Athmane Tartag, dit « Bachir ». J'avais connu cet officier au début des années 80 à Annaba, et il était alors devenu un ami (il habitait un logement à la cité Gaciot, à peine distant de dix mètres de la cité militaire où je logeais). Il était l'un des rares chefs de BSS (Bureau de sécurité du secteur), lorsqu'il était en poste à Oum El-Bouaghi, qui exécutait à la lettre mes instructions et dont les rapports qu'il m'adressait ne nécessitaient aucune correction tant ils étaient bien rédigés.

Même la « guéguerre » de 1987 à 1989 entre DGPS et DCSA n'avait pas altéré notre amitié. Car contrairement à beaucoup de collègues, je n'avais jamais fait de distinction entre DGPS et DCSA, ni plus tard entre DCE et DCSA, car je partais du principe que je servais l'État. Point. Voilà pourquoi, malgré le cloisonnement en vigueur, beaucoup de responsables de la DCSA

1. Et aussi fin 1994, quand un jeune lieutenant du DRS qui fut affecté à Bonn sous mes ordres me raconta qu'il ne comprenait pas pourquoi l'« émir national du GIA », qui était pourtant recherché sur l'ensemble du territoire, pouvait se promener librement à l'intérieur de l'enceinte militaire de Delly-Brahim, siège du DRS. Si Zitouni avait été vu pendant une bonne partie de l'été 1994 dans les locaux du DRS, cela signifiait que la plupart des officiers du DRS n'ignoraient pas que le GIA « activait » pour le compte du pouvoir, et savaient qui commanditait les crimes contre la population civile...

comme Athmane Tartag, Mohamed Bouzit, dit Youcef, ou Belbahri, dit Farès, sont restés de bons amis.

Le CPMI était au début des années 80 le siège de la sous-direction de la prévention économique, du contre-espionnage et de la sécurité intérieure. Avec le découpage DGPS-DCSA, le centre de Ben-Aknoun fut rattaché à cette dernière direction. Comme je l'ai déjà évoqué, je savais que les cadres du CPMI travaillaient sur les islamistes depuis fin 1990 (bien que leur mission soit spécifiquement militaire), car mes officiers qui patrouillaient la nuit et qui distribuaient de « faux communiqués » du FIS m'avaient rapporté à plusieurs reprises qu'ils surprenaient souvent leurs collègues du CPMI en train de badigeonner les murs de graffitis « pro-islamistes » dans les quartiers chauds d'Alger comme Badjarah, Kouba, Birkhadem... (ce que m'avait confirmé le commandant Belbahri, un très bon ami qui fut le prédécesseur de Athmane Tartag au CPMI, avant qu'il ne soit envoyé comme attaché militaire au Caire).

Et en mars 1992, lors d'une séance de travail avec les responsables de la DCSA détachés au Commandement des forces terrestres (CFT) de Aïn-Naâdja, l'un d'eux, le capitaine Omar Toumiat (qui préparait une synthèse sur les arrestations de militaires de « sensibilité islamique »), me fit une étonnante confession : le colonel Kamel Abderrahmane avait donné comme instructions à Athmane Tartag de ne plus présenter les « intégristes irrécupérables » à la justice ! Et il ajouta que leur travail était ainsi facilité, puisque dès qu'un islamiste dangereux était arrêté, il suffisait désormais de l'abattre en simulant la légitime défense ou une tentative d'évasion de sa part, ou en invoquant n'importe quel prétexte. Sur le moment, j'avoue avoir eu du mal à croire de tels propos. Je n'avais d'ailleurs pas poussé mes recherches plus loin, car personne d'autre à l'époque ne m'avait fait état de tels agissements.

Ils me seront hélas confirmés, au-delà de l'imaginable, par ce que j'ai vu et entendu lors de ma visite au CPMI en juillet 1994. C'était vraiment hallucinant ! Lors de mon entretien avec le lieutenant-colonel Tartag, j'ai appris que, dès le début 1992, il avait constitué sur ordre du colonel Kamel Abderrahmane, une unité de « commandos » appelée « unité d'action » qui se chargeait non seulement de l'exécution des suspects, mais également

de terroriser les familles d'islamistes dans les quartiers considérés comme leurs fiefs. Selon ses propos, « il coupait le soutien aux intégristes qui ne devaient plus retrouver refuge chez leurs parents ».

Cette unité était constituée de plusieurs groupes de six à dix éléments accoutrés en tenue « afghane » et portant des barbes d'une dizaine de jours. Au milieu de la nuit, à bord de véhicules civils banalisés, ils se rendaient dans les quartiers « islamistes » comme Cherarba, Les Eucalyptus, Sidi-Moussa, Meftah, etc., pour cibler des familles bien précises, celles des islamistes recherchés. Ils frappaient à la porte en criant : « Ouvrez, nous sommes des *moudjahidine.* » Dès que la porte s'ouvrait, les occupants étaient tous massacrés. Le lendemain, les quotidiens nationaux attribuaient ces crimes aux islamistes ou à la guerre fratricide déchirant leurs rangs. En 1993 et 1994, le bilan quotidien de ces exactions variait de dix à quarante victimes.

La justification de ces expéditions punitives contre les « durs de la mouvance islamique » était qu'il s'agissait prétendument d'actions « préventives » visant à éviter que les sympathisants du FIS rejoignent les maquis après avoir été libérés des camps du Sud. Mais il s'agissait surtout de terroriser la population et de se débarrasser des islamistes refusant d'être retournés et qui risquaient de bénéficier de la « complaisance » de la justice. Le lieutenant-colonel Bachir me déclara ainsi : « À quoi bon les remettre à la justice si au bout de trois ou six mois ils sont remis en liberté pour nous harceler de nouveau ? Dès que quelqu'un tombe entre nos mains, il ne risque pas d'aller en prison ! Tu vois, on fait faire des économies à l'État ! » Quel cynisme !

Sincèrement, j'étais bouleversé : ce n'était plus le capitaine Bachir que j'avais connu à Constantine, gentil, serviable, éduqué, humain... J'avais en face de moi le lieutenant-colonel Tartag devenu un monstre, un mutant. J'avais du mal à croire en cette métamorphose.

Voilà le résultat du « plan d'action » que les conseillers du général Khaled Nezzar avaient élaboré fin 1990. L'objectif était de semer la haine et la discorde dans le cœur des Algériens, de diviser le peuple pour mieux s'approprier la rente. Bien des années plus tard, dans ses mémoires, le général Nezzar lui-même reconnaîtra des « bavures », estimant normal ces « dépas-

sements » ; mais le caractère systématique des crimes interdit de les assimiler à des « dérapages » isolés.

En quittant le CPMI, la phrase de feu Mohamed Boudiaf, « Où va l'Algérie ? » – c'était le titre d'un ouvrage qu'il rédigea en 1963, quand il entra en opposition contre le régime –, m'avait hanté, car j'imaginais que la police et la gendarmerie devaient agir de la même manière ; il y aurait également les miliciens (patriotes, GLD, groupes d'autodéfense...) qui allaient être armés. Cela deviendrait incontrôlable, instaurant pour longtemps la loi de la jungle, la loi du plus fort. Les histoires de racket, de viols, d'assassinats, de règlements de comptes, de banditisme, c'était hélas bien vrai. Le petit peuple était livré à lui-même, sans protection. Voilà l'œuvre grandiose qui fait la fierté et l'orgueil du trio Toufik, Smaïn et Kamel, et de leurs sponsors.

Quelques années plus tard, j'obtiendrai des précisions intéressantes sur l'escadron de la mort dirigé au sein du CPMI par Bachir Tartag. En juillet 2001, je rencontrai en Europe le capitaine Hacine Ouguenoune, dit « Haroun », officier dissident membre du Mouvement algérien des officiers libres (MAOL), mouvement devenu célèbre par les révélations de son site web www.anp.org (créé en 1997) sur le pouvoir militaire algérien. Haroun avait été en poste à la DCSA jusqu'en 1990 (il a exercé au CPMI sous les ordres du lieutenant-colonel Tartag) et il avait ensuite assuré des fonctions de renseignement à l'ambassade d'Algérie à Paris, jusqu'à sa désertion en 1995.

Il m'a donc confirmé l'existence des groupes de l'horreur mis en place dès le début 1992 au niveau de la DCSA. Selon lui, cet « escadron de la mort », désigné sous le nom d'« unité 192 » (1 pour janvier, 92 pour 1992, année du coup d'État), a été créé par les généraux décideurs et confié au colonel Kamel Abderrahmane. Sa mission était initialement de « neutraliser » tous les officiers de l'armée hostiles à l'arrêt du processus électoral. Cette « unité 192 » était composée d'éléments du CPMI de Ben-Aknoun et renforcée par des commandos-parachutistes des forces spéciales de l'ANP.

Rapidement, cette « unité 192 » s'est transformée en unité anti-guérilla chargée notamment d'infiltrer (par l'utilisation d'un repenti, en simulant une désertion, ou en injectant un sous-officier avec une « légende » civile) et de traquer les maquis et

les opposants islamistes, notamment à Médéa et Aïn-Defla. Le moral des « néomercenaires » était entretenu grâce à divers avantages : primes, avancement dans le grade (beaucoup de ces sous-officiers se retrouvent aujourd'hui avec le grade de commandant ou même de colonel), logement, véhicule, commerce ; et ils bénéficiaient de l'impunité totale lorsqu'ils agissaient en marge de la loi (trafics divers, consommation de drogue, viols...) ou lorsqu'ils dérobaient argent, bijoux ou objets de valeur au cours des perquisitions.

Selon Ouguenoune, l'« escadron de la mort », comme cette unité était communément appelée (par les militaires impliqués dans la lutte contre l'intégrisme), sera responsable de nombreux assassinats de civils attribués aux islamistes (comme ceux de Mohamed Boukhobza, le 22 juin 1993, et de Kasdi Merbah, le 21 août 1993). Cet escadron de la mort sera également responsable de l'organisation des massacres des détenus de Berrouaghia (49 morts le 13 novembre 1994) et de Serkadji (109 morts le 21 février 1995).

Comment expliquer que tant d'officiers de l'ANP (surtout ceux du DRS et des forces spéciales, en fait) aient pu aller aussi loin dans la furie meurtrière et la violation de toute loi ? La méthode des généraux mafieux est simple : elle consistait à compromettre les officiers au maximum (les impliquant chaque jour un peu plus dans les exactions, de façon à ne plus pouvoir sortir de l'engrenage de la violence) ou à les corrompre, de manière à ce qu'ils considèrent la défense du régime comme celle de leurs propres intérêts. C'était un cercle vicieux qui condamnait tous les cadres engagés dans l'action à la solidarité avec leurs chefs criminels.

L'Ojal, escadron de la mort du DRS

Mais une autre forme d'escadrons de la mort, plus classiquement inspirée de l'« école française » en la matière, a également été utilisée par les « janviéristes ». Dès les années 50, les services secrets français avaient créé la « Main rouge », un prétendu groupe civil qui élimina nombre de militants anticolonialistes au Maghreb. Ce modèle sera repris dans les années 70 par les dictatures latino-américaines (Brésil, Chili, Guatemala, Argentine...), sous diverses appellations (« Triple A », « Mano negra », etc.).

En Algérie, ce sera notamment l'Ojal (Organisation des jeunes Algériens libres), qui signera ses premières actions de prétendue organisation civile clandestine anti-islamiste en novembre 1993. L'Ojal a surtout été active en mars et avril 1994, mais elle a revendiqué des dizaines d'assassinats, laissant une empreinte sanglante et durable dans l'Algérois, à Blida, Médéa, Chlef, Boufarik... Voici un exemple, parmi bien d'autres, de ses exactions : le 11 avril 1994, on découvrait à Aïn-Naâdja les cadavres de cinq jeunes assassinés portant ce message signé Ojal : « C'est le sort réservé à ceux qui aident les terroristes. »

Une autre victime de l'Ojal fut Mohamed Bouslimani, président de l'association caritative El Islah oua El Irshad, homme très respecté pour sa droiture et son intégrité, dont j'ai déjà parlé (contrairement au cheikh Mahfoud Nahnah, il avait refusé de s'engager dans la politique, préférant se consacrer à l'éducation islamique; prônant un islam juste, tolérant et pacifique, il était un danger pour les généraux du DRS, qui cherchaient à ternir l'image de l'islam pour justifier leur combat contre l'intégrisme). Bouslimani a été enlevé le 26 novembre 1993 à son domicile de Blida. Il sera retrouvé égorgé le 23 janvier 1994. Curieusement, à la fois l'Ojal et le GIA (deux officines du pouvoir) revendiqueront son enlèvement. Bien entendu, aucune enquête ne sera diligentée et ce crime, comme tant d'autres, restera impuni.

C'est en 1995 que j'apprendrai la vérité sur l'origine de l'Ojal, par un officier ayant fait partie des forces spéciales du CC/ALAS, le colonel Mohamed Benabdallah, qui avait été sous mes ordres en juin 1991 lors de l'administration de l'état de siège et qui avait plus tard dirigé le « centre d'accueil » du Lido à partir de février 1992 (par où transitaient les islamistes arrêtés avant d'être envoyés vers les camps du Sud). Cet officier avait activement participé à la « chasse aux intégristes » à la tête d'une unité dépendant conjointement du CC/ALAS (donc recevant ses ordres directement du général Mohamed Lamari) et du DRS, travaillant en étroite collaboration avec le CTRI de Blida. En 1995, il a été envoyé en stage en Allemagne. Étant en poste à Bonn, donc chargé du suivi des stagiaires de l'armée, je l'ai alors reçu régulièrement dans mon bureau, où il ne s'est pas gêné pour me raconter ses « exploits ».

Le colonel Benabdallah se vantera devant moi d'avoir été l'un des responsables de l'Ojal, escadron de la mort du DRS créé à

l'initiative du général Toufik [1]. Il avait directement pris part aux exactions signées sous ce nom, accomplissant sa triste besogne à Blida, Béni-Mered et Chebli. Les éléments qu'il commandait portaient des cagoules lors des opérations – comble de l'audace, il avait même ramené sa propre « cagoule » avec lui en Allemagne ! – ensuite attribuées à l'Ojal, ou alors ils se déguisaient en islamistes pour procéder à des enlèvements et des exécutions sommaires. Pour étayer ses allégations, le colonel Benabdallah me rapporta d'autres faits inédits, comme la publication au printemps 1994 de faux communiqués attribués aux islamistes, imposant le couvre-feu à Blida, Médéa et Aïn-Defla à partir de 18 heures afin de permettre aux parachutistes qu'il commandait de procéder aux rafles en toute impunité.

J'ai pu vérifier que tout ce que m'a raconté le colonel Benabdallah était exact. Ainsi le fait que, le 19 mars 1994, l'Ojal publiait un communiqué menaçant de tuer vingt femmes portant le *hidjab* pour toute femme tuée par les islamistes, et, deux jours plus tard, un autre communiqué annonçant que tout policier ou militaire assassiné par des islamistes serait vengé. Le lendemain de ce deuxième communiqué, quatorze jeunes étaient retrouvés assassinés et criblés de balles à Blida, après une rafle nocturne des parachutistes de Benabdallah qui faisait suite à l'assassinat de six policiers. D'ailleurs, selon les témoignages de la presse, du 19 au 22 mars 1994, cent cinquante-deux cadavres de présumés islamistes ont été retrouvés dans les rues de Blida et de Oued Fodha (*wilaya* de Chlef).

Le colonel Benabdallah m'a aussi révélé que le commandement militaire [2] a mis fin aux représailles signées sous le nom de

1. Ce que précisera en juillet 2001, dans un témoignage écrit dont j'ai eu connaissance, l'ex-adjudant Abdelkader Tigha, qui a été en poste au CTRI de Blida de 1993 à 1998 (dont j'aurai l'occasion de reparler) : « Cette dénomination Ojal a été inventée par l'adjoint du colonel Mehenna Djebbar, en l'occurrence le capitaine Abdelhafid Allouache, tête pensante du CTRI de la 1re région militaire. Celui-ci a trouvé les initiales de cette pseudo-organisation imaginaire. Il a même ordonné au service judiciaire de placarder des tracts au nom de cette organisation sur les murs des villes. C'est à partir de l'expérience première du CTRI/1re région militaire que les autres centres du DRS répartis sur le territoire national ont suivi le même procédé pour tuer et se couvrir officiellement. La gendarmerie et la police, étant bien au courant des faits, se chargeaient du ramassage des cadavres chaque matin et allaient les enterrer. »

2. Il a parlé, sans préciser, de *quiada*, ce qui veut dire commandement ou hiérarchie. Je suppose qu'il s'agit des généraux Mohamed Lamari et Brahim Fodhil Chérif.

cette organisation, car certains officiers étaient réticents à la poursuite de cette sale besogne et surtout parce que ce « travail » serait bientôt confié aux « patriotes » et aux membres des groupes de légitime défense, que le commandement militaire allait armer et encadrer.

L'Ojal en tant qu'organisation n'a évidemment jamais existé : c'est une création du DRS, que la presse algérienne a amplifiée en instrument censé faire peur aux islamistes. On peut dire que le vrai chef de l'Ojal était le général Mohamed Lamari, puisqu'il était le patron du CC/ALAS, dont dépendaient les commandos-parachutistes et les éléments du DRS responsables de ces exactions. Le colonel Benabdallah m'a d'ailleurs indiqué que si les islamistes ont commis de nombreux assassinats de personnalités politiques, l'armée en a commis aussi : elle a, m'a-t-il expliqué, « riposté contre tous les journalistes, scientifiques ou responsables qui apportaient un soutien à la cause intégriste ».

La création des milices

À partir de 1994, les « décideurs » franchirent un nouveau pas dans l'affirmation de leur mode de gouvernance, s'inspirant de plus en plus clairement des procédés coloniaux, comme la création de milices, prétendument pour venir à bout du terrorisme. L'idée fut d'impliquer la population dans cette « sale guerre » en la poussant à réclamer des armes pour assurer la protection de ses hameaux et douars. Cette tactique obéissait à un plan bien pensé, car si la confrontation se limitait aux seuls protagonistes que sont d'un côté les généraux et de l'autre les islamistes, la société civile, utilisée comme cheval de Troie, finirait par comprendre les desseins réels de cette poignée de généraux.

Depuis son application par le général Challe dans la première guerre d'Algérie, la formation de milices s'inscrit dans un schéma de lutte antiguérilla classique. En 1957, l'armée française multiplia les unités de harkis, formées de musulmans algériens qui avaient choisi par conviction, intérêt ou peur, la cause de l'Algérie française. En raison de leur proximité avec les combattants de l'ALN, ils parvinrent à affaiblir leur position dans les maquis. Les effectifs des « supplétifs » de l'armée étaient de l'ordre de cent soixante mille hommes, répartis entre

« harkis offensifs » et « groupes d'autodéfense » de villages. En somme, nos généraux n'ont rien inventé : ils ont appliqué scrupuleusement, en les adaptant à la nouvelle conjoncture, les méthodes enseignées par leurs maîtres et mises en pratique près de quarante ans plus tôt.

Les milices, qu'il s'agisse de « patriotes » ou des « groupes de légitime défense » (GLD), ont été créées officiellement en mars 1994 à l'initiative du colonel Salim Saadi, ministre de l'Intérieur. Recrutés et payés sur le budget du ministère de l'Intérieur, leurs membres (quatre-vingt mille au début, mais ce chiffre doublera dans les trois années suivantes) ont été placés sous l'autorité du « secteur opérationnel » de leur *wilaya* (par exemple le Soal pour Alger), dépendant du CC/ALAS.

Les GLD, contrairement à leur appellation, n'ont pas été exclusivement confinés à la « légitime défense » : ils ont monté des embuscades et participé à des opérations avec les troupes spéciales. Les miliciens se sont ainsi transformés en supplétifs des forces spéciales et en agents de renseignement pour le DRS, collectant les informations sur les habitants de leur quartier ou de leur village, de manière à remettre à jour les fichiers des services de sécurité.

Le terrorisme réglait paradoxalement une partie des problèmes du pouvoir : confrontés au chômage de masse et à la fermeture des entreprises, beaucoup de jeunes sans emploi se voyaient offrir un travail, celui de milicien. L'ANP se chargeait de la logistique et les services de sécurité s'occupaient de l'encadrement. Au nom de la défense de la République, les jeunes ainsi embrigadés pouvaient s'entre-tuer avec leurs frères montés aux maquis.

Loin de contribuer à ramener la paix et la sécurité, la multiplication des milices a amené un surcroît de violences. En septembre 1997, un rapport établi par la sécurité de l'armée (DCSA) et présenté à une réunion des principaux dirigeants militaires, en présence du président Zéroual, a souligné que la moitié des « faux barrages » attribués à de présumés islamistes se faisant passer pour des membres des forces de sécurité, et lors desquels des centaines de personnes avaient été massacrées depuis le début de l'année, seraient en réalité l'œuvre des milices anti-islamistes, dont certaines rançonnaient et parfois tuaient les civils avant d'imputer ces massacres aux GIA. (Ce

rapport révélait en outre que de nombreux chefs d'unités des forces de sécurité maquillaient la mort de leurs soldats tués en service commandé en morts naturelles ou accidentelles, afin de présenter des bilans d'opérations triomphalistes [1].)

Raconter tous les « exploits » des milices dans ce contexte d'injustice et d'impunité, notamment à Boufarik (milice de Mohamed Sellami) ou à Bouira (milice de Hadj Zidane El Mekhfi), prendrait trop de place. Je n'évoquerai ici que le cas, désormais bien connu, de Hadj Ferguène, chef de la milice de Rélizane, dans l'ouest du pays. En 1996, Mohamed Smaïn, responsable local de la LADDH (Ligue algérienne de défense des droits de l'homme), a dénoncé publiquement l'existence de charniers à Rélizane et a accusé précisément Hadj Ferguène du kidnapping, le 24 août 1996, d'un islamiste « repenti », de torture et de liquidation de plusieurs personnes, dont le gardien du garage d'une entreprise communale où ses victimes étaient détenues, torturées et assassinées. Il l'a accusé également d'avoir été longtemps protégé – et de l'être encore, puisque c'est Mohamed Smaïn qui sera condamné en 2001 pour diffamation à un an de prison ferme par la justice aux ordres – par de hauts responsables politiques et militaires locaux et nationaux, comme le général Mohamed Bekkouche, le *wali* Brahim Lemhal, ou l'ancien ministre de l'Intérieur Mustapha Benmansour (« à qui il a construit une villa de plus d'un milliard » de centimes, selon Mohamed Smaïn). La LADDH a protesté contre le fait que Hadj Ferguène n'a jamais été inculpé, qu'aucune plainte contre lui n'a réellement abouti, qu'il disposait toujours d'un logement dit de « sécurité ». En avril 1998, Hadj Ferguène et Hadj El Abed (maire de Djidoua) ont été arrêtés après le dépôt de plaintes pour exécutions sommaires et extorsion de fonds (on les accusait de plus de cinquante, voire soixante-dix assassinats), mais ils ont été remis en liberté douze jours plus tard.

Mars 1994 : « La peur doit changer de camp ! », ou le basculement dans l'horreur

Le 10 mars 1994, une évasion spectaculaire de mille deux cents prisonniers s'est produite, au moment de la rupture du

1. *Courrier international*, 2 octobre 1997.

jeûne, à la prison-pénitencier de Tazoult (ex-Lambèze), située à quelque quatre cents kilomètres à l'est d'Alger. Surnommé « Alcatraz », tristement célèbre pour l'atroce sévérité de son régime carcéral [1], ce bagne a la réputation d'être une forteresse d'où il est impossible de s'évader. C'est pourquoi il est strictement impensable que cette évasion se soit produite sans la complicité des services (d'autant plus que l'évasion a commencé par un assaut donné par près de trois cents « terroristes » et que des dizaines de camions attendaient les fugitifs, ce qui ne pouvait passer inaperçu dans une petite localité comme Tazoult). La prison se trouvant sur le territoire de la 5e région militaire, il est fort probable que cette opération a été planifiée par le colonel Kamel Hamoud, alors responsable du CTRI de Constantine [2].

Plus tard, j'ai appris par le colonel Ali Benguedda, dit « petit Smaïn » [3], que parmi les fugitifs figuraient de nombreuses « taupes » infiltrées par le DRS et que l'opération visait plusieurs objectifs à la fois : d'abord se débarrasser des détenus islamistes récalcitrants (conduits à de faux maquis du DRS, ils y seront purement et simplement liquidés) ; ensuite peupler les maquis des GIA de repris de justice et de délinquants capables

1. Le journaliste Arezki Aït-Larbi a évoqué la cruauté des surveillants, insensibles à l'agonie des prisonniers (Arezki Aït-Larbi, « Révélations d'un ancien détenu d'opinion », *L'Événement*, n° 162, 2-8 avril 1994) ; et l'ex-islamiste retourné Ahmed Merah en a également donné un aperçu dans son ouvrage *L'Affaire Bouyali*, *op. cit.*

2. La méthode de l'évasion est une technique éprouvée de la SM pour la recherche de renseignements et le noyautage d'une organisation. J'ai évoqué plus haut le cas de Nourredine Seddiki, mais on pourrait en citer bien d'autres. Je ne citerai ici que celui d'Ahmed Merah, qui a raconté (dans *L'Affaire Bouyali*) comment, alors qu'il se trouvait à la prison de Tizi-Ouzou, il avait été approché, le 3 septembre 1985, par le capitaine Abdelkader Haddad pour simuler une évasion qui devait servir à l'« injecter » dans le maquis de Bouyali afin d'y neutraliser tout le groupe. La même proposition lui avait été faite par les services de la gendarmerie nationale...

3. J'aurais l'occasion de reparler de ce personnage étonnant (voir chapitre 10). Le colonel Benguedda est un officier de moralité douteuse, valet des généraux Toufik et Smaïl Lamari, plusieurs fois mis sur la touche et toujours récupéré par les responsables mafieux qui le protègent. Ancien responsable du bureau de sécurité de la SM à l'ambassade d'Algérie à Bonn en 1988, il fut également en poste en Namibie et en Afrique du Sud de 1992 à 1994. Sous-directeur à la DDSE de 1994 à 1997, il a assuré de 1997 à 1999 les commandes de l'antenne du DRS à Paris, où il sous-traitait avec les services français pour le compte de son ami, le général Smaïl Lamari. Par respect pour les lecteurs et pour l'institution à laquelle j'ai appartenu, je m'abstiens de divulguer les secrets sur sa vie privée.

d'actes crapuleux, afin de « ternir » davantage l'image de ces groupes et d'inciter la population à se mobiliser derrière le régime ; enfin, utiliser ces individus pour intensifier la guerre fratricide entre groupes islamistes.

En effet, à cette époque, d'authentiques groupes armés islamistes, dans la mouvance de l'ex-FIS, continuaient à agir malgré les coups de la répression. En juin 1994, ils parviendront à s'unifier au sein de l'Armée islamique du salut (AIS), qui se présentera comme le bras armé du FIS, ne s'attaquant qu'aux objectifs militaires. Certains des évadés de Tazoult, agents du DRS, serviront alors à l'infiltrer. Les émirs Mustapha Kertali et Youcef Boubras étaient ainsi des agents en contact avec le CTRI de Blida. Évidemment, les « combattants » de l'AIS ignoraient tout de la manipulation et la seule chose qu'ils avaient en tête était le *djihad*.

En fait, pour que les deux organisations s'entre-tuent plus efficacement, le DRS aidait à la fois le GIA et l'AIS, fournissant des munitions, de l'armement, des moyens de liaisons, des médicaments (le médecin du CPO, le Dr Metizi, se rendait même au maquis pour soigner les blessés). Cette tactique a permis l'élimination d'un nombre considérable d'islamistes. D'autres techniques, directement inspirées de celles de l'armée française au cours de la guerre d'indépendance, ont également été utilisées. Je me souviens ainsi qu'en mars 1995, le général Smaïn (il avait été promu à ce grade fin 1992) s'est vanté devant moi des dégâts de la « bleuite »[1] qu'il avait alors réussi à semer dans les rangs des islamistes : la suspicion sur les combattants infiltrés avait fait des ravages tant dans les rangs du GIA que de l'AIS ; le moindre suspect était automatiquement égorgé...

Mais au printemps 1994, le problème numéro un des généraux janviéristes était l'échec de leur stratégie visant à priver les authentiques maquis islamistes du soutien de la population. Malgré les ratissages, les infiltrations et la répression sanglante, ils ne parvenaient pas à venir à bout d'une « insurrection » qui

1. Nom d'une opération menée en 1958 par un officier du contre-espionnage français, le capitaine Léger (dont les supplétifs algériens portaient des « bleus de chauffe », d'où le nom de « bleuite ») : il avait fait relâcher des combattants de l'ALN arrêtés, après leur avoir fait croire que certains de leurs camarades étaient des traîtres à la solde de la France. Cette intoxication a conduit le colonel Amirouche, chef de la *wilaya* III (Kabylie), à faire torturer et assassiner plusieurs centaines de *moudjahidine*.

se voulait pourtant « contrôlée » dès le début. Le pays traversait une crise économique sans précédent ; il venait d'échapper à la banqueroute, mais les entreprises publiques tournaient encore au ralenti et les travailleurs n'étaient toujours pas payés, ou avec un grand retard. Et la violence terroriste faisait rage sans discontinuer, celle des groupes manipulés par les différents services du DRS (avec tous les excès liés au manque de coordination entre eux), mais aussi celle de ceux qui ne l'étaient pas, car ces islamistes pouvaient compter sur trois facteurs importants : le recrutement de jeunes « combattants » pour peupler de nouveaux maquis, un soutien populaire à l'intérieur du pays qui s'apparentait à une logistique de guerre et des filières à l'étranger qui organisaient l'acheminement de l'armement.

C'est sur ce dernier aspect que, au cours de l'été 1994, j'ai organisé à Bonn une rencontre entre le directeur du contre-espionnage allemand et le général Smaïn. Ce dernier, habitué aux largesses (ou aux complicités ?) de ses homologues français, se croyait en terrain conquis : il n'hésita pas à réclamer le détachement en Allemagne d'un officier du DRS qui serait chargé de l'exploitation des écoutes téléphoniques, à pratiquer par les services allemands, des islamistes suspects présents sur le territoire fédéral [1]. Ce qui lui fut sèchement refusé.

Le chef de la DCE était furieux. Il m'expliqua ensuite qu'il était déterminé à maintenir la pression sur les islamistes pour qu'ils restent isolés de leur « milieu naturel » et pour couper tous leurs relais à l'étranger. Dans sa colère, il accusa les services allemands de fermer les yeux sur les agissements des islamistes exilés en RFA, qui jouissaient d'une totale liberté d'action et de mouvement. Il imagina même l'existence d'un *deal* entre les deux parties, au motif que les islamistes ne s'étaient jamais attaqués aux intérêts allemands. Mettant ces déclarations sur le compte du dépit, je n'en ai pas mesuré sur-le-champ toute la portée. Ce n'est que plus tard que je parviendrai à reconstituer le puzzle. La pièce clé en était une déclaration faite quelques mois plus tôt à Oran, le 16 mars 1994, par le Premier ministre Rédha Malek (un farouche « éradicateur », très

1. Un lieutenant des services techniques du DRS m'a été détaché dans ce but à Bonn, où il est resté six mois avant de rejoindre Naples. Les services de renseignements italiens ont été plus accommodants que leurs homologues allemands : cet officier assurait les transcriptions des écoutes téléphoniques qu'ils pratiquaient au profit du DRS.

proche des « décideurs ») lors des obsèques du dramaturge Abdelkader Alloula, assassiné le 10 mars (le jour même de l'évasion de masse de Tazoult) – assassinat bien sûr attribué aux islamistes.

« La peur doit changer de camp ! », avait déclaré à cette occasion le chef du gouvernement, reprenant ainsi – ce n'était évidemment pas un hasard – les propos du général Bigeard pendant la bataille d'Alger en 1957. Cette phrase n'était pas anodine. Elle exprimait, sans détour, le nouveau programme des « janviéristes » : puisque les islamistes n'avaient pu être isolés de la population (leur « milieu naturel »), ce serait la population qui serait isolée des islamistes ! Ainsi commencèrent les grands massacres dans les fiefs supposés de l'ex-FIS, principalement dans l'Algérois – des massacres fort peu médiatisés, à la différence de ceux de 1997 (voir chapitre 11).

De mars à août 1994, une offensive terrible fut déclenchée par le CC/ALAS et le DRS contre la population civile. C'est à cette époque, je l'ai dit, que l'Ojal, escadron de la mort du DRS, a sévi le plus activement et que furent officialisées les milices. Et que, surtout, les paracommandos des « forces spéciales » et les éléments des CTRI multiplièrent les liquidations de masse de civils (le plus souvent attribuées ensuite aux groupes islamistes), faisant des milliers de victimes.

Cette période a inauguré le développement à une échelle incroyable de la pratique des « disparitions », qui a particulièrement affecté les anciens détenus des camps du sud, dont beaucoup n'avaient aucune activité politique ou faisaient seulement partie des réseaux de soutien aux groupes armés. À l'initiative du DRS, des milliers d'hommes vont ainsi être arrêtés illégalement par les forces de sécurité : souvent détenus et torturés dans un premier temps dans un commissariat ou une gendarmerie, ils étaient ensuite transférés au CTRI de la région militaire et froidement liquidés.

L'accomplissement de ce travail sordide requérait des hommes de confiance, sur lesquels pouvaient compter les décideurs. S'agissant de la DCE, la majorité de ses cadres dirigeants étaient alors d'anciens sous-officiers qui devaient leur carrière à Smaïl Lamari. Ils lui obéissaient au doigt et à l'œil, sachant que leur sort était lié au sien. Une fois impliqués dans les « sales affaires » (assassinats, enlèvements, tortures...), il leur était pra-

tiquement impossible de faire marche arrière, sous peine d'être éliminés physiquement. C'est ce qui explique aussi l'emballement de la folie meurtrière au cours de cette période, qui se poursuivra, hélas, pendant plusieurs années.

L'un des criminels les plus zélés de cette période – mais il est toujours en poste à l'heure où j'écris ces lignes ! – est le colonel Mehenna Djebbar, le chef du CTRI de Blida depuis 1990, dont j'ai déjà évoqué les sinistres « exploits ». Il est sans conteste l'un des acteurs de la « seconde guerre d'Algérie » qui a le plus de sang sur les mains et qui pourrait répondre, devant la justice internationale, du plus grand nombre de cas de « disparus ». Il a toujours exécuté à la lettre les instructions de Smaïn, entretenant presque des rapports de vassalité avec lui. En échange, Smaïn lui a garanti l'impunité, l'autorisant, comme ses homologues, fort nombreux, à faire la loi : extorsion de fonds, pillage des biens immobiliers, assassinats...

Cette même technique (le choix d'officiers fondé sur la compromission ou la confiance, plutôt que sur la compétence, l'honnêteté ou l'intégrité) a été également mise en œuvre au niveau des commandements opérationnels, où seuls les officiers sûrs étaient placés aux postes sensibles. Début 2001, l'ex-lieutenant des forces spéciales Habib Souaïdia, dans son livre *La Sale Guerre*, a pu ainsi relater certaines des atrocités commises par un autre criminel notoire et ses hommes, le lieutenant-colonel Athamnia, chef du 12e RPC, qu'il a qualifié de « régiment des assassins [1] ». Mais ce n'est, hélas, qu'un cas parmi bien d'autres.

En effet, quand le « plan Nezzar » de décembre 1990 fit l'unanimité auprès des décideurs, son exécution fut confiée au DRS, lequel, en dehors du GIS, ne possédait aucune « force de frappe ». C'est pourquoi, dans cette perspective, en 1992, les unités opérationnelles de l'ANP rattachées à l'état-major furent très vite un enjeu majeur ; le choix des responsables s'est donc opéré sur des critères qui n'avaient rien à voir avec la compétence ou l'éthique. Il fallait obéir aveuglément et faire allégeance au plan Nezzar.

Le renforcement de l'union des DAF (et de leurs alliés) et l'élimination des officiers « arabisants » ont ainsi conduit à l'émergence au sein de l'ANP d'une catégorie d'officiers connus

1. Habib Souaïdia, *La Sale Guerre*, *op. cit.*, page 115.

pour leur esprit d'« exécutants » (ceux qui ne contestent jamais les ordres du chef, même s'ils sont contraires à la morale), comme le général Maïza, l'adjoint de Fodhil Chérif à Blida, le général Rachid Laalali, dit Attafi, devenu chef de la DDSE, ou encore les sous-officiers promus aux grades de colonel ou général qui doivent leur carrière aux Smaïl Lamari, Khaled Nezzar et compagnie... Mais cette période a vu aussi la montée en puissance d'officiers supérieurs connus pour leur sens aigu des affaires, capables de tout pour conserver leur pouvoir – je pourrais citer des dizaines de cas, mais je me limiterai aux plus éloquents, ceux du général Kamel Abderrahmane et du général Ali Benguedda, dit petit Smaïn.

Parallèlement, la manipulation de la violence islamiste ne connaissait pas de trêve : c'est aussi à cette époque – l'été 1994 – que Djamel Zitouni, l'émir du GIA *made in DRS*, a été mis sur orbite pour fédérer et mater les maquis islamistes.

8.

Djamel Zitouni, un terroriste à la solde des généraux

J'ai dit comment j'ai découvert en juillet 1994, par hasard, le rôle de Djamel Zitouni. Aujourd'hui, après avoir recoupé mes sources, je peux affirmer, avec une absolue certitude, qu'il fut un terroriste des « groupes islamistes de l'armée » à la solde du DRS. Outre le colonel Farid Ghobrini, chef du CPO, au moins trois de mes officiers, dont les capitaines Rachid Betchin, dit Ziad, et Farouk Chetibi (qui est venu en décembre 1994 passer deux semaines de vacances en famille chez moi à Bonn), m'ont confirmé cette information, qui le sera encore plus tard par d'autres cadres du DRS, dont le capitaine Haroun et l'adjudant Abdelkader Tigha, et par le capitaine Ahmed Chouchane, à qui la proposition de seconder l'« émir du GIA » a été faite en 1995.

Zitouni (dit Abou Abderrahmane Amine), petit vendeur de poulets originaire de Birkhadem (dans la banlieue d'Alger), sans connaissance ni notoriété religieuse, prendra subitement du galon pour devenir l'« émir national » du GIA à la mort de Chérif Gousmi le 26 septembre 1994 : jusqu'à ce qu'il soit tué à son tour, en juillet 1996, il sera, avec ses troupes, l'un des agents les plus actifs de la stratégie de terreur des chefs du DRS.

Comment Zitouni est devenu l'« émir national » du GIA made in DRS

Comme on l'a vu, à partir de l'été 1992, de nombreux groupes armés islamistes, organisés dans des maquis ou agissant dans les villes, se sont créés. Il y avait bien sûr beaucoup de vrais groupes, dont plusieurs ont été progressivement infiltrés par le

DRS. Mais parallèlement, on l'a vu, d'autres groupes étaient créés à l'initiative des services du DRS. Si bien qu'à partir du début 1993, le GIA était constitué d'une petite nébuleuse de groupes, certains autonomes, certains infiltrés et d'autres directement contrôlés par le DRS. Réunissant assez peu de combattants au début, le GIA a rapidement bénéficié de la propagande et du tapage médiatique organisé par le DRS. Il réussit ainsi à rallier de nombreux islamistes qui commettaient des actes terroristes, surtout dans le centre (Mitidja, Médéa, Chlef...), en ignorant que certains de leurs « émirs » pouvaient être manipulés et recevaient leurs ordres directement du CPO, du CPMI ou du CTRI de Blida.

L'infiltration, le contrôle et la manipulation des groupes du GIA ou autres répondaient à trois objectifs : discréditer la résistance islamique au coup d'État de janvier 1992 (en terrorisant la population), liquider les authentiques opposants et leurs soutiens, et obtenir le soutien politique militaire et économique des pays occidentaux. La stratégie des généraux était alors de montrer à l'opinion que le FIS était débordé par sa frange radicale qui s'attaquait au peuple et, par voie de conséquence, d'isoler les véritables opposants islamistes de leurs bases.

En 1993 et 1994, les *katibate* du GIA *made in DRS* se reconstituaient avec une étonnante célérité et se multipliaient sur l'ensemble du territoire. Les véritables émirs qui siégeaient à Ben-Aknoun (siège du CPMI) ou à Blida (CTRI) n'avaient aucun mal à recruter : il s'agissait généralement de jeunes chômeurs, idéalistes et naïfs, révoltés par la répression dont ils étaient victimes. Ils étaient encadrés par des agents du DRS qui leur fixaient cibles et objectifs et qui agissaient évidemment pour le compte du pouvoir. Dès le début du conflit, ce sont donc, en partie du moins, les cadres du DRS, sous la direction des généraux Toufik Médiène, Smaïl Lamari et Kamel Abderrahmane, qui embrigadaient et commandaient de jeunes égarés pour leur faire commettre des tueries effroyables « au nom de l'islam ». Mais jusque-là, le GIA n'était pas complètement contrôlé par les services. C'est ce qui a changé quelques mois après l'arrivée de Djamel Zitouni à la tête de l'organisation terroriste, fin 1994.

Ramassé début 1992 au cours d'une rafle à Alger alors que son parcours n'avait rien d'extraordinaire, sauf qu'il fréquentait

la mosquée d'El-Arkam à Chevalley – lieu où Mohamed Saïd donnait ses prêches chaque vendredi –, Zitouni a été détenu dans un camp de rétention au Sud, où il a été recruté début 1993. Les camps étant gérés par les troupes de l'ANP, il est probable que son recrutement a alors été effectué par le CPMI (dépendant de la DCSA). Étant donné qu'à partir de 1993, tous les services du DRS étaient conjointement engagés dans la lutte contre l'intégrisme, il n'est pas illogique que Zitouni ait été ensuite « suivi » par l'autre branche du DRS, la DCE, qui en a confié la manipulation au CTRI de Blida, dirigé par le colonel Mehenna Djebbar (l'implication des deux branches du DRS dans cette « opération » signifie qu'elle a été supervisée, depuis le début, par le chef suprême du DRS, le général Toufik). C'est ce que montre en tout cas la suite de sa « carrière », telle que j'ai pu la reconstituer à partir de diverses sources.

Dans ses révélations très circonstanciées faites début 2003 [1], un ancien membre du CTRI de Blida, l'adjudant dissident Abdelkader Tigha (emprisonné depuis 2001 dans un centre de détention à Bangkok), explique que, quand il a été libéré (sans doute fin 1993), Djamel Zitouni a été placé à la tête de la *katiba khadra* (phalange verte), sorte de garde prétorienne chargée du poste de commandement du GIA et de l'exécution de grandes opérations (attaques de casernes, etc.).

Il s'imposera rapidement en « balançant » les véritables djihadistes du GIA Sid Ahmed Mourad, dit Djaafar El-Afghani (abattu par les forces de sécurité le 26 février 1994), Sayah Attia (tué le 16 mars 1994) et Chérif Gousmi (tué le 26 septembre 1994). Ce dernier point mérite une explication : comme je l'ai dit, jusqu'à l'arrestation en juin 1993 à Oujda (Maroc) d'Abdelhak Layada, qui était bien un agent du DRS autopromu « émir national » du GIA, le DRS ne contrôlait que la tête de l'organisation, mais n'exerçait pas encore son emprise sur la totalité des groupes islamiques qu'elle fédérait. Or il y a eu un problème : l'arrestation de Layada par la police marocaine à Oujda [2], qui fut un sérieux « pépin » pour les chefs du DRS, car cette arresta-

1. « Algérie, dossier politique », *Nord-Sud Export*, n° 460, 7 mars 2003.

2. Où il s'était rendu pour mettre en place un prétendu trafic d'armes à travers la frontière algéro-marocaine, avec la complicité du lieutenant Boualem, du CTRI de Blida, qui avait été muté dans ce but au consulat d'Algérie à Oujda (dont le consul n'était autre que l'ex-commissaire de police Hadj Sadok).

tion n'était pas prévue et son « dauphin » n'était pas encore préparé.

Il faut comprendre en effet qu'à l'époque, la manipulation des groupes épars n'était pas quelque chose de simple, il y avait souvent des impondérables ; les cadres du DRS infiltrés dans les groupes risquaient leur vie à chaque instant et s'ils étaient démasqués, une mort certaine et horrible les attendait. Pour éviter ce sort, beaucoup d'entre eux étaient obligés de jouer à fond leur rôle de « terroristes ». D'ou les dérapages, mais aussi la compromission dans laquelle ont été entraînés de nombreux cadres du DRS : une fois le pas franchi, il était pratiquement impossible de faire marche arrière. C'est aussi ce qui explique le taux élevé d'officiers et de sous-officiers qui se sont adonnés à la drogue pour surmonter leur cauchemar. C'est dans cette spirale de violence, voire de « folie », qu'a évolué la nébuleuse du GIA.

Quoi qu'il en soit, après l'arrestation de Layada, Sid Ahmed Mourad, un ancien « Afghan » non contrôlé par le DRS, a été désigné en août « émir national » du GIA après une brève consultation du *majless ech-choura*. Le DRS venait d'être débordé (même si ses agents continuaient à diriger plusieurs groupes), et il en ira de même avec Sayah Attia et Chérif Gousmi.

C'est en octobre 1994, après les avoir fait éliminer, que Zitouni se verra intronisé, grâce à un coup de force, « émir national » du GIA. Selon Tigha, l'« officier traitant » de Zitouni sera à partir de cette époque le « numéro 2 » du CTRI de Blida, le capitaine Abdelhafidh Allouache, dit Hafidh, chef du « Service de coordination opérationnelle » (jusqu'en 1994, il avait été le secrétaire personnel du général Smaïn) ; ce dernier, « très connu des services français DST et DGSE », était comme Zitouni originaire de Birkhadem et il avait été un de ses amis d'enfance. À l'occasion de cette reprise en main de la direction des GIA par le DRS, il fut décidé, compte tenu de l'intense activité des groupes armés, de « redécouper » le territoire national en neuf zones (et non plus cinq comme auparavant), incluant les régions militaires de Ouargla et de Béchar (c'est le général Smaïn lui-même qui me le révélera, information qui me sera confirmée en décembre 1994 par le capitaine Farouk Chetibi).

Auparavant, la durée de vie d'un émir non contrôlé par le DRS ne dépassait pas quelques mois, le temps de le localiser et

de le neutraliser. S'agissant des « émirs nationaux » du GIA, après l'arrestation de Layada en juin 1993, Djaafar El-Afghani ne durera que sept mois et Chérif Gousmi que six mois. Zitouni, lui, réussit à tenir près de deux ans, de 1994 à 1996 (bien que sa mort ait été plusieurs fois annoncée dans la presse algérienne, au gré des fables créées par le service d'action psychologique du DRS, dirigé par le colonel Hadj Zoubir, et relayées par des journalistes complaisants)[1]. Le temps nécessaire pour anéantir les vrais maquis islamistes, éliminer certains officiers de l'ANP « gênants » pour les généraux, mais aussi d'autres chefs islamistes qui avaient décidé de se rallier au GIA.

En effet, en mai 1994, Mohamed Saïd et Abderrezak Redjam (ex-FIS), de même que Saïd Makhloufi, Azzedine Baa et leurs hommes du MEI, ont rejoint le GIA (alors dirigé par Chérif Gousmi). Les deux premiers seront liquidés par Zitouni en juillet 1995, comme l'a raconté en 2001 à Algeria-Interface un ancien émir du GIA, Ali Benhadjar[2], qui s'en était dissocié en 1996 pour créer ensuite son propre groupe armé, la LIDD (Ligue islamique pour la *daawa* et le *djihad*). Azzedine Baa, lui, sera éliminé par Zitouni en juin 1995. En juin 1996, ce sera le tour de Saïd Makhloufi, qui avait décidé quelques mois plus tôt

1. Le successeur de Zitouni, Antar Zouabri, autre agent du DRS, dirigera quant à lui le GIA pendant près de six ans : sa mort sera aussi annoncée maintes fois, mais il ne sera effectivement tué, dans une opération à grand spectacle organisée par le DRS, que le 9 février 2002 à Boufarik, près d'Alger.

2. « Selon Benhadjar, " Mohamed Saïd et Abderrezak Redjam étaient en mission à l'Ouest au printemps 1995 afin de convaincre l'Armée islamique du salut (AIS) de se joindre à la *moubayaâ* [allégeance] à l'émir du GIA ". (...) Aussitôt après cette mission, Mohamed Saïd et Abderrezak Redjam ont été convoqués au PC du GIA à Bougara (Blida) : " Zitouni les soupçonnait d'avoir comploté contre lui. Sur leur chemin vers Bougara, ils se sont arrêtés chez nous à Tamesguisda, du 20 au 22 juillet 1995. J'ai tout fait pour les convaincre de ne pas continuer leur chemin. Nous avions des indices sur les intentions de la *djamaâ* [groupe] de Djamel Zitouni. Amor Habchi, émir du Centre, avait été condamné à mort et exécuté après son retour de l'Ouest. Mais Mohamed Saïd n'a rien voulu savoir. Il nous a répondu qu'il ne serait pas le prétexte d'une division entre les musulmans. " À l'automne suivant, l'" émirat national du GIA " a rendu public un communiqué annonçant la mort au combat, l'*istichhad*, de Mohamed Saïd, " accroché par l'armée " alors qu'il allait rendre visite à des parents. " Nous savions que c'étaient eux qui l'avaient tué, lui, Abderrezak Redjam, ainsi que d'autres frères assimilés à la *djazaara* [courant politique du FIS dirigé par Mohamed Saïd, *N.d.A.*] " » (Algeria-Interface, « Ali Benhadjar raconte la guerre interne au sein du GIA », 27 décembre 2001).

de quitter le GIA, car il avait compris qu'il était contrôlé par le DRS (comme l'a rapporté le même Ali Benhadjar) [1].

Durant toute cette période, Djamel Zitouni est devenu célèbre grâce à des exploits retentissants, qui contrastaient avec son niveau d'instruction. La presse (*via* le service information du DRS) a énormément contribué à rehausser son statut d'« émir national ».

Le 3 août 1994, le groupe de Djamel Zitouni signait l'assassinat de la cité Aïn-Allah de Delly-Brahim : trois gendarmes et deux employés de l'ambassade de France tombaient sous les balles des terroristes. Malgré les barrages de la gendarmerie qui contrôlaient les carrefours, les auteurs ont pu s'échapper (le siège du DRS n'était qu'à deux cents mètres du lieu du drame !).

Le GIA de Djamel Zitouni revendiquera ensuite de nombreuses actions spectaculaires conduites à l'initiative du DRS, dont le détournement de l'Airbus d'Air France le 24 décembre 1994, les attentats de Paris en 1995 et l'enlèvement puis l'exécution des sept moines de Tibéhirine au printemps 1996 (je reviendrai en détail sur ces affaires au chapitre 9). Ou encore le terrible attentat à la bombe du boulevard Amirouche à Alger (quarante-deux morts et près de trois cents blessés), commis le 30 janvier 1995. Surtout, plusieurs milliers d'Algériens seront horriblement massacrés par le GIA, en majorité des civils ou des islamistes membres de l'AIS (Armée islamique du salut) ou d'organisations rivales (durant la période de l'« émirat » de Zitouni, le DRS fabriquera d'ailleurs de nombreux communiqués du GIA signés de lui, s'attaquant aux deux leaders du FIS, Abbassi Madani et Ali Benhadj, et les condamnant même à mort).

1. « Saïd Makhloufi, dans son communiqué (au nom du MEI : Mouvement pour un État islamique) numéro 2 (qui n'est pas daté mais paraissant être du début 1996), déclare sortir du GIA. Il dit expressément que le MEI est certain que la direction du GIA est aujourd'hui infiltrée par les services secrets et (...) qu'il a entre les mains des preuves irréfutables que son émir Abou Abderrahmane Amine (*alias* Djamel Zitouni) est en relation avec les services secrets. (...) Il ajoute : " J'ai montré certains de ces documents à quelques émirs, qui ont décidé de quitter la direction du GIA. " À Médéa, nous n'avons jamais reçu ces documents » (Ali Benhadjar, « L'affaire de la mise à mort des sept moines en Algérie », 17 juillet 1997 ; texte dont la traduction est reproduite à l'adresse www.algeria-watch.org/farticle/tigha5Fmoines/benhadjar.htm).

Il est important de souligner que les actions criminelles du GIA ont redoublé d'intensité à partir du moment où le général Liamine Zéroual, chef de l'État depuis janvier 1994, et son conseiller aux affaires de sécurité, le général Mohamed Betchine, ont entamé des pourparlers avec Abbassi Madani et Ali Benhadj, emprisonnés à Blida (Zéroual et Betchine les y ont rencontrés en février 1994; le 3 mars, un communiqué de la présidence révélait à l'opinion l'existence d'un dialogue avec les dirigeants du FIS). Le GIA se manifestait clairement contre la réconciliation, exactement comme ses commanditaires, les généraux éradicateurs hostiles à tout dialogue avec les islamistes, qui parviendront ainsi à torpiller efficacement les efforts du clan Zéroual.

Cette hostilité au dialogue et à toute véritable solution politique sera une ligne constante des chefs du DRS et du général Belkheir, qui redoutent plus que tout la perspective d'un compromis entre les deux courants antagonistes que sont l'islamisme et le laïcisme. Un tel compromis impliquerait en effet la fin du système bâti sur le clientélisme et la prédation. D'où cette propension du DRS à fomenter des conflits et à alimenter des foyers de tensions pour attiser l'extrémisme, de manière à éviter tout consensus qui se ferait aux dépens des chefs de l'armée.

« Djamel Zitouni, c'est notre homme! »

J'ai eu plus tard confirmation de la manipulation de Zitouni par le DRS grâce à un autre témoignage décisif, celui du capitaine Ahmed Chouchane, dont j'ai raconté plus haut (voir chapitre 5) comment il avait été arrêté en mars 1992, puis condamné à trois ans de prison. En 2001, j'ai rencontré Chouchane en Europe (où il était exilé depuis 1998) et il m'a fait le récit étonnant de ce qui lui est arrivé à la fin de son incarcération.

Après plusieurs transferts dans les prisons militaires de Béchar, Berrouaghia, El-Harrach (où il reçut souvent des émissaires des généraux Nezzar et Toufik), le capitaine Chouchane a été libéré le 1er avril 1995. À sa sortie de la prison d'El-Harrach, il fut enlevé par les éléments du colonel Bachir Tar-

tag, le chef du CPMI. Chouchane eut heureusement la présence d'esprit d'alerter son avocat, Me Rachid Mesli, à qui il doit la vie sauve : celui-ci a en effet entrepris immédiatement des démarches pour qu'il recouvre sa liberté en alertant le président Zéroual et les organisations internationales de défense des droits de l'homme. Sinon, il est certain que les journaux auraient fait leur une pour annoncer : « Un officier victime d'un attentat terroriste »; ou encore : « Un capitaine assassiné par le GIA. »

N'empêche que le capitaine Chouchane subit de nouveaux interrogatoires. Et à trois reprises, les 5, 9 et 14 avril 1995, le colonel Bachir d'abord, puis le général Kamel Abderrahmane ensuite, lui proposèrent explicitement de rejoindre les maquis islamistes et d'être l'adjoint de Djamel Zitouni à la tête du GIA. Chouchane s'en expliquera plus tard publiquement, à l'occasion de son témoignage en faveur de l'ex-lieutenant Habib Souaïdia (lors du procès en diffamation que lui avait intenté le général Nezzar, en juillet 2002 à Paris), puis dans un texte publié un mois plus tard sur le site du MAOL : « Après la première rencontre, ils m'ont proposé de participer à un projet d'assassinat des chefs du FIS en clandestinité qui ont pris les armes et ils m'ont cité à ce titre : Mohamed Saïd, Abderrezak Redjam et Saïd Makhloufi. Je me suis étonné après la citation des cibles en leur disant que ces personnes sont des politiques et ont été forcées de prendre les armes; et il est possible de trouver, avec eux, des solutions qui préserveront les droits de tous les Algériens et éviteront de faire couler plus de sang. J'ai aussi dit : " Si vous m'aviez parlé de l'assassinat de Djamel Zitouni, qui a reconnu sa responsabilité dans le massacre des femmes et des enfants, ma mission aurait été plus compréhensible [1] ! " »

C'est alors, raconte Chouchane, que le colonel Bachir Tartag lui répliqua : « Laisse Zitouni tranquille, c'est notre homme; c'est avec lui que tu vas travailler. » Lors de son dernier entretien, le général Kamel Abderrahmane expliqua au capitaine Chouchane qu'en contrepartie, il recevrait le grade de colonel et qu'il n'aurait aucun souci à se faire pour sa famille. En effet, comme le général du DCSA doutait de la loyauté de Chouchane et pour que ce dernier accomplisse parfaitement sa

1. Voir Habib Souaïdia, *Le Procès de* La Sale Guerre, *op. cit.*, page 166.

« mission », l'idée de garder sa famille en otage avait été évoquée auparavant.

Le général Kamel Abderrahmane précisa au capitaine Chouchane qu'il comptait ultérieurement éliminer Djamel Zitouni pour lui confier la direction du GIA, cela en raison de son rang d'ex-officier de l'ANP, de ses convictions religieuses et du respect dont il jouissait au sein de la mouvance islamique, d'autant plus qu'il avait à présent un solide alibi, celui d'avoir été emprisonné pour ses opinions politico-religieuses. Le général Kamel Abderrahmane a même indiqué au capitaine Chouchane que cette proposition était son unique chance de salut, car d'autres « cercles » des services cherchaient à le liquider, et qu'en cas de refus, son sort était déjà scellé. « Marche ou crève », telle est la devise (trois ans plus tôt, j'y reviendrai, le même chantage avait été fait par Smaïl Lamari au sous-lieutenant Lembarek Boumaarafi, l'assassin du président Boudiaf).

Le capitaine Chouchane fit semblant d'accepter en demandant un délai d'un mois, puisqu'il était séparé de sa famille depuis trois ans. En réalité, il cherchait à gagner du temps pour mettre sa famille à l'abri et pour trouver le moyen d'échapper à ce cauchemar. Le délai écoulé, la famille confiée à un oncle et un plan de fuite en tête, il retourna à Alger afin de ne pas éveiller les soupçons.

Le général Kamel Abderrahmane lui organisa alors un rendez-vous avec un émissaire de Djamel Zitouni en lui laissant la ligne directe du général Toufik, qu'il ne devait appeler qu'en cas d'absolue nécessité. Le rendez-vous fut fixé le 11 juin 1995 à 13 heures, dans un hôtel d'Alger situé à proximité du boulevard Mohamed V, non loin de la place Maurice-Audin. La chambre de Chouchane se trouvait au sixième étage et l'émissaire devait, selon un code préétabli, cogner à deux reprises quatre petits coups sur la porte.

Vers midi, Chouchane se présenta à l'hôtel, prit sa clé et monta dans sa chambre. Il téléphona, comme convenu, au général Kamel Abderrahmane pour lui dire qu'il attendait son visiteur ; puis la peur l'envahit et il se dissimula à l'étage supérieur pour parer à toute éventualité. Partagé entre la peur et le dégoût, il vit un homme corpulent, habillé d'une *kachabia* malgré la chaleur torride, grimper jusqu'au sixième étage et frap-

per à la porte selon le signal convenu. Après quelques minutes qui parurent interminables pour Chouchane, l'homme essaya de forcer la poignée, puis, constatant l'absence de son contact, redescendit silencieusement.

Dix minutes plus tard, Chouchane téléphona au général Kamel Abderrahmane pour lui annoncer que personne n'était venu au rendez-vous fixé et qu'il ne pouvait pas attendre indéfiniment. La réponse du général fut : « Ne bouge pas, je vais t'envoyer quelqu'un d'autre. » Après avoir raccroché, le capitaine Chouchane fila à l'aéroport de Dar-el-Beïda pour prendre un vol vers Ghardaïa et aller ensuite par route chez lui, à Laghouat. Arrêté par un barrage de la gendarmerie entre Ghardaïa et Laghouat (il faisait partie des personnes recherchées et dont la liste avait été diffusée à tous les services de sécurité), il osa téléphoner au général Toufik, qui, ne se doutant pas des intentions de Chouchane, donna l'ordre au commandement de la gendarmerie de le remettre en liberté. Et c'est à bord d'un taxi payé par le commandant du groupement qu'il rejoignit son domicile. Peu de temps après, il quittait le pays par le sud, en traversant le Sahara dans des conditions infernales, avant de rejoindre l'Angleterre où il devait demander l'asile politique. Sa traversée du désert prenait fin.

Le DRS se débarrasse de Zitouni

Djamel Zitouni, lui, allait encore sévir quelques mois. L'un de ses plus sinistres « faits d'armes » marquera aussi sa fin. Le 26 mars 1996, sept moines trappistes du monastère de Tibéhirine étaient enlevés; ils seront assassinés deux mois plus tard, et le GIA de Zitouni revendiquera ce nouveau crime (je reviendrai en détail, dans le chapitre suivant, sur les circonstances de ce drame).

Mais quelques semaines après l'exécution des moines, un événement extraordinaire s'est produit : Djamel Zitouni était devenu gênant pour ses maîtres, il fallait à tout prix le liquider. Le 15 juillet 1996, un communiqué présenté comme émanant du *majless ech-choura* (conseil consultatif) du GIA, reproduit par l'AFP, annonçait la mise à l'écart de Djamel Zitouni, *alias* Abou Abderrahmane Amine, de la direction de l'organisation

terroriste et se démarquait de « tout ce qui pourrait émaner de Zitouni, lequel est remplacé temporairement au titre d'émir du GIA par Hassan Abou Walid jusqu'à ce qu'une réunion de tous les chefs de zones du GIA ait procédé à son remplacement définitif ». Le communiqué du GIA ajoutait que « le *majless ech-choura* a également évincé de ses rangs Abou Raihana, *alias* Farid Achi, et Antar, *alias* Zouabri ». Il a enfin « dégagé la responsabilité du GIA de tout ce qui pourrait émaner des groupes islamistes armés dissidents, dont celui de Kertali (" émir " de Larbaâ) [1] et le Front islamique du *djihad* armé (Fida), spécialisé dans les assassinats d'intellectuels, d'artistes et de politiciens – et dont le chef, Mohammed Brahimi, a été abattu par les forces de sécurité en mai 1996 ».

Le 16 juillet, au lendemain de ce communiqué, on apprenait par voie de presse que l'émir national du GIA « limogé la veille » était tombé avec deux de ses acolytes dans une embuscade tendue par les forces de sécurité (en fait, les circonstances de sa mort n'ont jamais été éclaircies, certaines versions avançant qu'il a été tué par un autre groupe islamiste, quelques semaines plus tôt). Le 18 juillet, les dirigeants du GIA (ceux-là mêmes qui l'avaient pourtant exclu quelques jours plus tôt) faisaient allégeance à Antar Zouabri, *alias* Abou Talha, en tant qu'émir national pour succéder à Djamel Zitouni.

Cette grossière mise en scène ne résiste pas à l'analyse. N'est-il pas curieux que vingt-quatre heures après son éviction du GIA, Djamel Zitouni soit abattu ? Sur la foi de quel critère Antar Zouabri (lui aussi agent retourné par le DRS), exclu le 15 juillet, se trouve réhabilité trois jours plus tard ? Que devient l'éphémère « émir temporaire » Hassan Abou Walid ? Pourquoi dans le communiqué du 15 juillet, pourtant émis par le *majless ech-choura*, y a-t-il une déformation lorsqu'il est question de l'exclusion de « Antar *alias* Zouabri » ? Le rédacteur dudit communiqué a-t-il confondu le nom et l'alias ? Quelle explication donner à la décision éclair prise par les chefs de zones du GIA pour nommer un successeur à Djamel Zitouni, sachant leurs divergences et le fait que les islamistes

1. Mustapha Kertali, qui fut émir de l'AIS, a été retourné par le CTRI de Blida ; il avait engagé ses hommes dans la « guerre » contre le GIA. À l'automne 1997, il participera aux fameuses négociations (certains parlent de reddition) ANP-AIS et bénéficiera du statut de « repenti » accordé aux islamistes ayant rendu les armes.

radicaux ont toujours eu des difficultés pour parvenir à un consensus ? Pourquoi le communiqué du GIA évoque-t-il ses distances vis-à-vis des « dissidents », l'émir Kertali de Larbaa et le FIDA « spécialisé dans les assassinats d'intellectuels, d'artistes et de politiciens[1] » ? D'autant plus que Mustapha Kertali faisait partie de l'AIS et non du GIA. Comment expliquer une telle confusion ? Le GIA, qui avait revendiqué les assassinats d'intellectuels, d'artistes et de politiciens, se reniait-il ou est-ce les manipulateurs du DRS qui « s'embrouillaient les pinceaux » ?

Ce ne sont pas les « révélations » télévisées – sur l'unique chaîne algérienne – d'un « repenti » et de surcroît agent du DRS, ni son « communiqué » qui peuvent nous éclairer : le 22 juillet 1996, l'émir Kertali a en effet déclaré que « la défiance du GIA envers Djamel Zitouni aurait commencé avec les meurtres revendiqués de Mohamed Saïd et Abderrezak Redjam », et que « l'assassinat en mai 1996 des sept moines trappistes aurait scellé son sort, puisque lâché par ses soutiens extérieurs ».

Ainsi, c'est vingt-quatre heures après son éviction du GIA que Djamel Zitouni aurait été abattu par les forces de sécurité ! Il est tout de même extraordinaire que juste après la rédaction d'un communiqué confus et rédigé dans la précipitation, Antar Zouabri ait été désigné pour agir dans la même voie que son prédécesseur, qui venait paradoxalement d'être exclu à cause de ses méthodes barbares visant indistinctement population civile, étrangers et membres des corps de sécurité.

De plus l'empreinte des services du DRS est visible lorsqu'un « repenti » affirme que « l'assassinat des sept moines trappistes aurait scellé son sort, puisque lâché par ses soutiens extérieurs ». Décrypté, cela signifie que les islamistes bénéficiaient du soutien de la communauté catholique internationale (allusion

1. Selon mes sources, le Fida (Front islamique du *djihad* armé) a été constitué au printemps 1993 à l'initiative du général Smaïn, qui a confié la gestion de cette organisation au colonel Tartag, plus expérimenté que le colonel Farid Ghobrini (chef du CPO). Le Fida n'a opéré qu'à Alger et ne ciblait que des intellectuels. Il était composé d'islamistes universitaires, recrutés pour la plupart par un certain Djabaïli, directeur de l'Institut de chimie à l'université de Bab-Ezzouar. Cet agent de Smaïn, avec qui j'avais eu plusieurs contacts en 1991 et 1992, formait alors des étudiants à la confection de bombes artisanales.

oblique à la plate-forme pour le retour à la paix civile adoptée par l'opposition algérienne à Rome en janvier 1995, sous les auspices de la communauté catholique italienne Sant'Egidio, accusée par les services de soutenir les islamistes); et que par cet acte immonde, le chef du GIA perdait ces prétendus appuis.

En fait, un motif important de la liquidation de Zitouni par ses maîtres (et du message confus du 15 juillet, qui ne pouvait provenir que des services du général Smaïl Lamari) était très probablement d'« effacer » un personnage qui avait joué un rôle essentiel dans l'enlèvement des moines, mais aussi dans les actions terroristes du GIA contre la France quelques mois plus tôt, objet du chapitre qui suit. Une fois leurs objectifs en France atteints (arrestations, mise en résidence surveillée et contrôle des islamistes; sensibilisation de l'opinion et de la classe politique française), les chefs du DRS devaient éliminer un témoin gênant, surtout que les enquêtes menées en France sur les attentats de l'été 1995 risquaient de démasquer le rôle de Djamel Zitouni et de conduire aux véritables commanditaires. Une fois mort, toutes les traces s'effacent et tous les attentats seront imputés aux réseaux du seul Djamel Zitouni.

9.

Les « groupes islamistes de l'armée » contre la France

Parler du GIA en France n'est pas chose aisée. Mais cela est nécessaire, car le plan conçu par les généraux détenteurs du pouvoir à Alger trouvait son prolongement en France : pour eux, le soutien de l'ancienne métropole dans la seconde guerre d'Algérie était absolument décisif. Impliquer la France n'exigeait pas beaucoup d'investissement, puisque, en plus des liens historiques entre les dirigeants des deux pays, elle abrite une importante communauté algérienne (ou française d'origine algérienne), estimée à quelques deux millions d'âmes et surveillée de très longue date par les agents de la SM. Et que, comme je l'ai expliqué dans le prologue, le DRS et la DST (Direction de la surveillance du territoire) française entretiennent depuis le milieu des années 80 une collaboration particulièrement étroite, grâce notamment à Smaïn, qui en est indiscutablement, jusqu'à ce jour, la cheville ouvrière.

Les méthodes de choc de la SM en France

En août 1990, le colonel Mahmoud Souamès, dit « Habib », était nommé responsable de la SM en France (son poste officiel était celui de conseiller à l'ambassade d'Algérie à Paris). Dans sa stratégie de lutte contre les mouvements islamistes en France, il a dès le départ opté pour les méthodes de choc. Durant son séjour à Paris (où il est décédé – de mort naturelle ! – en 1997), les infiltrations, les recrutements d'agents et les retournements ont été le quotidien de cet officier, qui dépendait de la DDSE, mais qui informait conjointement les chefs du DRS et de la DCE. Il faut dire que l'antenne de Paris

est un peu spéciale, car tous les dignitaires algériens ont leurs « bases arrières » (plusieurs y disposent d'hôtels particuliers) dans la capitale française, où ils viennent très souvent.

J'ai rencontré à plusieurs reprises le colonel Habib entre juin 1993 et novembre 1995, et il m'a communiqué de nombreuses informations confidentielles sur son travail. En les complétant avec d'autres et en analysant la presse, j'ai pu me faire une idée assez précise du rôle du DRS en France, de l'implantation des réseaux islamistes et notamment de la corrélation entre la manipulation de ces derniers et les attentats de 1995 – j'y reviendrai en détail.

Mahmoud Souamès, que j'avais connu à partir de 1979 par l'intermédiaire d'amis communs – il habitait à Annaba comme moi –, était considéré comme un officier très « professionnel » et compétent. Lors de l'une de nos rencontres à Paris en 1994, pour expliquer les difficultés auxquelles il faisait face, il m'a confié qu'il était obligé de « ménager la chèvre et le loup », car à Paris il devait « être bon avec tout le monde et surtout servir tout le monde », en accueillant généraux et figures du régime à l'aéroport et, surtout, en distribuant aux uns et aux autres soins médicaux, cures, envois de pièces détachées, achats divers, réservations, escortes féminines, argent de poche, etc. Sachant qu'il était entouré de taupes et que chaque « boss » avait son sbire sur place, il veillait à ne pas perturber cet équilibre. Il m'a avoué qu'il avait même désigné un cadre qui ne s'occupait que de ces problèmes...

Dans l'accomplissement de sa tâche, le colonel Habib a bénéficié de trois atouts : les informations qu'il recevait d'Alger pour mener à bien sa mission ; les informations fournies par la DST dans le cadre du programme commun de lutte contre les réseaux islamistes ; des moyens financiers considérables.

Comme en Algérie, les islamistes en France étaient divisés, essentiellement à propos des ressources financières qui pouvaient être collectées auprès de la communauté algérienne. Au début des années 90, sur le terrain, outre la tendance proche de Nahnah qui se faisait remarquer par sa bonne organisation, trois autres tendances se disputaient la suprématie du mouvement islamiste : la tendance originelle du FIS, sans expérience ; la tendance djazaariste, organisée et entreprenante ; et la tendance dure d'El-hidjra oua at-takfir, qui donnera naissance au GIA.

À partir de 1992, les maquis islamistes en Algérie avaient un besoin urgent d'armes et de munitions et c'est bien sûr en France que devait s'organiser la logistique de guerre. Le colonel Habib avait misé essentiellement sur l'infiltration des groupes de soutien (collecte d'argent, propagande, recrutement, fourniture de l'aide aux « réfugiés », achat et acheminement de l'armement...) et sa stratégie fut payante, grâce surtout aux moyens considérables dont il disposait (argent, avantages divers, chantages, compromissions...).

Il entreprit ainsi de noyauter diverses associations, en particulier la Fraternité algérienne en France (FAF), créée le 20 décembre 1990. Considérée comme le relais du FIS en France, cette organisation se chargera à partir de janvier 1992 de l'hébergement de militants et dirigeants du parti islamiste ayant fui la répression en Algérie et de l'organisation de meetings. Elle était dirigée par Djafaar El-Haouari et Moussa Kraouche, porte-parole et membre très actif de la FAF. Employé à la mairie d'Argenteuil, ce dernier s'occupera de la rédaction des publications pro-FIS, comme *Le Critère, La Résistance* ou *L'Étendard*.

Kraouche était une relation du colonel Habib. Il a été utilisé par lui, au printemps 1993, pour mener en Allemagne les premières négociations avec Rabah Kébir, le porte-parole du FIS à l'étranger, allant jusqu'à lui organiser une rencontre avec Jean-Charles Marchiani, ami et conseiller de Charles Pasqua, le nouveau ministre de l'Intérieur (cette information m'a été confirmée dès 1993 par le chef d'antenne de la CIA à Bonn). La DST française et la DCE marchant la main dans la main, le but de cette opération était double : pour les Français, il s'agissait de contrôler une organisation mal connue et, plus tard, de surveiller les Français qui s'engageaient dans les milices du *djihad* en Bosnie ou au Kosovo... Et pour nous, l'objectif était évidemment de neutraliser les réseaux logistiques du FIS à l'étranger, mais aussi de rallier discrètement certains de ses dirigeants pour se constituer une opposition « domestiquée ».

De même, Moussa Kraouche jouera un rôle important dans la rafle anti-islamiste conduite en novembre 1993 par les services français, sous le nom d'« Opération Chrysanthème » (j'y reviendrai).

Le cas Ali Touchent et les premiers réseaux du GIA en France

Dès février 1992, des conférences ont été organisées par la FAF dans plusieurs villes de France, pour dénoncer l'arrêt du processus électoral et le soutien du gouvernement français aux militaires d'Alger. À ce titre, Anouar Haddam, dirigeant du FIS appartenant au courant moderniste de la Djazaara [1], participa à plusieurs conférences, dont une à Lyon, qui regroupa de nombreux militants et sympathisants de la mouvance islamique.

Ce regain d'activisme ne passa pas inaperçu de la DST, qui releva l'efficacité du courant djazaariste en matière d'organisation dans l'offensive islamiste contre le nouveau pouvoir en Algérie. Tous les organisateurs de ces conférences ont été fichés par les RG (Renseignements généraux) et la DST. Parmi ceux qui furent alors convoqués par cette dernière, figurait un certain Ali Touchent. Celui-ci se trouvait en France depuis quelques mois, en principe pour préparer un diplôme en mesures topographiques et calcul architectural (alors que, n'ayant pas le baccalauréat et n'étant titulaire que d'un simple diplôme de technicien en topographie obtenu à Alger, il ne pouvait prétendre faire de telles études en France).

Né en 1967 à Alger, dans le quartier Chevalley, Touchent faisait partie du courant djazaariste du FIS, après avoir fréquenté la mosquée Al-Arkam où prêchait Mohamed Saïd, dont il était un fervent admirateur. Subissant une pression administrative après sa convocation par les services de la DST, la situation de Touchent en France devenait difficile, car son titre de séjour était presque impossible à renouveler. Les tracasseries administratives de Touchent étaient une aubaine pour nos services.

1. Neveu de Tidjani Haddam, membre du HCE, Anouar Haddam, physicien, avait été élu au premier tour des élections législatives du 26 décembre 1991. En 1993, il sera désigné comme responsable de la délégation parlementaire du FIS. Vivant aux États-Unis, il participera au nom du FIS aux négociations de Sant'Egidio et signera le « Contrat de Rome » en janvier 1995 (voir plus loin). Il commettra l'erreur d'approuver implicitement l'attentat du boulevard Amirouche à Alger, survenu le 30 janvier 1995 – l'explosion d'une charge explosive dans un bus à proximité du commissariat central fit quarante-deux morts –, ce qui lui vaudra des ennuis judiciaires avec son pays d'accueil, l'Algérie ayant réclamé son extradition.

Vers le début de l'année 1993, il a été sollicité par un de nos officiers à Paris pour des renseignements tout à fait anodins (ces informations m'ont été communiquées par un officier du DRS en poste à Paris au moment des faits et qui a assisté aux contacts). Ali Touchent ne refusera pas et entretiendra des contacts réguliers avec nos services après cette première entrevue. En contrepartie, sa situation vis-à-vis du service national a été régularisée et il a obtenu le renouvellement de sa carte de séjour en France. Toujours en 1993, il a même bénéficié de la part des services algériens d'une aide financière lui permettant de se marier et de ramener sa femme en France. Avec la bénédiction du colonel Habib, il s'est rendu en Algérie durant l'été 1993 et il a par la suite effectué plusieurs allers et retours entre les deux pays.

C'est à cette époque que les premières cellules du GIA en France sont apparues, « activant » principalement dans les banlieues de Paris, Lyon, Marseille et Lille. Ali Touchent sera plus tard désigné par Djamel Zitouni, émir du GIA et agent du DRS, comme le responsable des réseaux du GIA en Europe. Plus précisément, c'est le colonel Habib qui lui a confié cette fonction : pour plus de discrétion, à partir de 1994, Touchent s'est installé en Belgique puis aux Pays-Bas ; j'apprendrai au cours d'une mission à La Haye et par mon collègue de Bruxelles, le commandant Smaïn, que Habib, qui était « inconnu » dans ces pays, y a effectué plusieurs missions discrètes en 1994 pour rencontrer Ali Touchent et lui communiquer ses directives (le commandant Smaïn fut d'ailleurs rappelé à Alger pour avoir dénoncé à ses chefs les visites impromptues et fréquentes qu'effectuait Habib sur son « territoire de compétence », sans le prévenir). Touchent réussira – avec l'aide d'autres agents « islamistes » du DRS – à recruter dans son organisation plusieurs jeunes Algériens, dont de nombreux Beurs (parmi lesquels Khaled Kelkal, qui sera tué dans des circonstances spectaculaires près de Lyon, le 29 septembre 1995, par les hommes du GIGN).

La constitution des réseaux du GIA en France s'est faite au départ à partir de la mosquée de la rue Myrha, dans le 18e arrondissement à Paris, fréquentée par une large majorité d'Algériens et que dirigeait l'imam Abdelbaki Sahraoui, l'un des fondateurs du FIS. Dans cette mosquée, étaient organisés les collectes de fonds et le recrutement d'éléments destinés aux

maquis algériens, dont certains effectuaient un séjour de quelques mois en Afghanistan pour s'entraîner au maniement des armes et acquérir les techniques de combats (embuscades, coups de main, utilisation des explosifs...).

Les jeunes islamistes qui s'engageaient dans ces réseaux radicaux ne se doutaient évidemment pas du tout que ceux-ci étaient très largement contrôlés – et pas seulement infiltrés – par le DRS, en l'occurrence les agents du colonel Habib. Ainsi, un des agents les plus actifs qui a joué un rôle important dans la constitution du premier noyau du GIA est un certain Mohamed Touame, dit Hadj Lakhdar, un ancien voyou originaire de Belcourt reconverti à l'islamisme en adhérant au FIS et qui a fait ses premiers pas de *moudjahid* avec la secte extrémiste El-hidjra oua at-takfir, à la mosquée Kaboul de Belcourt à Alger. Fiché par les RG de la police d'Alger, il avait été arrêté par les éléments de la DCE du colonel Smaïl Lamari avant d'être relâché pour... se rendre en France en 1992 et être pris en main par nos services.

Une fois à Paris, il a pris contact avec le colonel Habib pour monter une société bidon d'import-export de pièces détachées et de voitures (parfois volées). Cette société écran allait servir de couverture aux activités du GIA sur le sol français. L'agent Mohamed Touame sera l'un des rares à survivre à tous les déboires (rafles, arrestations...) qu'ont connus les islamistes à Paris (il sera même utilisé plus tard pour promouvoir la politique de la concorde civile et repartira à Alger avec... les honneurs dus à son rang). En effet, c'est avec sa contribution active que des réseaux islamistes et des filières d'acheminement d'armes vers l'Algérie ont été mis sur pied par le colonel Habib et la DST, de façon à pouvoir ensuite opérer des rafles dans les milieux islamistes. La plus importante de ces opérations reste sans doute l'« affaire Mohamed Chalabi », en 1994, sur laquelle j'aurai également l'occasion de revenir.

Un autre agent des services algériens qui a joué un rôle important est Mohamed Louanigui, dit Abdallah : il a été infiltré par la SM vers 1994 en tant qu'employé à la Mosquée de Paris (devenant l'un des principaux collaborateurs du recteur, Dalil Boubakeur). Le colonel Habib me confiera en 1995 que cet agent du colonel Farid Ghobrini avait déjà fait ses preuves en Algérie (information confirmée en 2002 par le capitaine du

DRS Hacine Ouguenoune, dit Haroun, qui était alors en poste à Paris) : il avait été chargé de commettre un attentat à la voiture piégée dans le parking de Ryad El-Feth à Alger, le 21 janvier 1993, durant le mois de ramadan, attentat qui a été bien sûr attribué aux islamistes.

Envoyé en France comme Hadj Lakhdar, il a été intégré en 1994 dans la société de ce dernier et travaillait à Air France comme bagagiste. Arrêté brièvement en novembre 1994, il a été relâché par les enquêteurs de la DST quand ils ont su qu'il s'agissait d'un agent des services algériens. Ce Mohamed Louanigui, aidé par son jeune frère (que le colonel Habib avait fait venir d'Alger), a réussi à constituer un groupe qui avait pour mission de cibler en France des personnalités algériennes opposées à la politique éradicatrice des « faucons ». Parmi ses cibles potentielles, figurait le général à la retraite Mohamed Attaïlia (installé en France durant les années de sang, il possédait une boucherie à Paris), ex-chef de région militaire et ex-inspecteur général de l'armée, partisan du dialogue national et ennemi juré du général Khaled Nezzar.

Sous-traitance pour la DST

Le trafic de faux papiers était aussi une source importante d'informations et de services pour le colonel Habib. L'un de ses agents les plus actifs en la matière fut un certain Kamel, dit Tony (manipulé par Ali Oural, sous-officier en poste à l'ambassade d'Algérie en France), qui a fourni des informations capitales sur les réseaux islamistes en Europe. En contrepartie de sa collaboration, cet agent est devenu millionnaire, alors qu'il avait à peine la trentaine.

Mais la meilleure « prise » du colonel Habib fut certainement le recrutement de Kameredine Kherbane. Les deux hommes se connaissaient depuis 1986, puisque c'est Habib qui avait alors arrêté à la base aérienne de Tafraoui ce sous-lieutenant de l'armée de l'air (né le 14 novembre 1956 à Alger), du fait de son implication dans l'affaire Bouyali, et demandé sa radiation. Kherbane était ensuite devenu un personnage important au sein de la mouvance islamique : le 30 juin 1991, il avait été l'un des rares dirigeants du FIS ayant réussi à échapper au GIS lors de

l'assaut du siège du parti à Alger; et c'est lui que j'avais vainement cherché à localiser au Pakistan, en juin 1992 (voir chapitre 6). Proche d'Oussama Abbassi, le fils du leader du FIS, il était l'un des responsables de l'organisation El Bakoun alla El-Aahd (les « fidèles du serment ») avant d'être désigné en 1993 vice-président de l'instance exécutive du FIS à l'étranger – et à partir de la mi-1994, il sera considéré comme le responsable de l'AIS en Europe.

L'ayant repéré à Paris au début de 1993, des émissaires du colonel Habib réussirent à le convaincre de se rendre à l'ambassade. Dès le premier contact, l'officier de la SM n'eut guère de peine à lui mettre le grappin dessus : Habib m'a raconté qu'il avait insisté sur la nécessité de la participation de tous les citoyens au redressement de la situation en Algérie et que, en tant qu'ancien militaire et patriote il ne pouvait s'y dérober; Kherbane a accepté de collaborer et s'est ensuite conformé à toutes les instructions de Habib. Mais en réalité, c'est surtout sur la base du chantage que Kherbane était manipulé, car son officier traitant disposait sur lui d'un important dossier de détournement des fonds du FIS en France (plusieurs centaines de milliers de francs) qu'il aurait opéré; des fonds collectés grâce au *Maktab el Khadamet* (bureau des œuvres sociales) qu'il avait ouvert à Courcouronnes avec un certain Abdelkader Mechkour, originaire de Tiaret, qui lui aussi a été recruté par la SM (avant qu'il ne fasse faux bond par la suite). Kherbane a même accompli dès 1993 plusieurs missions en Suisse et en Italie pour le compte du colonel Habib.

Du fait des relations privilégiées entre les services algériens et la DST, le colonel Habib sous-traitait pour ses homologues français, notamment en relation avec la guerre en Bosnie, qui faisait planer le risque d'un « Afghanistan *bis* » en Europe, susceptible d'attirer la frange des jeunes beurs rejetés par la société, trouvant refuge dans les discours religieux et tentés par le *djihad*. Il y avait donc urgence à identifier les filières d'approvisionnement en armes et les moyens d'acheminement de celles-ci. La DST était également informée sur les Français qui versaient dans le trafic d'armes, et sur la présence sur place des éléments d'extrême droite. C'était le rôle dévolu à Kherbane : ses fréquents déplacements en Bosnie et en Albanie étaient pris en charge par le chef d'antenne de la SM à Paris.

Le colonel Habib m'a également parlé d'un projet de camp d'entraînement pour les islamistes en Corse (probablement une ancienne caserne que les services de renseignements français mettaient à sa disposition), qu'il devait confier à Kherbane. D'après ce que j'ai cru comprendre, cette initiative répondait au souci d'envoyer ces « apprentis djihadistes » retournés dans les endroits chauds du globe (Afghanistan, Tchétchénie, Bosnie, Kosovo...) non pas exclusivement pour le *djihad* mais pour récolter des informations utiles à la fois au DRS et aux services français. Je ne sais pas si ce travail a été accompli ou non, car par la suite Kherbane s'est installé en Grande-Bretagne et moi, j'ai quitté la SM.

L'« opération Chrysanthème »

C'est dans ce contexte très trouble que la France fut entraînée malgré elle dans la « sale guerre » par les généraux d'Alger. Cette idée leur est venue dès l'été 1992. Après l'échec du périple de l'avocat Ali Haroun (membre du HCE) à travers les capitales européennes pour empêcher la condamnation du coup d'État par l'Union européenne, l'Algérie se trouvait isolée politiquement et subissait un embargo militaire.

Les va-et-vient des hommes politiques et le déploiement de l'appareil diplomatique n'ayant pas été fructueux, les réseaux parallèles des généraux Larbi Belkheir et Smaïl Lamari entrèrent en action et prirent le dessus sur la diplomatie moribonde, confinée à des tâches consulaires et de routine. Pour tenter de briser notre isolement sur la scène internationale, nous nous efforcions donc de « sensibiliser » – parfois en corrompant – des journalistes étrangers que nous envoyions à Alger en leur assurant une prise en charge totale dans les hôtels de luxe et les résidences d'État afin qu'ils écrivent et publient des articles flatteurs sur le régime et mettent en relief les actes de terreur des « intégristes ».

Le retour aux affaires de la droite française en mars 1993 fut habilement exploité et les amitiés réactivées grâce aux promesses d'attribution de marchés et aux valises pleines d'argent que les cadres de la SM en poste à Paris remettaient à des hommes du sérail afin de soudoyer des hommes politiques et de

financer leurs partis. Cette pratique, confirmée par un officier dissident des services [1], n'a jamais été infirmée par les responsables d'Alger – il faut dire qu'elle faisait partie des mœurs habituelles de nos responsables depuis de longues années, pour « acheter » aussi bien des personnalités politiques que des hommes d'affaires ou des journalistes.

Mais à l'automne 1993, la France s'est trouvée directement impliquée dans la guerre. Le 21 septembre, deux géomètres français étaient enlevés et assassinés à Sidi Bel-Abbès, dans l'Ouest du pays. J'ignore si ces meurtres étaient ou non le fruit d'une manipulation du DRS, ou le fait de vrais terroristes. Le doute est moins permis, en revanche, s'agissant de l'enlèvement, un mois plus tard, de trois fonctionnaires du consulat de France à Alger, les époux Jean-Claude et Michèle Thévenot et Alain Fressier, que j'ai déjà eu l'occasion d'évoquer (voir chapitre 6). Enlevés le 24 octobre à Alger par un groupe se revendiquant du GIA, ils étaient curieusement libérés une semaine plus tard (non sans que leurs ravisseurs leur aient remis un « ultimatum » enjoignant à tous les étrangers de quitter le pays). Je n'ai pas eu à connaître directement de cette étrange affaire, mais je ne peux que partager la conviction des journalistes Roger Faligot et Pascal Krop, qui ont expliqué qu'il s'agissait d'un coup monté par le DRS pour contraindre le gouvernement français à être plus actif dans la répression des réseaux islamistes en France [2]. Cette thèse sera ensuite confirmée et précisée par le MAOL (Mouvement algérien des officiers libres), qui a expliqué en 2000 sur son site www.anp.org [3] que cet enlèvement aurait été préparé en concertation étroite entre Smaïl Lamari et certains services français, et que les ravisseurs étaient des hommes de la DCE, qui se sont fait passer pour des islamistes.

Ce qui est en tout cas parfaitement avéré, c'est que cette occasion a été immédiatement saisie par le ministre français de l'Intérieur Charles Pasqua, qui a déclenché en guise de « représailles », le 9 novembre 1993, l'opération « Chrysanthème ».

1. *Cf.* John Sweeney, « We bombed Paris for Algeria », *The Independant*, 30 octobre 1997; affirmation confirmée par une seconde interview parue dans le quotidien français *Le Monde* du 11 novembre 1997.

2. Pascal Krop et Roger Faligot, *DST, police secrète*, Flammarion, 1999, pages 451 et suivantes.

3. Sous le lien « Affaire des otages ». Ce récit, très précis, n'a jamais été démenti par le pouvoir.

Cette rafle touchera la quasi-totalité des militants du FIS vivant en France et aboutira à l'assignation à résidence à Folembray de nombre d'entre eux; certains seront déportés plus tard au Burkina-Faso – comme quoi les méthodes coloniales restent toujours vivaces (lorsque les autochtones algériens revendiquaient plus d'égalité et de droits, leur destination était soit Cayenne en Guyane, soit la Nouvelle-Calédonie). Mais la manipulation inaugurée à Alger se poursuivra à Paris...

Dans le cadre de cette opération, en effet, des documents du GIA revendiquant le kidnapping des fonctionnaires du consulat français à Alger seront retrouvés chez Moussa Kraouche (ce dirigeant islamiste contrôlé, comme je l'ai dit, par le colonel Habib) lors d'une perquisition effectuée par la police. En réalité, je l'apprendrai plus tard, ces faux communiqués, rédigés au Centre Antar, avaient été déposés chez lui par la DST. Et fort curieusement, alors que ces documents serviront de prétexte pour l'éloignement de plusieurs responsables du FIS, Moussa Kraouche, détenu durant deux semaines, fut finalement relâché avant d'être assigné à résidence.

Et sept ans plus tard, il sera blanchi de toute culpabilité par la justice française : accusé d'être le dirigeant d'une « association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste » lors de son procès en juillet 2000, le juge d'instruction Roger Le Loire prononcera une ordonnance de non-lieu à son bénéfice. Le juge parisien a constaté une « construction pure et simple de preuves de la part des services de police » (dirigés à l'époque par le commissaire Roger Marion), la manipulation policière consistant à déposer des documents chez les militants du FIS en France pour justifier l'« opération Chrysanthème », l'arrestation des chefs du FIS et l'interdiction des activités du parti islamiste dans l'Hexagone [1]. Les prétendus communiqués du GIA « retrouvés » chez Moussa Kraouche étaient datés de la veille de son arrestation...

Zitouni contre la France

1994 fut une année difficile : l'Algérie était au bord de la banqueroute, les négociations avec le Fonds monétaire inter-

1. « Moussa Kraouche obtient un non-lieu », *Libération*, 6 juillet 2000.

national et la Banque mondiale traînaient en longueur et les investisseurs boudaient. Les organismes d'assurance français (Coface) et allemand (Hermes) ne garantissaient plus les crédits. L'accord finalement signé avec le FMI, en mai 1994, a conduit les créanciers de l'Algérie – et à leur tête la France – à apporter un soutien financier massif et sans réserve au gouvernement algérien. Paradoxalement, cette bouffée d'oxygène a encouragé les généraux à verrouiller davantage encore le champ politique.

Les négociations engagées en février 1994 par le nouveau président de la République, Liamine Zéroual, avec les dirigeants du FIS emprisonnés seront suspendues en octobre. On l'a vu, constatant que la violence ne baissait pas d'intensité, le président et ses conseillers (les généraux Mohamed Betchine et Tayeb Derradji) avaient en effet logiquement conclu que des mesures d'assouplissement des conditions d'incarcération des leaders du FIS et l'initiation d'un dialogue seraient un pas vers l'apaisement. Je suis certain qu'ils ignoraient alors tout de la manipulation des GIA et de la violence par le DRS. Mais l'objectif des généraux Lamari, Toufik, Smaïn et consorts était toujours de briser le FIS (ou du moins ce qu'il en restait) et d'entretenir le chaos pour se maintenir au pouvoir. C'est pourquoi la violence redoubla d'intensité.

Comme je l'ai déjà évoqué, le deuxième trimestre de 1994 a ainsi été marqué par un déchaînement sans précédent de furie meurtrière, faisant des milliers de victimes dans la population civile : l'intervention combinée des forces spéciales du CC/ALAS, des escadrons de la mort du DRS (comme l'Ojal) et des « groupes islamistes de l'armée » montre qu'il s'agissait à l'évidence d'un plan concerté des « décideurs » (c'est aussi à cette époque qu'intervint l'évasion de Tazoult – voir chapitre 7 – et la création officielle des premières milices, deux initiatives, on l'a vu, destinées à accroître le chaos).

À partir de l'été 1994, débarrassés du général Saïdi Fodhil (le chef de la DDSE, qui était en désaccord avec leurs méthodes, a été muté à la tête de la 4e région militaire), les Toufik, Smaïn et leurs hommes de main avaient la voie libre. Et ils allaient passer à une nouvelle étape d'instrumentalisation de la violence islamiste, mêlant crimes et désinformation, pour conforter la solidarité des créanciers publics internationaux par la politique du « tout sécuritaire ».

En juillet, une quinzaine d'étrangers (Croates, Russes, Roumains, Italiens) étaient assassinés. Le 3 août, un commando abattait à la cité Aïn-Allah à Delly-Brahim trois gendarmes français et deux employés d'ambassade (une opération, je l'ai dit, qui avait été confiée à Djamel Zitouni). Le 12 août, un communiqué du GIA parvenait à Paris pour exiger de la France qu'elle cesse tout soutien aux généraux, faute de quoi les intérêts français seraient menacés. Le 24 août, le GIA annonçait, dans un communiqué signé de Djamel Zitouni, qu'il avait constitué son « gouvernement du Califat », incluant prétendument comme « ministres » des personnalités du FIS exilées qui avaient été élues au Parlement en décembre 1991 et connues pour leurs positions radicales (comme Anouar Haddam ou Ahmed Zaoui), ainsi que Mohamed Saïd, ce qui désignait ces hommes comme des extrémistes du GIA prônant le terrorisme en Europe. Mohamed Saïd démentira aussitôt cette allégation, de même que les « ministres » concernés, confirmant qu'il s'agissait d'un communiqué fabriqué par les services du DRS pour les besoins de leur nouvelle campagne de désinformation par GIA interposé. Celle-ci se poursuivra, le 17 septembre, par un nouveau communiqué du GIA, toujours signé Djamel Zitouni, adressé aux journaux arabes de Londres et affirmant son opposition au dialogue initié par Liamine Zéroual.

Cet enchaînement de communiqués *made in DRS* visait clairement à « mettre en condition » l'opinion française pour faire pression sur le gouvernement. De fait, la France n'hésitera pas à aider, certes discrètement, les généraux : le 15 novembre 1994, on apprenait que le gouvernement autorisait la vente à l'Algérie de neuf hélicoptères « Écureuil » destinés à la protection civile pour la « surveillance des plages »; une fois réceptionnés, en mars 1995, ceux-ci seront repeints en kaki et équipés d'appareils sophistiqués pour les besoins de la lutte antiterroriste.

Mais cela ne suffisait pas : la politique de pression du DRS sur la France, par islamistes interposés, allait connaître bientôt des développements plus tragiques, dans l'Hexagone même, avec le détournement d'un Airbus d'Air France fin 1994 et les attentats de 1995.

L'incroyable « affaire Chalabi »

Auparavant, l'automne 1994 a été marqué par le déclenchement de la fameuse « affaire Chalabi », qui donnera lieu (jusqu'en 2002 !) à un invraisemblable feuilleton médiatico-judiciaire. Cette affaire est une illustration parfaite de l'étroitesse des relations entretenues par les responsables du DRS avec leurs homologues français. Relations fondées sur l'échange de renseignements, mais aussi sur l'aide réciproque en matière de « coups tordus », comme ce fut le cas en 1987 avec l'affaire Mécili[1], ou en 1993 avec le faux rapt des fonctionnaires du consulat de France à Alger qui visait à justifier l'opération « Chrysanthème ».

En novembre 1994, la presse française annonçait qu'au terme d'une longue enquête, la police avait démantelé un important réseau de soutien au GIA en France : des centaines d'armes, des dizaines de milliers de cartouches avaient été découvertes. Le chef de ce réseau, selon la police française, était un certain Mohamed Chalabi, qui opérait depuis une école coranique de Choisy-le-Roi, « sous le couvert » d'une association religieuse, l'Association pour l'éducation des musulmans de France. Outre Chalabi et les deux autres chefs du réseau, Mohamed Kerrouche et Mourad Tacine, de nombreux « suspects islamistes » étaient mis sous les verrous ; au total, cent soixante-neuf personnes seront arrêtées dans le cadre de cette affaire en 1994 et 1995.

Le nom de Mohamed Chalabi est apparu publiquement pour la première fois en Algérie en 1993, lorsqu'un certain Mohamed

1. L'avocat Ali Mécili a été assassiné à Paris le 7 avril 1987, par un agent de la SM. Ancien combattant de l'ALN pendant la guerre de libération, il était depuis toujours un fidèle de Hocine Aït-Ahmed, le leader du FFS. En 1985, il avait été la cheville ouvrière d'un rapprochement entre ce dernier et l'ancien président Ahmed Ben Bella, alliance qui menaçait les généraux d'Alger. Pour eux, l'élimination de Ali Mécili était un « message » à l'intention des deux opposants et, surtout, elle visait à priver le FFS – depuis toujours considéré comme un ennemi dangereux par le pouvoir – d'une personnalité d'envergure capable de prendre un jour le relais de Aït-Ahmed. L'assassin de Mécili, Abdelmalek Amellou, un agent de la SM, arrêté à Paris quelques jours après le meurtre, a été renvoyé quarante-huit heures plus tard à Alger, sur décision du ministre Robert Pandraud, sans qu'aucune instruction ne soit menée par la justice française (voir Hocine Aït-Ahmed, *L'Affaire Mécili*, La Découverte, 1989).

Falco a été appréhendé par les services de la DCE. Son arrestation a permis de démanteler un groupe d'une quarantaine d'individus qui activaient à partir d'une mosquée de Belcourt ; parmi eux, figuraient Djamel Hattab, un cousin de Hassan Hattab (lequel deviendra célèbre quelques années plus tard en tant que – selon les « informations » du DRS – émir du GSPC, le Groupe salafiste pour la prédication et le combat). D'après les aveux des personnes arrêtées, leur groupe, qui projetait des actions contre les forces de l'ordre, avait des ramifications en France dans les milieux islamistes issus de l'immigration ; Mohamed Chalabi était l'un de leurs contacts. C'est à la suite de ces aveux qu'une cour spéciale algérienne a condamné ce dernier, par contumace, à la peine capitale.

Fort de ces informations, le DRS mènera des investigations en France et confirmera l'activisme de Mohamed Chalabi, qui était bien à la tête d'un groupe de soutien aux islamistes algériens. Le colonel Habib s'attellera à l'infiltrer et à tenter d'établir des jonctions avec d'autres groupes, comme ceux de Chasse-sur-Rhône ou de Villeneuve-Saint-Georges : son but était dans une première étape de noyauter le groupe de Chalabi et de le « faire coopérer » avec un groupe islamique du DRS en Algérie, de manière à pouvoir contrôler toute l'activité en France. Cette opération de « coordination » ayant été infructueuse, il a été décidé la neutralisation du réseau Chalabi.

On l'apprendra plus tard, l'activité du groupe de Mohamed Chalabi (qui était évidemment surveillé par la DST, en collaboration étroite avec les services de la DCE) a été incroyablement exagérée, servant de prétexte à une vaste opération de désinformation visant à justifier la neutralisation de toute activité militante du FIS en France. En réalité, comme me le diront mes collègues, le groupe n'avait stocké que quelques fusils de chasse et des cartouches qu'il destinait aux maquis en Algérie, ce qui n'avait absolument rien à voir avec les faits rapportés par la presse, affirmant que la police avait découvert un véritable « arsenal de guerre ».

Ces armes sophistiquées furent-elles introduites par des agents de la SM ou par des policiers français pour accabler Chalabi et son réseau et ainsi justifier la campagne anti-FIS déclenchée par le ministre français de l'Intérieur ? La question, à ce jour, reste sans réponse. Le soupçon, lui, perdure.

Un soupçon nourri par l'instruction interminable de cette affaire, lors de laquelle trente-cinq des personnes arrêtées ont bénéficié d'un non-lieu. Et surtout par le procès à grand spectacle qui s'est tenu à Fleury-Mérogis du 1er septembre 1998 au 22 janvier 1999 : sur les cent trente-huit inculpés, cinquante et un ont été relaxés, faute de preuves (certains d'entre eux avaient fait plusieurs mois de prison, parfois pour un simple numéro de téléphone sur un calepin; suite aux recours qu'ils formeront, près de deux millions de francs d'indemnités leur seront accordés pour détention abusive). Chalabi, quant à lui, a été condamné, de même que Mohamed Kerrouche et Mourad Tacine, à huit années de réclusion pour « association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste ».

Mais le feuilleton n'était pas terminé. Libéré en juin 1999, Chalabi sera de nouveau arrêté le 9 novembre 2001 et immédiatement expulsé vers l'Algérie, bien qu'étant né en France et père d'enfants français (ce qui le rendait « inexpulsable ») et bien qu'il eût déposé en mars 2000 une requête pour obtenir la suppression de la mesure d'interdiction du territoire prise à son encontre. Arrivé à Alger, il a été aussitôt incarcéré et inculpé de « création et appartenance à un groupe terroriste armé en vue de commettre des crimes de dévastation et de destruction », car, précisait le parquet d'Alger, il faisait l'objet d'une « condamnation criminelle par contumace pour crimes terroristes et subversion ». Alors que, le 9 novembre, le gouvernement français avait indiqué : « Les autorités algériennes nous ont fait savoir que [Chalabi] ne fait l'objet d'aucune condamnation pénale en Algérie. »

Si Mohamed Chalabi était un terroriste, pourquoi l'avoir laissé en liberté entre 1999 et 2001 ? En fait, il a été victime d'un *deal* secret entre Alger et Paris. Un haut responsable français ayant requis l'anonymat a reconnu le mensonge dans une déclaration au *Journal du dimanche* le 24 novembre 2001 : « Nous savions qu'ils l'enfermeraient dès son arrivée. Chalabi est interdit de territoire et nous n'avons aucune raison de garder en France un soutien des terroristes islamistes. Et puis, l'Algérie le voulait. En échange, les autorités algériennes nous ont promis que ses conditions de détention seraient correctes, qu'il aurait droit à un procès équitable et qu'il ne serait pas condamné à la peine de mort. Notre ambassade à Alger suit cela de très près.

C'est le ministère des Affaires étrangères qui s'est occupé du *deal.* »

Le 23 mars 2002, le nouveau procès Chalabi s'ouvrait à Alger et le procureur de la République requérait la peine capitale contre « celui qui était à la tête d'un groupe qui préparait des attentats contre le général Khaled Nezzar, contre le général Larbi Belkheir et contre Belaïd Abdesslam ». Le dossier étant vide et l'accusation n'ayant pu apporter ni preuve, ni témoin, la cour prononcera son acquittement le 20 mai...

Cette nouvelle affaire Chalabi n'était ainsi qu'un scénario monté de toutes pièces par certaines sphères françaises pour se justifier à la fois vis-à-vis du pouvoir algérien, qui accusait les capitales européennes d'héberger des terroristes, et vis-à-vis des Américains, qui venaient d'être secoués par les terribles attentats du 11 septembre 2001.

L'affaire de l'Airbus, l'accord de Rome et l'assassinat de l'imam Sahraoui

Revenons à l'année 1994 et à l'étonnante séquence de manipulations du DRS pour faire pression sur la France. Le 24 décembre, un commando de quatre pirates de l'air se revendiquant du GIA s'emparait à Alger d'un Airbus d'Air France qui s'apprêtait à décoller à destination de Paris, avec deux cent soixante-douze passagers à bord. La revendication des terroristes portait sur la libération de Abdelhak Layada, dit Abou Adlane, chef du GIA *made in DRS* détenu à la prison de Serkadji à Alger (dont j'ai parlé plus haut, voir chapitre 8). Après qu'ils ont exécuté trois passagers – un policier algérien, le cuisinier de l'ambassade de France à Alger et un ressortissant vietnamien –, les pirates de l'air ont été tués à leur tour lors de l'assaut donné par les hommes du GIGN français sur l'aéroport de Marseille-Marignane, où l'avion s'était posé.

La seule prise en compte du contexte de la période et des circonstances mêmes de cette affaire montre qu'il s'agissait d'une opération téléguidée par le DRS, conduite par un petit groupe d'islamistes manipulés à leur insu. En cette période de « guerre », les contrôles au niveau de l'aéroport de Dar-el-Beïda étaient en effet nombreux et diversifiés, d'autant plus que, quel-

ques semaines plus tôt, le 13 novembre, un avion des lignes intérieures assurant la ligne Alger-Ouargla avait déjà fait l'objet d'un détournement vers Alicante par trois policiers. Il était donc impossible, sans des complicités au plus haut niveau, d'introduire des armes jusqu'à l'avion. Il est d'ailleurs significatif qu'aucune sanction contre d'éventuels complices ne soit intervenue (et que dire de l'assassinat mystérieux, le 24 décembre 1994, d'un commissaire de l'aéroport d'Alger qui avait déconseillé à plusieurs passagers de prendre ce vol d'Air France ?). Surtout, l'opération a été revendiquée par Djamel Zitouni, ce qui signe de façon certaine son organisation par le DRS. Enfin, la manière dont les terroristes ont géré ce détournement montre qu'il s'agissait de personnes inexpérimentées, n'ayant rien à voir avec les « professionnels » qui ont exécuté Mohamed Boudiaf, Kasdi Merbah, Abdelhak Benhamouda ou Tahar Djaout [1].

Cependant, les responsables français s'accrocheront à la fable selon laquelle les terroristes voulaient faire exploser l'avion au-dessus de la tour Eiffel à Paris... Comme pour enfoncer le clou, trois jours après cet épisode tragique, le 27 décembre, quatre membres de l'ordre des pères blancs (Jean Chevillard, Christian Chessel, Alain Dieulangard et Charles Deckers) étaient assassinés à Tizi-Ouzou par un « groupe armé ».

Mais pour la France, le pire restait à venir. Paris allait connaître un été 1995 chaud, très chaud... Il faut dire que, malgré tous ces événements, le ministre français des Affaires étrangères Alain Juppé (qui deviendra Premier ministre en mai 1995) restait toujours aussi réservé vis-à-vis des généraux d'Alger, dont il soupçonnait fortement le double jeu. Et que, plus grave

1. De fait, on apprendra que le commando était dirigé par un certain Yahia Abdallah, vendeur de légumes aux Eucalyptus dans la banlieue est d'Alger, accompagné de Salah Layadi, Benguettaf et Chekouane, de jeunes désœuvrés prêts à mourir. Il est intéressant de noter que dans leur phobie contre les « barbus », les généraux algériens se sont évertués à discréditer les islamistes par tous les moyens, notamment en plaçant presque systématiquement à la tête des groupes les plus barbares, des tôliers, mécaniciens, vendeurs de bonbons ou de légumes : il s'agissait de conforter l'image de groupes de « fous de Dieu », dépourvus d'une élite et dirigés par des extrémistes permettant de justifier la politique d'éradication. D'ailleurs, lors des négociations avec le ministre algérien de l'Intérieur, l'« émir » Yahia a refusé de dialoguer avec Abdelhak Layada alors qu'il était censé réclamer sa libération ! Ce paradoxe a sûrement échappé aux commanditaires du détournement de l'Airbus...

encore pour ces derniers, une initiative diplomatique d'importance les mettait sur la sellette devant la communauté internationale.

En novembre 1994, la communauté catholique italienne de Sant'Egidio avait réuni à Rome tous les représentants de l'opposition algérienne : des démocrates (FFS, PT et LADDH), les islamistes du FIS et même les nationalistes du FLN. Cette rencontre aboutit, le 15 janvier 1995, à l'adoption par ces organisations d'une « plate-forme de sortie de crise » en Algérie, appelant à des négociations avec le pouvoir et à la création de structures de transition avant de nouvelles élections.

En décembre 1994, un câble du DRS m'ordonnait d'engager des démarches auprès des autorités allemandes pour empêcher à tout prix Rabah Kébir, le représentant du FIS, de se déplacer à Rome pour participer à la réunion de Sant'Egidio. J'ai téléphoné au colonel Faouzi, qui était en poste à Rome : celui-ci me confirma la tenue de la réunion de l'opposition. J'ai alors saisi officiellement le responsable des services de la Chancellerie et les responsables des services de sécurité allemands pour ne pas délivrer d'autorisation de déplacement à Rabah Kébir. En apprenant cette nouvelle, le général Smaïn était content, car il croyait que le représentant du FIS – principal parti d'opposition – ne serait pas présent. Mais il dut rapidement déchanter lorsqu'il apprit que Rabah Kébir était remplacé par Anouar Haddam, venu des États-Unis, à bord du même vol que Janet Reno, la ministre américaine de la Justice. Du coup, le raccourci a été vite fait, et le service d'action psychologique du DRS (relayé par la presse) n'hésita pas à parler de « soutien américain au FIS ».

Les décideurs, sans surprise, rejetèrent cet appel à la paix « globalement et dans le détail ». Ils craignaient pour leurs intérêts, car ils risquaient de perdre leur principal allié, la France. Le président français et son ministre des Affaires étrangères soutenaient en effet – certes discrètement – cette perspective de solution à la crise algérienne. D'où le nouveau raidissement des généraux, qui allait aboutir aux résultats désastreux que sont les attentats en France pendant l'été 1995, et l'assassinat par le GIA, en mai 1996, des sept moines du monastère de Tibéhirine.

Le « coup d'envoi » de cette nouvelle séquence criminelle fut donné le 11 juillet 1995 : ce jour-là, l'imam Abdelbaki Sahraoui,

membre fondateur du FIS, était assassiné d'un coup de fusil tiré en plein visage, dans sa mosquée de la rue Myrha à Paris. Lorsque l'imam Sahraoui fut abattu, son secrétaire Noureddine Omar, un karatéka, s'est mis à la poursuite du tueur, mais celui-ci était couvert dans la rue par un autre individu qui a ouvert le feu sur Noureddine Omar par-derrière et l'a abattu de deux balles dans la tête [1]. Un vrai travail de professionnels !

Ce double crime demeurera impuni. Pourtant, dès cette époque, tous les indices convergeaient vers le DRS. Le 1er juillet, le quotidien algérien *La Tribune* avait annoncé qu'« un commando venu de Bosnie aurait eu pour mission de perpétrer des attentats dans la capitale française et aurait reçu comme instruction d'éliminer des islamistes condamnés à mort par le GIA comme Abdelbaki Sahraoui et Moussa Kraouche ». Quelle était la source de cette information ? Pourquoi la police française n'a-t-elle pas pris de mesures pour protéger l'imam Abdelbaki Sahraoui, alors que la mosquée était en principe étroitement surveillée depuis les fameuses rafles de novembre 1993 ? Qui avait intérêt à faire assassiner un vieillard de quatre-vingt-cinq ans ?

Plus curieux encore, six jours plus tard, le 17 juillet, le même journal revenait à la charge en affirmant que « cinq hommes ont participé à l'assassinat », ajoutant que « la piste du GIA est presque évidente. Abdessabour est actuellement le seul chef du GIA à disposer en France de réseaux capables de réaliser des attentats aussi audacieux ». Ainsi, un simple journaliste serait plus fort que les services de renseignements français et algériens réunis [2] ! Il est plus que probable qu'il s'agissait là d'une intox du colonel Hadj Zoubir, responsable du service de presse du DRS (qui avait remplacé à ce poste le colonel Salah, assassiné le 19 février 1995). Officiellement dénommé « service de la docu-

1. Noureddine Omar (yeux verts, originaire de Chlef) était en fait un islamiste manipulé par le colonel Habib, connu sous le surnom de Nacer, placé auprès de l'imam pour le surveiller ; pour éviter toute fuite, Habib ne l'avait pas prévenu de l'attentat en préparation, prenant le risque que cet agent en fasse lui aussi les frais.

2. Le 21 août 1995, Abdelkrim Denèche, dit Abdessabour, sera arrêté par la police suédoise suite à une commission rogatoire internationale du juge Jean-François Ricard, qui le soupçonnait d'avoir participé à l'attentat de la station Saint-Michel du RER. Considéré comme l'un des fondateurs du bulletin *El-Ansar* et comme l'un des principaux responsables du GIA en Suède, Abdessabour sera blanchi de cette accusation : il était en Suède au moment de l'attentat.

mentation », ce service est chargé des rapports avec les médias (censure, diffusion de communiqués ou d'articles à publier...). Grâce à ses agents placés dans les différents quotidiens nationaux, il manipulait l'opinion publique nationale en s'acharnant sur les islamistes et les pseudo-terroristes.

La manipulation ne touchait pas uniquement les milieux médiatiques. À cette époque, j'ai appris lors d'une réunion à Paris en 1994 avec le colonel Habib et le colonel Ali Derdouri, chef d'antenne du DRS à Londres, que ce dernier était en relation avec l'idéologue du GIA, un certain Abou Hamza, qui délivrait des *fetwas* aux *moudjahidine* algériens (il était aussi en contact avec Nadir Remli, responsable du FIS en Grande-Bretagne, qui se chargeait de la publication et de la distribution des documents et communiqués du FIS). Après ma défection, j'ai su que Abou Hamza était à son insu manipulé par le DRS. Fin 1996, il se démarquera du GIA, lorsqu'il comprendra que celui-ci était infiltré et noyauté par le DRS. Il refusera même de publier une *fetwa* « apostasiant » le peuple algérien, car une action pareille ne pouvait en aucun cas provenir d'un groupe luttant au nom de l'islam contre les « *taghout* d'Alger ».

Les attentats de 1995

Deux semaines après le double meurtre de la rue Myrha, le 25 juillet, une bombe explosait à la station RER Saint-Michel à Paris, faisant huit morts et cent cinquante blessés. Cet attentat sera suivi de sept autres, d'août à octobre, faisant au total près de quatre-vingts blessés. Très vite, ces attentats seront attribués au GIA (ils seront revendiqués par... Djamel Zitouni, dans un communiqué daté du 23 septembre parvenu à l'agence Reuters du Caire).

Ce qui est exact, si l'on n'oublie pas de préciser qu'ils ont été conçus par les chefs du DRS, qui manipulaient les poseurs de bombes. Et que les responsables de la DST, aveuglés par leurs relations étroites avec Smaïn et consorts, n'ont rien fait pour les empêcher, ne soupçonnant sans doute pas que leurs homologues algériens étaient prêts à aller aussi loin. Et ensuite, la DST fera tout pour jeter le voile sur cette attitude.

On sait que deux des responsables présumés des attentats de 1995, Boualem Bensaïd et Smaïn Aït-Ali Belkacem, ont été

condamnés, lors d'un procès fleuve devant la cour d'assises spéciale de Paris en octobre 2002, à la réclusion criminelle à perpétuité pour deux d'entre eux, ceux du métro Maison-Blanche et du RER Musée-d'Orsay (Boualem Bensaïd ayant été reconnu « complice » dans l'attentat de Saint-Michel).

Si la responsabilité de ces deux hommes est certaine, nombre d'observateurs ont souligné à l'occasion de ce procès que le véritable organisateur des attentats était le fameux Ali Touchent, *alias* Tarek, dont j'ai raconté dans quelles circonstances il était devenu un agent du colonel Habib. Ali Touchent ayant été chargé par le DRS de coordonner l'activité du GIA en France et en Europe, il ne fait aucun doute à mes yeux qu'il était bien derrière l'organisation de ces attentats, dont l'objectif, pour les chefs du DRS, était de faire pression sur le gouvernement français.

En vérité, ce qui reste le plus étrange dans cette affaire, c'est bien l'attitude des services de sécurité français, qui avaient pourtant repéré Ali Touchent dès 1993 et peut-être même avant. Par quel miracle a-t-il pu échapper aux rafles entre 1993 et 1995 tant en Hollande, en Angleterre, en Belgique qu'en France, alors que les personnes proches de lui ont toutes été interpellées? La réponse est évidente : les services français savaient que Touchent était un agent du DRS chargé d'infiltrer les groupes de soutien aux islamistes à l'étranger. Profitant de l'intimité de leurs relations avec les responsables de la DST, le général Smaïl Lamari et le colonel Habib leur fournissaient de vrais « tuyaux » sur le mouvement islamique en France et sur les éléments « dangereux » identifiés par les taupes du DRS, dont Ali Touchent; en échange de ces précieuses informations, la DST apportait sa collaboration (y compris la protection des sources, ce qui explique que Ali Touchent n'ait jamais été inquiété sur le territoire français) et son soutien pour neutraliser les vrais islamistes.

Ainsi, en novembre 1995, sur les soixante suspects des attentats identifiés dans l'album des services de police, la seule photo qui manquait était la sienne; pourtant, il y était bien écrit : X dit « Tarek ». Qui cherchait à le dissimuler à la justice française? Qu'est-il advenu des documents d'identité saisis en 1993? La police savait pourtant que l'« émir du GIA en France » partageait bien la chambre de Boualem Bensaïd boulevard Ornano dans le 18e arrondissement de Paris durant l'été 1995, puis rue Félicien-David dans le 16e...

Fin 1997, les services algériens de sécurité annonceront la mort d'Ali Touchent, qui serait survenue à Alger le 23 mai de la même année. Devant l'insistance des autorités françaises qui réclamaient des preuves de son décès, sa mort sera curieusement confirmée un week-end – fait rarissime – de février 1998 [1]. S'agissait-il de l'élimination physique d'un témoin gênant qui risquait d'impliquer le DRS dans la coordination des actions terroristes en France ? Qui avait aidé Touchent à fuir l'Angleterre en 1996 et à retourner en Algérie ? Comment a-t-il pu y entrer, puis y séjourner tranquillement pendant plusieurs mois, alors qu'il était recherché par toutes les polices et que son portrait était largement diffusé après la vague d'attentats sanglants en France ? Comment expliquer qu'un élément du GIA ne se cachait pas lorsqu'il vivait à Alger ? Pourquoi le juge « antiterroriste » Jean-Louis Bruguière n'a-t-il pu obtenir aucun éclaircissement des autorités algériennes sur la « mort » de Touchent, quand il s'est rendu dans ce but à Alger le 5 avril 1998 ? L'autre fait qui rend cette mort éminemment suspecte est que les membres de sa famille ignorent même le lieu où est enterré Ali Touchent...

Quoi qu'il en soit, force est de reconnaître que les attentats de 1995, faisant craindre les risques d'exportation en France de la « sale guerre » d'Algérie si des mesures urgentes n'étaient pas prises, ont bien conduit à un retournement de l'attitude des autorités françaises à partir de la fin 1995. Le « plan Vigipirate » fera le reste. Les Français étaient enfin « sensibilisés » au danger intégriste et les islamistes chassés ou réduits au silence.

L'assassinat des moines de Tibéhirine

Pour autant, les généraux n'allaient pas relâcher leur pression sur la France, comme en témoigne l'enlèvement, dans la nuit du 26 au 27 mars 1996, de sept moines trappistes du monastère de Tibéhirine, exécutés le 21 mai suivant. Les moines étaient connus et respectés dans la région de Médéa ; ils apportaient régulièrement de l'aide aux islamistes qui avaient rejoint les

1. C'est justement le 18 février 1998 que Touchent sera condamné, par contumace, à dix ans de prison fermes par le tribunal correctionnel de Paris dans le procès du réseau islamiste de Chasse-sur-Rhône.

maquis. Le 25 décembre 1993, un émir local du GIA, Sayah Attia, s'était rendu au monastère et avait scellé un *aman* (sorte de pacte d'honneur dans la religion musulmane) avec les moines : en échange de leur soutien – nourriture, médicaments, envoi de médecin pour soigner les blessés... –, il garantissait leur sécurité. Par ailleurs, les moines avaient activement pris part en 1994 à l'organisation de la conférence de Sant'Egidio. Tout cela les désignait comme une cible pour les généraux.

Immédiatement après leur enlèvement, le pouvoir et la presse ont attribué ce forfait au GIA, que dirigeait alors l'« émir national » Djamel Zitouni (un mois plus tard, le 18 avril, un communiqué du GIA, signé par ce dernier, revendiquera l'enlèvement). Or, je l'ai dit, il est clairement établi que Djamel Zitouni roulait pour le compte du DRS. La responsabilité des services secrets algériens est donc totalement engagée dans l'assassinat des moines trappistes.

Dans les années qui suivront, au fil des révélations d'officiers algériens dissidents, l'hypothèse de l'implication du DRS dans l'enlèvement et l'assassinat des moines se confirmera. Dès 1998, le chroniqueur religieux du quotidien français *Le Monde*, dans un article très documenté, avancera l'hypothèse que « l'armée – ou un secteur de l'armée ou des services algériens – avait dès le début infiltré la cellule des ravisseurs des moines. Les choses auraient mal tourné et elle aurait finalement décidé d'éliminer tout le monde, y compris les otages, que personne n'avait intérêt, à cause de leur liberté de parole, à voir revenir vivants [1] ».

Cette hypothèse sera précisée, en décembre 2002, par un nouveau témoignage de poids, celui d'un ancien membre du CTRI de Blida, l'adjudant Abdelkader Tigha, emprisonné depuis 2001 dans un centre de détention à Bangkok. Dans un entretien au quotidien français *Libération* [2], Tigha a fait un récit détaillé de ce dont il a été témoin à l'époque.

Selon lui, le 24 mars 1996, Mouloud Azzout, un « terroriste des GIA » considéré comme étant le bras droit de Djamel Zitouni, passe la nuit au CTRI de Blida et sera reçu le lendemain pendant deux heures par le général Smaïl Lamari lui-

1. Henri Tincq, « Les " services " de l'armée commanditaires de l'assassinat des sept moines et de l'évêque Pierre Claverie ? », *Le Monde*, 7-8 juin 1998.

2. Arnaud Dubus, « Les sept moines de Tibéhirine enlevés sur ordre d'Alger », *Libération*, 23 décembre 2002.

même, en compagnie de quatre officiers, dont le colonel Mehenna Djebbar, chef dudit centre. Le soir, deux fourgons J5 banalisés, généralement utilisés pour les opérations d'arrestations, sont préparés pour une « mission spéciale à Médéa ». Durant la nuit du 26 au 27 mars, les deux fourgons reviennent au CTRI avec les sept moines kidnappés. Les « otages » sont interrogés par Mouloud Azzout avant d'être acheminés deux jours plus tard à Tala Acha, le poste de commandement de Djamel Zitouni sur les hauteurs de Blida.

Mais, raconte Tigha, les choses se sont compliquées en raison des rivalités entre groupes armés, comme le rapporte *Libération* : « Hocine Besiou, plus connu sous le nom de Abou Mosaâb, qui dirige un des groupes de la zone Blida-Bougara-Sidi-Moussa-Baraki, exige que Zitouni lui remette les moines. Une prise qui, dans la géographie des maquis, ne peut qu'assurer la suprématie. " Zitouni et Azzout ont refusé fermement le transfert des otages vers Bougara. Mais ils ont dû céder quand les lieutenants des GIA ont soutenu cette demande ", poursuit Tigha. » Sentant que l'opération est en train de lui échapper, le DRS décide d'éliminer les deux principaux témoins. Azzout disparaît sans laisser de trace et Djamel Zitouni, qui a reçu l'ordre de ramener les otages, tombe dans une embuscade tendue par les éléments de l'AIS. Ainsi toutes les traces de l'implication des services secrets algériens sont effacées. La mort de Djamel Zitouni ne sera annoncée qu'en juillet 1996, bien après celles des moines trappistes.

Mais Tigha ne dit pas pourquoi et par qui les moines ont été assassinés, sans doute parce qu'il l'ignore. C'est notamment ce qu'a tenté de reconstituer le père Armand Veilleux, dans un long article de synthèse, publié par *Le Monde* début 2003 [1]. Comme le rappelle *Le Monde*, « Armand Veilleux était procureur général de l'ordre cistercien trappiste lors de l'enlèvement des moines de Tibéhirine et, à ce titre, il s'est rendu à maintes reprises en Algérie, où il fut pendant cette période l'interlocuteur des autorités françaises. Depuis, il n'a cessé d'œuvrer pour faire la lumière sur ce drame ».

Recoupant le témoignage de Tigha avec de nombreux autres (dont celui de Ali Benhadjar, cet ex-émir du GIA qui s'en était

1. Armand Veilleux, « Hypothèses sur la mort des moines de Tibéhirine », *Le Monde*, 24 janvier 2003.

séparé en 1996 parce qu'il avait compris que le DRS contrôlait Zitouni), le père Veilleux a avancé le scénario qu'il considère comme le « plus vraisemblable » de l'enlèvement et de la mort des moines : celui d'une opération du DRS qui ne visait pas initialement leur élimination, mais qui a mal tourné à la suite d'erreurs de coordination.

D'après mon expérience, le témoignage de Tigha et l'analyse du père Veilleux me semblent parfaitement crédibles. Certes, plusieurs points restent à éclaircir, que seule une enquête indépendante pourra établir. Mais ce qui conforte totalement l'idée d'un « sale coup » de la SM, c'est l'incroyable silence politique qui a suivi en France (comme d'ailleurs en Algérie) la publication du témoignage de Tigha dans *Libération* et l'article d'Armand Veilleux dans *Le Monde* : dans n'importe quel pays, une aussi grave mise en cause – par un grand quotidien réputé par le sérieux de ses enquêtes et par une personnalité éminente de l'Église catholique – des services secrets d'un État étranger dans l'assassinat de ses propres ressortissants aurait provoqué un scandale national et mis en branle les plus hautes autorités de l'État. Mais pas en France, où la nature très particulière des liens entre le DRS algérien et la classe politique parisienne explique que le premier soit en mesure de réduire la seconde au silence...

Car il ne faut pas se leurrer : en 1996, au-delà de ses objectifs immédiats (se débarrasser de gêneurs), l'enlèvement des moines était aussi un « message » des chefs du DRS en direction de leurs homologues français, signifiant clairement qu'il ne fallait pas pousser trop loin les enquêtes sur les attentats en France de 1995. Cette capacité de nuisance était dissuasive, comme on le verra dans les années suivantes avec le cas d'Ali Touchent (toujours épargné par la DST et la police française), ou encore avec les nombreux procès condamnant de seconds couteaux des GIA en France, mais jamais les vrais commanditaires.

Il faut dire que, quelques semaines après l'assassinat des moines, un autre « message » avait été émis par le DRS : le 1er août 1996, l'évêque d'Oran, Mgr Pierre Claverie, était victime d'un attentat à l'explosif alors qu'il rentrait d'Alger, où il avait été reçu par le ministre français des Affaires étrangères, Hervé de Charette, en visite officielle en Algérie (Mgr Claverie avait vivement contesté devant lui la version officielle de ce

drame). De nombreux journalistes qui ont enquêté sur cette affaire ont montré que, à l'évidence, les auteurs de l'attentat étaient bien renseignés sur les déplacements de l'évêque, son vol ayant été inopinément retardé de quelques heures. Qui pouvait le savoir ? Qui avait intérêt à l'éliminer ? Qui pouvait déposer une bombe télécommandée à l'évêché, un lieu très surveillé ? Toutes ces questions, et quelques autres, ne laissent guère d'autre place à une autre hypothèse que celle d'un « coup tordu » du DRS...

Le 3 décembre 1996, enfin, un nouvel attentat à Paris « enfonçait le clou » : une bombe explosait dans une rame du RER B à la station Port-Royal, faisant quatre morts et cent vingt-huit blessés. Et le 23 décembre, une lettre signée Antar Zouabri était adressée au président Jacques Chirac pour expliquer que le GIA était « dans la voie des tueries et des massacres »...

À travers ce bref récapitulatif, force est de conclure que l'affaire de l'Airbus, les attentats en France, puis l'assassinat des moines trappistes, ont eu pour effet de faire basculer l'opinion publique, et d'étouffer pour de longues années toute velléité, pour la majorité de la presse et de la classe politique française, de mettre en cause les terribles conséquences de l'interruption du processus électoral par les généraux algériens auteurs du coup d'État de janvier 1992. Ces événements dramatiques, résultant du clivage entre les « faucons » éradicateurs et les partisans de la réconciliation, annonçaient en fait les massacres à grande échelle de 1997. Toute tentative de retour à la paix a été sabordée par les généraux et leur relais de propagande, pour que le chaos soit entretenu et la pérennité du système garantie.

10.
Liquidations à haut niveau

J'ai eu à plusieurs reprises l'occasion de l'évoquer : parallèlement au déchaînement de violences, largement entretenu par les décideurs, à partir de 1992, ces derniers n'ont pas hésité à éliminer – directement ou par des islamistes manipulés – des personnalités qui étaient en désaccord avec leur politique. Dans les rangs de l'opposition, bien sûr, mais aussi dans ceux mêmes du pouvoir, et au plus haut niveau. Je n'ai pas la prétention de relater ici la totalité de ces meurtres commis par le pouvoir dès l'interruption du processus électoral : les seuls, sans doute, à être au courant de l'ensemble des liquidations sont les généraux Toufik, Smaïl Lamari et Larbi Belkheir, qui en étaient les commanditaires. Le secret de ces actes a toujours été soigneusement entretenu, notamment en jouant sur les cloisonnements entre les différentes directions du DRS. Mais mes fonctions m'ont quand même permis de recueillir des informations décisives sur certains de ces épisodes tragiques. À commencer par le premier et le plus spectaculaire d'entre eux : l'assassinat, en quelque sorte inaugural, du président du HCE, Mohamed Boudiaf, un certain 29 juin 1992.

L'assassinat de Mohamed Boudiaf

Rappelons les circonstances de ce drame. Le 29 juin 1992, le président Mohamed Boudiaf, qui n'était accompagné par aucune haute personnalité du régime (ni le chef du gouvernement, ni le ministre de l'Intérieur, ni un quelconque membre du HCE, ni les responsables des services de sécurité), se rendait en visite officielle à Annaba. Il a été assassiné à la Maison de la

culture (qu'il venait d'inaugurer) par un officier de sa garde rapprochée, alors qu'il prononçait un discours retransmis en direct à la télévision algérienne. La version officielle et les médias ont attribué dans un premier temps cet assassinat à un « officier du DRS sympathisant du FIS », avant de se corriger et de conclure à l'« acte isolé ».

L'assassin était un officier du GIS (Groupement d'intervention spéciale, l'unité d'intervention du DRS), le sous-lieutenant Lembarek Boumaarafi, dit Abdelhak. Il fut ajouté à la dernière minute à l'équipe qui devait assurer la protection du président, et ce, après avoir été reçu en tête à tête quelques jours plus tôt par Smaïn Lamari, le chef de la DCE, au Centre Antar. C'est muni d'un ordre de mission personnel signé du commandant Belouiza Hamou, le chef du GIS, qu'il a rejoint le 27 juin le reste du groupe à Annaba.

Après avoir dégoupillé et lancé une grenade sur l'estrade pour faire diversion, Boumaarafi a surgi de derrière les rideaux et a vidé son chargeur sur le président – seule et unique victime. Profitant du désordre et de la panique, le meurtrier se débarrassera de son arme avant de sauter par-dessus un mur d'enceinte haut de deux mètres et de se réfugier quatre cents mètres plus loin chez une habitante, d'où il téléphonera à la police et se constituera prisonnier.

Fait extraordinaire, aucun membre de la garde présidentielle, forte pourtant de cinquante-six éléments, n'a eu la présence d'esprit de réagir ou de neutraliser l'assassin. L'effet de surprise n'explique pas tout, car si l'on peut admettre que la garde rapprochée, pourtant aguerrie et entraînée à ce genre de situation, bénéficie de cette « excuse », qu'en est-il de la garde éloignée, des vigiles qui surveillaient l'extérieur du bâtiment, les issues, les ruelles adjacentes, etc. ? Pourquoi ne sont-ils pas intervenus ? Comment croire que Boumaarafi ait pu quitter la Maison de la culture et parcourir quatre cents mètres sans être inquiété, alors qu'en principe tous les alentours – on appelle cela le « périmètre de sécurité » – étaient quadrillés par des membres des services de sécurité ?

L'officier du GIS a-t-il bénéficié de complicités ? Il n'est pas possible d'en douter. Même la commission d'enquête installée le 4 juillet 1992 a « déploré » la passivité complice des éléments du GIS. L'un d'entre eux, Ali Driham, a d'ailleurs tiré et blessé

Nacer Hamadi, un policier qui s'était lancé à la poursuite de Boumaarafi, déclenchant une seconde fusillade à l'intérieur de la Maison de la culture. De quoi permettre à Boumaarafi de s'échapper sans être inquiété... Celui-ci, qui n'a jamais avoué le mobile de son geste, a été condamné à la peine capitale ; mais la sentence n'a jamais été exécutée, alors que de nombreux jeunes qualifiés de « terroristes » ont été passés par les armes bien après son jugement...

La commission d'enquête ne s'est toutefois pas penchée sur les raisons qui ont conduit Boumaarafi à se trouver à l'intérieur de la salle, alors que cela ne faisait pas partie des attributions des éléments du GIS, puisque seuls les membres du SSP (Service de sécurité présidentielle) étaient habilités à y accéder. Tout comme elle n'a pas expliqué les dysfonctionnements constatés ce jour-là.

De nombreux articles et ouvrages ont montré les multiples invraisemblances de la version officielle. Et je ne crois pas qu'il existe un seul Algérien qui ne soit convaincu que les commanditaires de cet odieux forfait sont bien les décideurs militaires et qu'une commission d'enquête impartiale finirait rapidement par les démasquer. Aussi, sans répéter tout ce qui a déjà été dit et écrit, j'aimerais apporter quelques éléments d'information dont j'ai eu à connaître directement et qui pourraient éclairer le travail d'une telle commission, si elle existe un jour.

Je tiens d'abord à préciser que le sous-lieutenant Lembarek Boumaarafi n'a jamais été un sympathisant du FIS. Ce n'est ni un islamiste, ni un déséquilibré mental, ni un paumé ou un illuminé ; il a agi en service commandé, obéissant à des ordres précis de sa hiérarchie, sans que son chef direct (le commandant Hamou) soit tenu au courant de l'opération. Par ailleurs, la propagande du DRS, répercutée dans les journaux de l'époque, a fait de Boumaarafi un « fils de harki ». Cela est absolument faux : un fils de harki ne peut en aucun cas faire carrière dans l'armée, encore moins dans les services secrets. Il a en outre suivi une formation à l'École des cadets de la révolution à Koléa, où un fils de harki n'aurait jamais été admis.

J'ai personnellement connu Boumaarafi, qui faisait partie de la section du capitaine Abdelkader Khémène, lequel était pour moi une vieille connaissance (il avait été détaché sous mes ordres de 1980 à 1982, lorsqu'il fit son application d'officier dans

le 52e bataillon, puis au bataillon de commandement de l'administration et du soutien de la 50e brigade d'infanterie portée ; cet ancien sergent est aujourd'hui colonel). Je peux donc affirmer qu'il s'agit d'un officier compétent qui fut délibérément marginalisé pour le conditionner et en faire un tueur sans état d'âme. De janvier à juin 1992, Boumaarafi, malgré sa grande compétence, a été confiné à des tâches de surveillance à Sidi-Moussa (une des villas appartenant à la SM, servant de lieu de contact, dont le gardiennage était assuré par les éléments du GIS) et n'a pris part à aucune opération de son unité. Il ne percevait donc pas la prime de risque (pratiquement égale au montant de son salaire). À Sidi-Moussa, Boumaarafi et ses compagnons étaient chaque nuit harcelés par des « groupes intégristes ». Bien qu'aucun membre du GIS n'ait été tué ou blessé durant ces six mois (à l'exception du sous-lieutenant Tarek dans l'opération du Telemly), cette situation était devenue insupportable, d'autant plus que la plupart de ses camarades du GIS se trouvaient en sécurité à Chateauneuf [1] ou à Bouzaréah.

Comme je l'ai dit, le 29 juin 1992, deux heures à peine après l'assassinat du président, j'ai participé à une réunion des principaux responsables du DRS à Delly-Brahim, en présence du général Khaled Nezzar, ministre de la Défense, qui nous a demandé notre soutien indéfectible des cadres du service pour poursuivre sa « mission ». Le fait que, dans de telles circonstances, le général Nezzar ait tenu à réunir d'abord les responsables du DRS, avant même les responsables militaires, montre l'importance qu'il attachait à leur soutien, puisque c'est bien au DRS qu'il avait confié l'exécution de son « plan d'action » de 1990. La liquidation de Boudiaf ayant été le fait d'un cadre du DRS, sa présence permettait aussi de « cimenter » nos rangs pour qu'il n'y ait ni fuite, ni contestation. Lors de cette réunion, ni le colonel Smaïn, ni le général Toufik n'ont pris la parole, alors qu'ils étaient les premiers concernés et qu'ils auraient dû normalement présenter leur démission.

Immédiatement après la réunion, Smaïn s'est rendu en personne à Annaba pour récupérer le sous-lieutenant Boumaarafi.

1. À partir de mars-avril 1992, deux sections du GIS – l'une commandée par le capitaine Abdelkader Khémène, l'autre par le lieutenant Yacine – furent détachées à la caserne de la police de Chateauneuf, le GIS étant de plus en plus utilisé comme corps d'intervention, le plus souvent avec la police.

Il avait auparavant donné l'ordre au chef de la sûreté de *wilaya* de ne pas le remettre à la gendarmerie : pourquoi avoir refusé son audition par les gendarmes, alors que, s'agissant d'un militaire, il était dans les attributions de ce corps de sécurité de l'entendre en premier ? Selon le MAOL, qui a donné sur son site une version très détaillée et crédible de l'assassinat de Boudiaf [1], Boumaarafi s'était rendu à la police plutôt qu'à ses collègues car il ne faisait pas confiance à Smaïl Lamari ; il avait raison, car ce dernier avait chargé deux sous-officiers du GIS, dont le sergent-chef Kamel Aidoun, d'abattre Boumaarafi à Annaba. Ayant « failli », les deux sous-officiers seront plus tard liquidés.

L'arme du crime, que jeta Boumaarafi après son odieux forfait, n'a jamais été retrouvée. Comment expliquer cette mystérieuse disparition ? Boumaarafi avait tiré dans le dos du président, or selon des sources sûres, une balle au moins avait perforé son thorax. Y avait-il un second tireur ? Pourquoi aucune autopsie n'a été faite ? Et comment expliquer les carences du dispositif de protection ? Au moins trois agents du SSP directement concernés par la protection du président n'étaient pas à leur poste au moment du drame...

S'agissant des motivations de Boumaarafi, celles-ci ont été expliquées par la commission d'enquête officielle en invoquant une prétendue lettre qui aurait été retrouvée dans la poche intérieure de son blouson. Datée du jour même du crime et adressée à un de ses camarades de promotion, le sous-lieutenant Abdelhamid Hadjaji, cette lettre, selon la commission, justifiait « son crime par des considérations liées à ses convictions religieuses, acquises à travers ses nombreuses lectures et en particulier sous l'influence de l'action des mouvements islamistes à l'intérieur et à l'extérieur du pays, dont il soutient la revendication visant la *dawla islamiya*, estimant qu'il n'a pas tué Mohamed Boudiaf en tant que personne, mais en tant que symbole de chef d'État ». Il s'agissait évidemment d'un pur mensonge du DRS, destiné à faire de cet officier le coupable idéal.

Autre point important : le commandant Hamou n'était pas habilité à signer un ordre de mission à Boumaarafi, s'agissant de la protection présidentielle (qui ne faisait pas partie des attributions du GIS). Comment le colonel Smaïn a-t-il pu autoriser le

1. « Opération Boudiaf », www.anp.org/affaireboudiaf/affaireboudiaf.html.

chef du GIS, par un simple coup de fil, à agir de la sorte, lui qui veillait jalousement à ses prérogatives et qui n'autorisait même pas ses subordonnés à signer une permission? Par ailleurs, j'ai su, par des sources concordantes (le secrétaire du CPO, le chauffeur Khaled...), que Smaïl Lamari avait reçu Boumaarafi au Centre Antar la veille de son départ en mission à Annaba (donc deux jours avant l'assassinat). Quelle a été la nature de l'entretien? Boumaarafi pouvait-il refuser un ordre de Smaïn?

Un autre élément très curieux m'a conduit, dès cette époque, à me poser des questions sur le rôle de ce dernier dans l'assassinat du président. Lors de l'opération du Telemly qui, quelques semaines plus tôt, avait coûté la vie au commandant Guettouchi et au sous-lieutenant Tarek (voir chapitre 6), deux grenades offensives m'avaient été remises par le capitaine Abdelkader Khémène, du GIS, à la fin de l'opération [1]. Je les avais placées dans un tiroir de mon bureau à Chateauneuf. Or, comme je l'ai dit, le 11 juin, je partais en mission au Pakistan pour ne revenir que le 27 juin, soit deux jours avant l'assassinat de Mohamed Boudiaf. Pendant mon absence, les deux grenades avaient disparu; comme je n'ai trouvé aucun bon de décharge, j'en ai déduit qu'elles avaient été « subtilisées » par un responsable. Or, qui pouvait accéder à mon bureau, si ce n'est mon chef direct, le colonel Smaïl Lamari? De fait, en juillet 1993, le capitaine Ahmed Chaker, qui était mon adjoint à Chateauneuf, me confirmera que c'est bien ce dernier qui les avait récupérées.

Ce qui a attiré mon attention, c'est que, dans son rapport, la commission d'enquête sur l'assassinat du président a prétendu que la grenade que Boumaarafi avait fait exploser avant de tirer avait été conservée par lui depuis l'opération du Telemly, ce qui est impossible puisqu'il n'y avait pas participé... N'ayant d'ailleurs participé à aucune opération antiterroriste, et les hommes de la protection présidentielle n'étant jamais dotés de

1. Lors des opérations nécessitant un assaut, les éléments du GIS qui opéraient avec nous recevaient du CPO une dotation spéciale : balles traçantes, grenades offensives, grenades lacrymogènes, gaz incapacitant... Et au retour de mission, la dotation inutilisée devait retourner au CPO et était rigoureusement contrôlée. Or ce jour-là, le commandant Amar, chef du CPO, venait d'être tué; c'est pourquoi c'est à moi que les grenades non utilisées furent remises le lendemain du drame.

grenades, Boumaarafi n'avait aucun moyen de s'en procurer. Quelqu'un de nécessairement bien placé lui avait donc donné celle qu'il a utilisée à Annaba. Compte tenu de tous ces éléments, je suis convaincu que c'est Smaïn qui lui a remis, sans doute deux jours avant l'attentat, les grenades récupérées dans mon bureau.

Beaucoup d'autres faits mystérieux ont entouré ce drame, évoqués notamment par Nacer Boudiaf, le fils du président, dans de nombreux écrits et interviews : l'ambulance présidentielle ne comportait aucun équipement fonctionnel et était conduite par un chauffeur n'ayant aucune connaissance paramédicale et ignorant l'itinéraire menant à l'hôpital ; le président Boudiaf a été la dernière personne atteinte (il y avait eu plusieurs blessés) à être évacuée et un temps excessivement long a été perdu devant le siège de la *wilaya* d'Annaba ; l'hélicoptère ramenant la dépouille du président s'est vu refuser la permission d'atterrir sur la base militaire de Boufarik, près d'Alger ; la célérité, enfin, avec laquelle Boumaarafi a été cueilli par les policiers, etc.

Mais il y a plus grave encore. Au lendemain de l'enterrement de Boudiaf, Mohamed Tahar Maameri, le directeur général de la protection civile, me fit des révélations étonnantes. Il m'apprit que Boudiaf avait déjà fait l'objet d'une tentative d'assassinat lors de sa visite en Oranie, une semaine avant celle à Annaba ; et que cette tentative avait été déjouée grâce à la vigilance d'un policier. Maameri avait en effet été informé par ses services que les éléments de la protection civile avaient découvert une bombe placée sous l'estrade à El-Hadjar, où le président Boudiaf devait prononcer un discours vers 15 heures. Et que le repas qu'il devait prendre à l'hôtel militaire de « Chapuis » était empoisonné : des éléments de la protection avaient donné l'ordre au *djounoud* chargé de la surveillance des lieux de ne pas y toucher (ceux qui s'y sont aventurés ont été victimes d'une intoxication et un militaire a même été hospitalisé).

On peut légitimement s'interroger sur le fait que la presse n'ait, à l'époque, absolument pas évoqué cette double tentative d'assassinat lors de la visite en Oranie. Et aussi sur le fait que le président ait effectué cette visite importante à Annaba sans être accompagné par son ministre de l'Intérieur (le général

Larbi Belkheir), alors qu'il devait pourtant rencontrer des *walis*.

Mais une autre tentative d'élimination de Boudiaf avait déjà eu lieu un peu plus tôt : le 7 juin 1992, j'ai été le témoin direct d'un épisode qui s'est produit la veille de la fête de l'Aïd El-Adha – et qui n'a, à ma connaissance, jamais été révélé à ce jour –, montrant que les décideurs préparaient cet assassinat depuis un moment. Le président, ainsi que le veut la coutume, devait participer à la grande mosquée de la place des Martyrs à la prière de l'Aïd, vers 8 heures du matin. Conformément à la réglementation sécuritaire, la mosquée fut contrôlée par les artificiers du GIS, puis par les éléments du Service de la protection présidentielle (dont les cadres sont exclusivement des officiers et des sous-officiers du DRS). Ils étaient accompagnés (je les ai vus partir avec eux) du... lieutenant Maachou et de deux de ses éléments de la « section de protection » clandestine de Smaïn...

Aucune anomalie n'ayant été détectée, selon le GIS, la garde extérieure de ce « point sensible » fut assurée à partir de 17 heures par un cordon de policiers, n'ayant aucune possibilité d'accès à l'intérieur. Pourtant, cette nuit-là, vers 2 heures du matin, une bombe dissimulée au niveau de l'estrade qui servait aux prêches explosa à l'intérieur de la mosquée où devait prier le président. Vers 2 h 30 du matin, mon ami Chérif Méziane, *wali* d'Alger à l'époque, m'a appelé pour m'en informer (il me consultait souvent sur les questions de sécurité). Il m'expliqua qu'il avait été chargé, par le ministre de l'Intérieur Larbi Belkheir en personne, de dépêcher immédiatement une équipe d'entretien pour effacer toute trace des dégâts. Évidemment, au sein du DRS, on nous a expliqué que ce fait d'armes était imputable aux islamistes du FIS ; pourtant, personne n'avait eu accès à l'intérieur de la mosquée, à l'exception des artificiers du GIS et de quelques éléments du SSP. La presse n'a d'ailleurs pas soufflé mot de cette tentative d'attentat contre le président Boudiaf (avortée sans doute du fait d'un dysfonctionnement de la minuterie de la bombe). Et je crois que lui-même n'a pas été mis au courant de ce qui s'était passé durant la nuit, sinon il aurait été plus méfiant et aurait certainement pris des sanctions contre les auteurs de ces « carences ».

D'autres faits encore confirment, s'il en était besoin, que l'assassinat du président a été planifié aux plus hauts sommets du pouvoir. Ainsi les tentatives d'intimidation des membres de la « commission nationale d'enquête » qui devait conclure à des « négligences coupables », tout en précisant, dans son rapport préliminaire du 26 juillet 1992 : « La thèse d'une action isolée ne nous paraît pas des plus vraisemblables [1]. »

Le 10 juillet 1992, l'avocat Mohamed Ferhat, membre de ladite commission, était blessé par balles; et le 18 juin 1994, Youcef Fathallah, notaire et militant des droits de l'homme, lui aussi membre de la commission, était assassiné dans son bureau à Alger. Son seul tort était, très probablement, d'avoir refusé de signer le rapport d'enquête, avec les conclusions duquel il n'était pas d'accord (en outre, il venait de participer, le 8 mai, à une grande marche « pour la paix et la réconciliation » organisée par le FLN et Hamas). Il souhaitait en effet que les sanctions ne se limitent pas aux simples membres du GIS et du SSP présents à Annaba le jour du drame, mais concernent également les principaux responsables des services de sécurité. J'ai appris aussi plus tard que Fathallah était le seul des membres de la commission d'enquête en qui Boumaarafi avait confiance, au point de lui faire parvenir une lettre personnelle peu de temps avant son assassinat.

Enfin, que dire du fait que le sous-lieutenant Boumaarafi a été jugé par une juridiction civile et non par le tribunal militaire de Blida, alors que des civils comme Mustapha Belloucif, général à la retraite, Abbassi Madani, Ali Benhadj ou Hadj Bettou ont, eux, été jugés et condamnés par ce tribunal militaire ?

L'assassinat de Boudiaf n'est donc pas l'œuvre des islamistes. Comme je l'ai déjà évoqué, s'il a été liquidé, c'est qu'il gênait les plans des décideurs militaires – ceux-là mêmes qui l'avaient

1. Mais dans son rapport final du 7 décembre 1992 (dont les parties essentielles n'ont pas été rendues publiques), alors même qu'elle avait été chargée de « faire la lumière sur les circonstances de l'assassinat du président Mohamed Boudiaf ainsi que sur l'identité des auteurs, instigateurs et commanditaires de ce forfait », la commission se bornait à conclure : « Il appartient à la justice normalement saisie, de poursuivre l'instruction de cette grave affaire. » Et, bien sûr, lors du procès de Boumaarafi en mai 1995, c'est la thèse de l'« acte isolé » qui a été retenue.

fait venir –, qu'il avait commencé à attaquer. Le président venait de relever de ses fonctions de chef du protocole le général Noureddine Benkortbi – un ami intime du général Larbi Belkheir – et envisageait sérieusement de faire le ménage autour de lui. En moins de trois mois, il avait mis à l'écart trois généraux du cercle décideur : Mohamed Lamari, le commandant des forces terrestres, Hocine Benmaalem, le chef du département des affaires de sécurité à la présidence et Noureddine Benkortbi, le chef du protocole ! Ces mises à l'écart, la prise de bec avec le général Toufik (qu'il envisageait de limoger), sa position dans le conflit du Sahara occidental, les enquêtes sur les malversations qu'il avait entamées, le changement de gouvernement qu'il envisageait (il prévoyait de remplacer Sid Ahmed Ghozali à la tête du gouvernement par Saïd Sadi ou par Amine Benabderrahmane [1]) et le parti politique qu'il voulait créer (le RPN, Rassemblement patriotique national – qui tomba à l'eau dès que Boudiaf fut assassiné) : tout cela a fait du président Boudiaf un homme à abattre. Avec un parti politique derrière lui, sa sincérité, son amour pour le pays et son talent d'orateur, il était clairement en mesure de se débarrasser des mafieux qui l'entouraient. Et il voulait en plus déterrer l'affaire Belloucif, ce qui n'aurait pas manqué d'éclabousser d'autres dignitaires du régime, en montrant que ce général, accusé à tort de corruption, avait été victime d'un règlement de comptes.

Les « janviéristes », redoutant de perdre leurs privilèges, ont donc choisi la « méthode forte ». Et pour montrer la piètre estime dans laquelle ils tenaient celui qu'ils avaient cru pouvoir facilement manipuler, qu'il me suffise de citer ce que m'en a dit le général Smaïn en guise d'oraison funèbre : « Sa seule prouesse fut de mourir en tant que chef d'État. » Un cynisme partagé par le général Khaled Nezzar, qui m'a déclaré textuellement en décembre 1994 : « Il a eu droit à des funérailles nationales, et c'est déjà beaucoup pour quelqu'un qui vendait des tuiles. »

L'assassinat du président allait inaugurer une longue liste de liquidations de personnalités, dont les plus en vue furent Kasdi

1. Cet ancien militant du PRS – parti fondé par Mohamed Boudiaf au milieu des années 60 pour marquer son opposition au FLN –, exilé en France, fut conseiller du président du HCE de janvier à juillet 1992.

Merbah, Djillali Liabès, Tahar Djaout, Mohamed Boukhobza, Ahmed Hambli, Djillali Belkhenchir, Saïd Mekbel, Abdelhak Benhamouda, Abdelkader Hachani...

La liquidation de Kasdi Merbah

En 1993, Kasdi Merbah, ancien patron de la Sécurité militaire sous Boumediene et ancien Premier ministre (en 1989), était en conflit ouvert avec le général Larbi Belkheir et le clan des généraux « DAF ». Il essayait d'unifier les rangs de l'opposition en prenant contact avec les démocrates, les islamistes et les officiers restés fidèles au principe de la révolution de 1954 pour renverser les généraux qui venaient de confisquer le pouvoir.

Selon le capitaine Ouguenoune, du MAOL, un séjour en Suisse du 14 au 20 août 1993 lui avait permis d'entrer en contact avec les représentants en exil des différentes tendances pour la mise au point de son projet, qui devait se traduire par un soulèvement le 1er novembre 1993. Le lendemain même de son retour au pays, Kasdi Merbah était assassiné à Bordj El-Bahri (ainsi que son frère, son fils Hakim [1] et deux gardes du corps ; ils circulaient à bord de deux voitures) par un commando de quinze individus, bien informés sur son horaire et son itinéraire. La manière dont a été liquidé l'ex-chef du gouvernement dénote le professionnalisme des auteurs, qui disparurent une fois leur forfait accompli, non sans avoir pris soin de récupérer son porte-documents (mais pas son arme).

Cette opération, dont le nom de code était « Virus », est relatée en détail dans un article publié en 1999 sur le site du MAOL [2], qui affirme que les hommes du commando de tueurs faisaient partie de l'unité 192 et qu'ils étaient dirigés par le colonel Tartag lui-même. Je ne sais pas si cette version est exacte, car mes sources affirment que cette opération a été montée par la DCE et non la DCSA, en raison de la participation d'Abdallah Kaci, l'ex-adjudant Chakib, un agent de Smaïl Lamari dont

1. Celui-ci, officier du DRS, avait informé son père sur certaines méthodes peu orthodoxes de ses supérieurs contre le FIS. Ce qui, en mai 1991, avait permis au président du MAJD, on l'a vu, de mettre en garde Abbassi Madani sur la manipulation de la « grève insurrectionnelle » du FIS, mais aussi sur l'infiltration de son entourage par des agents du DRS.

2. « Opération virus », www.anp.org/affairekasdi/affairekmerbah.html.

j'ai déjà parlé (voir chapitre 6). Toutefois, il se peut que la DCSA et la DCE aient collaboré pour liquider Kasdi Merbah. Quel que soit le service engagé, une chose est sûre, cette affaire est un coup tordu du DRS.

Évidemment, aucune enquête sérieuse n'a été menée, puisque le crime a été immédiatement attribué aux intégristes armés de la bande de Mouloud Hattab (qui sera, selon la presse d'Alger, massacrée quelques semaines après ce drame lors d'un règlement de comptes entre fractions islamistes). Les auteurs, et pour cause, ne seront jamais retrouvés.

En septembre 1993, alors que j'étais à Alger en mission, j'abordais le sujet avec Smaïl Lamari, qui me fit la réponse suivante : « Raison d'État. » Je n'ai pas voulu chercher davantage. La période des règlements de comptes avait commencé. En rendant visite à Mohamed Abbas Allalou, président de l'Apua (un petit parti politique, dont le siège était à Hussein-Dey), nous avons évoqué l'assassinat de Kasdi Merbah ; il me fit étrangement la même réponse : « Raison d'État. » Il m'expliqua que Merbah cherchait à nouer des alliances avec le FIS et avec Hamas ; et qu'il devait se rendre en Libye le 1er septembre à l'invitation de Mouamar Kadhafi pour assister aux festivités commémorant l'anniversaire de la révolution libyenne – c'est à Tripoli qu'il devait coordonner le travail avec des dirigeants de l'opposition islamique algérienne.

C'était exactement les mêmes propos que m'avait tenus Smaïl Lamari une heure plus tôt ! J'ai alors compris que le pouvoir s'était débarrassé de Kasdi Merbah, homme intègre qui, a l'image de feu Boudiaf, était en mesure de déjouer le complot fomenté par les généraux « déserteurs de l'armée française » pour s'approprier l'Algérie.

J'apprendrai plus tard, grâce à l'adjudant Mohamed Echirk, qui me fut affecté en tant que secrétaire à Bonn, que Abdallah Kaci avait apporté une aide logistique aux assassins de Kasdi Merbah, qui s'étaient réfugiés dans sa résidence près de Bordj El-Kiffan une fois leur mission accomplie. Abdallah Kaci sera récompensé par un poste de député au sein du « Parlement » désigné de 1994 (le CNT, Conseil national de transition). Un sous-officier de la SM radié de l'ANP pour avoir trempé dans un complot (l'affaire de « Gafsa ») se retrouvera ainsi député de l'Algérie « républicaine » dirigée par des mafieux... Après la

plainte déposée contre lui par l'épouse de Kasdi Merbah suite à l'assassinat de son mari, Abdallah Kaci sera lui-même mystérieusement assassiné, le 24 août 1994, à son domicile...

L'élimination des officiers récalcitrants

Les militaires ont eu aussi leur lot de victimes, comme le lieutenant-colonel Redouane Sari, qui avait mis en place le service informatique au CFT de Aïn-Naâdja lors de l'état de siège de juin 1991 et lors de l'état d'urgence de février 1992 : il a été tué par balles le 4 juillet 1993, alors qu'il revenait de la cérémonie de remise de grade aux officiers de l'ANP nouvellement promus. Ou le colonel Salah (de son vrai nom Djillali Meraou), directeur du service documentation (communément appelé le « service de presse ») du DRS, assassiné avec son chauffeur et son garde du corps le 19 février 1995 à Kouba, dans la banlieue d'Alger, alors qu'il se rendait à son travail en voiture. Le général Mohamed Boutighane, commandant des forces navales, lui, est mort assassiné le 27 novembre 1995, au moment où il s'apprêtait à acheter du lait chez un épicier à Birmandreis, quartier mitoyen de Hydra où vivaient certains dignitaires de la *nomenklatura*.

Je n'évoque ici que les cas suspects de militaires liquidés et non ceux tombés au combat dans le cadre de la lutte antiterroriste. Tous ces assassinats, jamais revendiqués par une quelconque organisation, ont été systématiquement attribués aux islamistes. Et bien entendu, aucune enquête n'a été diligentée pour élucider ces affaires et identifier les auteurs de ces crimes. De nombreux autres officiers supérieurs « opposants » ont été abattus (soi-disant « accidentellement » ou « par le GIA ») sans que leur mort soit médiatisée, comme par exemple (pour n'en citer que quelques-uns) :

– le commandant Djaber Benyamina, qui s'opposait à Smaïl Lamari, dont j'ai déjà évoqué l'affaire, a été assassiné en mars 1992 (voir chapitre 5) ;

– le commandant Mourad Mebarki, originaire d'El-Harrach, qui enquêtait pour le compte du président Boudiaf sur les affaires économiques de la « mafia politico-financière », a été assassiné à Badjarah en juin 1992 ;

– le lieutenant-colonel Mohamed Msiref, dit Abderazak, chef du CRI de Tamanrasset, originaire de Mascara, a été assassiné à

Oran en juin 1992 par un policier à la suite d'une « méprise »; il avait enquêté sur l'affaire Hadj Bettou, accusé d'être un gros bonnet de la contrebande;

– le commandant Farouk Boumerdès, dit Rabah, chef du BSS de Annaba, originaire de Constantine, ingénieur dans le domaine des hydrocarbures, était considéré comme faisant partie du « clan Betchine » : il a été tué « accidentellement » par un policier en 1993 alors qu'il avait refusé le poste de Boumerdès que Smaïl Lamari lui avait proposé en 1991;

– le commandant Hichem, ex-chef du CRI de Bechar de 1989 à 1992, puis sous-directeur à la DDSE, originaire de Chlef, a été assassiné en 1994 à Sidi-Moussa; il était également considéré comme faisant partie du clan Betchine;

– le colonel Achour Zahraoui a été assassiné (dans un « accident de voiture ») en août 2001 après mon passage sur le plateau d'Al-Jazira, sans doute parce qu'il m'avait témoigné son amitié. Achour Zahraoui, universitaire originaire de Bejaïa, avait été recruté par mes soins en octobre 1982 alors qu'il effectuait son service national à la direction régionale de l'action sociale à Constantine. Ayant dénoncé une affaire de malversation à la coopérative militaire dont le préjudice dépassait six millions de dinars, on l'avait menacé d'être traduit devant le tribunal militaire (il ne fut sauvé que grâce à l'intervention du commandant Maarouf, le directeur régional de la SM; ce dernier subira de ce fait les foudres du colonel Nezzar en 1983 et sera mis à la retraite après un séjour à Alicante en tant que consul). Achour Zahraoui sera affecté à mon bureau de la prévention économique jusqu'à son départ en formation à l'école de la SM de Béni-Messous. À partir de 1991, il sera affecté à la DDSE. Je peux affirmer que le colonel Zahraoui était un cadre très honnête, intègre et compétent.

La liste est bien longue, et il m'est pénible d'évoquer le souvenir d'amis lâchement assassinés parce qu'ils ont refusé de servir les criminels mafieux...

Coups tordus en Allemagne

Dès que le général Saïdi Fodhil, directeur de la sécurité extérieure (DDSE) au sein du DRS, fut « remercié » en juillet 1994

(il fut nommé à la tête de la 4e région militaire à Ouargla), le général Smaïl Lamari eut les coudées franches pour appliquer sa politique, celle de faire main basse sur l'ensemble des structures opérationnelles du DRS, alors qu'il n'était officiellement que le chef de l'une des trois branches du DRS, la direction du contre-espionnage (DCE).

En effet, ni le responsable de la DCSA, le général Kamel Abderrahmane, originaire de la même région que lui (la région de Bouira : Aïn-Bessam pour Smaïl Lamari et Sour El-Ghozlane pour Kamel Abderrahmane), ni le nouveau chef de la DDSE, le général Hassan Bendjelti, dit Abderazak Tetouan (récupéré dans le cadre de l'équilibre régional car étant l'un des rares officiers supérieurs originaire du sud), n'égalaient les compétences de Smaïl Lamari dans le domaine opérationnel (en particulier les coups tordus). Le premier était un transfuge de l'armée régulière qui maîtrisait plus l'art des blindés et des corvées que celui du renseignement et le second était un habitué des salons mondains. Dans la pratique, le général Abderazak finit par céder ses prérogatives au profit de Smaïl Lamari, lequel multiplia alors les déplacements à l'étranger (alors que sa mission originelle était le contre-espionnage, c'est-à-dire la lutte contre les « espions » à l'intérieur du territoire national).

À partir de fin 1994, l'antenne de la SM que je dirigeais en Allemagne fut renforcée : au lieu de trois cadres comme c'était le cas jusqu'alors et comme c'était le cas ailleurs (excepté en France, pour des raisons « historiques » évidentes), je me trouvais avec huit cadres de renseignement alors que l'Algérie n'a pratiquement pas d'échanges avec la RFA (les échanges commerciaux sont à peine supérieurs à 1 % du volume global, et même dans le domaine des hydrocarbures, les Allemands préfèrent s'approvisionner en Russie ou à partir du port de Rotterdam). Comme leur travail était exclusivement concentré sur les islamistes, nos officiers furent rapidement « grillés », à tel point que les diplomates et fonctionnaires allemands parlaient de « caserne » en évoquant le consulat général d'Algérie à Francfort. Même lorsque le général Abderazak était venu, en avril 1995, dans le cadre d'une mission de travail, il était flanqué du commandant Omar Merabet, le chef de cabinet du général Smaïl Lamari.

Nos généraux avaient mal pris que l'Allemagne ait fermé sa représentation à Alger en 1993. Et ils étaient mécontents que

Bonn ne leur livre pas Oussama Abbassi [1] et que Rabah Kébir [2] dispose d'une totale liberté pour critiquer le pouvoir sans être rappelé à l'ordre. Enhardi par le soutien des Français qui, eux, avaient « compris » le danger islamiste et qui réprimaient ce courant (dès l'automne 1993, les autorités françaises avaient procédé à une série d'arrestations et d'expulsions), le général Smaïn eut l'audacieuse idée de créer un « règlement de comptes entre islamistes sur le sol allemand » pour pousser les autorités de Bonn à réagir avec la même fermeté que la France et à chasser hors de leur territoire les islamistes indésirables.

Sitôt dit sitôt fait, le général Smaïn prétexta une première visite officielle, dès novembre 1994, pour venir s'imprégner de la situation. Il était satisfait par la gestion des dossiers sur les islamistes et par le travail zélé effectué par les commandants Salah Kermad et Chelouf Makhlouf, dit Mansour [3]. Il fit par la suite de fréquentes visites à Bonn. Au début de l'été 1995, Smaïn me fit part de son désir de « solder ses comptes » à Rabah Kébir. J'avoue ne pas l'avoir pris au sérieux, car je savais qu'en parallèle, comme je l'ai déjà évoqué, le pouvoir cherchait depuis plusieurs mois, avec des hauts et des bas, à dialoguer avec les islamistes.

Abbassi Madani avait même quitté la prison et le régime de détention de Ali Benhadj avait été quelque peu amélioré. L'atmosphère se détendait et Athmane Aïssani, membre du *majless ech-choura* du FIS qui venait d'être élargi, a été envoyé dis-

1. Fils de Abbassi Madani, le leader du FIS. Il habitait depuis 1992 près d'Aix-la-Chapelle; il fut arrêté en 1993 par la police allemande alors qu'il revenait d'Autriche avec un faux passeport et était en possession d'une arme à feu. L'Algérie réclama son extradition au motif qu'il serait impliqué dans l'affaire de l'attentat de l'aéroport d'Alger du 26 août 1992. Le dossier étant vide, il ne sera pas extradé.

2. Membre du bureau exécutif du FIS, Rabah Kébir avait été arrêté début 1992; il sera remis en liberté, mais devait émarger quotidiennement à la gendarmerie de Collo, sa ville natale. En septembre 1992, il parviendra à quitter le territoire et à rejoindre l'Allemagne, où il s'est installé, près de Cologne. Le 17 septembre 1993, il sera désigné par ses pairs président de l'« instance du FIS à l'étranger », ce qui a fait de lui en quelque sorte le porte-parole du FIS à l'étranger; il animera à ce titre plusieurs conférences.

3. Tous deux étaient affectés à Francfort avec la couverture de vice-consul. Chelouf Makhlouf a rejoint l'Allemagne en 1994 après avoir abattu un « terroriste » à la cité de Bab-Ezzouar; au cours de la fusillade, le commandant Lotfi, du service technique du DRS, avait aussi trouvé la mort dans des circonstances floues.

crètement en Allemagne en janvier 1995 pour prendre attache avec les responsables de l'instance exécutive du FIS à l'étranger.

Ahmed Merani, ex-dirigeant du FIS et agent attitré du général Toufik (dont j'ai déjà eu l'occasion de parler : voir chapitre 3), avait même rencontré Abdelkader Sahraoui, qui l'avait invité chez lui à Diepholz, ville allemande (près de Brême) où il résidait. Sahraoui était un sympathisant du FIS, ex-dissident du FLN qui avait pris ses distances pour rallier le MDA (Mouvement de la démocratie en Algérie) de l'ex-président Ahmed Ben Bella. Abdelkader Sahraoui, qui avait de nombreuses relations en Allemagne et ailleurs, avait joué un rôle non négligeable dans l'installation de Rabah Kébir et des membres de la famille de Abbassi Madani en Allemagne (grâce à lui, en juin 1995, le ministre algérien des Affaires étrangères, Mohamed Salah Dembri, sollicitera même l'ambassade d'Allemagne à Alger pour l'octroi d'un visa à l'épouse et au fils du leader du FIS !). Sahraoui participait également à ce qu'il convient d'appeler les négociations entre l'ANP et l'AIS, engagées en 1994, dès la création de l'AIS.

Même si l'atmosphère tendait vers la réconciliation, je me doutais un peu qu'un sale coup pourrait être tenté (les « coups de Jarnac » étaient une spécialité des services et des responsables peu scrupuleux, j'en avais déjà fait l'amère expérience). Au printemps 1995, alors que les négociations se poursuivaient avec Abdelkader Sahraoui en vue de faire cesser l'effusion de sang, ce dernier se dit prêt à aller en Algérie pour y rencontrer les responsables de l'AIS afin de les convaincre de déposer les armes. Quand nous sommes tombés d'accord sur le principe, j'ai avisé le commandement des résultats positifs obtenus. Il ne restait plus qu'à finaliser les dates et les modalités d'accueil, ce qui n'était pas de mon ressort.

Le rapport sur ces négociations fut transmis par écrit à la « centrale » en avril 1995 directement au général Abderazak, chef de la DDSE. Conformément aux usages, une réponse écrite de sa part était attendue. Mais ce ne fut pas le cas : au lieu d'un écrit de sa part, je fus surpris de recevoir un appel téléphonique du colonel Ali Benguedda, dit « petit Smaïn », sous-directeur qui s'occupait du dossier des « militants du FIS en Europe », dont j'ai déjà eu l'occasion de parler (voir chapitre 7). Le colonel Benguedda m'invita à envoyer Abdelkader Sahraoui à Alger. Le ton et la manière de ses propos (« Bonjour Lahbib, c'est d'accord, tu

l'envoies le plus tôt, on va s'occuper pour lui arranger la cravate ») trahissaient la manigance. Face à cette situation, j'ai longtemps réfléchi sur la décision à prendre : je ne voulais pas que ma responsabilité soit engagée dans le cas où Abdelkader Sahraoui tomberait dans un guet-apens.

Devant ce dilemme, j'appelais ce dernier pour l'informer que le commandement était d'accord pour le recevoir à Alger, mais que je n'étais pas en mesure de garantir sa sécurité. Je lui suggérais de prendre rendez-vous à Tripoli, où il comptait de solides amitiés, et de là il prendrait sa décision pour se rendre en Algérie. Il était visiblement animé de bonnes intentions et accepta ma proposition.

Une semaine après, il est revenu me voir à Bonn, très malade, s'auto-injectant des doses d'insuline pour calmer son diabète. Fou de rage, il me fit part du « traitement » subi à Tripoli, alors qu'une délégation officielle algérienne se trouvait sur place : dès qu'il se présenta au rendez-vous, l'ordre fut donné de l'arrêter et de le conduire de force en Algérie. Abdelkader Sahraoui ne dut son salut qu'à l'intervention de son ami personnel, le ministre de l'Intérieur libyen.

La tentative d'assassinat d'Abdelkader Sahraoui et de Rabah Kébir

Fort de cette expérience, j'ai appris à me méfier et à n'engager ma crédibilité qu'en cas de certitude absolue. « Solder ses comptes » à Rabah Kébir n'avait pas beaucoup de sens pour moi, car celui-ci ne constituait absolument pas un danger pour l'Algérie ; bien au contraire, son discours était devenu modéré et ses critiques moins virulentes contre le régime. Il défendait certes son point de vue politique, mais cela ne nécessitait pas un traitement de choc ou sa liquidation physique.

Quelques semaines plus tard, en septembre 1995, le général Smaïn revint à la charge. Cette fois, c'est « incognito » qu'il était venu à Bonn. La vision d'un responsable de cette envergure qui rase les murs lorsqu'il se déplace à l'étranger fut pour moi un nouveau signe révélateur des méthodes crapuleuses utilisées par les décideurs d'Alger. Le général Smaïl Lamari réserva trois chambres à l'hôtel Rheinallee, un hôtel minable situé à une tren-

taine de mètres du siège de l'ambassade. Il était accompagné du colonel Rachid Laalali, dit Attafi, et ils furent rejoints un jour plus tard par le colonel Ali Benguedda, dit « petit Smaïn », venu par un autre vol. Ces deux derniers étant mes prédécesseurs au poste d'attaché militaire à Bonn, l'un et l'autre avaient leurs réseaux en Allemagne et connaissaient parfaitement le terrain.

Cette fois, les propos du général Smaïn étaient très clairs : il s'agissait bel et bien de liquider Rabah Kébir et Abdelkader Sahraoui.

Smaïn étudia pendant deux jours les dossiers (domiciles, plans, habitudes, fréquentations...). Il hésitait entre un « règlement de comptes » entre factions rivales du FIS (conflit salafistes contre djazaaristes, conflit à propos du butin de guerre, conflit entre Rabah Kébir et les enfants de Abbassi Madani – il était prêt à diffuser des tracts et des faux communiqués en ce sens, dans lesquels le GIA revendiquerait ces assassinats) et un crime « sans mobile » (qui compliquerait selon lui la tâche des enquêteurs). Il voulait me charger de cette mission, comme il me l'expliqua lors de la réunion « discrète » tenue dans une chambre de l'hôtel Rheinallee, que j'ai évoquée en ouverture de ce livre : « Lahbib, tu t'occupes de cette affaire, tu as carte blanche. Salah [le commandant Salah Kermad, *N.d.A.*] se chargera de mettre à ta disposition deux Yougoslaves si tu choisis la seconde solution, sinon j'ai un Palestinien qui peut s'acquitter de la besogne. »

Face à sa détermination, je l'ai mis en garde contre les conséquences d'une telle opération, qui risquait de ternir une fois pour toutes l'image de l'Algérie dont nous cherchions à sauver les apparences. Nous ne pourrions bénéficier, comme c'était le cas en France, d'une quelconque mansuétude de l'État allemand : « Les réseaux du FLN en Allemagne sont moribonds et il ne faut pas compter sur Jürgen Wischniewski [1] pour vous venir en aide. »

Prenant mon courage à deux mains, je n'ai pas hésité à lui faire part de mon total désaccord : « Désolé, je ne suis pas l'homme qu'il vous faut pour cette opération. Ma conscience et ma morale

1. Jürgen Wischniewski, ex-ministre social-démocrate de la Coopération, est considéré comme un ami de l'Algérie en raison de son soutien à la révolution algérienne pendant la guerre d'indépendance et des relations amicales qu'il a développées depuis avec le pouvoir d'Alger.

ne me permettent pas d'agir en hors-la-loi. Je suis absolument contre de telles pratiques. » Cette réponse aurait pu me valoir d'être fusillé sur-le-champ si j'avais été à Alger. Seul Attafi s'était rangé de mon côté, soulignant que j'avais peut-être raison et que, s'il y avait des risques, autant ne pas les prendre. Quant à « petit Smaïn », il ironisait : « Tu te dégonfles déjà ! »

Après quelques minutes de silence, le général Smaïn, le regard foudroyant, me dit d'un ton grave : « Je prends acte de ton refus, mais je ne sais pas s'il est motivé par une question de principe ou par incapacité à conduire cette mission. » Je ne peux dire si mes propos étaient dissuasifs, mais pour les convaincre davantage, j'ajoutais que ni Rabah Kébir, ni Abdelkader Sahraoui n'avaient pris les armes contre l'Algérie. Ils militaient pour une cause, pour un projet politique et s'il fallait les combattre, il fallait le faire démocratiquement, par les canaux appropriés. Le recours au meurtre et à l'assassinat politique ne pouvait en aucun cas régler le problème de l'Algérie. Il fallait des mesures d'apaisement et une solution politique et non la poursuite de la violence.

En début d'après-midi, le commandant Salah Kermad, vice-consul à Francfort, était venu nous rejoindre. Devant Smaïn, il pavoisait à l'idée de passer à l'action : « Il n'y a pas de problème, mon général, j'ai sous la main deux Yougoslaves qui peuvent pour dix mille DM faire le travail, ni vu ni connu. Un travail bien propre. » En le voyant jubiler de la sorte, je lui lançai sarcastiquement : « Pauvre imbécile, il n'y aura aucun attentat sur le sol allemand tant que je serai là ! Je ne veux pas que l'affaire Mécili ou l'affaire Krim Belkacem [1] soient rééditées ici. » Au fond de moi-même, je voulais dire : « Ici, c'est moi qui commande et je ne reçois pas d'ordre du général Smaïl Lamari. » Mais je n'osais pas le faire à cause du respect militaire et des liens hiérarchiques que j'avais eus avec lui dans le passé.

Le commandant Salah Kermad rentra bredouille à Francfort le soir même et nous, nous fûmes invités à dîner chez l'ambassadeur, Mohamed Hanache. L'affaire ne fut pas évoquée dans les détails, mais le général Smaïn se montrait agacé par l'activisme

1. Krim Belkacem, l'un des dirigeants historiques de la guerre de libération, était surnommé le « lion du djebel ». Il avait conduit la délégation algérienne aux accords d'Évian en mars 1962. Entré en dissidence contre le président Houari Boumediene en 1965, il a créé le MDRA (Mouvement pour la démocratie et la révolution en Algérie). Il sera assassiné dans une chambre d'hôtel à Düsseldorf par les agents de la Sécurité militaire le 20 octobre 1970.

des islamistes en Allemagne, affirmant qu'il souhaitait « donner une correction » à Rabah Kébir. Par diplomatie ou par calcul, l'ambassadeur se montra favorable à son idée.

Le lendemain, les trois responsables du DRS quittaient l'Allemagne pour regagner Alger (« petit Smaïn » par Paris, Smaïn et Attafi par Francfort) sans que notre discussion de la veille n'ait été commentée. Je savais que mes jours étaient comptés et qu'à la moindre occasion, mes chefs ne me rateraient pas.

Le sabotage des tentatives de dialogue

Mes rapports avec la hiérarchie, déjà très tendus, furent désormais mal en point. J'ai même sollicité, en vain, une entrevue avec le président Liamine Zéroual : je voulais lui faire part de cette tentative, lui apporter les preuves de ces agissements contraires à la morale et à la loi et lui expliquer que la spirale de la violence ne pourrait être stoppée tant que ne serait pas mis fin aux actes criminels et aux manipulations du général Smaïl Lamari, conduits avec le consentement de son responsable Toufik (que j'avais officiellement saisi et qui n'a pas non plus réagi).

Le DCE allait à contre-courant des décisions du président, qui cherchait alors à amorcer un dialogue avec toutes les forces – y compris islamistes – rejetant l'arme de la violence pour parvenir ou se maintenir au pouvoir. L'assassinat de Rabah Kébir servait probablement les desseins des décideurs, qui cherchaient à affaiblir la volonté de Zéroual à poursuivre le dialogue. On l'a vu lorsque, après que ce dernier a annoncé, le 3 mars 1994, l'existence de ce dialogue, les généraux éradicateurs, pour faire capoter les entretiens, ont déchaîné une vague de violence sans précédent contre la population civile.

Abdelaziz Bouteflika a été approché en février-mars 1994 pour remplacer Zéroual et être le président assurant la transition entre le HCE (dont le mandat avait pris fin en janvier) et des élections présidentielles en bonne et due forme. Bouteflika refusa cette offre, car il voulait un pouvoir total y compris sur l'armée, conformément à la constitution de 1989 toujours en vigueur. L'exigence de Bouteflika (qu'il regrettera sûrement, puisqu'il ne ratera pas sa seconde chance en 1999) a évidem-

ment été refusée par les généraux, qui n'entendaient pas qu'un civil vienne « empiéter sur leurs plates-bandes ».

N'ayant pas trouvé l'homme providentiel, et compte tenu de la situation économique catastrophique en 1994, les décideurs confirmeront le général Zéroual dans les fonctions de chef de l'État, en soufflant le chaud et le froid. De ce fait, avant même que ce dernier soit élu à la présidence de la République le 5 novembre 1995 (même si les résultats du scrutin furent manipulés), les ordres devinrent contradictoires : un jour c'était la réconciliation, le lendemain l'éradication. On ne savait plus à quel saint se vouer.

Exemple significatif : au cours de l'été 1995, j'ai participé à Bonn à une rencontre de haut niveau entre le patron de la DDSE, le général Hassan Bendjelti, dit Abderazak, et le ministre Bernd Schmidbauer, le conseiller du chancelier Helmut Kohl chargé de la coordination des services de renseignements. Abderazak s'est lancé à cette occasion dans un long exposé géostratégique sur le « péril islamiste » et le risque de *boat people* en Méditerranée, pour justifier sa demande d'un soutien allemand à la « lutte antiterroriste » en Algérie. Ce qui nous valut un incroyable lapsus, révélateur des intentions profondes des « décideurs » : « Aidez-nous pour freiner l'expansion de l'islam [et non pas de l'islamisme, *N.d.A.*] vers l'Europe. » (À la fin de l'exposé, le ministre allemand, visiblement sceptique, lui répondit très froidement : « J'ai bien entendu, mais je n'ai pas été convaincu par vos propos. »)

En vérité, Smaïl Lamari cherchait à saboter les négociations de Liamine Zéroual pour imposer ses propres islamistes de service. Cela se vérifiera plus tard avec les négociations ANP-AIS.

Ainsi, début novembre 1995, à la demande du général Abderazak, j'ai dû personnellement intervenir auprès de la responsable du cabinet du ministre de la Sécurité du chancelier Helmut Kohl pour empêcher Rabah Kébir de donner une conférence de presse qu'il devait animer à Bonn en compagnie de Louisa Hanoune, la présidente du PT (Parti des travailleurs), et de Hocine Aït-Ahmed, le leader du FFS (Front des forces socialistes). Kébir fut remplacé en cette occasion par un autre leader du FIS, Abdelkrim Ould-Adda, venu de Belgique. J'étais bien entendu présent dans la salle durant toute la matinée pour suivre les débats.

Puis, fin novembre, je reçus une instruction écrite du DRS me demandant d'aider Ahmed Merani, ex-membre du FIS lié aux services, à lui ménager des rencontres avec des hommes politiques allemands et des journalistes. Seul le message des généraux devait passer, il fallait censurer tout le reste : telle était la consigne. Lors d'une rencontre avec Lucas Delattre, le correspondant du quotidien français *Le Monde* en Allemagne, je lui avais présenté fin novembre Ahmed Merani pour une interview, en lui précisant que celui-ci allait être nommé ministre des Affaires religieuses (il fera effectivement partie du gouvernement Ahmed Ouyahia en janvier 1996). Ce journaliste français, que je connaissais depuis 1993, me demanda alors malicieusement : « Tu vas être alors son secrétaire général au ministère ? » Je répliquais sur le même ton : « Non! Je préfère tirer les ficelles! » C'était l'expression favorite du général Smaïn...

Hélas, mille fois hélas, le ton n'était pas toujours aux blagues, car après cette rencontre, les choses ont pris une autre tournure et les attentats ciblant des personnalités ne cessèrent pas. Après Aboubakr Belkaïd, ex-ministre de l'Intérieur dans le gouvernement de Kasdi Merbah (c'est lui qui avait accordé l'agrément au FIS), assassiné le 28 septembre 1995, la liste devait s'allonger avec l'assassinat, le 4 mai 1996, de Mohamed Hardi, ministre de l'Intérieur dans le gouvernement de Belaïd Abdesslam en 1992.

L'un et l'autre avaient une réputation d'éradicateurs, et pourtant le GIA, si prompt à revendiquer les assassinats, ne s'est pas manifesté. « On » avait voulu se débarrasser de deux témoins gênants : ils en savaient trop. Belkaïd avait été l'un des principaux civils (avec Ali Haroun, Sid Ahmed Ghozali et beaucoup d'autres) à jouer à fond la carte des généraux, il avait même servi de conseiller et de rédacteur aux « DAF »; mais en se ralliant au clan Zéroual/Betchine, Belkaïd avait signé son acte de décès. Quant à Mohamed Hardi, il avait succédé à Larbi Belkheir au poste de ministre de l'Intérieur en juillet 1992; c'est dire qu'il avait eu à gérer les contentieux laissés par son prédécesseur, tout comme il avait pris de nombreuses décisions « hors-la-loi » dans le cadre de la lutte contre l'intégrisme islamique. Tous les deux ont été assassinés alors qu'ils étaient écartés des centres de décision.

Puis ce sera, le 4 juin 1996, la mort fort suspecte du général Saïdi Fodhil dans un « accident de la circulation ».

L'assassinat du général Saïdi Fodhil

Comme je l'ai dit, bien que très compétent, Saïdi Fodhil avait été écarté par le clan Belkheir en juillet 1994 de la tête du renseignement extérieur, car il avait compris que la politique d'« éradication » menée à l'époque ne pouvait en aucun cas être salutaire pour le pays (et aussi parce qu'il avait été pressenti par le président Liamine Zéroual pour être le futur chef du DRS). Il s'opposait à la politique du « tout sécuritaire » et proposait le retour du pouvoir aux civils. N'étant pas issu de l'armée française, ses engagements et ses prises de position constituaient un véritable danger pour le clan des généraux « DAF » et leurs alliés. Les rapports entre ce groupe et le général Saïdi Fodhil étaient donc très tendus. Ainsi, en mars 1994 à Munich, le général m'a raconté que sa villa à Sidi-Moussa avait été « visitée » en 1993 et que les cambrioleurs avaient fait un « déménagement » complet à bord de camions, sous les yeux d'une parente terrorisée. Les véritables terroristes ne lui auraient pas laissé la vie sauve ; il s'agissait, c'est certain, d'un avertissement adressé par le clan des éradicateurs (la haine de ces derniers à son égard ira encore plus loin : après son décès, j'apprendrai que sa villa a été détruite à l'explosif par des artificiers du GIS, acte qui – comme de coutume – sera attribué aux islamistes).

Saïdi Fodhil m'a indiqué qu'il s'était notamment opposé vigoureusement à l'usage de napalm contre des Algériens : celui-ci avait en effet été utilisé par l'ANP à partir de 1993 dans les montagnes difficiles d'accès, comme les monts du Djurdjura, du Zeccar et près de la corniche jijelienne (provoquant de surcroît une catastrophe écologique prévisible, résultat des incendies de forêts, notamment à Jijel). Le napalm utilisé, de fabrication israélienne, avait été acheté sans son consentement à partir de 1993 en Afrique du Sud (l'Algérie étant sous embargo militaire à la suite de l'interruption du processus électoral), par l'intermédiaire du colonel Ali Benguedda, dit « petit Smaïn », et de notre ambassadeur dans ce pays, le colonel du DRS Sadek Kitouni, dit « Tass ». Ces deux officiers avaient été écartés par Saïdi Fodhil lorsqu'il était le patron de la DDSE.

Ce dernier m'a également raconté que, début 1994, lors d'un déplacement en Turquie, les responsables des services secrets de

ce pays lui révélèrent que le représentant algérien en poste à Ankara (un capitaine dont j'ai oublié le nom) était en intelligence avec le représentant local de la CIA. À la suite d'une enquête interne, il s'est confirmé que ce capitaine était un agent de la CIA. Rappelé à Alger par le général Saïdi Fodhil, qui exigeait sa radiation et sa traduction devant le tribunal militaire pour haute trahison, ce capitaine n'a pas été inquiété, car il bénéficiait de la « protection » du général Toufik. L'« affaire Ankara » (nom de code donné à ce dossier d'espionnage) a contribué à envenimer les relations entre le chef du DRS et celui de la DDSE.

La goutte d'eau qu'a fait déborder le vase est tombée début 1994, quand Saïdi Fodhil s'est rendu compte que le général Smaïn empiétait sur ses compétences et opérait illégalement à l'étranger. L'affaire Léon Jobé, du nom d'un policier suisse, a provoqué chez lui une réaction violente, car il n'a pas apprécié d'être « court-circuité » par Smaïl Lamari, dont il connaissait les méthodes brutales et peu orthodoxes. Voici brièvement résumée cette affaire.

En juin 1994, le nommé Abdelkader Hebri, représentant du MAJD (Mouvement algérien pour la justice et le développement, un parti politique fondé par Kasdi Merbah) en Suisse et agent double (il agissait comme informateur pour la police helvétique et comme agent du DRS), remit à nos services un rapport d'enquête communiqué par Léon Jobé. Ce rapport établi par la police suisse, daté du 24 mai 1994, concernait les résultats de l'enquête effectuée par le groupe d'investigations spéciales sur les membres du FIS se trouvant sur le territoire suisse. Sur la seule foi de ce rapport, contenant des noms et les coordonnées d'activistes du FIS et de leurs relations en Algérie, le général Smaïl Lamari donna l'ordre à ses éléments de procéder à l'arrestation et à l'exécution de toutes les personnes (supposées être des relais du FIS) figurant sur cette liste et résidant en Algérie, sans prendre le soin de procéder aux vérifications nécessaires. C'est ainsi qu'un certain docteur Bouchelaghem fut enlevé, torturé et exécuté sans autre forme de procès.

Près de deux ans après sa mise à l'écart, le 4 juin 1996, le général Saïdi Fodhil trouvait donc la mort dans un très étrange « accident de la circulation » à Ouargla, alors qu'il circulait à bord d'une Lancia blindée. Selon la version officielle, suite à

une crevaison, son véhicule aurait « dérapé » et fait plusieurs tonneaux. Une explication totalement invraisemblable, quand on sait que c'est exactement le même type de véhicule qui avait permis au général Khaled Nezzar d'avoir la vie sauve, en dépit d'une forte charge explosive, lors de l'attentat qui l'a visé à El Biar, le 13 février 1993 (au demeurant un « vrai-faux » attentat, aux yeux de nombreux officiers). Ces véhicules blindés sont en effet conçus pour résister aux crevaisons et à tout genre de problèmes techniques, le poids du blindage écartant toute possibilité de dérapage. De plus, la route de Ouargla traversant un quasi-désert, les virages y sont presque inexistants : il est impossible à un véhicule d'y faire des tonneaux. Et même si c'était le cas, comment expliquer qu'aucun de ses compagnons ne soit sorti indemne de l'accident ? Pourquoi n'y a-t-il pas eu de commission d'enquête pour en déterminer les circonstances exactes ?

Sachant que la technique de l'« accident de voiture » a toujours été pour le DRS un moyen classique d'éliminer les indésirables, il ne faut pas être sorcier pour deviner qui se cache derrière son assassinat.

Le 24 février 1996, à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la commémoration de la nationalisation du pétrole, le général Saïdi Fodhil avait reçu à Ouargla le président Liamine Zéroual et Abdelhak Benhamouda, le secrétaire général de l'UGTA. C'est à cette occasion que l'idée d'un parti « du président » a été esquissée. Abdelhak Benhamouda, pourtant anti-islamiste convaincu, était mécontent de la dérive des décideurs à qui il reprochait la mise en place d'un plan d'ajustement structurel, la privatisation des entreprises publiques et le licenciement de quatre cent mille travailleurs. En les soutenant jusque-là, il estimait qu'il avait failli à son rôle de défenseur des droits et des acquis des travailleurs.

Fort de l'appui de la centrale syndicale, Benhamouda devait fonder un parti politique qui n'était pas du goût des décideurs, car ils ne l'auraient pas directement contrôlé. C'est d'ailleurs ce souci de disposer au moins d'un parti de la « devanture démocratique » sur qui s'appuyer qui les avait conduits, peu avant, à mettre au pas le FLN, jusque-là dirigé par Abdelhamid Mehri, clairement en opposition avec les « DAF » : le 31 janvier 1996, un « coup d'État scientifique » conduit par des ex-apparatchiks

à la solde du DRS avait évincé Mehri pour ramener le FLN dans le giron du pouvoir.

Mais comme Benhamouda, tout au long de l'année 1996, continuait à s'opposer aux décideurs du clan Belkheir (il avait mis en doute la thèse officielle de l'« accident » du général Saïdi Fodhil) et qu'il s'entêtait dans son projet, il sera lui aussi assassiné (bien sûr « par des islamistes »), le 28 janvier 1997. Ses dernières paroles furent : « Ils nous ont trahis. » L'élimination de Abdelhak Benhamouda, tout comme celle de Saïdi Fodhil, était un « message » des janviéristes en direction de Zéroual, à un moment où la guerre des clans faisait rage.

Le projet du leader syndical assassiné sera immédiatement « squatté » et donnera naissance, en mars 1997, au RND (Rassemblement national démocratique), parti formé d'ex-militants de FLN et de technocrates. Quelques mois à peine après sa création, le RND remportait « triomphalement » les élections législatives de juin et les communales d'octobre, marquées par le « vote sécuritaire » suite aux grands massacres de l'été 1997. Par cette manœuvre astucieuse, les généraux tentaient de leurrer l'opinion internationale en faisant croire à l'« alternance démocratique ». Mais pour les plus avertis, RND et FLN, c'était « blanc bonnet et bonnet blanc ».

Les assassinats continuent...

Les années qui suivirent apportèrent aussi leur lot d'assassinats, attribués aux islamistes ou à des accidents, mais dont tout laisse à penser qu'il s'agissait d'éliminations de personnes gênant, pour une raison ou pour une autre, certains clans du pouvoir. Je n'en citerai ici que quelques-uns.

Le 18 janvier 1997, Ali Hamdi, ministre de la Planification, « s'est tué » en manipulant son arme à feu, selon la version officielle. Comme pour Ahmed Medeghri (ministre de l'Intérieur des années 60 et 70, « suicidé » en 1974), le colonel Abbès en janvier 1968 ou le colonel Saïd Abid en décembre 1967, l'accident ou le suicide est un moyen classique de maquiller les assassinats politiques.

Le 30 janvier 1997, le général Habib Khelil, ex-chef de région et ex-directeur des fabrications militaires, était assassiné à Oran.

Selon des rumeurs ayant circulé dans les milieux de l'ANP, cet officier aurait été assassiné car il était en possession d'un dossier sur plusieurs affaires de malversations touchant des contrats militaires et impliquant notamment Larbi Belkheir, Khaled Nezzar et Abdelmalek Guenaïzia. Il s'agirait de contrats passés durant les années 80 pour l'acquisition d'équipements de moyens roulants et de fournitures destinés aux forces aériennes.

Le célèbre chanteur kabyle Lounès Matoub, lui, a été assassiné le 25 juin 1998 en Kabylie, officiellement par un « commando du GIA ». Le 31 octobre 2000, un documentaire de Canal +, *L'Affaire Lounès Matoub, la grande manip*, au terme d'une enquête rigoureuse, a mis en cause formellement la responsabilité dans ce crime des services du DRS, qui auraient bénéficié de la complicité de certains responsables du RCD. Ceux-ci auraient obligé l'épouse du chanteur à faire une fausse déclaration impliquant les groupes islamiques armés en échange de l'octroi de visas vers la France pour elle et ses sœurs.

Enfin, Abdelkader Hachani, le dirigeant du FIS qui avait conduit ce parti à la victoire lors des élections législatives avortées de décembre 1991, a été abattu par un tueur dans la salle d'attente d'un dentiste à Alger le 22 novembre 1999 (alors même qu'une équipe du DRS était censée le suivre en permanence pour le protéger). Hachani était redouté des généraux pour sa sagesse, sa droiture et ses talents de politicien, qui lui avaient permis, dans le contexte défavorable de la fin 1991, de ressouder le FIS (miné par les dissensions et les arrestations), d'organiser son congrès et de conduire une campagne électorale efficace. Et en cette fin de 1999, il représentait pour eux une grave menace, car il avait entrepris de réorganiser les forces qui restaient de l'ex-FIS...

Plusieurs indices montrent que cet assassinat politique était l'œuvre du DRS. L'assassin s'est servi d'un silencieux, dénotant la sophistication des commanditaires. Quelques jours avant le drame, Abdelkader Hachani s'était plaint au ministre de l'Intérieur (Noureddine Zerhouni, *alias* Yazid, ex-patron de la SM) d'un harcèlement policier et, aussi, d'agissements suspects d'un certain « Naïm », qui lui avait proposé un rendez-vous avec un « émir » dans une mosquée d'Alger (ce Naïm avait été surpris par Hachani, sortant du commissariat de son quartier).

Le meurtrier présumé, Fouad Boulamia, était arrêté le 14 décembre 1999. En avril 2001, lors de son procès, il se

rétracta en affirmant qu'il avait avoué ce crime sous la torture et qu'un « marché » lui avait été proposé par le général Toufik, chef du DRS : endosser le crime contre une réclusion de seulement quinze années. Face à ce rebondissement, Boulamia fut condamné le jour même à la peine capitale ! Chacun est libre d'avoir une opinion sur cette décision de justice...

11.

Les clés de la guerre contre le peuple algérien

Les massacres, ou le mépris total de la vie humaine

Je ne faisais plus partie des services lorsque sont survenus les grands massacres de 1997, jamais revendiqués. Rappelons seulement les plus connus : celui de Bougara le 21 avril 1997, où durant toute la nuit les « terroristes » se sont acharnés à l'arme blanche sur des victimes, en majorité des femmes et des enfants ; celui de Raïs (près de Sidi-Moussa) perpétré le 28 août 1997 ; celui de Béni-Messous le 5 septembre 1997, lorsque soixante-dix personnes furent massacrées à proximité de plusieurs cantonnements militaires ; celui de Bentalha (qui sera relaté, de façon circonstanciée, par un témoin oculaire, Nesroulah Yous [1]) où plus de quatre cents personnes furent égorgées et massacrées dans la nuit du 22 septembre sous le regard indifférent des unités militaires stationnées à proximité et attendant des ordres qui ne venaient pas (elles « avaient peur de tomber dans un piège à cause de l'obscurité », expliquera plus tard le général Khaled Nezzar).

Les raisons de ces massacres effroyables ne sont pas simples à élucider. Ce qui est en tout cas certain, c'est qu'on ne peut les attribuer à des groupes islamistes autonomes, et cela pour une simple raison : comme je l'ai expliqué, à partir de la mi-1996, tous ces groupes avaient été éliminés, soit par l'action des forces spéciales, soit, surtout, par celle des GIA contrôlés par le DRS. À partir de cette date, les seuls groupes armés qui continuaient à agir « au nom de l'islam » étaient ceux contrôlés par les services – directement ou par « émirs du DRS » interposés, comme

1. Nesroulah Yous (avec la collaboration de Salima Mellah), *Qui a tué à Bentalha ? Chronique d'un massacre annoncé*, La Découverte, 2000.

Djamel Zitouni, puis Antar Zouabri. Seuls les aveugles et les complices du pouvoir peuvent considérer comme relevant du modèle traditionnel des luttes de guérilla des groupes terroristes qui n'ont aucun commandement unifié, qui ne se donnent même pas la peine de produire des revendications vérifiables de leurs actions, voire qui renoncent à les revendiquer.

Ce sont ces groupes qui ont commis ces massacres, majoritairement localisés dans l'Algérois, dans un espace à peine grand comme la moitié d'un département français, où la concentration de forces de sécurité était pourtant absolument impressionnante. Si celles-ci ne sont jamais intervenues, c'est qu'elles en avaient reçu l'ordre, au plus haut niveau : pour tous ceux qui connaissent de l'intérieur l'armée algérienne, il n'y a pas d'autres explications possibles.

C'est donc bien une décision, prise au niveau des « généraux décideurs », qui est à l'origine de cette horreur. Ce constat est tellement monstrueux qu'il est considéré par beaucoup, à juste titre, comme impossible, inimaginable, quelle que soit l'évidence des faits. Mais ce qu'il faut comprendre, c'est la mentalité très particulière de ces généraux, que j'ai côtoyés de près : pour eux, la vie des gens du peuple n'a rigoureusement aucune valeur, *a fortiori* quand ils ont manifesté des sympathies pour l'islamisme. En témoigne par exemple ce que j'ai raconté de ma visite au CPMI en 1994 : dès cette époque, les hommes du DRS avaient pris l'habitude de torturer et tuer leurs concitoyens comme s'il s'agissait de simples insectes. Entraînés dans ce déchaînement de barbarie, il devenait parfaitement logique que les généraux imaginent d'utiliser l'arme des massacres pour régler leurs problèmes « politiques » de l'époque...

Dans leur esprit pervers, ces massacres, d'abord destinés à « punir » des zones à forte concentration « islamique », servaient également de « message » à la population à la veille des élections locales d'octobre 1997 qui virent la victoire du RND, un parti créé quelques mois plus tôt et qui devait assurer l'alternance avec le FLN – deux partis du pouvoir qui étaient les deux faces d'une même pièce. Pour les « faucons », la peur des sanguinaires du GIA obligerait les populations des zones périurbaines et rurales (victimes de viols, de rackets et d'assassinats) à se rabattre sur le vote « sécuritaire ». Le leurre était de faire croire à l'opinion que la « démocratie » était toujours de mise.

Mais les massacres de 1997 avaient aussi – et peut-être surtout – un autre but : il s'agissait de « messages » envoyés par les généraux « éradicateurs » au clan du président Liamine Zéroual, avec lequel ils étaient alors en conflit ouvert sur les questions du retour à la paix et du bradage de l'économie. Cette dernière question fut d'ailleurs, on l'a vu, à l'origine de l'assassinat du syndicaliste Abdelhak Benhamouda, qui avait « retiré sa confiance » aux généraux (il déclarera même au moment de rendre l'âme : « Ils nous ont trahis » ; qui pouvait le « trahir », sinon ses anciens amis ?).

Transformer l'élimination de vies humaines en « message » ne pose aucun problème à ceux qui ne considèrent pas leurs concitoyens comme des hommes. C'est pourquoi, tant que durera la crise avec Zéroual, les carnages se poursuivront, comme ceux de Tiaret et Tissemsilt (quatre-vingt-quatre morts le 23 décembre 1997), de Rélizane (plus de quatre cents morts le premier jour du ramadan le 30 décembre 1997) ou de Sidi-Hamed près de Meftah (cent trois morts le 11 janvier 1998, selon le bilan de la presse).

« Le GIA est une organisation de contre-guérilla »

Avant de tenter une synthèse de l'engrenage infernal qui a conduit à ces monstruosités, véritables crimes contre l'humanité, je voudrai revenir sur un aspect essentiel que j'évoquai en introduction : l'invraisemblable « aveuglement » de la majorité des médias internationaux sur la véritable nature de cette sale guerre, symptôme à la fois de l'efficacité du puissant dispositif de désinformation mis en place par le DRS et de la complaisance intéressée des gouvernements occidentaux, à commencer par la France.

Car s'il n'était évidemment pas possible de connaître tous les « coups tordus » et les manipulations secrètes que j'ai racontés dans ce livre, la simple observation du « théâtre politique » algérien et du comportement des « groupes armés » suffisait à invalider la thèse dominante d'une démocratie fragile menacée par l'intégrisme islamiste et défendue par de valeureux généraux républicains.

Premier constat d'évidence : ceux qui ont pris les commandes en 1992 sont toujours là onze ans plus tard, aux mêmes postes

stratégiques (seul le général Nezzar a été mis sur la touche), alors que de nombreux présidents, chefs de gouvernement et ministres ont défilé depuis le début de la décennie rouge, apparaissant et disparaissant au fil des manœuvres des décideurs janviéristes. Pour ne citer que les cas les plus manifestes :

– le président Chadli Bendjedid a été démis de ses fonctions par un coup d'État, parce qu'il voulait respecter la Constitution et avait choisi de cohabiter avec le FIS ;

– Mohamed Boudiaf a été assassiné en direct à la télévision, parce qu'il n'avait pas compris qu'il avait été rappelé uniquement pour sauver les apparences, apporter la légitimité à des voyous et non pour diriger le pays ;

– le président Ali Kafi, successeur de Boudiaf à la tête du HCE, a été écarté à la fin du mandat de cette instance en décembre 1993, car il a été considéré comme un « baasiste » pouvant à long terme réhabiliter le FIS et qui ne pouvait rien apporter aux décideurs mafieux ;

– le président Zéroual a été démis de ses fonctions en septembre 1998, car il s'obstinait à vouloir négocier seul avec ce qui restait de l'ex-FIS.

Second constat, relevé par nombre d'observateurs indépendants : la « violence intégriste » frappant les populations civiles n'a jamais eu la moindre cohérence politique, même au regard de l'idéologie islamiste supposée la justifier. Car en fin de compte, à qui ont profité les actions des GIA ? Sûrement pas aux islamistes. Les GIA n'ont ni projet de société, ni programme politique, ils ne proposent aucune alternative pour le pays. Le comportement de leurs membres se caractérise par les meurtres, les viols, l'alcool, la drogue, le racket (plusieurs témoignages crédibles font état, en effet, de consommation de drogue et d'alcool par les membres des GIA, ce qui est évidemment en parfaite opposition avec l'islam qui est censé guider leur combat).

Les GIA, faisant de la surenchère durant la présidence de Liamine Zéroual (1994-1998), iront jusqu'à reprocher aux dirigeants du FIS leur volonté de recourir à des solutions politiques ou de rechercher des compromis avec le pouvoir. Ainsi, bien loin de s'attaquer aux généraux et à leurs auxiliaires, les GIA se sont acharnés sur la population civile sans défense et ont mené une guerre sanglante contre les autres organisations islamiques

(AIS, LIDD...). Bref, tous les ingrédients nécessaires pour les isoler de la population et les priver de tout soutien. La simple lecture des tracts des GIA est éloquente et dénote que leurs objectifs convergent paradoxalement avec ceux des généraux prédateurs, puisqu'on n'y trouve que des diatribes extrémistes où abondent les formules du genre : pas de réconciliation, pas de trêve, pas de dialogue, pas de pitié [1]...

Même quand on ignore le dessous des cartes, toutes ces contradictions apparentes ne peuvent avoir qu'une seule explication : un mouvement qui jette le discrédit sur les organisations islamistes, qui décapite des femmes et des enfants et qui n'a pas de commandement unifié ne peut être qu'un mouvement de contre-guérilla, utilisé contre les véritables islamistes poussés au maquis par la répression, le mépris et la violence de l'État. Ce qui témoigne de la volonté des commanditaires ayant programmé la tragédie de l'Algérie de ne reculer devant rien pour entretenir le chaos, opposer les Algériens entre eux dans une guerre fratricide et éradiquer toute opposition sérieuse qui menacerait leurs privilèges.

Tout au long de ces années, ils n'ont pas manqué, ces « observateurs » étrangers – journalistes, intellectuels ou parlementaires – qui ont choisi de rester aveugles à ces évidences : venus en Algérie dans le cadre de « visites guidées », soigneusement pris en charge dans des hôtels de luxe et souvent rémunérés, n'écoutant que les personnes choisies par leurs hôtes officiels, ils ont préféré – par paresse, indifférence aux souffrances du peuple ou complicité active avec les « éradicateurs » sanguinaires – se faire les porte-parole des mensonges du DRS et de ses relais médiatiques locaux.

Mais ils ont aussi, plus ou moins activement et tout particulièrement en France, contribué à étouffer les voix de tous ceux qui, en Algérie comme à l'étranger, relevaient les inco-

1. Selon Alain Grignard, un universitaire belge qui a étudié le discours du GIA, les tracts de cette organisation sont rédigés dans une sorte de langue de bois religieuse qui n'a rien à envier à celle des groupes marxisants occidentaux de naguère (Alain Grignard, « La littérature politique du GIA algérien des origines à Djamal Zitouni. Esquisse d'une analyse », dans Felice Dassetto (s.l.d.), *Facettes de l'islam belge*, Academia Bruylant, Louvain-la-Neuve, 1997, pages 69 à 95). Quelle perspicacité ! Et pour cause, puisque les tracts du GIA sont rédigés par des officines du DRS, dont les responsables ont été formés à Moscou, Prague ou Berlin avant la chute du Mur de Berlin.

hérences de la thèse officielle et exprimaient leurs doutes sur les véritables responsabilités des différents protagonistes de la violence. Ainsi, au moment des grands massacres de 1997, des journalistes, des représentants de la société civile, des défenseurs des droits de l'homme et des experts du dossier algérien se sont exprimés avec lucidité. Nombre d'entre eux ont alors expliqué, arguments précis à l'appui mais sans être entendus, que « le GIA est une organisation de contre-guérilla » contrôlée par le DRS [1].

Les quatre phases de la stratégie de la terreur

Pour qui voulait bien regarder la situation sans œillères, il était donc possible de comprendre, depuis plusieurs années, que les GIA étaient bien, pour l'essentiel, une création des services spéciaux algériens. Mais il faut avoir vécu cela de l'intérieur, comme je l'ai fait, pour comprendre comment la manipulation de la violence islamiste par les chefs de l'ANP et du DRS a commencé très tôt et comment cela a pu les conduire « logiquement », en quelques années, à planifier des massacres de masse.

Dans leur stratégie définie par le « plan Nezzar » de décembre 1990, les généraux avaient prévu le recours à l'insurrection armée des islamistes et pour ce faire, toutes les options avaient été envisagées : l'infiltration d'abord, puis le noyautage et la création de maquis anti-guérilla chargés de la sale besogne. L'infiltration a par exemple permis, dès 1992, de réussir des embuscades contre le commandement des groupes armés, pendant qu'il se réunissait dans des endroits présumés secrets. Le noyautage a permis de manipuler les activités « subversives » pour pousser les groupes islamistes au terrorisme, à réduire au silence, marginaliser ou pousser à l'exil tout un pan de la société et tous les opposants qui dérangeaient le système. La contre-guérilla, enfin, a permis de dompter la population, d'effacer le FIS de la mémoire collective et de punir ceux qui avaient voté pour lui.

1. Voir les analyses et déclarations de ces experts réunies dans : Algeria-Watch, « Halte aux massacres en Algérie, revue de presse », octobre 1997, www.algeria-watch.org/mrv/mrvmass/halte.htm.

Pour bien comprendre toute sa complexité, ce scénario doit être précisé. Si l'on tente de synthétiser ce que j'ai rapporté tout au long de ce livre, on doit considérer que la stratégie « Belkheir-Nezzar-Toufik » s'est déployée en quatre phases principales.

La première est celle des années 1992 et 1993. Afin de justifier *a posteriori* l'interruption du processus électoral, il s'agissait alors, par la « répression tous azimuts » (arrestations par milliers, détentions arbitraires, jugements expéditifs de « cours spéciales »), de pousser toute une partie de la jeunesse à basculer dans l'action armée (tout en liquidant sélectivement les chefs islamistes les mieux formés et les moins manipulables). Les cibles assignées aux actions terroristes de ces groupes, déjà largement manipulés, étaient doubles : des éléments des forces de sécurité (des unités clandestines du DRS se chargeant, de façon complémentaire, d'éliminer les éléments jugés « douteux » de l'ANP) et des personnalités en vue de la « société civile » (dont plusieurs ont également été liquidées par le DRS). Objectif : resserrer les rangs derrière les janviéristes. Le général Belkheir et ses pairs tenaient en effet à mettre au pas les authentiques démocrates hostiles à l'interruption des élections. Et surtout, ils craignaient plus que tout que, malgré les purges antérieures, des pans entiers de l'armée refusent de les suivre, voire cherchent à les renverser. Leur idée était que, une fois ces objectifs atteints, il serait facile de liquider les maquis islamistes manipulés pour que tout rentre dans l'ordre.

Ce plan initial a atteint ses buts. Mais il a aussi très vite « dérapé », pour deux raisons principales. En premier lieu, la manipulation des groupes par les deux branches du DRS (DCE et DCSA) a atteint un tel niveau qu'il devenait difficile de savoir qui contrôlait qui et de « gérer » la violence ; et nombre d'islamistes « retournés » sous la torture, une fois « relâchés dans la nature » ont « trahi », devenant de farouches adversaires du régime. En second lieu, libérées par la « carte blanche » que leur avaient donnée leurs chefs, les forces de sécurité (police, gendarmerie, forces spéciales de l'ANP, unités du DRS) sont allées si loin dans la sauvagerie (torture systématique, exécutions extrajudiciaires, etc.) qu'elles ont poussé, bien au-delà de ce qui était escompté, des milliers de jeunes à « monter au maquis ». Et surtout, leurs exactions ont exacerbé l'hostilité de l'immense majorité du peuple à l'égard des janviéristes.

Cette situation les a conduits à une véritable fuite en avant et à une deuxième phase, encore plus violente, qui a duré du début 1994 jusqu'à la mi-1996. Celle-ci a été caractérisée par deux lignes d'action principales. La première répondait à la logique que m'avait avouée le général Smaïl Lamari : puisqu'il n'était pas possible de couper les groupes armés de la population, c'est cette dernière que l'on allait couper des islamistes. D'où, à partir de mars 1994, une répression sauvage déchaînée par les forces de sécurité contre la population civile et visant cette fois des liquidations à grande échelle (elle fera des dizaines de milliers de victimes, principalement des hommes) : multiplication des « disparitions »[1] et des exécutions extrajudiciaires, création d'escadrons de la mort « anti-islamistes » (comme l'Ojal), constitution de milices encouragées à multiplier les exactions, etc.

Cette politique de terreur a été complétée par une seconde ligne d'action : la montée en puissance des GIA contrôlés par le DRS, à la fois pour terroriser la population et pour liquider, par une guerre féroce, tous les groupes armés qui restaient plus ou moins autonomes (dont l'AIS).

Ce sera chose faite à la mi-1996. Mais loin de se « calmer », les généraux décideront, ouvrant ainsi une troisième phase de la guerre, de continuer à utiliser la « violence naturelle » des « groupes islamistes de l'armée » et des milices comme un outil politique pour asseoir leur pouvoir par la terreur et, aussi, pour gérer les conflits en leur sein. C'est ainsi que les CTRI vont devenir le lieu d'organisation de massacres de villages et de quartiers entiers par les groupes islamistes : on en comptera, au moins, une vingtaine en 1996 et près de cent en 1997, faisant des milliers de victimes, hommes, femmes et enfants confondus[2]. Cette politique continuera jusqu'à l'éviction du président Zéroual, en septembre 1998.

1. Selon une étude réalisée en mars 1999 par Algeria-Watch sur 3 088 cas (dont près de 99 % d'hommes) précisément recensés de « disparitions » (il y en a eu en fait beaucoup plus) entre 1991 et 1998, 86 % correspondent à la période 1994-1996 (voir Algeria-Watch, « Les " disparitions " en Algérie suite à des enlèvements par les forces de sécurité. Un rapport sur les " disparitions " en Algérie », mars 1999, www.algeria-watch.org/farticle/aw/awrapdisp.htm.

2. Voir Salah-Eddine Sidhoum, *Chronologie des massacres en Algérie (1994-2002)*, Algeria-Watch, mars 2003, www.algeria-watch.org/mrv/2002/bilan5Fmassacres.htm.

Parallèlement à cette barbarie absolue, les chefs du DRS, de plus en plus soucieux des réactions de la communauté internationale, commenceront à organiser le repli d'une partie de leurs groupes islamistes : ce sera la « trêve » conclue en octobre 1997 par le général Smaïn avec l'AIS. Cet accord servait surtout de couverture « légale » pour amnistier les agents et les cadres du DRS qui avaient simulé des désertions pour infiltrer les groupes (et permettre plus tard leur réinsertion dans les rangs de l'ANP).

À partir du début 1999 et de l'élection (frauduleuse, comme il se doit) du président Bouteflika, a commencé une quatrième phase, qui dure toujours quatre ans plus tard... Le niveau de violence a été ramené par les décideurs à un niveau « résiduel » (« seulement » cent à deux cents tués chaque mois) pour maintenir la population dans un climat de terreur diffuse, ne laissant la place qu'à des révoltes sporadiques face à la misère. Les « groupes islamistes de l'armée » sont moins virulents qu'auparavant, agissant souvent aux services d'intérêts privés. Périodiquement, ils sont toutefois réactivés par les services, fauchant les vies d'innocents villageois ou de jeunes militaires « chair à canon » : il peut s'agir de « messages » que s'envoient mutuellement les deux principaux clans du pouvoir (celui du général Belkheir et celui du général Toufik, qui se disputent depuis 2001 sur les modalités de la « sortie de crise ») pour montrer qu'ils ont conservé leur capacité de nuisance ; ou alors, surtout depuis le 11 septembre 2001, de « messages » à destination de la communauté internationale pour justifier par la lutte contre le terrorisme islamiste transnational les demandes d'aide des généraux, notamment en matière d'armements.

Mais l'essentiel de la violence est désormais le fait des forces dites paradoxalement de « sécurité » : il ne se passe pas de jour sans que la presse rapporte des cas de policiers, de gendarmes ou d'éléments des GLD qui se transforment en gangsters pour commettre hold-up, faux barrages ou crimes crapuleux.

Comment la machine de guerre a-t-elle pu fonctionner ?

Ainsi froidement résumé, cet engrenage de l'horreur paraît presque logique. Plusieurs livres, pourtant, ne suffiraient pas à

rendre compte de l'immense cortège de souffrances, de deuils et de folies qu'il a fait naître, ruinant le cœur même, sans doute pour plusieurs générations, de la société algérienne.

Mais l'ampleur de ce désastre pose encore deux questions majeures : comment ceux qui l'ont planifié ont-ils pu s'attacher autant de complices dans le crime pour le réaliser ? Et quelle est la motivation profonde qui les conduit, depuis tant d'années, à faire couler sans états d'âme le sang de leurs concitoyens et à maintenir le peuple dans la misère ?

Du côté de l'armée, la préparation idéologique des officiers du DRS et de l'ANP, je l'ai dit, a commencé dès 1991 avec un endoctrinement qui a surtout eu des effets sur les officiers non universitaires. Ils gobaient sans coup férir un discours partisan fondé exclusivement sur la peur et faisant référence, tel un *leitmotiv*, aux exemples du Soudan ou de l'Iran, du genre : « Les intégristes vous réserveront un sort identique à celui de la Savak » (la police politique sous le régime du Shah) ; ou encore : « Vous serez traités comme au Soudan après le renversement de Nemeyri en 1985, qui a entraîné des purges dans l'armée et les milieux intellectuels, et de nombreuses exécutions, contraignant à l'exil une bonne partie de l'élite du pays. » Après janvier 1992, les assassinats ciblés de militaires et de policiers par des escadrons de la mort et des groupes islamistes manipulés ont contribué à souder les rangs des forces dites de « sécurité » (!) contre l'« intégrisme » et, au-delà, contre la majorité de la population. Ce conditionnement, associé à l'élimination ou à la marginalisation des officiers réfractaires, a permis de fabriquer de véritables « monstres » (à l'image des colonels Bachir Tartag et Mehenna Djebbar), qui ont entraîné derrière eux des cohortes de militaires et de policiers transformés en tueurs et en tortionnaires.

Du côté des « élites » civiles, le même type de conditionnement a joué. S'estimant consacré par la légitimité « révolutionnaire » usurpée après l'élimination des anciens officiers de l'ALN « illettrés [1] », le clan des généraux félons s'est érigé en gardien suprême des intérêts du pays : il a considéré qu'il ne détenait pas son pouvoir du peuple, et qu'il n'avait donc aucun compte à lui rendre. Cette impunité, qui explique l'ampleur de

1. Comme le dira le général Khaled Nezzar à l'audience lors de son procès à Paris contre le sous-lieutenant Habib Souaïdia en juillet 2002 (voir Habib Souaïdia, *Le Procès de* La Sale Guerre, *op. cit.*, page 86).

la violence et la répression sanglante, s'est appuyée sur le déploiement des réseaux de complicités dans la « société civile » : l'allégeance au réseau de tel ou tel général est devenue la condition *sine qua non* pour toute promotion ou pour tout accès à une fonction supérieure de l'État, comme pour exercer un « business » ou diriger un journal.

La corruption, morale ou financière, est pour les décideurs le moyen d'acheter le silence de la presse et d'entretenir des relais à tous les niveaux des institutions (justice, Parlement...). Il faut dire qu'en Algérie, le pouvoir est assimilé à l'enrichissement. Le problème est avant tout celui du partage des richesses entre privilégiés, car le régime s'accommode de toutes les idéologies : bien des chantres du socialisme des années 70 se sont recyclés au gré des modes, en islamistes dans les années 80, en « démocrates » ensuite, aujourd'hui en libéraux; certains partisans de l'économie centralisée des années 70 sont ainsi devenus dans les années 2000 de fervents défenseurs de l'économie de marché...

De même, les convictions anti-islamistes, souvent sincères au départ, de certains intellectuels et politiques francophones algériens ne sont plus que des bannières dérisoires, habilement manipulées par le DRS, principalement à destination des élites françaises promptes à prendre pour argent comptant ces professions de foi « laïques et républicaines ». Même – et surtout – quand ces « démocrates » (autre appellation *made in DRS*) se disent en opposition avec le « régime corrompu » dont ils font partie. Un cas caricatural de cette schizophrénie est celui de l'ancien Premier ministre Sid Ahmed Ghozali, dont j'ai évoqué le rôle plus que trouble en 1991 (voir chapitre 4).

En juillet 2002, ce dernier a témoigné devant la 17e chambre du tribunal de Paris en faveur du général Khaled Nezzar, qui avait assigné en diffamation l'ex-lieutenant Habib Souaïdia pour avoir notamment déclaré, sur une chaîne de télévision française (voir introduction) : « Ces généraux, ce sont eux les politiciens, c'est eux les décideurs, c'est eux qui ont fait cette guerre. C'est eux qui ont tué des milliers de gens pour rien du tout. C'est eux qui ont décidé d'arrêter le processus électoral, c'est eux les vrais responsables. » Lors de son témoignage sous serment devant le tribunal, Ghozali a affirmé avec fougue : « Contrairement à ce qui est dit dans les propos objets de la diffamation, non, M. le président, l'Algérie n'a jamais été une république bananière, n'a jamais été un pays qui se résume à une armée et des militaires

assoiffés de sang et de pouvoir, dictant leur volonté à des civils obéissants, simples acolytes ou simples comparses. »

Trois semaines plus tard, l'ancien chef de gouvernement, oublieux de son serment, expliquait tranquillement le contraire dans une interview à un hebdomadaire algérien : « Il existe en Algérie un pouvoir apparent et un autre occulte. (...) Toutes nos institutions sont fictives. Il n'y a que l'institution militaire qui existe réellement. (...) Lorsqu'on parle de l'institution militaire, c'est une " poignée " de personnes qui, au nom de l'armée, tient toute l'Algérie et pas seulement l'institution qu'elle représente... Mais, tout ce qu'ils ont fait, ils l'ont fait avec la complicité de la classe politique dans le cadre d'un contrat : à nous le pouvoir et à vous la responsabilité. C'est-à-dire : nous, nous décidons, et vous, vous êtes les responsables. Cette séparation entre le pouvoir et la responsabilité ne mène à aucun résultat et ne peut constituer un facteur susceptible d'aider à la construction d'un véritable État[1]. »

Cette étrange culture de nos « élites », mettant sur le même pied mensonge et vérité, a été l'un des carburants de la machine de guerre. Mais le principal, qui donne la réponse à ma seconde question, c'est l'argent.

La corruption, raison d'être du système

Pour paraphraser Mao Zedong, la mafia aux commandes du pays marche sur deux pieds, la corruption et la terreur. Le régime a ainsi réussi à imposer une véritable *omertà* sur la réalité tragique de la guerre, une *omertà* particulièrement difficile à briser.

La corruption du régime se situe au-delà du simple prélèvement illégal, au-delà du commissionnement occulte et délinquant de quelques décideurs de l'ombre. La corruption algérienne n'est pas la manifestation d'un dysfonctionnement des structures de l'administration ou de l'État. Elle se situe au cœur du système. Le contrôle prédateur de la rente est l'alpha et l'oméga du régime militaro-policier, sa seule idéologie et sa raison d'être exclusive. Celle qui a motivé toutes les horreurs que j'ai décrites.

1. *El Khabar-Hebdo*, n° 177, 20-26 juillet 2002.

Autrefois concentrée entre quelques mains – le premier cercle du pouvoir – dans le cadre du système de centralisation bureaucratique, prétendument socialiste, la corruption à l'ère de la mondialisation a pris de nouvelles formes et s'est élargie à de nouvelles clientèles. Mais si elle a évolué, cette pratique, à la différence de la délinquance financière des économies de production, s'effectue *toujours* au détriment de l'économie interne et des populations. Ce système ignore – certains diraient hait – la production, il ne connaît que le parasitisme facile instauré par branchement illicite sur la rente pétrolière. L'économie algérienne se résume aujourd'hui plus que jamais à l'exportation d'hydrocarbures (en dépit de la « sale guerre », le pays a réussi à doubler en dix ans ses exportations de gaz) et l'importation de produits de consommation.

Il n'est qu'à observer la pseudo-libéralisation « entamée » depuis... 1994, sous les auspices plus que bienveillants de certaines institutions multilatérales, au premier rang desquelles le FMI. Malgré les milliards de dollars injectés (plus de vingt milliards entre 1994 et 1998) dans les méandres de l'économie algérienne, aucune privatisation digne de ce nom n'a été engagée à ce jour, aucune politique économique intelligible n'a été proposée au peuple algérien. En dépit de niveaux de réserves de change plus que confortables et de revenus pétroliers élevés, la base productive continue à se réduire comme peau de chagrin au seul profit des importateurs « autorisés » et de leurs « ayants droit ».

En matière de privatisation, il n'est guère que le commerce extérieur à être formellement libéré. Mais dès que l'on examine de près cette « libéralisation », il apparaît clairement que pour l'essentiel le commerce d'importation est contrôlé par les décideurs. Ce contrôle s'exerce à travers des réseaux d'hommes d'affaires « autorisés » (algériens ou non) et de responsables installés à la tête de certaines administrations publiques « sensibles » (douanes, justice, fisc, banques publiques – et même privées, étrangères ou non).

En effet, qui ne connaît au moins une sombre histoire de bateaux bloqués pour des raisons incompréhensibles (ou trop aisément compréhensibles), de containers disparus en zone sous douane ? Et aussi des anecdotes concernant la distribution sur ordre par les banques de crédits à des bénéficiaires qui dispa-

raissent aussitôt dans la nature... Le Trésor public se chargeant régulièrement d'« assainir » la situation en éliminant les créances douteuses du bilan de ces banques... Relais du DRS ou clients du système, les bénéficiaires de ces crédits ne sont, il va sans dire, pratiquement jamais poursuivis par la justice.

Après un centralisme bureaucratique tyrannique, il nous est donc imposé aujourd'hui en guise de marché une sorte de bazar, sans droit ni institutions. Dans ce contexte, une privatisation transparente et efficiente effectuée dans le cadre du droit demeure une simple vue de l'esprit. La concurrence qu'introduirait une authentique libération des initiatives entamerait à coup sûr l'hégémonie mafieuse sur l'économie. Et cela, les dirigeants de l'ombre ne le veulent en aucun cas. (On se souvient des tensions violentes suscitées par la promulgation des lois de libéralisation économique du gouvernement réformateur en 1990-1991.)

La prédation est hégémonique, elle concerne tous les secteurs, de l'importation de biens de consommation à celle des armes en passant par les concessions, dans des conditions pour le moins opaques, de régies de service public (les récentes attributions de licences de téléphonie mobile à des investisseurs « étrangers » de deuxième zone en sont un exemple caricatural). Les règles du jeu sont simples : pour pouvoir vendre sur le marché algérien, les fournisseurs étrangers doivent verser aux « décideurs » des commissions, qui varient de 5 % à 15 % (soit, au moins, un bon milliard de dollars chaque année). Car notre corruption est depuis longtemps une sorte de *joint-venture*, les potentats algériens et leurs hommes d'affaires à l'étranger ayant su constituer des réseaux transnationaux où la politique et le business se confondent dans des opérations douteuses. La meilleure illustration en est peut-être les scandales qui ont entouré en septembre 1992 le doublement du gazoduc avec l'Italie, scandales vite étouffés au nom d'une discutable raison d'État...

Le recyclage des fortunes se fait traditionnellement, pour l'essentiel, en Europe. Les institutions (françaises et internationales) qui surveillent les flux financiers connaissent à l'euro près la fortune et les propriétés des dirigeants algériens; elles connaissent également la puissance des réseaux trans-méditerranéens de commissions et de rétrocommissions. Dans la vie politique de certains États européens (en particulier la France et

l'Italie), ces filières remplacent à divers titres celles de la Françafrique en voie d'extinction.

Depuis plusieurs années, les conseillers externes, souvent vrais chefs de réseaux, tentent d'influencer les dirigeants algériens dans le sens d'une sorte de modernisation des structures de recyclage. La lutte internationale contre le blanchiment impose aussi un certain changement d'attitude. On assiste ainsi à l'émergence fulgurante d'hommes d'affaires dans le secteur des services et de banquiers d'investissement qui, surgis du néant, brassent du jour au lendemain des milliards d'euros, des centaines de milliards de dinars (il y aurait par exemple beaucoup à dire – mais ce n'est pas l'objet de ce livre – sur l'ascension et la chute entre 1998 et 2002, aussi fulgurantes l'une que l'autre, du prétendu *wonder boy* algérien Rafik Khalifa, dont le principal mérite semble être que son père était un membre éminent du Malg, l'ancêtre de la SM)... D'où vient cet argent? Quels sont les bilans de ces investisseurs? Il est vrai que, pour beaucoup, ces fortunes relèvent plus de la logique du conte de fées que des règles de la comptabilité... Pendant ce temps, l'économie de production se contracte et dépérit et la pauvreté se généralise, atteignant des niveaux jamais égalés (en 2002, environ quinze millions d'Algériens, soit près d'un sur deux, vivaient avec moins de deux dollars par jour).

Je le répète : la corruption n'est pas, dans ce système aberrant, un phénomène isolé, anormal; elle en est la raison d'être, la seule finalité de la pratique du pouvoir au jour le jour. Le contrôle de l'économie pour le détournement de ressources publiques assure l'indéfectible cohésion des hommes et des groupes d'intérêt qui écrasent le pays. La pérennité de la prédation justifie l'organisation du pouvoir réel, sa hiérarchie et ses quelques mécanismes de « régulation » interne.

C'est pour conserver le contrôle de ce système d'enrichissement (qui leur assure la captation de centaines de millions de dollars chaque année) que les généraux « DAF » et leurs alliés ont mis l'Algérie à feu et à sang, utilisant la manipulation de la violence islamiste comme arme privilégiée.

Conclusion

Il est temps de dire halte

Tout raconter sur les GIA des laboratoires du DRS n'est pas facile, du fait de la diversité des services et de l'opacité qui entoure les missions confiées aux uns et aux autres. Il est en tout cas certain que, à partir de 1994, c'est-à-dire quand les milices et autres groupes d'autodéfense ont été créés, quand les civils ont été armés, les victimes des GIA du DRS ont vu leur nombre s'accroître de façon ahurissante. Depuis 1999, les nouveaux GIA n'agissent plus uniquement pour les chefs directs du DRS : ils tuent et pillent aussi pour le compte de groupes d'intérêts, pour les barons du sable, de l'import-export, de la privatisation, des circuits de distribution, de la drogue... Mais ils ne se sont jamais attaqués aux généraux, aux membres de leurs familles ni à leurs entreprises ou à leurs biens immobiliers (hôtels privés, commerces, boîtes de nuit...), pourtant connus de tous. Les GIA sont finalement au service de cette « mafia politico-financière » que dénonçait le président Mohamed Boudiaf.

Il m'a fallu des années pour comprendre pleinement tout cela, pour admettre que les « dérives » avec lesquelles j'avais décidé de rompre partiellement en 1992 (en acceptant un poste à l'étranger) s'inscrivaient en vérité dans un « plan global » d'asservissement de mon pays par une poignée de généraux. C'est ce cheminement, je m'en suis expliqué, qui m'a conduit à écrire ce livre, en restant bien conscient de ses limites. Bien des événements que j'y rapporte et dont j'ai été le témoin direct ou l'acteur sont restés inédits à ce jour, mais je sais aussi que bien d'autres, tout aussi graves, m'ont échappé. Pour moi, l'élucidation du secret de l'entreprise criminelle de mes anciens chefs contre le peuple algérien depuis 1990 relève de la reconstitution

d'un puzzle : je pense avoir réuni, dans ce livre, suffisamment de pièces pour en donner l'image globale.

Pour chacune de ces pièces, il était indispensable que je donne précisément mes sources, ce qui m'a conduit à citer nommément de nombreux officiers de l'ANP et du DRS avec qui j'ai collaboré. J'ai bien conscience, ce faisant, que cela les expose au risque d'être intimidés, voire tués par mes anciens chefs, qui n'ont jusque-là reculé devant aucun crime pour occulter ou effacer les traces de leurs agissements. C'est pourquoi je tiens à mettre solennellement en garde les généraux Belkheir, Toufik, Smaïn et consorts : ils doivent comprendre qu'ils seront tenus responsables de tout « accident » qui pourrait mettre en péril la vie d'un seul de ceux que j'ai cités. Et que, quoi qu'ils fassent, les révélations que je fais dans ce livre seront inévitablement confirmées, précisées et complétées par d'autres témoins et acteurs de ces années de sang : il est donc absolument vain de continuer à liquider les « témoins gênants ».

Malgré tous leurs efforts, ils doivent comprendre que la communauté internationale ne continuera pas éternellement à fermer les yeux sur le drame algérien. Mon vœu le plus cher est en effet que mon témoignage sur ce drame, qui n'est pas le premier, en appelle encore d'autres. Et que l'évidence enfin comprise de l'horreur mobilise les différents responsables – hommes politiques, journalistes, militants des droits de l'homme... – de cette communauté internationale. Pour qu'ils disent tout haut ce que pense tout bas l'immense majorité de mon peuple : il est temps de dire halte à la culture de la violence, de la médiocrité et du clientélisme imposée par une poignée de généraux prédateurs, qui s'acharnent à entretenir l'amalgame en assimilant les dénonciations portées contre eux par des gens honnêtes à des attaques contre l'armée derrière laquelle ils s'abritent.

Il est temps de dire halte aux crimes contre l'humanité perpétrés par ces hommes contre le peuple algérien. N'est-il pas étonnant que des intellectuels qui s'affirment « démocrates » – un cas unique dans les annales du combat pour la démocratie – leur servent de rempart ? Qu'un journaliste, larbin du pouvoir, ait pu un jour tonner devant les caméras de l'« unique » (l'ENTV, la seule chaîne de télévision en Algérie) qu'il faudrait « passer sur le corps de trente millions d'Algériens pour juger les géné-

raux », lorsqu'il a été question de les poursuivre devant un tribunal pénal international pour crimes contre l'humanité ?

Connaissant le mépris que vouent ces généraux aux intellectuels, il est légitime de questionner les raisons de cette complicité. Est-ce le fruit du même procédé que celui employé dans les services du général Smaïl Lamari ? Celui-ci n'autorise que l'ascension des sous-officiers médiocres et « lèche-bottes », alors que les officiers universitaires (réputés être les dirigeants de demain) intègres et compétents, qui refusent toute compromission, sont brimés et n'ont que le choix entre servir de trophées au GIA ou s'exiler. C'est ce qui s'est malheureusement produit dans de nombreux secteurs de l'économie, où des dizaines de milliers de cadres victimes de l'arbitraire dans leur propre pays occupent aujourd'hui des postes importants aux États-Unis, en France, en Allemagne et ailleurs en Europe. Qui a encouragé cette fuite de cerveaux et dans quel but ?

Il est temps de dire halte à l'impunité dont jouit cette poignée de criminels qui disposent de l'Algérie et de ses richesses comme d'un bien personnel qu'ils se partagent, alors que le peuple vit dans une misère indescriptible. Une Algérie que ces rentiers du pouvoir bradent au nom de la globalisation et de la lutte contre le terrorisme islamiste, pour continuer à profiter de leurs commissions occultes et de leurs circuits de blanchiment de l'argent détourné.

Il est temps de dire halte à ces généraux manipulateurs qui disposent à leur guise des institutions de la République pour les travestir, et qui ont sous leur emprise un Parlement (une chambre d'enregistrement servant à imposer des lois scélérates, qu'il leur sera de toute façon toujours loisible de violer), une justice, une armée, des médias, le Trésor public... Aujourd'hui, il est urgent et impératif que cessent ces pratiques de division du peuple algérien, opposant Kabyles et Arabes, islamistes et laïques, arabophones et francophones...

Ce ne sont pas les élections douteuses qui se succèdent qui vont changer quelque chose ou améliorer le quotidien des Algériens. Elles ne vont surtout pas convaincre une opinion internationale, qui n'est plus dupe au point de croire que les généraux mafieux engagent le pays sur la voie démocratique. Quelle légitimité procurent ces élections que le peuple rejette ? Sid Ahmed Ghozali, ex-chef du gouvernement et « poulain »

schizoïde de ces mêmes généraux, déclarait lui-même – on ne se lasse pas de le citer ! – en juin 2002 à propos des élections : « La mascarade aventureuse n'apporte rien à la solution de nos vrais problèmes. Elle signifie une nouvelle régression par rapport à un processus démocratique authentique. Elle est la continuation de la pratique de l'exclusion par un pouvoir qui n'a cessé d'allumer des feux successifs et de les attiser sans craindre d'entreprendre en même temps de diviser les Algériens, d'isoler la Kabylie des autres régions du pays. Il a ainsi engagé la crise dans la spirale infernale de la surenchère et de la dislocation de la nation [1]. »

Tout commentaire serait superflu, tant ces propos, pour une fois, confirment les manœuvres d'un pouvoir vomi par la quasi-totalité des Algériens et qui s'impose par la terreur, la servilité et la corruption.

Jusqu'à quand ? Les atroces attentats du 11 septembre 2001 ont certes été une aubaine pour les généraux éradicateurs, qui ont trouvé dans cet événement tragique le prétexte idéal pour exiger une totale absolution de la communauté internationale, en imputant les « années de sang » de la seconde guerre d'Algérie aux seuls islamistes et en se dédouanant complètement des crimes qu'ils ont commis, ordonnés et encouragés. Mais un jour, j'en suis sûr, l'histoire rendra son verdict et les criminels d'État seront jugés. J'espère que ce livre contribuera à accélérer cette échéance.

1. Interview au quotidien *Le Matin*, 3 juin 2002.

Principales personnes citées

ABBASSI Madani : homme politique, leader du FIS.

ABBASSI Oussama : fils de Abbassi Madani et l'un des fondateurs de l'organisation « Les fidèles du serment ».

ABDELFETAH : commandant du DRS, ex-chef du CRI de Blida.

ABDELMADJID Chérif : général de l'ANP, ex-directeur de l'Amia de Cherchell.

ABDERRAHIM Hocine : dirigeant du FIS, chef de cabinet de Abbassi Madani.

ABDERRAHIM Kamel : général de l'ANP, ex-chef de région et ex-sous chef d'état-major.

ABDERRAHMANE Kamel : général du DRS, ex-chef de la DCSA (1990-1996), et ex-chef de la 2e région militaire.

ABDESSLAM Belaïd : ancien ministre, ex-chef du gouvernement (19 juillet 1992-24 octobre 1992).

ABID Saïd : colonel de l'ANP et ex-chef de la 1re région militaire.

ACHI Farid : lieutenant du DRS infiltré dans le GIA, qui en deviendra un émir local.

ADJERID Abderrahmane : homme politique, fondateur du PSD (le premier parti politique agréé depuis l'instauration du multipartisme en 1989).

AIDOUN Kamel : sous-officier du GIS.

AISSANI Athmane : ex-membre du *majless ech-choura* du FIS.

AÏT-AHMED Hocine : révolutionnaire, leader du FFS (le premier parti d'opposition laïque).

AÏT-ALI Belkacem Smaïn : complice de Boualem Bensaïd, auteur de certains des attentats de Paris en 1995.

AÏT-MESBAH Sadek : général du DRS, ex-chef du Service de la protection présidentielle.

ALI YAHIA Abdennour : ex-ministre sous Ben Bella, opposant ; avocat et défenseur des droits de l'homme (président de la LADDH).

ALLALOU Mohamed Abbas : homme d'affaires, président de l'Apua.

ALLEL Mohamed, *alias* Moh Leveilley : émir du GIA (tué le 31 août 1992).

ALLOUACHE Abdelhafidh, *alias* Hafidh : officier du DRS (numéro 2 du CTRI de Blida).

ALLOULA Abdelkader : dramaturge (assassiné le 10 mars 1994).

AMIMOUR Mahiedine : ex-ambassadeur d'Algérie au Pakistan.
AMIRAT Slimane : opposant, responsable du MDRA.
AMIRÈCHE Ali : capitaine de la SM, ex-chef du BSS de Sétif.
AOUIS Azzedine : colonel du DRS.
ATTAÏLIA Mohamed, dit « Rouge » : général de l'ANP, ex-chef de la 1re région militaire et ex-inspecteur de l'armée.
ATTIA Sayah : émir du GIA (tué le 16 mars 1994).
AZZOUT Mouloud : membre du GIA.
BAA Azzedine : ancien bouyaliste et ancien membre du GIA (tué par Djamel Zitouni en juin 1995).
BAGHLI Abdelhamid : membre du bureau FIS de Guemmar.
BEKHOUCHE Badredine : colonel de l'ANP, ex-directeur de l'action sociale.
BEKKOUCHE Mohamed : général de l'ANP, ex-chef de la 2e région militaire.
BELAALA Youcef, *alias* Omar : sous-officier du DRS (tué par ses chefs en 1994).
BELAÏD Benali, *alias* Alili : colonel du DRS, ex-responsable du Bureau d'évaluation et de synthèse, le fichier du DRS.
BELBAHRI Farès : officier supérieur du DRS, ex-chef du CPMI (jusqu'en 1990).
BELHOUCHET Abdallah : général de l'ANP, ex-inspecteur de l'armée.
BELKACEM Krim : révolutionnaire, opposant (assassiné par la SM à Düsseldorf le 20 octobre 1970).
BELKAÏD Aboubakr : ex-ministre (Habitat, Intérieur, Communication); assassiné le 28 septembre 1995.
BELKHADEM Abdelaziz : ex-président de l'APN et actuel ministre des Affaires étrangères.
BELKHEIR Larbi : général, ex-ministre de l'Intérieur (18 octobre 1991-19 juillet 1992) et actuel directeur de cabinet du président de la République.
BELLOUCIF Mustapha : général de l'ANP, ex-secrétaire général du ministère de la Défense.
BELOUIZA Hamou : ex-chef du GIS.
BENABDALLAH Mohamed : colonel de l'ANP.
BENABDERRAHMANE Amine : beau-frère et directeur de cabinet de Mohamed Boudiaf.
BENAÏCHA Abdelkader : officier de l'ANP.
BENAMAR Aïssa : émir du GIA (tué fin 1993).
BEN BELLA Ahmed : révolutionnaire, premier président de la République (1962-1965).
BEN BOULAÏD Mustapha : révolutionnaire tombé au champ d'honneur en 1956.
BENCHÉRIF Rabah : homme politique, fondateur du PNSD.
BENDAHMANE Dahmane : officier du DRS.
BENDJEDID Chadli : colonel de l'ANP et ex-président de la République (1979-1992).
BENDJEDID Malek : colonel de l'ANP, frère du président et ex-adjoint chef de région (1re RM).

BENDJELTI Hassan, *alias* Abderazak, *alias* Hassan Tetouan : général du DRS, ex-chef de la DDSE et ex-conseiller du président de la République.

BENFLIS Ali : avocat, homme politique et ex-chef du gouvernement (2001-2003).

BENGUEDDA Ali, *alias* petit Smaïn : général du DRS, ancien attaché militaire à Bonn, puis en Namibie et en Afrique du Sud, et, de 1997 à 1999, à Paris.

BENHABYLÈS Abdelmalek : ex-président du Conseil constitutionnel.

BENHADJ Ali : homme politique, leader du FIS.

BENHADJAR Ali : ex-responsable de la LIDD (une branche dissidente du GIA).

BENHAMOUDA Abdelhak : ex-président de l'UGTA (syndicat inféodé au FLN) ; assassiné le 28 janvier 1997.

BENMANSOUR Mustapha : ex-ministre de l'Intérieur (1995-1998).

BENMERZOUGA Abderrahmane : commandant du DRS, ex-chef de la DCI.

BENSAÏD Boualem : l'un des auteurs des attentats de Paris en 1995 (condamné à ce titre en novembre 2002).

BENTEBICHE Abdelkrim : membre des groupes armés.

BERHOUS Mohamed, *alias* Hadj Bettou : commerçant accusé de contrebande (et arrêté à ce titre en juin 1992).

BESIOU Hocine, *alias* Abou Mossaâb : émir du GIA.

BETCHIN Rachid, *alias* Ziad : colonel du DRS.

BETCHINE Mohamed : général de l'ANP, ex-chef de la DGDS et ex-conseiller du président de la République Liamine Zeroual (1994-1998).

BOUAMRA Ahmed : ex-officier du DRS et ex-émir de la secte El-hidjra oua at-takfir (emprisonné en juillet 1991, tué en novembre 1995).

BOUAZZA Ali Nassim : ex-officier de l'ANP, actuellement consul en France.

BOUBRAS Youcef : « combattant » de l'AIS.

BOUCEBCI Mahfoud : psychiatre et professeur, membre du comité pour la vérité sur la mort de Tahar Djaout (assassiné le 15 juin 1993).

BOUCHEMAL Khaled : ex-président de l'APC (FIS) de Raïs-Hamidou.

BOUDEMAGH Chaabane : officier supérieur du DRS.

BOUDIAF Mohamed : révolutionnaire, ex-opposant, président du HCE (assassiné le 29 juin 1992).

BOUDIAF Nacer : fils du président Boudiaf.

BOUKACHABIA Achour : colonel du DRS, ex-sous-directeur à la DCE.

BOUKELEB Mohamed : capitaine de la SM, ex-directeur à Constantine.

BOUKERDOUS Azzedine : journaliste, ex-directeur du quotidien *Echaab*.

BOUKHAMKHAM Abdelkader : homme politique, ancien membre de la direction du FIS.

BOUKHAROUBA Mohammed, *alias* Houari Boumediene : colonel de l'ALN et ex-président de la République de 1965 à 1978 (décédé en décembre 1978).

BOUKHOBZA Mohamed : ex-directeur de l'Inesg (assassiné le 22 juin 1993).

BOULAMIA Fouad : assassin présumé de Abdelkader Hachani.

BOUMAARAFI Lembarek, *alias* Abdelhak : officier du DRS affecté au GIS, assassin du président Boudiaf le 29 juin 1992.

BOUMERDÈS Farouk, *alias* Rabah : commandant du DRS, ex-chef du BSS de Annaba (tué en 1993).
BOUNOUA Boudjemaâ, *alias* Abdallah Anas : ancien membre actif de l'« internationale islamiste ».
BOURAOUI Hocine : médecin, officier supérieur de l'ANP.
BOUSLIMANI Mohamed : personnalité religieuse, président de l'association El Islah oua El Irshad (assassiné le 23 janvier 1994).
BOUSSOUF Ahmed, *alias* Ammi Ahmed : officier de police.
BOUTIGHANE Mohamed : général de l'ANP, ex-commandant des forces navales (assassiné le 27 novembre 1995).
BOUYALI Mustapha : premier chef de maquis islamiste, fondateur du MIA en 1982 (tué par les forces de sécurité le 3 janvier 1987).
BOUZARA Mohamed : officier du DRS.
BOUZIT Mohamed : colonel du DRS.
BRAHIMI Abdelhamid : ex-officier de l'ALN et ex-chef du gouvernement (22 janvier 1984-8 novembre 1988).
BRAHIMI Mohammed : ex-chef du Fida.
CHAKER Ahmed : officier du DRS.
CHALABI Mohamed : membre en 1994 d'un réseau de soutien au GIA en France; condamné à ce titre en janvier 1999.
CHATER Abdelaziz : officier supérieur de la gendarmerie nationale, ex-commandant du groupement à Alger.
CHEBOUTI Abdelkader : imam, compagnon de Bouyali et cofondateur du nouveau MIA en 1992 (tué en décembre 1993).
CHELOUF Makhlouf, *alias* Mansour : officier supérieur du DRS.
CHELOUFI Mustapha : général de l'ANP, ex-commandant de la gendarmerie nationale et ex-secrétaire général du ministère de la Défense nationale.
CHERATI Yakhlef : imam et ex-membre du *majless ech-choura* du FIS.
CHETIBI Farouk : officier du DRS.
CHIGARA Noureddine : militant du FIS.
CHOUCHANE Ahmed : ex-capitaine de l'ANP, opposant; arrêté en mars 1992 et emprisonné jusqu'en avril 1995; vit depuis en exil au Royaume-Uni.
DEHENE Mohamed : militant islamiste.
DEMBRI Mohamed Salah : ex-ministre des Affaires étrangères (1992-1995).
DENÈCHE Abdelkrim, *alias* Abdessabour : dirigeant présumé du GIA en Suède en 1995.
DERDOURI Ali : colonel du DRS qui a été en poste à Londres.
DERRADJI Tayeb : général de l'ANP, ex-inspecteur de l'armée et ex-commandant de la gendarmerie.
DIB Makhlouf : général de l'ANP, ex-chef de la garde républicaine.
DIDOUCHE Mourad : révolutionnaire, tombé au champ d'honneur en 1955.
DJAAFAR El Houari : ex-président de la FAF.
DJABALLAH Abdallah : homme politique, fondateur en 1989 du parti Nahda (Renaissance) devenu en 1998, suite à une scission, El Islah (ou MRN, Mouvement du renouveau national).
DJABER Benyamina : commandant du DRS, ex-chef du SCRI de Médéa (assassiné en mars 1992).

DJAOUT Tahar : journaliste et écrivain (assassiné en mai 1993).
DJEBBAR Mehenna : colonel du DRS, chef du CTRI de Blida depuis 1990.
DJEDDI Ali : homme politique, dirigeant du FIS.
DJERAFI Abdelaziz : officier du DRS.
DJERMANE Amar, *alias* Hadj Amar : commandant de la SM, ex-directeur régional à Constantine.
DJOUADI Abdelhamid : général de l'ANP, ex-chef de la 4e région militaire.
DRIHAM Ali : sous-officier du GIS.
ECHIRK Mohamed, *alias* El Hadj : sous-officier du DRS.
EULMI Abdenacer : responsable du SIT.
EULMI Omar : responsable du SIT.
FALCO Mohamed : membre des groupes armés.
FATHALLAH Youcef : notaire, militant des droits de l'homme et membre de la commission d'enquête sur l'assassinat du président Boudiaf (assassiné le 18 juin 1994).
FEKIH Bachir : ex-membre du *majless ech-choura* du FIS.
FERGUÈNE Hadj : chef de la milice à Rélizane.
FERHAT Mohamed : avocat, membre de la commission d'enquête sur l'assassinat du président Boudiaf.
FLICI Laadi : médecin, ex-membre du CCN (assassiné le 17 mars 1993).
FODHIL CHÉRIF Brahim : ex-chef d'état-major du CFT, actuellement chef de la 1re région militaire.
GHERZOULI Abdelkrim, *alias* Kari Saïd : membre des groupes armés et agent du DRS.
GHEZAÏEL Benabbès : général de l'ANP, ex-chef de la gendarmerie nationale.
GHOBRINI Farid : colonel du DRS, chef du CPO de mai 1992 à 1995.
GHOMRI Mustapha : officier supérieur du DRS, ex-chef du GIS.
GHOZALI Sid Ahmed : ex-chef du gouvernement (18 juin 1991-18 juillet 1992).
GOUSMI Chérif : émir national du GIA (tué le 26 septembre 1994).
GUECHI Saïd : ancien dirigeant du FIS, ministre dans le gouvernement Ghozali.
GUÉMAZI Kamel : élu du FIS, président du CPVA.
GUENAÏZIA Abdelmalek : ex-chef d'état-major de l'armée.
GUETTOUCHI Amar : commandant du DRS, ex-chef du CPO (tué en opération en mai 1992).
HABCHI Amor : émir local du GIA.
HACHANI Abdelkader : homme politique qui dirigea le FIS après les arrestations de Abbassi Madani et Ali Benhadj (assassiné le 22 novembre 1999).
HACHICHI Zine El Abidine : général de l'ANP, ex-chef de la DAC puis de la gendarmerie nationale.
HADDAD Abdelkader, *alias* Abderrahmane, *alias* « Tigre » : colonel du DRS, ex-chef de la DCI.
HADDAM Anouar : ex-président de la délégation parlementaire du FIS.
HADDAM Tidjani : ex-membre du HCE.
HADJ Larbaa : ex-commandant du DRS, ex-chef du SRA.
HADJAJI Abdelhamid : officier du DRS détaché au GIS.
HADJÉRÈS El Hachemi : général de l'ANP, ex-chef de région.

HAMADI Nacer : policier blessé par un élément du GIS lors de l'assassinat de Boudiaf le 29 juin 1992 à Annaba.
HAMDI Ali : ex-ministre de la Planification.
HAMOUD Kamel : colonel du DRS, chef du CTRI de Constantine.
HAMROUCHE Mouloud : ex-officier supérieur de l'ALN et ex-chef du gouvernement (9 septembre 1989-4 juin 1991).
HANACHE Mohamed : diplomate, ex-ambassadeur d'Algérie à Bonn.
HANOUNE Louisa : femme politique, présidente du PT.
HARDI Mohamed : ex-ministre de l'Intérieur (1992) ; assassiné le 4 mai 1996.
HARKATI Seghir : sous-officier du DRS.
HAROUN Ali : avocat, ex-membre du HCE et ex-ministre des Droits de l'homme (1991-1992).
HATTAB Mouloud : émir d'un groupe armé de la région de Bordj El-Kiffan. Il est le cousin de Hassan Hattab, l'émir actuel du GSPC.
HEBRI Abdelkader : représentant du MAJD en Suisse.
HECHAICHI Rachid : militant du FIS.
HENNANE Bouamer, *alias* Aïssa : cadre du DRS affecté au général Khaled Nezzar.
HICHEM : officier du DRS, ex-chef du CRI de Bechar de 1989 à 1992, puis sous-directeur à la DDSE (assassiné en 1994).
HIDOUCI Ghazi : ex-conseiller à la présidence de la République et ex-ministre de l'Économie (septembre 1989-juin 1991).
ISSOULI Mohamed : officier de police, chargé de la répression du « banditisme » puis de la lutte « antisubversive ».
KACI Abdallah, *alias* Chakib, *alias* « papa Noël » : ex-sous-officier de la SM, homme d'affaires et membre coopté du CNT (assassiné le 24 août 1994).
KAFI Ali : ex-colonel de l'ALN, ex-président du HCE.
KÉBIR Rabah : ex-président de l'IEFE (instance exécutive du FIS à l'étranger).
KELKAL Khaled : membre présumé d'un réseau de soutien au GIA en France (tué par le GIGN le 29 septembre 1995).
KERMAD Salah : officier supérieur du DRS, qui était en poste à Francfort (RFA).
KERROUCHE Mohamed : membre en 1994 d'un réseau de soutien au GIA en France ; condamné à ce titre en janvier 1999.
KERTALI Mustapha : ex-émir de l'AIS pour la région de Larbaa.
KHALEF Abdallah, *alias* Kasdi Merbah : ex-directeur de la SM, ex-chef du gouvernement (9 novembre 1988-8 septembre 1989) et ex-président du MAJD (assassiné le 21 août 1993).
KHALIFA Abdelmoumène Rafik : homme d'affaires sorti du néant en 1998 et qui a bâti en moins de trois années un empire financier qui s'est effondré en 2003.
KHELIFATI Djaafar : officier supérieur du DRS, chargé de la rédaction de communiqués attribués au FIS et aux groupes armés (GIA, MIA...).
KHELIL Habib : général de l'ANP, ex-directeur des fabrications militaires.
KHELILI Mahmoud : avocat, défenseur des droits de l'homme (décédé en mars 2003).
KHÉMÈNE Abdelkader : colonel du DRS, actuellement chef du GIS.

KHERBANE Kameredine : ex-officier de l'ANP, ex-vice-président de l'instance exécutive du FIS à l'étranger.
KHERROUFI Abdelhamid, *alias* Hosni : officier du DRS.
KITOUNI Sadek, *alias* Tass : colonel du DRS, ex-ambassadeur d'Algérie en Afrique du Sud.
KOUACHI Abdelhamid, *alias* Madjid : officier supérieur du DRS.
KRAA Tahar : commissaire de police, ex-chef (sur le papier seulement) de l'ONRB.
KRAOUCHE Moussa : ex-responsable de la FAF.
LAALALI Rachid, *alias* Attafi : général du DRS, ancien attaché militaire à Bonn, ex-chef de cabinet du DRS et actuellement directeur de la DDSE.
LAHLOU Sofiane : officier du DRS.
LAHRANI Sid Ahmed : membre du bureau du FIS.
LAHRÈCHE Kamel : ex-colonel, ex-DGSN et ex-chef de la DRE.
LAKHAL AYAT Medjdoub : général de l'ANP, ex-chef de la DGPS.
LAMARI Mohamed : général, ex-chef du CFT, ex-chef du CC/ALAS et actuel chef d'état-major de l'ANP.
LAMARI Smaïl, *alias* Hadj Smaïn : général du DRS, directeur de la DCE depuis septembre 1990 (et responsable sans décret de l'ONRB).
LAYADA Abdelhak, *alias* Abou Adlane : émir national du GIA (incarcéré depuis l'été 1993).
LAZHAR Amar : élu du FIS à l'APC d'El Oued.
LEMHAL Brahim : ex-*wali* d'Oran.
LERARI Saïd, *alias* Saoud : officier du DRS, en poste à Lille.
LIABÈS Djillali : ex-ministre de l'Enseignement supérieur et ex-directeur de l'Inesg (assassiné le 16 mars 1993).
LOUANIGUI Mohamed, *alias* Abdallah : employé à la mosquée de Paris.
MAACHOU : officier du DRS, chef de la « section protection » du colonel Smaïl Lamari.
MAAMERI Mohamed Tahar : ex-officier de la SM, ex-*wali* et ex-directeur de la protection civile.
MAKHLOUFI Saïd : ex-officier de l'ANP, rédacteur d'*El Mounkid*, responsable du MEI (tué en juin 1996).
MALEK Rédha : ex-président du CCN et ex-chef du gouvernement (25 octobre 1992-10 mars 1994).
MANSOURI Meliani : ex-militant du maquis bouyaliste.
MATOUB Lounès : chanteur engagé de la cause berbère (assassiné le 25 juin 1998).
MEBARKI Mourad : commandant du DRS (assassiné en juin 1992).
MECHKOUR Abdelkader : militant du FIS en France en 1993.
MÉCILI Ali : ex-officier du Malg, opposant du FFS assassiné par la SM à Paris le 7 avril 1987.
MEDEGHRI Ahmed : ex-ministre de l'Intérieur (1962-1974).
MÉDIÈNE Mohamed, *alias* Toufik : général, chef du DRS depuis septembre 1990.
MEGUEDEM Mohamed : ex-directeur de l'information à la présidence.
MEHRI Abdelhamid : homme politique, ex-diplomate et ex-secrétaire général du FLN.
MEKBEL Saïd : journaliste (assassiné le 3 décembre 1994).

MEKHFI Zidane : chef de la milice à Bouira.
MERABET Omar : officier du DRS, ex-chef de cabinet à la DCE, actuellement en poste à Paris.
MERAH Ahmed : bouyaliste retourné, chargé d'encadrer les milices de « patriotes ». Il est mort, empoisonné, en février 2002.
MERANI Ahmed : ex-ministre des Affaires religieuses (1995-1997).
MERAOU Djillali, *alias* Salah : colonel du DRS, ex-chef du service de presse et de documentation (assassiné le 19 février 1995).
MESSAADIA Chérif : ex-secrétaire général du FLN.
MESSAOUDI Aïssa, *alias* Tayeb El-Afghani : militant islamiste.
MESSAOUDI (Toumi) Khalida : féministe, ex-membre du RCD et actuelle ministre de la Communication.
MÉZIANE Chérif Abderrahmane : ex-*wali* d'Alger, ex-ministre de l'Intérieur (1994-1995).
MOGHNI Abdelkader : imam, membre du bureau du FIS.
MOHAMMEDI Mohamed Salah : ex-ministre de l'Intérieur du gouvernement Hamrouche (1989-1991).
MSIREF Mohamed, *alias* Abderazak : commandant du DRS, ex-chef du CRI de Tamanrasset (assassiné en juin 1992).
NAHNAH Mahfoud : homme politique, président du Hamas, rebaptisé MSP (décédé le 19 juin 2003).
NEZZAR Khaled : général de l'ANP, ex-ministre de la Défense et ex-membre du HCE.
OMAR Noureddine, *alias* Nacer : agent chargé de la protection de l'imam Sahraoui à Paris (assassiné le 11 juillet 1995).
OUADDAH Mohamed : ex-directeur général de la police.
OUCHTATI Hocine, *alias* Salim : officier du DRS.
OUGUENOUNE Hacine, *alias* Haroun : ex-capitaine du DRS, dissident, membre du MAOL.
OULD ADDA Abdelkrim : dirigeant du FIS en Belgique.
OURAL Ali : sous-officier du DRS en poste à Paris.
OUYAHIA Ahmed : diplomate, ex-chef du gouvernement (1995-1998) et chef du gouvernement depuis avril 2003, premier secrétaire du RND.
REDJAM Abderrezak : dirigeant du FIS.
ROUABHI Mohamed : militant du FIS.
SAADI Salim : ex-colonel de l'ANP, ex-chef de région et ex-ministre de l'Intérieur (1992-1994).
SADI Saïd : homme politique, leader du RCD.
SAHNOUNI El Hachemi : ex-membre du *majless ech-choura* du FIS.
SAHRAOUI Abdallah : ex-lieutenant de la SM, ex-chef du BSS de Annaba.
SAHRAOUI Abdelbaki : militant du FIS et imam de la mosquée de la rue Myrha à Paris (assassiné le 11 juillet 1995).
SAHRAOUI Abdelkader : homme d'affaires, opposant au régime.
SAÏD Mohamed : imam, membre influent du FIS qui ralliera le GIA (tué par Djamel Zitouni en juillet 1995).
SAÏDI Fodhil, *alias* Abdelhamid : général du DRS, ex-chef de la DDSE et ex-chef de région (4[e] RM). Tué dans un « accident » le 4 juin 1996.
SARI Redouane : ex-officier supérieur de l'ANP, ex-responsable du service informatique.

SAYAH Abdelmalek : ex-procureur général d'Alger ; actuellement consul général dans la région parisienne.
SEDDIKI Noureddine : membre de la secte d'El Hidjra oua Takfir de Belcourt.
SELLAMI Mohamed : chef de la milice de Boufarik (tué par erreur par un autre milicien le 19 décembre 1995).
SENHADRI Abdelhafid : ex-président du CNSA et membre du CCN.
SID-AHMED Mourad, *alias* Djaafar El-Afghani : émir national du GIA (tué par les forces de sécurité le 26 février 1994).
SIFI Mokdad : ex-chef du gouvernement (11 mars 1994-30 décembre 1995).
SMAÏN Mohamed : responsable de la LADDH à Relizane.
SMOUN Boualem : ex-sous-officier de la SM, gérant de l'hôtel Kettani.
SOUAÏDIA Habib : ex-officier de l'ANP, auteur du livre *La Sale Guerre* (février 2001).
SOUAMÈS Mahmoud, *alias* Habib : colonel du DRS, chef d'antenne de la SM en France de 1990 à 1997 (décédé en 1997).
SOUSSANE Saïd : militant du FIS.
TACINE Mourad : membre en 1994 d'un réseau de soutien au GIA en France ; condamné à ce titre en 1999.
TADJOURI Kacem : ex-membre du *majless ech-choura* du FIS.
TALEB IBRAHIMI Ahmed : homme politique, ex-ministre à divers postes (1965-1986).
TARIGHT Abdelmadjid : général de l'ANP, ex-commandant des forces navales et conseiller du ministre de la Défense nationale.
TARTAG Athmane, *alias* Bachir : colonel du DRS, chef du CPMI (1990-2001), nommé général en juillet 2003.
TIGHA Abdelkader : ex-sous-officier du DRS, dissident.
TOLBA M'hamed : ex-directeur général de la police.
TOUAME Mohamed, *alias* Hadj Lakhdar : ancien membre de El-hidjra oua at-takfir, commerçant en France.
TOUATI Mohamed : général de l'ANP, conseiller du président de la République.
TOUCHENT Ali, *alias* Tarek : responsable du GIA en Europe, agent du DRS (tué le 23 mai 1997).
TOUMIAT Omar : ex-capitaine du DRS.
YAHIA Abdallah : chef du commando auteur du détournement de l'Airbus d'Air France le 24 décembre 1994.
YOUNÈS Karim : homme politique, actuel président du Parlement.
ZAHRAOUI Achour : colonel du DRS (assassiné en août 2001).
ZAOUI Ahmed : ex-dirigeant du FIS.
ZEBDA Benazzouz : ex-dirigeant du FIS.
ZEMALI El Hadi : officier du DRS.
ZERHOUNI Noureddine, *alias* Yazid : ex-chef de la SM, actuel ministre de l'Intérieur.
ZÉROUAL Liamine : général de l'ANP, ex-ministre de la Défense et ex-président de la République (1994-1998).
ZIGHOUD Youcef : révolutionnaire tombé au champ d'honneur.
ZITOUNI Djamel, *alias* Abou Abderrahmane Amine : émir national du GIA, agent du DRS (tué en mai ou juillet 1996).

ZOUABRI Antar, *alias* Abou Talha : émir national du GIA, agent du DRS (tué le 8 février 2002).

ZOUBIR Tahri, *alias* Hadj Zoubir : colonel du DRS, chef du service action psychologique (désinformation) de 1995 à 2001.

Principaux sigles utilisés

AIS : Armée islamique du salut (créée en juin 1994 sous l'égide du FIS, l'AIS a décrété un cessez-le-feu unilatéral en octobre 1997, suite à un accord secret avec le DRS).

ALN : Armée de libération nationale (1954-1962).

AMIA : Académie militaire interarmes de Cherchell.

ANP : Armée nationale populaire.

APC : Assemblée populaire communale (commune).

APN : Assemblée populaire nationale.

APS : Algérie presse service (l'agence de presse de l'État algérien).

APUA : Association populaire pour l'unité et l'action (petit parti politique proche du pouvoir, dirigé par Mohamed Abbas Allalou).

APW : Assemblée populaire de *wilaya*.

ASP : Assistant de sécurité préventive (correspondants de la Sécurité militaire au niveau de chaque institution de l'État et entreprise publique).

BPM : Bataillon de police militaire.

BSS : Bureau de sécurité du secteur (antenne de la Sécurité militaire au niveau de chaque *wilaya*).

CAD : Cellule analyse et documentation (créée en janvier 1992, cette structure chargée de superviser l'administration de l'état d'urgence a été installée au siège du DRS à Delly-Brahim).

CC/ALAS : Comité de coordination des actions de lutte anti-subversive (créée en septembre 1992, cette structure, dirigée depuis lors par le général-major Mohamed Lamari, comprend des régiments de parachutistes des « forces spéciales » de l'ANP et des unités du DRS ; avec le DRS, les unités de cette structure ont joué un rôle majeur dans la répression menée depuis 1992 contre les islamistes et les populations civiles).

CCN : Conseil consultatif national (sorte de Parlement, créé le 22 juin 1992, constitué non pas d'élus mais de personnes désignées par l'administration et les services de sécurité ; il a été remplacé fin 1993 par le CNT).

CFN : Commandement des forces navales.

CFT : Commandement des forces terrestres (structure de l'ANP basée à Aïn-Naâdja).

CNAN : Compagnie nationale algérienne de navigation.

CNSA : Comité national pour la sauvegarde de l'Algérie (structure civile créée le 30 décembre 1991, à l'initiative des chefs de l'armée, pour justi-

fier l'interruption du processus électoral afin de « sauver la démocratie »).

CNT : Conseil national de transition (Parlement composé de membres non élus, désignés par le pouvoir, qui a siégé de début 1994 jusqu'aux élections législatives de juin 1997).

CPMI : Centre principal militaire d'investigation (localisé à Ben-Aknoun, cet organe du DRS relève de la DCSA ; il a été dirigé, de 1990 à mars 2001, par le commandant – promu ensuite colonel – Athmane Tartag, dit « Bachir » ; le CPMI est l'un des principaux centres de torture et de liquidation d'opposants).

CPO : Centre principal des opérations (dépendant de la DCE, cette unité du DRS, dont le siège est le Centre Antar de Ben-Aknoun, est chargée des actions illégales ; le CPO a été dirigé par le commandant Amar Guettouchi jusqu'à sa mort en opération en mai 1992 ; il a alors été remplacé par le colonel Farid Ghobrini, lui-même remplacé en 1995 par le colonel Kamel Hamoud).

CPVA : Conseil populaire de la ville d'Alger.

CTRI : Centre territorial de recherche et d'investigation (antenne du DRS dans chaque région militaire ; les CTRI sont nés début 1993 de la fusion des antennes de la DCE, les CRI – centres de recherche et d'investigation –, et de la DCSA, les CMI – centres militaires d'investigation ; le plus important CTRI est celui de Blida : dirigé depuis 1990 par le commandant – promu ensuite colonel – Mehenna Djebbar, c'est l'un des principaux centres de torture et d'exécutions extrajudiciaires du DRS).

DCE : Direction du contre-espionnage (branche du DRS, dirigée depuis septembre 1990 par le colonel – promu général fin 1992 – Smaïl Lamari, dit Smaïn, toujours en poste près de treize ans plus tard).

DCI : Division contre-ingérence (organe de la SM, dépendant de la DGDS).

DCSA : Direction centrale de la sécurité de l'armée (branche du DRS, dirigée de septembre 1990 à juin 1996 par le colonel – promu général fin 1992 – Kamel Abderrahmane, remplacé par le colonel Mohamed Zeghloul).

DDSE : Direction de la documentation et de la sécurité extérieure (branche du DRS, dirigée de septembre 1990 à juillet 1994 par le lieutenant-colonel Saïdi Fodhil, puis par le général Hassan Bendjelti, dit Abderazak Tetouan, remplacé en avril 1996 par le général Rachid Laalali, dit Attafi).

DEC : Délégué exécutif communal (maires non élus nommés par le pouvoir en juin 1992 pour remplacer, après leur destitution, les maires FIS qui avaient été élus en juin 1990).

DGDS, puis DGPS : Délégation générale à la documentation et à la sécurité et Délégation générale à la prévention et à la sécurité (branche de la SM rebaptisée DCE en septembre 1990).

DGSN : Direction générale de la sûreté nationale (police).

DRS : Département du renseignement et de la sécurité (nouvelle appellation de la SM, depuis septembre 1990, date à laquelle sa direction a été confiée au général Mohamed Médiène, dit Toufik, toujours en poste près de treize ans plus tard).

ENAPAL : Entreprise nationale des produits alimentaires.

ENTV : Entreprise nationale de télévision.

FFS : Front des forces socialistes (créé en 1963 par Hocine Aït-Ahmed).
FIDA : Front islamique du *djihad* armé (groupe dissident du GIA, « spécialisé » dans l'assassinat d'intellectuels et de personnalités, manipulé par le CPMI).
FIS : Front islamique du salut (créé en février 1989, reconnu officiellement en septembre de la même année et dissous le 4 mars 1992, suite à la proclamation de l'état d'urgence).
FLN : Front de libération nationale.
GIA : Groupe islamique armé (appellation apparue pour la première fois en octobre 1992).
GIR : Groupement d'intervention rapide (dépendant de la gendarmerie nationale).
GIS : Groupement d'intervention spéciale (dépendant du DRS).
GLD : Groupes de légitime défense (appellation officielle des milices créées en mars 1994 par le ministère de l'Intérieur).
GSPC : Groupe salafiste de prédication et de combat (réputé être issu d'une scission du GIA, en 1997).
HCE : Haut comité d'État (présidence collégiale constituée à l'initiative de l'armée suite au coup d'État du 11 janvier 1992, pour remplacer le président Chadli Bendjedid, « démissionné » ; le HCE a duré jusqu'en janvier 1994).
HCS : Haut conseil de sécurité (instance consultative, composée en janvier 1992 de trois militaires et trois civils).
INESG : Institut national des études de stratégie globale.
LADDH : Ligue algérienne de défense des droits de l'homme (présidée par l'avocat Ali Yahia Abdennour).
LIDD : Ligue islamique pour la *daawa* et le *djihad* (groupe dirigé par Ali Benhadjar et né d'une scission du GIA en 1996 ; il a cessé d'agir en 1997).
MAJD : Mouvement algérien pour la justice et le développement (parti politique fondé fin 1990 par Kasdi Merbah, ancien chef de la Sécurité militaire, assassiné en août 1993).
MALG : Ministère de l'Armement et des Liaisons générales (instance du Gouvernement provisoire de la République algérienne pendant la guerre de libération, ancêtre de la Sécurité militaire).
MAOL : Mouvement algérien des officiers libres (organisation d'officiers dissidents créée en 1997).
MDA : Mouvement pour la démocratie en Algérie (créé en 1984 par l'ex-président Ahmed Ben Bella).
MDN : Ministère de la Défense nationale.
MDRA : Mouvement démocratique révolutionnaire algérien (créé à la fin des années 60 par Krim Belkacem).
MEI : Mouvement pour un État islamique (créé en février 1992 à l'initiative de Saïd Makhloufi et d'autres anciens responsables du FIS).
MIA : Mouvement islamique algérien (créé en 1982 par Mustapha Bouyali ; après sa disparition en 1987, un nouveau MIA, Mouvement islamique armé, sera créé en 1990).
MSP : Mouvement de la société pour la paix (ou Hamas, parti islamiste dirigé par Mahfoud Nahnah, décédé le 19 juin 2003).
OJAL : Organisation des jeunes Algériens libres (escadron de la mort du DRS créé fin 1993 et disparu à la mi-1994).

ONDH : Observatoire national des droits de l'homme (structure créée en février 1992 par le HCE pour donner une couverture « démocratique » à la répression menée contre les islamistes ; l'ONDH a été dissous en 2001).
ONRB : Office national de la répression du banditisme (organisme basé à Chateauneuf, créé en avril 1992 et rattaché en principe à la police, mais dépendant en réalité du DRS ; l'ONRB a été dissous trois mois plus tard).
PAGS : Parti de l'avant-garde socialiste (ex-Parti communiste algérien, le PAGS a été créé dans la clandestinité en 1965 ; il est devenu Ettahadi en 1993, puis, en 1998, Mouvement démocratique et social).
PCO : Poste de commandement opérationnel (créé en juin 1991 à Aïn-Naâdja, lors de l'instauration de l'état de siège, et d'abord nommé Commandement des opérations de base, le PCO assurera à partir du coup d'État de janvier 1992 la coordination de l'action répressive des différents services de sécurité – DRS, DGSN et gendarmerie nationale ; placé sous l'autorité du colonel Smaïl Lamari, il est installé depuis avril 1992 dans la caserne de Chateauneuf).
PNSD : Parti national pour la solidarité et le développement.
PSD : Parti social-démocrate.
PT : Parti des travailleurs (trotskiste).
RAP : Régiment aéroporté.
RCD : Rassemblement pour la culture et la démocratie (créé en février 1989 par un dissident du FFS, Saïd Sadi).
RM : Région militaire (le territoire national est découpé en six régions militaires, dont les sièges sont à Blida, Oran, Béchar, Ouargla, Constantine et Tamanrasset).
RND : Rassemblement national démocratique (parti de gouvernement créé en mars 1997 à l'initiative d'ex-militants de FLN et de technocrates).
RPC : Régiment de paracommandos.
RR : Régiment de reconnaissance.
SIT : Syndicat islamique du travail (affilié au FIS, il a été dissous en juin 1991).
SM : Sécurité militaire.
SRA : Service de recherche et d'analyse.
SSP : Service de sécurité présidentielle.
UGTA : Union générale des travailleurs algériens (syndicat inféodé au pouvoir).

Table

Ce qu'il faut comprendre, c'est la mentalité très particulière de ces généraux, que j'ai côtoyés de près : pour eux, la vie des gens du peuple n'a rigoureusement aucune valeur, a fortiori quand ils ont manifesté des sympathies pour l'islamisme. Dès 1994, j'ai pu constater que les hommes du DRS avaient pris l'habitude de torturer et tuer leurs concitoyens comme s'il s'agissait de simples insectes. Entraînés dans ce déchaînement de barbarie, il devenait parfaitement logique que les généraux imaginent d'utiliser l'arme des massacres pour régler leurs problèmes "politiques" de 1997.

Depuis janvier 1992, l'Algérie est en guerre. Version officielle : pour contrer des islamistes fanatiques, une armée républicaine s'est mobilisée corps et âme. Version officieuse : une poignée de généraux corrompus ont mis leur pays à feu et à sang pour préserver leurs privilèges. Où est la vérité ? De nombreux témoignages ont déjà été publiés, affirmant l'une ou l'autre thèse, sans parvenir à trancher.
Ce livre marque un tournant : son auteur, l'ex-colonel Mohammed Samraoui, ancien cadre de la fameuse « Sécurité militaire » algérienne, y révèle pour la première fois les ressorts secrets de l'une des guerres civiles les plus atroces du XXe siècle. Il a vécu, de l'intérieur, l'enchaînement diabolique qui a plongé l'Algérie dans l'horreur, faisant plus de cent cinquante mille morts. En désaccord avec ce qu'il voyait, il a choisi de déserter en 1996.
Opposant résolu de l'islamisme radical, il n'a pas accepté les effroyables méthodes utilisées pour le combattre. À commencer par la plus stupéfiante d'entre elles : la manipulation, à un niveau insoupçonné jusqu'alors, des « groupes islamistes armés » (GIA) par ses chefs de la Sécurité militaire. C'est le cœur de son livre, qui relate dans le détail le dessous des événements clés de cette « seconde guerre d'Algérie » : des préparatifs du coup d'État de janvier 1992 aux massacres de 1997, en passant par l'assassinat du président Mohamed Boudiaf et les attentats de Paris en 1995.

Mohammed Samraoui, né en 1953, s'est engagé dans l'Armée nationale populaire algérienne en juillet 1974, choisissant le corps de la Sécurité militaire. En 1990, il est devenu le numéro 2 de la direction du contre-espionnage. En septembre 1992, il a été nommé responsable de la Sécurité militaire à l'ambassade d'Algérie en Allemagne. Il a déserté en février 1996 et il vit depuis en Allemagne, comme réfugié politique.


B 25489.6 09.03
ISBN 2.207.25489.5
19 €

